

Kropotkine et la Grande Guerre

Éric Vilain



Kropotkine
et la
Grande Guerre

Eric Vilain

Éditions du Cercle d'études libertaires – Gaston-Leval
2011

Chapitre I^{er}. – Anarchistes et syndicalistes face à la guerre	14
Un texte peu connu : « La Guerre » de Kropotkine (1912)	14
Le Manifeste des Seize.....	28
Maurice Laisant et Hem Day	34
« L’Internationale Anarchiste et la Guerre ».....	41
Malatesta	43
Evacuer les anarchistes de l’Internationale	49
Juillet 1893 : le congrès national des chambres syndicales & groupes corporatifs ouvriers	53
L’Internationale social-démocrate se construit dans son opposition aux « anarchistes »	56
L’année 1900 à Paris	60
Chapitre II. – Hégémonie du socialisme allemand.....	66
Débats sur la guerre au sein de la Première internationale	66
Basculement du rapport des forces en Europe	73
Une gauche expansionniste	75
Passif avec la social-démocratie allemande	83
Jean Jaurès.....	90
Le congrès de Stuttgart 1907.....	94
« Nous étions un peuple fini ».....	98
Le congrès de Copenhague (28 août-4 septembre 1910).	103
L’impôt de guerre extraordinaire	108
L’obstination des social-démocrates allemands à refuser de parler de la guerre	113
Chapitre III. – Illusions des socialistes français	121
Manipulation sur le vote des crédits de guerre.....	121
La question coloniale	124
« Il y eut la censure. Nous ne pouvions rien faire, rien dire. »	130
Au crédit de Liebknecht	137

Lénine et « l'internationalisme proclamatif »	140
Realpolitik internationale	144
La foi quelque peu candide des socialistes français	151
Pas plus que les députés socialistes français	156
La CGT et la guerre	157
L'internationalisme prolétarien : un schéma théorique	174
Le mouvement ouvrier international face à la guerre.....	177
Les signataires du Manifeste des Seize s'expliquent	180
Conclusion	188
Annexes	192
<i>Document 1.</i> – Correspondants de La Bataille syndicaliste et de La Bataille	192
<i>Document 2.</i> – L'Internationale Anarchiste et la Guerre .	194
<i>Document 3.</i> – Le Manifeste des Seize (28 février 1916)	197
<i>Document 4.</i> – Zimmerwald, 5-8 septembre 1915	200
<i>Document 5.</i> – Manifeste de Zimmerwald, septembre 1915	202
<i>Document 6.</i> – Liste des congrès de la II ^e Internationale et bref survol sur la question de la guerre	206

« Ah! si la France était envahie par une armée de prolétaires Allemands, Anglais, Belges, Espagnols, Italiens, portant haut le drapeau du socialisme révolutionnaire et annonçant au monde l'émancipation finale du travail et du prolétariat, j'aurais été le premier à crier aux ouvriers de la France : « Ouvrez leur vos bras, ce sont vos frères, et unissez-vous à eux pour balayer les restes pourrissants du monde bourgeois ! Mais l'invasion qui déshonore la France aujourd'hui, ce n'est point une invasion démocratique et sociale, c'est une invasion aristocratique, monarchique et militaire. Les cinq cents ou six cents mille soldats allemands qui égorgent la France à cette heure sont les sujets obéissants, les esclaves d'un despote qui est tout entiché de son droit divin, et dirigés, commandés, poussés comme des automates, par des officiers et des généraux sortis de la noblesse la plus insolente du monde, ils sont – demandez le à vos frères les ouvriers de l'Allemagne – les ennemis les plus féroces du prolétariat. En les recevant pacifiquement, en restant indifférents et passifs devant cette invasion du despotisme, de l'aristocratie et du militarisme allemand sur le sol de la France, les ouvriers français ne trahiraient pas seulement leur propre dignité, leur propre liberté, leur propre prospérité, avec toutes leurs espérances d'un meilleur avenir, ils trahiraient encore la cause du prolétariat du monde entier, la cause sacrée du socialisme révolutionnaire. Car celui-ci leur commande, dans l'intérêt des travailleurs de tous les pays, de détruire ces bandes féroces du despotisme allemand, comme elles-mêmes ont détruit les bandes armées du despotisme français, d'exterminer jusqu'au dernier soldat du Roi de Prusse et de Bismark, au point qu'aucun ne puisse quitter vivant ou armé le sol de la France.

« Les ouvriers, par cette attitude passive, veulent-ils se venger des bourgeois ? Ils se sont déjà vengés ainsi, une fois, en Décem-

bre, et ils ont eux-mêmes payé cette vengeance par vingt ans d'esclavage et de misère. Ils ont puni l'affreux attentat des bourgeois de Juin, en devenant eux-mêmes les victimes de Napoléon III, qui les a livrés, pieds et mains liés, à l'exploitation des bourgeois. Cette leçon ne leur aurait-elle point paru suffisante, et veulent-ils, pour se venger encore une fois des bourgeois, devenir aujourd'hui, pour vingt ans de plus et davantage peut-être, les esclaves et les victimes du despote prussien, qui ne manquerait pas de les livrer à son tour à l'exploitation de cette même bourgeoisie ?

« Se venger toujours sur son propre dos et au profit de ceux-là mêmes dont on se propose de tirer vengeance ne me paraît pas très spirituel, et c'est pourquoi il m'est impossible de croire à la véracité des rapports des correspondants allemands. Les ouvriers si intelligents de Paris peuvent-ils ignorer que la victoire définitive des Prussiens signifierait la misère et l'esclavage du prolétariat français beaucoup plus encore que l'humiliation et la ruine de la bourgeoisie de la France ? Pourvu qu'il y ait matière à exploitation, pourvu que la misère force le travailleur de vendre son travail à bas prix au bourgeois, la bourgeoisie se relève, et toutes ses pertes momentanées finissent toujours par retomber sur le prolétariat. Mais le prolétariat français, une fois enchaîné par les Prussiens, ne se relèvera pas de longtemps, à moins que les travailleurs de quelque pays voisin, plus énergiques et plus capables que lui, ne prennent l'initiative de la révolution sociale. »

Bakounine, Lettre à un Français, 27 août 1870

Kropotkine et la Grande Guerre

Eric Vilain

Kropotkine, l'un des principaux théoriciens du mouvement libertaire, adopta en 1916 une position de soutien à l'Union sacrée et signa un manifeste auquel se joignirent quatorze autres militants anarchistes ¹ et, ajouterons-nous, *seulement* quatorze. Ce ralliement de Kropotkine suscita un réel désarroi dans le mouvement libertaire, par tradition anti-militariste et opposé aux guerres. On s'est souvent interrogé sur les raisons de son choix. On a rarement essayé de comprendre pourquoi il a *attendu 1916* pour le faire.

Selon Kropotkine, il existe un conflit irréductible entre deux visions du socialisme : la française et l'allemande. Il en résulte que la victoire de l'Allemagne dans un conflit qui l'oppose à la France aboutira à l'hégémonie de sa vision du socialisme. En cela, Kropotkine se fait l'écho de débats déjà anciens : lors de la guerre précédente Bakounine lui-même avait pris parti pour la France parce qu'il considérait que la victoire prussienne aurait été une catastrophe pour la civilisation européenne. Marx de son côté écrivit à Engels le 20 juillet 1870 une lettre dans laquelle il se réjouit que la victoire allemande transférerait le centre de gravité du socialisme vers

¹ Il est convenu d'appeler ce document le « Manifeste des seize » mais en réalité, à la suite une mauvaise interprétation, on assimila un nom de lieu à celui d'une personne. Nous continuerons, selon l'usage, de désigner ce texte sous le nom de Manifeste des Seize.

l'Allemagne, ce qui assurerait « la prépondérance, sur la scène mondiale, du prolétariat allemand sur le prolétariat français »¹. On voit que, dès le début, le marxisme envisage la question en termes d'hégémonie de sa doctrine.

Kropotkine écrit d'ailleurs qu'après la défaite de la France en 1870, « les Allemands s'efforcèrent de modifier la méthode et le but du mouvement socialiste tout entier ». La scission entre les deux courants du mouvement ouvrier « devint apparente aussitôt après la guerre franco-allemande ». Le conflit entre les marxistes et les bakouniniens, dit Kropotkine, ne fut donc pas une affaire personnelle mais « un conflit entre l'esprit latin et l'esprit allemand, qui, après avoir battu la France sur le champ de bataille, prétendait à la suprématie dans le domaine de la science, de la politique, de la philosophie et aussi du socialisme et représentait sa conception du socialisme comme "scientifique", tandis qu'il qualifiait toutes les autres conceptions d'"utopiques" »².

De fait, les rapports entre les mouvements socialistes français et allemands après la guerre franco-prussienne furent littéralement des rapports de subordination du premier au second, empreints d'une sorte de fascination morbide.

Au début de 1916, le commandement allemand engage une grande bataille à l'issue de laquelle il pense que l'armée française va s'effondrer. Il décide d'attaquer Verdun, que les Français vont défendre coûte que coûte, pour des raisons stratégiques – c'est la voie qui mène à Paris – et symboliques.

Les Allemands disposent d'un avantage en termes de transports ferroviaires pour approvisionner leur armée, et d'une supériorité en artillerie. Le général Falkenhayn décide de porter un coup fatal à

¹ Lettre de Marx à Engels, 20 juillet 1870 : « La prépondérance allemande transformera en outre le centre de gravité du mouvement ouvrier de l'Europe occidentale, de France en Allemagne ; et il suffit de comparer le mouvement dans les deux pays, depuis 1866 jusqu'à présent, pour voir que la classe ouvrière allemande est supérieure à la française tant au point de vue théorique qu'à celui de l'organisation. La prépondérance, sur la scène mondiale, du prolétariat allemand sur le prolétariat français serait en même temps la prépondérance de notre théorie sur celle de Proudhon. »

² Kropotkine, *Autour d'une vie*, Stock, 22^e édition, 1921, p. 396-398.

l'armée française : « les forces de la France seront saignées à mort... que nous atteignons notre objectif ou non », dit-il. L'attaque allemande commence le 21 février avec trois corps d'armée après une violente préparation d'artillerie. Les deux divisions françaises qui défendent les seize kilomètres de la première ligne sont submergées. Philippe Pétain, qui commande la II^e armée française, organise la riposte. En 24 heures 6 000 camions amènent des renforts sur le front. L'attaque allemande est repoussée.

Le 6 mars, les Allemands lancent une nouvelle attaque, elle aussi repoussée. 700 000 hommes, Français et Allemands, tombent sur le champ de bataille, pour aucun gain territorial, ni d'un côté, ni de l'autre. Du côté français, les pertes (morts, blessés et disparus) s'élèvent à 379 000 ; du côté allemand 335 000.

Il est clair maintenant que la guerre durera longtemps. Ses effets sur la population civile sont difficilement supportables. En outre, les atrocités commises par les Allemands dans la partie de la France occupée et en Belgique ¹ ont traumatisé la population. Le commandement allemand sent qu'il faut débloquer la situation. *Un quart du territoire français* est occupé et aucun signe que la situation allait s'améliorer. Pour Kropotkine, il n'y avait aucun doute que le gouvernement allemand entendait tout simplement annexer la Belgique et le Nord de la France, ce que les dirigeants socialistes allemands reconnaîtront d'ailleurs eux-mêmes.

C'est dans ce contexte que quelques anarchistes signent, en mars 1916, le Manifeste des Seize soutenant la participation à la guerre. La date n'est pas fortuite. Ce n'est pas non plus un hasard si les quinze signataires faisaient partie des plus anciens du mouvement : mieux que les jeunes ils connaissaient l'histoire et avaient en mémoire les faits de la précédente guerre, celle de 1870. Plus que les jeunes militants, ils se méfiaient des dirigeants de la social-démocratie allemande.

Les signataires eux-mêmes avaient conscience de ne pas faire partie de la même génération. Dans une lettre aux *Temps nouveaux*, publiée après la guerre, Malato revendique son soutien au Manifeste des Seize, s'en prend aux « jeunes » du mouvement libertaire et rap-

¹ Le 4 août 1914 un million de soldats allemands occupent la Belgique.

pelle les enjeux : il refuse de stigmatiser comme « massacreurs » ceux qui ont « organisé la défense des sociétés plus ou moins démocratiques (bourgeoises, c'est entendu), contre le moyen âge, le militarisme allemand et la papauté ». A ce titre, il s'oppose à ceux du *Libertaire* : « Ceux-là ne sont pas de notre génération, ils ne nous comprennent pas, l'étiquette peut être la même, mais ils pensent et sentent contrairement à nous ¹. » Malato ajoute :

« C'est vous dire que si je suis prêt à endosser toutes responsabilités de signature avec vous et nos vieux amis (Grave, avec lequel je me suis tant disputé, et me disputerai peut-être encore, Tcherkessoff, Bertrand, Paul et Jacques Reclus, Cornélissen et les autres camarades des *Temps nouveaux*), je n'entends en rien faire le jeu des néoanarchistes qui sont beaucoup plus près d'un Mauricius ² que de Kropotkine. On a laissé le terrain aux fripouilles en

¹ *Temps nouveaux* n° 9, 15 mars 1920.

² Maurice Vandamme (1886-1974), plus connu sous le pseudonyme de Mauricius. Dès le début, en 1905, il fait partie des principaux collaborateurs de *L'Anarchie*, organe des anarchistes individualistes fondé par Libertad. Après sa mort en 1908, Mauricius assure avec Lorulot la direction du journal ; en 1910, il abandonne ses fonctions qu'il reprend en juin 1913. Au congrès anarchiste de Paris qui se tient en août 1913, voulant exposer le point de vue des individualistes, il est pris à partie par Jean Grave et Pierre Martin. En avril 1916, il fonde avec Sébastien Faure le journal pacifiste *Ce qu'il faut dire* dont il est le gérant sous son vrai nom. Dès la fin de la Première Guerre mondiale, Mauricius collabore à *La Mêlée*, publiée par E. Armand. En juillet 1920, mandaté par la Fédération des cheminots et le Comité pour l'adhésion à la III^e Internationale, il se rend en Russie soviétique. Dénoncé comme suspect, il est arrêté à son arrivée et condamné à mort. Il n'est libéré que grâce à l'intervention de syndicalistes français. En mai 1925, Mauricius est candidat anarchiste individualiste aux élections municipales dans le quartier de Clignancourt. Par la suite, il cesse de militer activement et reprend ses études, obtenant un doctorat ès sciences. Il découvre, vers 1933, les propriétés thérapeutiques de l'ozone et fonde trois ans plus tard un centre médical où l'on pratique des insufflations d'ozone. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le centre servira de lieu de rencontre et d'hébergement pour la Résistance. Mauricius en reste le directeur jusqu'en 1958, ne cessant de mener tout ce temps une lutte acharnée contre les trusts pharmaceutiques, l'ordre des médecins et tous ceux qui « exploitent la maladie comme d'autres exploitent le travail des ouvriers ». En 1954, sous le pseudonyme de C.V. d'Autrec, il publie d'ailleurs *Les Charlatans de la médecine* ; ce qui ne l'empêche pas d'être décoré et nommé chevalier de l'ordre du mérite pour « services exceptionnels rendus

se refusant à les exécuter, et dans les moments psychologiques on s'aperçoit que ce sont ces gens-là qui ont pris la direction du mouvement et que nous ne comptons plus. »

Ces propos rendent bien compte du fossé qui s'était creusé entre les signataires du Manifeste et le reste du mouvement, que Malato appelle les « néoanarchistes ».

Alors même que le Manifeste des Seize reflète des positions extrêmement minoritaires, il allait diviser profondément le mouvement libertaire français. La qualité même de ses signataires, et en particulier Kropotkine, y fut pour quelque chose.

L'année 1916 marque un tournant en Allemagne même. L'appareil militaire, au contraire de ce qui se passait en France, était en train de s'autonomiser par rapport au pouvoir civil. En France, la tendance à la domination du militaire sur le civil est bien apparue au début de la guerre, mais le pouvoir politique a réussi à reprendre le contrôle, grâce à la prégnance de la tradition républicaine et parlementaire.

De Gaulle, prisonnier de guerre en 1917, déclara que l'Allemagne perdrait la guerre parce que les généraux n'obéissaient plus au pouvoir civil. Les généraux Hindenburg et Ludendorff exercèrent, à partir d'août 1916, une quasi-dictature et concentrèrent entre leurs mains des responsabilités politiques que les généraux français n'ont jamais assumées. Une bureaucratie militaire s'instaura qui accaparait l'essentiel des décisions politiques. Cela conduisit l'état-major allemand à des comportements autistes : à la fin de la guerre, Ludendorff donnait des ordres à des divisions qui n'existaient plus.

Si l'Allemagne avait gagné la guerre, il ne fait pas de doute qu'une dictature militaire terrible aurait régné sur le pays – et sur toute l'Europe. Kropotkine, plus que tout autre, en avait conscience. Au sein du mouvement libertaire, le débat était de savoir :

à la santé publique ». Il meurt le 28 juin 1974 à Paris. (Résumé de René Bianco, « Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français ».)

- S'il fallait refuser de prendre position, garder un point de vue de principe internationaliste et, dans l'éventualité d'une victoire allemande, reprendre la lutte révolutionnaire ;
- Si la victoire allemande, instaurant une dictature militaire sur toute l'Europe, allait bloquer pour un temps indéfini toute possibilité de lutte révolutionnaire.

Le nœud du problème était l'attitude du prolétariat allemand en cas de victoire du Reich. Kropotkine était extrêmement sceptique sur les positions que pourrait prendre la direction du parti social-démocrate allemand.

Chapitre I^{er}. – Anarchistes et syndicalistes face à la guerre

Un texte peu connu : « La Guerre » de Kropotkine (1912)

« La guerre », qui fut publié en 1912¹, est un texte particulièrement intéressant parce qu'il expose de manière dense et concise le point de vue de Kropotkine sur la fonction de la guerre dans le régime capitaliste et étatique. Il est difficilement concevable d'examiner les positions défendues par le vieux révolutionnaire en 1916 sans connaître ce qu'il dit de la guerre dans son texte de 1912 ; non pas que celui-ci préfigure en quoi que ce soit ses choix ultérieurs, au contraire. Savoir ce qu'il pensait *réellement* de la guerre permettra peut-être d'éclairer les motivations de son choix de soutenir la France contre l'Allemagne en 1916.

Il fait une analyse franchement matérialiste de la question ; il a aussi le mérite d'insérer le phénomène colonial dans le cadre d'une vision globale dans laquelle les projets de la haute finance et des gouvernements nationaux sont liés. L'Allemagne n'y tient pas le rôle du « méchant », comme dans le Manifeste des seize ; elle apparaît plutôt comme un « second couteau » dans la concurrence à mort que se livrent les grandes puissances, voire même presque comme la victime de la puissance dominante du moment, l'Angleterre, qui fait tout pour la contenir dans ses limites territoriales, pour l'empêcher de jouer dans la cour des grands.

La guerre qui va éclater deux ans plus tard, qui a déjà failli éclater plusieurs fois est, dans l'esprit de Kropotkine, incontestablement une guerre inter-impérialiste, même s'il n'utilise pas le terme. Son texte est une description du contexte économique et politique qui va conduire à l'embrasement. La question coloniale n'y est que l'exportation hors du territoire européen des conflits qui opposent les États pour l'expansion de leur économie :

¹ Extrait de *La Science Moderne et l'Anarchie*.

« Ce sont toujours des rivalités pour des marchés et pour le droit à l'exploitation des nations arriérées en industrie, qui sont la cause des guerres modernes ¹. »

Les pays dominés ne sont que des « nations arriérées en industrie » ; ils n'ont pas d'autre statut. Il n'y a rien chez Kropotkine qui laisse entendre qu'ils sont inférieurs. A aucun moment Kropotkine n'envisage pas, comme le font les socialistes français et allemands, la domination coloniale comme potentiellement positive pour les pays dominés, par la « civilisation » qui pourrait leur être apportée de l'extérieur ². Il n'y a ni le cynisme des social-démocrates allemands qui considèrent que la colonisation apporte la « civilisation » aux populations dominées, ni les réserves faussement vertueuses de certains républicains et socialistes français partisans d'un colonialisme « humain » ³. Grandes puissances et pays dominés sont deux éléments intégrant du système capitaliste et étatiste mondial et sont en inter-relation. Kropotkine s'attache à montrer que la domination sur les « nations arriérées en industrie » est un enjeu vital dans la concurrence que les pays développés se font pour la domination des marchés, mais il insiste également sur les effets pervers qu'elle produit

¹ Kropotkine, *La Guerre*, 1912. Sauf indication contraire, les citations de ce chapitre sont extraites de ce texte de Kropotkine.

² La II^e Internationale est parcourue de courants qui s'opposent sur la question coloniale. Au congrès de Paris, en 1900, la politique coloniale est condamnée d'une voix. En 1904 à Amsterdam une tendance voit dans la question coloniale un fait inévitable, voire nécessaire pour les socialistes. Après 1907 un courant voit dans la colonisation un fait civilisateur que les socialistes doivent assumer ; un courant condamne les pratiques coloniales mais reconnaît dans le fait un facteur de civilisation ; un troisième courant condamne le fait colonial dans son principe même.

³ Discours de Jaurès pour l'Alliance française, Albi, 1884 : « ... Quand nous prenons possession d'un pays, nous devons amener avec nous la gloire de la France, et soyez sûrs qu'on lui fera bon accueil, car elle est pure autant que grande, toute pénétrée de justice et de bonté. Nous pouvons dire à ces peuples, sans les tromper, que jamais nous n'avons fait de mal à leurs frères volontairement : que les premiers nous avons étendu aux hommes de couleur la liberté des Blancs, et aboli l'esclavage [...] ; que là enfin où la France est établie, on l'aime, que là où elle n'a fait que passer, on la regrette ; que partout où sa lumière respandit, elle est bienfaisante ; que là où elle ne brille plus, elle a laissé derrière elle un long et doux crépuscule où les regards et les cœurs restent attachés. »

sur la situation des classes laborieuses des pays industriels, en y développant la misère. Il semble cependant que le révolutionnaire russe voie dans le phénomène colonial beaucoup plus une ouverture de marchés pour les produits manufacturés des pays industriels que l'accès aux produits bruts qui y sont extraits – sans que ce dernier point soit totalement écarté.

Les guerres ne sont pas faites pour la gloire, ni pour assouvir une quelconque volonté de pouvoir : elles sont le résultat des antagonismes économiques entre grandes puissances. Ainsi, les guerres que fit l'Angleterre à la France après la Révolution eurent pour objectif de garantir aux monopolistes anglais leurs intérêts commerciaux. Ayant perdu le Canada et ses colonies dans les Indes, la France « obtint la permission en retour de se créer un empire colonial en Afrique (à condition de ne pas toucher à l'Égypte), et d'enrichir ses monopolistes en pillant les Arabes en Algérie »¹. La colonisation française en Afrique du Nord est ainsi fondamentalement un pillage, tandis que pour Marx, les « bédouins » sont une « nation de voleurs » qui ont au fond tout à gagner de l'occupation française².

Après que l'Allemagne eut développé son économie, celle-ci se mit sur les rangs dans la course aux colonies. Les industriels allemands comprirent « ce que Proudhon avait si bien démontré : que l'industriel ne parvient à sérieusement s'enrichir que si une bonne partie de ses produits est exportée dans des pays où ils peuvent être vendus à des prix auxquels ils ne pourraient jamais arriver dans le pays d'origine ». Dès lors, toutes les couches sociales de l'Allemagne, « celle des exploités, aussi bien que des exploités », tendirent à l'unification du pays, à la constitution d'une grande marine, à conquérir des ports dans la mer du Nord et l'Adriatique, et un jour, en Afrique et en Orient : « Un empire qui pourrait dicter la loi économique en Europe », dit Kropotkine. Pour cela, ajoute-t-il, « il fallait évidemment, briser la force de la France ». Là se trouve l'origine de la guerre de 1870. Par cette victoire remportée sur la

¹ Kropotkine, « La guerre », 1912.

² Marx, article pour *The Northern Star* du 20 janvier 1848.

France, « un empire Allemand, ce rêve des radicaux, des socialistes et des conservateurs allemands depuis 1848, fut enfin constitué, et il fit bientôt sentir et reconnaître sa puissance politique et son droit de dicter la loi en Europe » ¹.

Selon Kropotkine, l'expansion remarquable de l'économie allemande, qui augmenta de manière considérable sa productivité industrielle, poussa le bourgeois allemand à convoiter « de nouvelles sources d'enrichissement un peu partout : dans les plaines de la Pologne, dans les prairies de la Hongrie, sur les plateaux de l'Afrique et surtout autour de la ligne de Bagdad, – dans les riches vallées de l'Asie Mineure » :

« C'est donc des ports d'exportation et surtout des ports militaires, dans l'Adriatique méditerranéenne et dans celle de l'Océan Indien – le Golfe persan – ainsi que sur la côte africaine à Beïra et, plus tard, dans l'océan Pacifique, que cherchent maintenant à conquérir les brasseurs d'affaires coloniales allemands et leur fidèle serviteur – l'Empire germanique ². »

Partout, l'Allemagne se heurte à l'Angleterre qui veille à conserver sa suprématie sur les mers et qui, pour cela, se cherche des alliés. En 1855 elle avait cassé le développement de la Russie comme puissance maritime avec l'aide de la Turquie et de la France ³ ; en 1900 elle avait lancé le Japon contre la flotte russe et son port militaire dans le Pacifique ⁴. Aujourd'hui, dit Kropotkine, elle cherche à faire la même chose avec l'Allemagne : « Ce qui fait que nous vivons depuis deux années sur le qui-vive, en prévision d'une guerre colossale européenne qui peut éclater du jour au lendemain. »

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ Allusion à la guerre de Crimée (1853-1856) qui fut une guerre menée par une coalition comprenant l'Empire ottoman, le Royaume-Uni, l'Empire français et le royaume de Sardaigne contre la Russie impériale.

⁴ Un traité avait été signé le 30 janvier 1902 entre le Japon et l'Angleterre, cette dernière voulant empêcher l'expansion russe sur les côtes du Pacifique. La guerre russo-japonaise (8 février 1904-5 septembre 1905) opposa la Russie impériale et l'Empire japonais.

Kropotkine semble rejoindre certains membres influents du parti social-démocrate allemand, comme Paul Lensch, sur lequel nous reviendrons. Ce dernier pensait que l'Angleterre était l'ennemi à abattre.

Le révolutionnaire russe avait parfaitement compris que la guerre russo-japonaise préfigurait les guerres modernes, d'une part par sa durée, d'autre part par les moyens, les forces engagées et les pertes. Plus de 2 millions d'hommes s'affrontent ; il y aura 156 000 morts et 280 000 blessés. La préfiguration des guerres modernes se révèle également par la logistique qui n'a plus rien à voir avec les guerres précédentes, les armements, les communications, le recours à des opérations maritimes et terrestres combinées complexes, etc. Manifestement, les stratèges français avaient bien moins compris ces évolutions que Kropotkine, puisqu'ils s'engagèrent dans le premier conflit du XX^e siècle avec en tête les méthodes des guerres du XIX^e.

Avec le développement de l'industrie dans des pays comme l'Autriche et l'Italie, on assiste également à de nouvelles revendications à la « curée en Afrique et en Asie ». « Le brigandage russe en Perse, le brigandage italien contre les Arabes du désert à Tripoli et le brigandage français au Maroc en sont la conséquence. » L'expansion coloniale est irréductiblement assimilée à du brigandage – point qui nous paraît important de souligner car Kropotkine se démarque singulièrement de Marx et Engels qui insistaient sur le rôle historiquement progressif de la colonisation, que ce soit celle des Britanniques en Inde ou des Français en Afrique du Nord.

Ainsi, un « consortium de brigands » a permis à la France de s'emparer du Maroc ; à l'Angleterre de s'emparer de l'Égypte ; aux Italiens de « s'emparer d'une partie de l'empire ottoman pour empêcher qu'il ne soit saisi par l'Allemagne » ; à la Russie de saisir la Perse septentrionale afin que les Anglais « puissent s'emparer d'un bon morceau sur les bords du golfe Persan, avant que le chemin de fer allemand n'y soit arrivé ! »

« Et pour cela les Italiens massacrent ignoblement les Arabes inoffensifs et les sicaires du Tzar pendent les patriotes persans qui voulaient régénérer leur patrie par un peu de liberté politique. »

Le 23 avril 1911 l'armée française était intervenue au Maroc, provoquant une réaction vigoureuse de l'Allemagne qui avait des visées sur le pays. Le 1^{er} juillet : un cuirassé allemand se présente dans le port d'Agadir pour protester contre l'intervention française.

L'Allemagne n'a pas de colonies et entend se mettre sur les rangs, malgré son retard par rapport à la France et la Grande-Bretagne. Elle avait des vues sur le Maroc, convoité également par la France qui occupait déjà l'Algérie. Aux termes d'un accord entre la Grande-Bretagne et la France signé en 1904, dit d'Entente cordiale, la France laisse les mains libres à la Grande-Bretagne en Egypte et peut en contrepartie instaurer un protectorat au Maroc. Guillaume II, qui veut participer au dépeçage, rencontre à Tanger le sultan Moulay al-Aziz, ce qui irrite Anglais et Français. En 1906, à la conférence internationale d'Algésiras, l'Allemagne se voit reconnaître des droits sur le Maroc, mais la France et l'Espagne y obtiennent des droits en matière de police et de banque. En mars 1911, le sultan est menacé par une révolte et demande l'aide de la France ; le mois suivant, les Français occupent Rabat, Fès et Meknès, ce qui est interprété comme une violation des accords d'Algésiras par l'Allemagne, qui, en mai, envoie dans la baie d'Agadir une canonnière, remplacée en juillet par un croiseur. L'Angleterre soutient fermement la France, qui menace l'Allemagne d'une guerre. Les deux pays décident de négocier : l'Allemagne abandonne ses prétentions sur le Maroc mais obtient 272 000 km² de territoires en Afrique équatoriale. Un traité est signé le 4 novembre 1911. La France se voit attribuer le Maroc, la Grande-Bretagne l'Egypte. En mars 1912, la France impose au sultan du Maroc un « protectorat ».

L'affaire du Maroc a montré la solidité de l'alliance avec la Grande-Bretagne ; c'est en outre la première fois depuis 1870 que la France s'oppose militairement, avec succès, à l'Allemagne. La « victoire » de la France est toutefois relative, dans la mesure où l'Allemagne gagne d'immenses territoires en Afrique.

L'affaire du Maroc est particulièrement intéressante pour notre propos car elle est révélatrice de l'attitude de la social-démocratie allemande. La direction du parti se montra, pendant cette période, délibérément passive. Hermann Molkenbuhr, qui était secrétaire du parti, ne fit aucune démarche auprès du Bureau socialiste international de Bruxelles de crainte qu'une dénonciation de l'impérialisme allemand ne nuise au parti, qui était en pleine campagne électorale. La prudence du parti, soucieux de ne pas affronter le nationalisme allemand, fit que 110 députés entrèrent au Reichstag – *ceux-là mêmes qui votèrent les crédits de guerre en août 1914...*

Le 29 septembre 1911, l'Italie déclare la guerre à la Turquie : 100 000 hommes sont mobilisés. Des opérations militaires italiennes ont lieu en Tripolitaine. Les 3-5 octobre, la flotte italienne bombarde les côtes de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque¹. Les Italiens prennent Tripoli. Le 20 octobre, les Italiens prennent Benghazi. Le 23 octobre, les Turcs et les Arabes attaquent les Italiens dans l'oasis de Benghazi : il y eut de lourdes pertes parmi les *bersaglieri*. Le 4 novembre l'armée ottomane est défaite par l'Italie.

Le 19 août 1911, un accord germano-russe est signé sur le partage d'influence en Perse et sur le chemin de fer de Bagdad. Ce chemin de fer (dénommé « Berlin-Bagdad » par la presse française et anglaise) est un projet de longue date de l'Allemagne, liée par des accords avec l'Empire ottoman. Sa construction commença en 1903 et ne fut terminée qu'en 1940.

Une révolution eut lieu en Perse entre 1905 et 1911 qui aboutit le 5 août 1906 à la formation d'un régime parlementaire avec une constitution écrite. Profitant des oppositions internes, la Russie et la Grande-Bretagne s'entendirent pour partager leurs sphères d'influence en Perse. Le gouvernement iranien fut informé de ce pacte le 7 septembre 1907 par les ambassadeurs russe et britannique. La révolution constitutionnelle se heurta à l'opposition féroce du shah, soutenu par la Grande-Bretagne et la Russie. *Il n'est pas exa-*

¹ La Tripolitaine et la Cyrénaïque, en Lybie, faisaient partie de l'Empire ottoman.

géré de dire que les conséquences du sabotage de la révolution démocratique en Iran se font encore sentir aujourd'hui.

Un colonel russe, Liakhoff, se trouvait à la tête de la garde du shah constituée de 1 000 cosaques, et joua un rôle déterminant dans la répression contre les Constitutionnalistes.

« Bien qu'il fût un officier russe, portant l'uniforme russe et recevant sa solde de son gouvernement, le Cabinet russe, face aux critiques formulées par les Britanniques et les Européens pour le rôle qu'il avait joué, promptement nia à la fois sa responsabilité et la connaissance qu'il avait de ses actes, affirmant qu'il était entièrement sous les ordres du shah. De nombreuses preuves avaient toutefois été apportées montrant qu'en planifiant et en mettant en œuvre la destruction des Medjlis [*assemblées législatives*] et de la Constitution, Liakhoff réalisait les dessins du prétendu « parti avancé », une clique réactionnaire qui entourait le tsar à Saint-Pétersbourg et dont Mons. De Hartwig, Ministre russe à Téhéran, était un exemple frappant ¹. »

Dans « La Guerre », Kropotkine se réfère au cadre international défini par les alliances qui étaient alors en place, notamment l'« Entente cordiale », signée le 8 avril 1904, qui avait considérablement modifié les équilibres prévalant jusqu'alors. Après la guerre de 1870-1871, la France s'était trouvée complètement isolée. Le chancelier Bismarck, soucieux qu'elle ne se mette pas en position de réclamer une revanche, avait veillé au grain. La Grande-Bretagne était restée à l'écart, n'intervenant que très peu dans les affaires du continent.

C'est la montée en puissance de l'Allemagne, évoquée par Kropotkine dans « La Guerre », qui poussa les Britanniques à sortir de leur isolement. Des contacts avaient été pris dès le début des années 1880 mais n'avaient pas abouti, faute de trouver un accord sur le partage de l'Afrique. Les contacts reprirent à trois reprises entre 1898 et 1901. Le nouveau roi Edouard II rompit les négociations qui

¹ *The Strangling of Persia*, W. Morgan Shuster, The Century Co., 1912

étaient alors engagées avec Berlin et relança l'idée d'une alliance avec la France.

La guerre russo-japonaise faillit tout remettre en question, car la France, qui tentait de se rapprocher de la Grande-Bretagne, était alliée avec la Russie tandis que la Grande-Bretagne, qui venait de signer un traité d'alliance avec le Japon, poussait celui-ci à attaquer la Russie.

Pour éviter toute confrontation, la France et la Grande-Bretagne engagèrent une négociation afin de régler leurs différends en Afrique, dans les Amériques, en Asie et dans le Pacifique. C'est ainsi que fut signé le 8 avril 1904 le traité dit d'« Entente cordiale », qui suscita beaucoup de scepticisme, mais qui révéla en fin de compte la capacité des deux parties à respecter leurs engagements. La question n'est pas minime puisque dix ans plus tard la Grande-Bretagne soutiendra la France.

La mainmise européenne sur les pays qu'on n'appelle pas encore du « tiers monde » ne se fait pas seulement par des opérations militaires. Kropotkine évoque une autre manière, beaucoup plus efficace : le contrôle financier de ces pays. Les banquiers prêtent de l'argent à des Etats qui s'endettent et se montrent incapables de rembourser. Les banquiers ajoutent alors les arriérés de l'intérêt et de l'amortissement au principal de l'emprunt. La description que fait Kropotkine est remarquable en ce sens que ce mécanisme de domination n'a absolument pas changé aujourd'hui :

« Plus les finances de l'État débiteur vont mal, plus insensées sont les dépenses de ses chefs – et plus volontiers on lui offre de nouveaux emprunts. Après quoi les banquiers s'érigent un jour en “consortium” pour mettre la main sur tels impôts, telles douanes, telles lignes de chemin de fer. »

C'est ainsi que les financiers ont ruiné et fait annexer l'Égypte par l'Angleterre. Ce fut la même chose pour la Turquie, ainsi que pour la Grèce, « qu'un groupe de financiers poussa à la guerre contre la Turquie, pour s'emparer ensuite d'une partie des revenus de la Grèce

vaincue ». C'est encore ainsi que la haute finance de l'Angleterre et des États-Unis procéda avec le Japon.

Kropotkine commente :

« Là où les naïfs croient découvrir de profondes causes politiques, ou bien des haines nationales, il n'y a que les complots tramés par les flibustiers de la finance. Ceux-ci exploitent tout : rivalités politiques et économiques, inimitiés nationales, traditions diplomatiques et conflits religieux. »

Partout, on retrouve les mêmes banques, ce que Kropotkine appelle la « haute pègre de la finance » dont il dit qu'elle est « un produit de l'État, – *un attribut essentiel de l'État* », qui fournit le cadre institutionnel et les garanties nécessaires à son activité. Le révolutionnaire russe rejoint en somme le point de vue de Marx, pour qui l'État est le conseil d'administration des affaires communes de la bourgeoisie.

L'industrie d'armement joue également un rôle déterminant. En ce moment, dit Kropotkine – nous sommes en 1912 – des millions d'hommes travaillent dans les usines d'armements dont les propriétaires « ont tout intérêt à préparer des guerres et à maintenir la crainte des guerres prêtes à éclater ». Il s'agit rien moins que du « complexe militaro-industriel » dénoncé bien plus tard par le général Eisenhower... Des marchands anglais fournissent ainsi des armes aux Matabélés¹ en révolte contre les Anglais ; des marchands français fournissent en armes, en canons, en munitions les Boers d'Afrique du Sud. Les tribus de l'Arabie se fournissent en armes chez des marchands anglais, « ce qui amènera des soulèvements de tribus, le pillage de quelques marchands et – l'intervention anglaise, pour “rétablir l'ordre” et faire quelque nouvelle “annexion” ». L'or anglais permit aux Japonais de détruire « le pouvoir maritime naissant de la Russie dans l'Océan Pacifique ». Ce qui n'empêchait pas, précise Kropot-

¹ Les Matabélés, ou Ndébélés sont un peuple de l'Afrique du Sud de l'ethnie des Ngunis.

kine, les compagnies minières du Pays de Galles de vendre à haut prix 300 000 tonnes de charbon aux Russes pour leur flotte du Pacifique. On gagne sur les deux tableaux.

Il va de soi que les capitalistes qui placent leur argent dans les entreprises travaillant pour la guerre ont intérêt à « maintenir toujours des bruits de guerre », à « pousser sans cesse aux armements », à « semer, s'il le faut, la panique ».

La « grande presse », et en particulier la presse illustrée, joue un rôle décisif dans le réveil des ardeurs patriotiques lorsque la perspective de guerre diminue. Kropotkine n'est pas tendre contre celle qu'il appelle « la grande prostituée », qui s'efforce de « préparer les esprits à de nouvelles guerres, précipiter celles qui sont probables ».

« En général, plus nous avançons dans notre civilisation bourgeoise étatiste, plus la presse, cessant d'être l'expression de ce qu'on appelle l'opinion publique, s'applique à fabriquer elle-même l'opinion par les procédés les plus infâmes. La presse, dans tous les grands États, c'est déjà deux ou trois syndicats de brasseurs d'affaires financières qui font l'opinion qu'il leur faut dans l'intérêt de leurs entreprises. Les grands journaux leur appartiennent et le reste ne compte pas. »

Là encore, ce que décrit Kropotkine reste d'une étonnante actualité.

Le texte que Kropotkine écrit en 1912 montre qu'il savait parfaitement à quoi s'en tenir concernant la guerre moderne dont il fait une description stupéfiante. Une guerre, dit-il, ce n'est pas seulement une bataille, comme celle de Gravelotte, du Potomac et de Borodino¹. Aujourd'hui, les batailles se font sur un front de cinquante,

¹ *Gravelotte*. – La bataille de Saint-Privat (appellation française) ou bataille de Gravelotte (appellation allemande) – défaite française – s'est déroulée le 18 août 1870 lors de la guerre franco-prussienne, à une dizaine de kilomètres à l'ouest de Metz. L'expression *Ça tombe comme à Gravelotte*, pour désigner une pluie drue est une allusion aux tirs d'artillerie très nourris des deux armées pendant la bataille.

Potomac. – Kropotkine veut sans doute parler de la bataille de Gettysburg

soixante kilomètres et durent sept jours comme à Liao-Yang ¹, dix jours comme à Moukden ², avec des pertes de 150 000 hommes.

« Les ravages faits par les obus, lancés avec précision par des batteries placées à cinq, six, sept kilomètres, et dont on ne peut même pas découvrir la position, grâce à la poudre sans fumée, sont inouïs. Lorsque le feu de plusieurs cents bouches à feu est concentré sur un carré d'un kilomètre de côté (comme on le fait aujourd'hui), il ne reste pas un espace de dix mètres carrés qui n'ait reçu son obus, pas un buisson qui n'ait été rasé par les monstres hurlants envoyés on ne sait d'où. La folie s'empare des soldats, après sept ou huit jours de ce feu terrible, et lorsque les colonnes des assaillants arrivent jusqu'aux tranchées ennemies, alors la lutte s'engage corps à corps entre les combattants. Après s'être lancé mutuellement des grenades à la main et des morceaux de pyroxiline ³ (deux morceaux de pyroxiline, liés entre eux par une ficelle étaient employés comme une fronde), les soldats russes et japonais se roulaient dans les tranchées de Port-Arthur comme des bêtes féroces, se frappant de la crosse du fusil, du couteau, des dents... »

(2 juillet 1863) lors de laquelle se distingua l'armée du Potomac.

Bataille de Borodino, ou de la Moskova, gagnée par Napoléon le 7 septembre 1812. Elle fut la plus sanglante bataille de la campagne de Russie, lors de laquelle s'affrontèrent plus de 250 000 hommes. Les pertes s'élevèrent à 75 000 hommes.

¹ A propos de la bataille de Liao-Yang (24 août-3 septembre 1904), les commentateurs de l'époque soulignèrent l'ampleur des pertes humaines qu'elle provoqua. Les commentateurs américains évoquèrent la Guerre civile : « Aucun combat aussi féroce, aussi soutenu et aussi sanglant n'a été connu depuis que les armées de Grant et de Lee s'affrontèrent dans leur mortel corps-à-corps dans les étendues sauvages de la Guerre civile. » Sidney Tyler, *The Japan-Russia War: An Illustrated History of the War in the Far East* (Philadelphia, PA, P.W. Ziegler Company, 1905), p. 282.

² La bataille de Moukden (20 février 1905-10 mars 1905), en Mandchourie, fut une des grandes batailles terrestres de la guerre russo-japonaise. 276 000 soldats russes affrontèrent 270 000 soldats japonais. Il y eut 60 000 morts et blessés russes, 70 000 morts et blessés japonais.

³ La pyroxiline est une substance explosive obtenue en trempant des fibres végétales dans de l'acide nitro-sulphurique.

En 1912, Kropotkine décrit ce que seront les batailles de la Première guerre mondiale alors même que l'état-major de l'armée française en est encore à imaginer des stratégies qui se rapprochent de celles des guerres napoléoniennes, avec des soldats en pantalon rouge chargeant en ligne. Or l'énormité des effectifs et l'énormité des moyens matériels en jeu firent qu'à un moment, les deux armées face à face, incapables d'avancer ni dans un sens ni dans l'autre, durent s'enterrer pour conserver leurs positions. C'est cette guerre de tranchées que Kropotkine décrit dans « La Guerre », sur la base des informations qu'il a eues sur le déroulement de guerres qui eurent lieu peu avant dans d'autres parties du monde.

Kropotkine conclut sa description en disant que « les travailleurs occidentaux ne se doutent même pas de ce terrible retour à la plus affreuse sauvagerie que représente la guerre moderne, et les bourgeois qui le savent se gardent bien de le leur dire ».

On peut avoir une idée de la manipulation de l'opinion faite par la presse française, la « grande prostituée », dans un article de *l'Intransigeant* du 16 août 1914 qui s'efforce de minimiser l'horreur de la guerre : « Les shrapnells éclatent mollement et tombent en pluie inoffensive. Le tir est très mal réglé. Quant aux balles, elles ne sont pas très dangereuses. Elles traversent les chairs de part en part, sans faire aucune déchirure. » On a certes du mal à croire que des lecteurs aient pu croire de telles âneries, mais il est évident que l'auteur de l'article veut délibérément manipuler l'opinion. On est très proche des manipulations de la presse internationale concernant les « frappes chirurgicales » lors de la guerre du Golfe en 1991. A travers le temps, la « Grande prostituée » reste égale à elle-même.

Mais la guerre, c'est aussi la destruction « sur une échelle colossale, du travail humain » : non seulement le matériel de guerre, mais « les choses les plus nécessaires pour la vie de tous les jours ». Le travail de millions d'hommes pendant des dizaines d'années est détruit en quelques mois. La simple perspective de guerre provoque la spéculation sur les produits de première nécessité : « Chacun de nous en ressentons les effets dans les moindres détails de notre vie. »

Kropotkine s'attache à montrer les conséquences, au sein même des grandes puissances, des conflits d'intérêt pour le partage des colonies. En 1911, il y eut une augmentation extraordinaire des exportations anglaises que rien ne laissait prévoir. D'immenses commandes venaient du continent en prévision d'une guerre entre l'Angleterre et l'Allemagne. Les gros financiers profitèrent de cette circonstance. La hausse des prix frappa toutes les denrées. « Et maintenant, il suffira que les gros spéculateurs coloniaux de l'Angleterre et de l'Allemagne arrivent à un arrangement concernant leurs parts dans le partage de l'Afrique orientale, – qu'ils s'entendent sur “les sphères d'influence” en Asie, c'est-à-dire sur les conquêtes prochaines » et cette flambée de spéculation s'arrêtera.

C'est ce qui se passa. En Angleterre, la réduction consécutive à cette arrangement fit que les compagnies de charbonnages et les lords du coton se trouvaient avec des excédents de stocks, ce qui les incitait à pousser les ouvriers à la grève. Pour Kropotkine, la politique des États modernes se réduit aux choix que prendront les milieux privilégiés, eux-mêmes plus ou moins soutenus par ces États.

Là encore, les protagonistes réels du conflit qui se prépare sont l'Angleterre et l'Allemagne.

L'irruption de l'Allemagne dans l'arène internationale produisit une rupture dans les équilibres jusqu'alors existants : « ... il est évident que l'entrée dans l'arène économique d'un aussi puissant producteur qu'est l'Allemagne moderne, avec ses écoles, son éducation technique répandue à pleines mains dans le peuple, son entrain juvénile et les capacités d'organisation de son peuple, devait changer les rapports entre nations. »

Un « ajustement des forces » était nécessaire, mais impossible parce qu'il était entravé par les privilèges et les monopoles en place. Les choix politiques sont constamment conditionnés aux choix que prendra « le Syndicat des banquiers de Paris, de Vienne, de Londres ». C'est la finance qui fait et défait les ministères. Les rapports internationaux se réduisent aux décisions que prendront en dernière analyse la finance.

« Ainsi l'état des forces mises en jeu est donné par le degré de développement technique des diverses nations, à un certain moment de l'histoire. Mais l'usage qui sera fait de ces forces, dépend entièrement de l'état d'asservissement à son gouvernement et à la forme étatiste d'organisation, auquel les populations se sont laissé réduire. »

L'État est une organisation développée spécialement pour enrichir les riches et « absorber tous les progrès au profit des classes privilégiées ». Aucune issue vers l'harmonie, le bien-être et une « nouvelle efflorescence d'une civilisation libertaire » n'est possible dans le cadre des États.

L'intérêt de « La Guerre » est que le texte montre que Kropotkine savait, bien avant le conflit de 14-18, très précisément comment se passerait la guerre qui était en train de se préparer ; les positions qu'il prit en 1916 furent prises en parfaite connaissance de cause. Il faut donc s'interroger sur les raisons qui ont motivé son choix.

Le Manifeste des Seize

Le Manifeste des Seize affirme que le peuple allemand s'est laissé tromper en 1914 et qu'il croyait réellement défendre son territoire – ce qui est la stricte vérité. Mais les travailleurs allemands devraient avoir compris que les plans d'invasion de la France, de la Belgique, de la Russie, avaient été préparés de longue date : « maintenant, après vingt mois de guerre et de pertes effroyables, ils devraient bien s'apercevoir que les conquêtes faites par l'armée allemande ne pourront être maintenues ». Il revient donc aux travailleurs allemands de reconnaître qu'ils ont été trompés ; il leur faut refuser toute annexion ou toute idée d'indemnité de guerre au profit de l'Allemagne, et admettre en revanche que l'Allemagne doit « réparer les dégâts matériels causés par les envahisseurs chez leurs voisins ». C'est à ces conditions, dit le Manifeste, qu'il « il pourrait y avoir un terrain d'entente pour un commencement de discussion concernant la paix ».

« Malheureusement, on ne voit pas, jusqu'à présent, des symptômes du réveil, dans ce sens, du peuple allemand. » D'autant moins qu'au moment même où le Manifeste des Seize est rédigé, la France

est en très mauvaise posture. Il est à peu près certain que ses rédacteurs pensent alors que la France est en train de la perdre : en témoigne le fait qu'il y est dit que les Allemands ne doivent pas réclamer d'indemnité de guerre.

Si la direction des appareils politiques et syndicaux adhèrent à l'union sacrée dans les deux pays, il y eut cependant une réaction contre la guerre, regroupant peu de monde, il est vrai, mais qui eut une réelle valeur de symbole, et qui constitua un précédent dont Kropotkine aurait pu tenir compte. Du 5 au 8 janvier 1915, c'est-à-dire à peu près un an avant la rédaction du Manifeste des Seize, eut lieu à Zimmerwald, en Suisse, une conférence rassemblant des socialistes attachés à l'internationalisme et opposés au nationalisme et au chauvinisme. Trente-huit délégués de différents pays d'Europe étaient rassemblés : suisses, suédois, Norvégiens, Néerlandais, Polonais, Roumains, Allemands, Français, Russes, Italiens, Britanniques, Bulgares, ainsi que des représentants du Bund, l'organisation socialiste des travailleurs juifs en Europe de l'Est.

Il est significatif que pratiquement dès le début du Manifeste des Seize, le rédacteur s'évertue à disqualifier la conférence de Zimmerwald, alors même que Kropotkine aurait pu adhérer à ses thèses. En fait, Kropotkine est persuadé que les « zimmerwaldiens » sont pro-allemands : l'entrée en guerre de la Roumanie aux côtés des Alliés lui fait dire : « ... c'est une preuve que les neutres ne croient plus à la victoire de l'Allemagne, dont les zimmerwaldiens voulaient nous persuader »¹.

Le Manifeste des Seize écrit à ce sujet : « On a parlé de la conférence de Zimmerwald, mais il a manqué à cette conférence l'essentiel : la représentation des travailleurs allemands. » C'est absolument faux. Le SPD, parti socialiste officiel en Allemagne, n'a pas été invité – pas plus que la SFIO française – à cause de leur soutien à la guerre. Cependant, il y eut des représentants allemands à la conférence. Les délégués dénoncèrent la guerre dans un manifeste dont un chapitre est une « Déclaration franco-allemande commune

¹ Lettre de Kropotkine à J. Guérin, 4 septembre 1916, in *Les Temps nouveaux* n° 8, 15 février 1920.

aux socialistes et syndicalistes français et allemands », qui dit notamment :

« Après un an de massacre, le caractère nettement impérialiste de la guerre s'est de plus en plus affirmé ; c'est la preuve qu'elle a ses causes dans la politique impérialiste et coloniale de tous les gouvernements, qui resteront responsables du déchaînement de ce carnage. »

Le Manifeste de Zimmerwald appelle les travailleurs de tous les pays à s'unir contre la guerre : « Il faut entreprendre cette lutte pour la paix, pour la paix sans annexions ni indemnités de guerre. Mais une telle paix n'est possible qu'à condition de condamner toute pensée de violation des droits et des libertés des peuples ». Une autre conférence internationaliste aura lieu en avril 1916 à Kienthal, dont le Manifeste des Seize ne parle pas.

Kropotkine aurait très bien pu se rallier aux positions de Zimmerwald – mis à part les réparations de guerre que le Manifeste des Seize exige de l'Allemagne... Cette conférence n'eut pas plus d'effet concret immédiat sur le déroulement de la guerre que n'en eut le Manifeste des Seize.

Le texte signé par Kropotkine constate que le gouvernement allemand se prépare à de nouvelles offensives – ce qui est vrai. Se fondant sur la *Neue Zuercher Zeitung* et la *Norddeutsche Zeitung*, le Manifeste affirme que dans l'hypothèse où une paix serait signée, la plupart de la Belgique serait évacuée contre des gages : « Quels seraient ces gages ? Les mines de charbon belges, Le Congo ? » et une forte contribution annuelle. Quant au territoire français, il serait évacué « ainsi que la partie de la Lorraine où on parle français », contre une contribution de 18 milliards.

Quel est le point de vue de la presse allemande ?

« La presse bourgeoise prépare la nation à l'idée de l'annexion pure et simple de la Belgique et des départements du Nord de la France. Et, il n'y a pas, en Allemagne, de force capable de s'y

opposer. Les travailleurs, qui auraient dû élever leur voix contre les conquêtes, ne le font pas. Les ouvriers syndiqués se laissent entraîner par la fièvre impérialiste, et le parti social-démocrate, trop faible pour influencer les décisions du gouvernement concernant la paix, même s'il représentait une masse compacte – se trouve divisé, sur cette question, en deux partis hostiles, et la majorité du parti marche avec le gouvernement. »

Sur la volonté allemande d'annexion de la Belgique, le Manifeste des Seize ne se trompe pas. Dans son interview avec Edward Hunt, un humanitaire américain, Kautsky avait déclaré ; « Vous pouvez voir que les journaux préparent la nation pour l'annexion finale de la Belgique ». Kautsky ajoute une remarque qui manifestement choque l'Américain : « Nous avons acheté cette province avec notre sang. » Remarque intéressante, qui montre que le social-démocrate a manifestement intégré l'idée de l'annexion de ce pays, qualifié de *province*. L'Américain fait d'ailleurs remarquer que son interlocuteur ne parle aucunement du *sang belge*¹.

Le Manifeste des Seize conclut que « parler de paix en ce moment, c'est faire précisément le jeu du parti ministériel allemand de Bülow et de ses agents » : A la veille de la bataille de la Marne, l'Allemagne est en effet en position de force et toute discussion de paix ne pourrait que tourner à son avantage².

¹ Cf. *War Bread. A personal narrative of the war and relief in Belgium*, Edward Eyre Hunt, American delegate of the commission for relief in Belgium in charge of the province of Atwerp. New York, Henry Holt and Company, 1916. (p. 63.)

² Dans une lettre à J. Guérin datée du 28 juillet 1916, Kropotkine écrit à ce sujet : « Les faits confirment de plus en plus notre manière de voir, exprimée dans la "Déclaration". Bülow et ses douze secrétaires avaient fortement manœuvré en Suisse pour semer les bruits de paix et pour tâcher de des défenseurs à cette idée. Maintenant on voit que le gouvernement allemand n'a jamais pensé de lâcher une seule de ses conquêtes sans recevoir de fortes contributions en échange et sans retenir les parties de territoires envahis en Belgique et en France qui lui souriaient le plus. Il faut être suprêmement naïf pour ne pas voir que c'était un moyen de semer la discorde dans les nations alliées, *parce que les Allemands savaient bien*, j'en suis sûr, quelle sorte d'offensive se préparait pour l'été. Espérons qu'elle réussira et que les Allemands s'aperçoivent bientôt qu'envahir un territoire et le fortifier n'est pas encore le conquérir. » (*Les Temps nouveaux* n° 8, 15 février 1920).

Les signataires du Manifeste des Seize s'élèvent contre les illusions des libertaires concernant les « dispositions pacifiques de ceux qui dirigent les destinées de l'Allemagne ». Ils préférèrent « regarder le danger en face et chercher ce qu'il y a à faire pour y parer ». Ce qui est désigné comme l'agression allemande est défini par les signataires comme une menace non seulement contre les « espoirs d'émancipation », mais aussi « contre toute l'évolution humaine » :

« C'est pourquoi nous, anarchistes, nous antimilitaristes, nous, ennemis de la guerre, nous, partisans passionnés de la paix et de la fraternité des peuples, nous nous sommes rangés du côté de la résistance et nous n'avons pas cru devoir séparer notre sort de celui du reste de la population. »

Le « pragmatisme » de la déclaration se manifeste dans le fait que les signataires auraient préféré voir la population prendre en main sa propre défense – sans toutefois que le document précise s'il s'agit de la défense du territoire national ou d'une défense en vue de réaliser la révolution sociale. Mais, « ceci ayant été impossible, il n'y avait qu'à subir ce qui ne pouvait être changé ».

Ce point constitue sans doute le pivot du Manifeste des Seize. Si, en cas de guerre, les positions internationalistes n'aboutissent pas à un arrêt des hostilités et si l'un des belligérants occupe tout ou partie du territoire du vaincu, que faut-il faire ? Les proclamations issues du mouvement anarchiste « orthodoxe » ne répondent pas à cette question – elles ne la posent même pas, d'ailleurs. La remarque vaut également pour le courant radical du mouvement marxiste. Les uns et les autres se contentent de déclarer qu'il faut transformer la guerre en guerre révolutionnaire sans que personne puisse avancer d'un pas dans cette direction.

Le Manifeste des Seize, lui, se contente de dire que la population allemande doit revenir à « de plus saines notions de la justice et du droit » et à renoncer à servir « d'instrument aux projets de domination politique pangermaniste ». Certes, affirme le Manifeste, nous sommes internationalistes, nous voulons l'union des peuples et la disparition des frontières, la réconciliation avec le peuple allemand. Mais c'est précisément pour cette raison que « nous pensons qu'il

faut résister à un agresseur qui représente l'anéantissement de tous nos espoirs d'affranchissement ».

Il n'est pas question de parler de paix avec un parti qui a fait de l'Europe, pendant quarante ans, un « vaste camp retranché ». Ce serait « l'erreur la plus désastreuse que l'on puisse commettre ». Il est nécessaire de résister afin de « préparer la voie à la population allemande restée saine et lui donner les moyens de se débarrasser de ce parti. Que nos camarades allemands comprennent que c'est la seule issue avantageuse aux deux côtés et nous sommes prêts à collaborer avec eux ».

Le Manifeste des Seize, au contraire des textes internationalistes habituels, ne se place pas sur un registre « proclamatif », sur le mode de : « Travailleurs de tous les pays, unissez-vous », sans que ceux qui rédigent ces proclamations puissent faire grand chose pour changer l'état réel des choses. Il se place sur un registre « analytique », ou « pragmatique », qui se borne à constater la réalité des faits. Il est dit, par conséquent, que :

1. Le contexte est absolument défavorable à toute discussion de paix, ce qui, au moment de la rédaction du texte, est absolument vrai ;

2. Et que par conséquent il faut renforcer l'effort de guerre, dans la mesure où une victoire allemande aurait des conséquences tragiques, sur le plan politique (écrasement du socialisme français), culturel (hégémonie allemande) et économique (perte de régions vitales au pays et paiement des réparations de guerre).

A partir de ces prémices, la position défendue par le Manifeste des Seize découle logiquement. C'est un document parfaitement cohérent. A l'examen, on ne peut s'empêcher de penser que ce texte a, par anticipation, quelque chose d'anti-munichois. La question qui se pose est que même si l'analyse factuelle faite par le texte est juste, les signataires avaient-ils raison de le signer ? Il paraît évident que l'absence de discernement dont Kropotkine a fait preuve relève d'un fond de germanophobie qu'on retrouve même dans ses textes théori-

ques lorsqu'il parle de la philosophie allemande, de Hegel, de la « dialectique ».

Les prises de position de Kropotkine en 1916 – extrêmement minoritaires dans le mouvement anarchiste de l'époque, rappelons-le – se fondent sur des analyses étonnamment semblables à celles que firent Bakounine en 1870-1871. La différence – de taille – est que Bakounine appelait à la transformation de la guerre en révolution sociale.

Un théoricien révolutionnaire peut-il se limiter au registre pragmatique, quel que soit le caractère évident et convainquant de celui-ci, *lorsque des principes essentiels sont en cause* ? Si le théoricien veut conserver sa qualité de révolutionnaire, la réponse est clairement non. Lorsqu'on est dans le registre pragmatique, on est dans l'indétermination, on ne peut prévoir comment les événements finiront par tourner. Or les principes sont la seule chose qui reste lorsqu'on ne peut pas réellement peser sur les événements – ce qui était évidemment le cas de Kropotkine en 1916. Celui-ci aurait tout aussi bien pu rédiger un manifeste dans lequel il dénonçait par anticipation les conséquences prévisibles d'une victoire allemande, tout en appelant les prolétaires à ne pas se massacrer mutuellement.

Maurice Laisant et Hem Day

Lorsque la Première guerre mondiale éclate, de nombreux militants libertaires sont frappés de désarroi devant ce que Maurice Laisant appelle « la grande faillite ».

Maurice Laisant écrivit en septembre 1914 un article sur les anarchistes pendant la guerre, qui a le mérite de tenter de faire « l'étude générale des événements et du comportement de tous » et de rappeler « le climat qui présida à la déclaration de guerre de 1914 ». L'attentat de Sarajevo y est présenté comme un prétexte pour déclencher la guerre. La Russie, dit Laisant, est inquiète du développement industriel de l'Allemagne et veut « s'opposer à une expansion possible du pangermanisme ». L'Angleterre s'inquiète de voir un nouveau concurrent sur les mers. En France, « le mouvement social se développe dangereusement pour le pouvoir dans le même temps où la

réaction et le bellicisme accèdent à la présidence de la république en la personne de Raymond Poincaré, l'homme de la revanche ».

Mais, selon Maurice Laisant, le plus grand danger pour les gouvernants, qu'il fallait anéantir par la guerre, était l'internationalisme ouvrier, l'« éveil à la conscience de tous les travailleurs ». De nombreux congrès internationaux avaient eu lieu, « assez timides et réformistes à leur début », mais qui se montraient de plus en plus catégoriques. Si, dit encore Laisant, les socialistes divisés ne se regrouperont que tardivement, les syndicalistes, « combien plus solides », vont « jeter les bases d'une future structure sociale ». Laisant fait une précision judicieuse qui éclairera le déroulement ultérieur des faits. Parlant de l'attitude des partis et des syndicats, il dit :

« Faits à signaler, alors que dans presque tous les pays, les seconds n'ont qu'un rôle revendicatif et s'alignent pratiquement sur les premiers, en France la CGT conserve une totale autonomie et se refuse à limiter son rôle à des revendications pécuniaires et à laisser aux politiques la résolution des problèmes sociaux. Face à celui de la guerre dont divers incidents annoncent la menace, les uns comme les autres préconisent le boycott de la tuerie par la grève générale, la paralysie du pouvoir dans chaque État, la prise des organismes centraux : chemins de fer, PTT, ministères, etc. ¹ »

Encore en juillet 1914, le congrès du parti socialiste français déclare comme « particulièrement efficace » le recours à la grève générale ouvrière simultanément et internationalement organisée dans les pays concernés.

« Deux jours avant la guerre, syndicalistes et socialistes s'élevaient encore contre la possibilité d'une pareille monstruosité ². »

¹ Maurice Laisant. « Les anarchistes et l'Internationale durant la Guerre de 1914 » *Le Monde Libertaire* – Septembre 1964.

² *Ibid.*

Puis, sans transition, les leaders démissionnent. On se précipite effectivement sur les ministères, dit Laisant, mais pas pour paralyser le pays, pas pour couper les communications, mais « simplement pour y trouver un fauteuil doré à la taille d'un Guesde, d'un Sembat ou d'un Jouhaux. Certes, quelques-uns sauveront l'honneur, mais pour un Merrheim ou un Monatte ¹ en France, un Liebknecht ou une Rosa Luxembourg en Allemagne, un Douchan Popovitch ou un Laptchevitch en Serbie, combien de Vandervelde ², de Renaudel ³, d'Albert Thomas ⁴, de Compère- Morel ⁵ ou de Marcel Cachin ⁶ ? »

¹ Pierre Monatte était certes contre la guerre mais il fut mobilisé et répondit à l'appel sous les drapeaux. En janvier 1915, il rejoignit le 252^e régiment à Montélimar où il resta un an avant de partir pour le front, où il fit la guerre en premières lignes et où il fut même décoré pour faits de guerre. On ne peut certes pas reprocher à Monatte d'avoir été au front dans la mesure où il n'avait sans doute pas trop le choix. Mais cette attitude tranche singulièrement avec celle d'un Gaston Leval qui fut réfractaire, c'est-à-dire déserteur, qui dut s'exiler et paya toute sa vie le choix qu'il avait fait. Sur le fond, l'attitude de Monatte se rapproche finalement plus de celle de Kropotkine que de celle de Leval. Il serait intéressant de recenser tous les militants qui étaient contre la guerre mais qui la firent quand même...

² Emile Vandervelde (1866-1938) était secrétaire permanent du Bureau Socialiste International. Il devint ministre du roi des Belges.

³ Pierre Renaudel (1871-1935) fut un dirigeant national de la SFIO. Proche de Jean Jaurès, il dirigea *l'Humanité* pendant la Première Guerre mondiale. Il choisit une ligne éditoriale favorable à la guerre au nom de la défense de la République.

⁴ Albert Thomas (1878-1932), député socialiste de la Seine en 1910, réélu en 1914. Proche de Jaurès. Ce gestionnaire remarquable se voit confier par Alexandre Millerand, ministre de la Guerre, l'organisation de la production du matériel de guerre. Il fait revenir du front les ouvriers qualifiés, a recours au travail des femmes et fait venir des « indigènes » des colonies pour les faire travailler.

⁵ Adéodat Compère-Morel (1872-1941) adhère au Parti ouvrier en 1891, puis au Parti socialiste de France en 1902, puis à la SFIO en 1905. Député du Gard en 1909 après trois échecs, réélu jusqu'en 1936. Pendant la Première Guerre mondiale, il fut un des animateurs de la politique de défense nationale du Parti socialiste. Il se rallie à Pétain en 1940.

⁶ Marcel Cachin (1869-1958) adhère au Parti ouvrier français de Jules Guesde en 1891, participe au congrès d'Amsterdam en 1904 et de Paris en 1905 et rejoint alors la SFIO à sa fondation. Député de 1914 à 1932 il soutient la politique d'union nationale. En 1917 il est envoyé en mission en Russie. Cachin est l'un des fondateurs du Parti communiste au congrès de Tours en 1920, qui se ralliera à la III^e Internationale.

Le déclenchement de la guerre a provoqué le désarroi dans le mouvement anarchiste. Tous les théoriciens du mouvement avaient « crevé le paravent des guerres défensives ou de droit pour démasquer les intérêts et les ambitions qu'elles camouflent ; ils avaient rappelé que les travailleurs, n'ayant pas de patrie, n'en ont pas à défendre » ; ils avaient prôné l'internationalisme et la solidarité ouvrière. Ils avaient été d'« irréductibles ennemis de toutes guerres ». Que pouvaient-ils donc faire ?

Après la « trahison des leaders syndicaux » et « l'abandon des socialistes », dit encore Laisant, les anarchistes « ne pouvaient prétendre à une action d'envergure capable de contrecarrer l'immonde fléau ». Pourtant, les anarchistes comptèrent le plus grand nombre de réfractaires et d'insoumis.

« Ramenés à leurs seules forces, après la trahison des leaders syndicaux, l'abandon des socialistes, qui pouvaient leur apporter l'appoint d'un mouvement parallèle, ils ne pouvaient prétendre à une action d'envergure capable de contrecarrer l'immonde fléau ¹. »

Si quelques individualités ont cédé à ce « vent de folie », ce sont les nôtres, rappelle Maurice Laisant, « qui forment la plus large proportion des réfractaires, des déserteurs et des insoumis » – sur ce point, Maurice Laisant a raison.

Laisant rappelle que le Manifeste des Seize avait vu le jour à l'instigation de Jean Grave ; il faisait réponse à la déclaration des internationalistes réfugiés à Londres, laquelle « maintenait la position anarchiste de toujours », et qu'une nouvelle déclaration internationaliste vint faire réponse au Manifeste des Seize.

Laisant souligne également qu'il convient de distinguer les anarchistes qui ont signé le Manifeste des Seize et les socialistes. Si la position des premiers fut une erreur, dit-il, « elle ne fut jamais un calcul ou une trahison. À aucun d'eux, elle n'apportera une prébende, un privilège, un poste honorifique. Tandis que les ministres

¹ Maurice Laisant. « Les anarchistes et l'Internationale durant la Guerre de 1914 » *Le Monde Libertaire* – Septembre 1964.

socialistes se pavanaient, trônaient et se compromettaient avec la réaction, le libertaire Malato ¹ (logique avec lui-même) s'engageait alors qu'il en avait passé l'âge. » En 1914, Malato avait 57 ans...

Un autre militant anarchiste, Hem Day, montre qu'on ne peut pas mettre en parallèle l'attitude de la social-démocratie allemande et celle du mouvement anarchiste français. Hem Day dit très justement dans son commentaire sur le Manifeste des Seize : « Le mouvement anarchiste, avant 1914, était loin de rallier des masses organisées et disciplinées comme celles des partis politiques et des organisations ouvrières » ². Le parti social-démocrate allemand avait, rappelons-le, quatre millions d'adhérents à la veille de la guerre et cent-dix députés au Reichstag dont seulement quinze ont refusé de voter les crédits de guerre ³.

Les positions de Kropotkine sur la guerre n'étaient pas une surprise. Il s'était exprimé là-dessus bien avant que la guerre n'éclate. Des débats intenses avaient eu lieu au sein du groupe Freedom ⁴. « ...En cas de conflit entre la France et l'Allemagne, dit Hem Day, il prendrait position pour la France, qu'il trouvait plus évoluée et dont il craignait que la défaite n'entraînât une réaction internationale. »

Lors d'un passage à Paris en 1913 Kropotkine avait en outre déclaré :

« Et la guerre ? J'ai dit lors d'un précédent passage à Paris, à un moment où il était question de guerre aussi, que je regrettais d'avoir 62 ans et de ne pouvoir prendre un fusil pour défendre la

¹ Charles Malato (1857-1938). Il est déporté en Nouvelle-Calédonie à l'âge de 17 ans avec ses parents, communards. Revenu en France, il collabore aux journaux *La Guerre sociale* et *La Bataille syndicaliste*. Dès le début de la guerre, il rallie l'Union sacrée et signe le Manifeste des Seize.

² Hem Day, *Le Manifeste des Seize*.

³ Encore que le refus de ces quinze-là doit être relativisé. On met ce chiffre en avant pour montrer que les députés social-démocrates au Reichstag n'étaient pas *totale*ment unanimes. En réalité, ils s'opposèrent au vote lors d'une réunion préparatoire, interne au parti, mais s'inclinèrent lorsqu'il fallut voter.

⁴ *Freedom* était un journal anarchiste-communiste fondé à Londres en 1886 par Kropotkine et Charlotte M. Wilson.

France dans le cas où elle serait envahie ou menacée d'invasion par l'Allemagne. Je n'ai pas changé d'opinion sur ce point. Je n'admets pas qu'un pays soit violenté par un autre, et je défendrai la France contre n'importe quel pays d'ailleurs : Russie, Angleterre, Japon, aussi bien que contre l'Allemagne ¹. »

« Que devenait la fameuse insurrection en cas de guerre, prônée par le mouvement anarchiste révolutionnaire ? », commente Hem Day.

Le Manifeste des Seize fut publié le 28 février 1916 dans le quotidien syndicaliste *La Bataille*. Mais le 14 avril, dans un journal anarchiste de Lausanne, *la Libre fédération*, une centaine de nouvelles signatures s'y ajoutaient.

Dans les numéros d'octobre, novembre et décembre 1915 de *Freedom* parut une controverse entre partisans de ceux qui soutenaient la guerre (Kropotkine, Jean Grave, Tcherkesoff) et ceux qui s'y opposaient (Malatesta et une grande partie des anarchistes anglais). Kropotkine et ses amis tentèrent d'utiliser le journal comme tribune pour diffuser leur point de vue. Les choses se passèrent mal. Il y eut une rupture dans le groupe. Les opposants à la guerre publièrent un Manifeste en anglais, français et allemand, « L'Internationale Anarchiste et la Guerre » ².

C'est en réponse à cet appel internationaliste que fut rédigé le Manifeste des Seize.

¹ Cité par Hem Day, *loc. cit.* Il est surprenant de constater à quel point les positions de Kropotkine (né en 1842) sur l'Allemagne et celles de Bebel (né en 1840) sur la Russie procèdent d'un raisonnement identique. Bebel considérait que la Russie était « l'ennemie de toute civilisation » (*L'Humanité* du 28 septembre 1907). Et de même que Kropotkine aurait été prêt à prendre les armes contre l'Allemagne, Bebel aurait été prêt à les prendre contre la Russie : *L'Humanité* du 28 septembre 1907 rapporte ses paroles : il y a sept ans, dit-il, « je disais que dans une guerre contre la Russie, qui est le principal point d'appui de la réaction allemande, j'étais prêt, moi, vieux jeune homme, à prendre le fusil en main. »

² Parmi les signataires : L.D. Abbott, A. Berkman, L. Bertoni, Ch. Frigerio, E. Goldman, H. Havel, E. Malatesta, F. Domela Neuenhuis, E. Recchioni, A.Schapiro, P. Vallina, S. Yanowsky.

En France, Sébastien Faure tenta de réagir. Il avait pris dès le début position contre la guerre. En octobre 1914 il publia un manifeste intitulé « Vers la paix »¹. Malvy, le ministre de l'Intérieur le convoqua et menaça de s'en prendre à ceux qui, dans les tranchées, lisaient et distribuaient ce tract s'il ne cessait sa campagne contre la guerre. Ne voulant pas engager d'autres que lui-même, le vieux militant obtempéra. En juillet 1915, Sébastien Faure publia un autre tract, « La trêve des peuples », diffusé jusque sur le front.

En mars 1916 il fonda avec d'autres anarchistes un journal, *Ce qu'il faut faire*, qui prenait position contre la continuation de la guerre. Dans le premier numéro, il voulut publier une réplique vigoureuse au Manifeste des Seize, mais la censure en empêcha la publication. Alors que le Manifeste des Seize avait été largement commenté dans la presse, aucun journal ne mentionna la réponse qui lui fut faite.

Si le point de vue de Kropotkine se fondait sur des arguments historiques et culturels, ce ne fut pas le cas de tous les signataires. Ainsi Jean Grave, l'initiateur du Manifeste, écrit-il dans le numéro 358 de *La Bataille syndicaliste* que si les anarchistes avaient été nombreux à refuser la mobilisation, la « colère populaire » se serait tournée contre eux². C'est donc pour lui une affaire de conformisme social, ce qui est tout de même quelque peu surprenant de la part d'un anarchiste, dont on aurait pu penser qu'il était capable de surmonter la désapprobation générale. Jean Grave ajoute même que les opposants à la guerre auraient été pris pour des agents ennemis et que la population « aurait applaudi à leur exécution ». Il ajoute : « Je suis, en ma profonde conscience, forcé de dire qu'ils n'auraient eu que le traitement qu'ils méritaient. »

¹ On y lit notamment : « Plus que jamais ennemi de la guerre, plus que jamais attaché à la paix, je ne puis servir la cause à laquelle j'ai voué ma vie qu'en tentant d'abrégier la guerre et de hâter la paix. Je m'y décide [...] Quels que soient les risques à courir, j'aime mieux les affronter que de renier tout mon passé ma seule fierté et ma seule richesse et de traîner une vieillesse impuissante et déshonorée. »

² « Si les anarchistes avaient été en nombre suffisant dans le refus de se laisser mobiliser, pour troubler la défense, c'est contre eux que se serait tournée la colère populaire ; la population, ne voulant voir en eux que des agents de l'agresseur aurait applaudi à leur exécution. Et, dans le conflit, de l'issue duquel dépend le sort de l'humanité, je suis, en ma profonde conscience, forcé de dire qu'ils n'auraient eu que le traitement qu'il méritaient. » [*Souigné par nous*]

Hem Day ajoute avec quelque malice qu'il y a un contraste entre de tels propos et ce que disait Jean Grave peu auparavant, lorsqu'il conseillait aux soldats de « crever la peau » de leurs officiers.

Le commentaire de Hem Day sur le Manifeste des Seize se termine par un avertissement qui soulève une question fondamentale qui se reposera un an plus tard pour la Russie, vingt ans plus tard pour l'Espagne : il met en garde les libertaires contre « la tentation de se laisser entraîner dans une nouvelle guerre, sous le fallacieux prétexte de combattre le Fascisme italien ou allemand pour sauver la Démocratie, ou défendre la Russie bolcheviste pour sauver la Révolution ».

Pendant la guerre, *Le Libertaire* continua de paraître sporadiquement, dans la clandestinité. Louis Lecoin passa la plus grande partie de la guerre en prison.

Les libertaires dans leur ensemble restèrent fidèles à leur idéal.

« L'Internationale Anarchiste et la Guerre »

Le manifeste intitulé « L'Internationale Anarchiste et la Guerre » fut publié le 12 février 1915, c'est-à-dire presque exactement un an avant le Manifeste des Seize. On y lit notamment :

« ...il n'y a pas de distinction possible entre les guerres offensives et les guerres défensives (...). Notre rôle c'est d'appeler les esclaves à la révolte contre leurs maîtres. La propagande et l'action anarchiste doivent s'appliquer avec persévérance à affaiblir et à désagréger les divers États, à cultiver l'esprit de révolte et à faire naître le mécontentement dans les peuples et les armées. »

Le document ne désigne pas de responsable au conflit. Celui-ci est le résultat de l'inégalité économique et sociale, de l'antagonisme sauvage des intérêts. La guerre était inévitable, car les budgets militaires étaient en augmentation constante depuis un demi-siècle. Aussi ne peut-on faire de distinction entre guerre offensive et guerre défensive. Chaque belligérant fait assaut de preuves de sa bonne foi.

« Dans le conflit actuel, les gouvernements de Berlin et de Vienne se sont justifiés avec des documents non moins authentiques que les gouvernements de Paris, de Londres, et de Pétrograd ; c'est à qui de ceux-ci ou de ceux-là produira les documents les plus indiscutables et plus décisifs pour établir sa bonne foi, et se présenter comme l'immaculé défenseur du droit et de la liberté, le champion de la civilisation. »

L'attitude consistant à refuser de désigner un responsable au conflit relève d'une position de principe. La guerre est une mauvaise chose et tous ceux qui s'y adonnent ont tort. Le pion qui sépare deux gosses qui se battent dans une cour de récréation punit les deux enfants sans chercher à comprendre. Il est certain que lorsqu'on cherche à comprendre comment une guerre a commencé on peut être tenté de triturer la vérité pour désigner un coupable plutôt qu'un autre. Mais le fait que ce risque existe ne suffit pas pour disqualifier toute analyse historique. Les proclamations internationalistes ont le défaut précisément de refuser toute analyse réelle.

« L'Internationale Anarchiste et la Guerre » affirme qu'aucun État n'est compétent pour revendiquer les valeurs de la civilisation, et le texte ne manque pas, pour ce qui est du gouvernement français, d'évoquer « Biribi, les sanglantes conquêtes du Tonkin, de Madagascar, du Maroc, avec le recrutement forcé des troupes noires », et qui maintient en prison depuis des années des « camarades coupables seulement d'avoir parlé et écrit contre la guerre ». C'est, rappelons-le, une époque où un pauvre prend huit ans de prison pour avoir volé un lapin.

Aucun des États belligérants n'a le droit de se réclamer de la civilisation, parce que la cause première de la guerre réside « uniquement dans l'existence de l'État, qui est la forme politique du privilège » ; il est « l'oppression organisée au profit d'une minorité de privilégiés », oppression soutenue par les partis politiques, « même d'opposition », et avec l'aide de la presse.

« Le rôle des anarchistes, quels que soient l'endroit ou la situation dans lesquels ils se trouvent, dans la tragédie actuelle, est de continuer à proclamer qu'il n'y a qu'une seule guerre de libé-

ration : celle qui dans tous les pays, est menée par les opprimés contre les oppresseurs, par les exploités contre les exploités. »

Il faut donc s'atteler à « affaiblir et à désagréger les divers États, à cultiver l'esprit de révolte, et à faire naître le mécontentement dans les peuples et dans les armées ». Il faut « profiter de tous les mouvements de révolte de tous les mécontentements, pour fomenter l'insurrection, pour organiser la révolution ».

C'est un document qu'on pourrait qualifier de « classique » dans la littérature internationaliste : la guerre est le produit du capitalisme, elle est mise en œuvre par les États. Les ouvriers, les paysans, le peuple d'une façon générale n'ont rien à y gagner. Il faut transformer la guerre en révolution.

« L'Internationale Anarchiste et la Guerre » pose les principes généraux qu'il convient d'adopter en cas de guerre, mais rien d'autre. L'ensemble des belligérants sont mis dos à dos. Il n'y a aucune analyse sur la situation concrète au moment où le texte est rédigé, sur la situation internationale. Il pourrait pratiquement s'appliquer à n'importe quelle guerre. Il en est tout autrement du Manifeste des Seize.

Malatesta

Malatesta comprend d'emblée que les signataires du Manifeste des Seize sont des militants qui se trouvent parmi les anciens du mouvement. Mais il n'est pas exact, comme il le dit, que les signataires sont opposés à une « paix prématurée ». Ils demandent certes la fin de la guerre, mais ils refusent qu'une éventuelle négociation de paix se fasse aux conditions de l'Allemagne, ce qui suggère que les signataires ont le sentiment que l'Allemagne est en train de gagner. De fait, au début de 1916, c'est l'impression qu'on peut avoir. Si Kropotkine et les autres signataires avaient attendu deux mois, peut-être n'y aurait-il pas eu de Manifeste des Seize, ou celui-ci aurait été formulé tout autrement. Après la bataille de la Marne, le sort des armes commence insensiblement à basculer. Le Manifeste des Seize exprime sans doute le sentiment de panique qu'éprouvent les signa-

taires d'avoir à revivre les quarante ans tragiques pour le mouvement ouvrier qui ont suivi la défaite de 1870.

Malatesta ne conteste pas la bonne foi des signataires mais il ne peut accepter l'idée qui semble sous-tendre de Manifeste des Seize de réconciliation des idées anarchistes et de collaboration avec les gouvernements et les classes capitalistes.

Les républicains qui se mettent au service des rois, les socialistes qui font cause commune avec la classe dirigeante, les travaillistes qui servent les intérêts des capitalistes » sont, à des degrés divers, des conservateurs croyant à la mission de l'État ». Malatesta estime que « le seul remède dont on dispose réside dans la destruction de toute chaîne gouvernementale et le déchaînement de la révolution sociale ».

Le point de vue de Malatesta apparaît comme une position de principe qui, comme toute position de principe, est juste dans l'abstrait. Il évacue cependant que le « déchaînement de la révolution sociale » aurait dû se faire *dès le début* de la guerre et que, à l'heure où il écrit, un certain nombre de choses se sont mises en place, y compris au sein du mouvement ouvrier. Le prolétariat a été relativement – il faut insister sur le relativement – épargné dans cette guerre car beaucoup d'ouvriers qualifiés ont été rapidement retirés du front. La guerre a été pour la classe ouvrière une période pendant laquelle nombre de revendications ont été satisfaites. Dans certains secteurs clés les syndicats ont même obtenu une forme de contrôle syndical de l'embauche – tous avantages qui ont été repris par la classe capitaliste après la guerre. En 1899, Jean Jaurès avait demandé une loi pour étendre l'institution des délégués ouvriers obtenus au Creusot. Les nombreuses grèves dans les usines d'armement pendant la guerre de 1914-1918 reprisent cette revendication. En 1917, Albert Thomas le ministre de l'Armement, fut contraint d'accepter l'institution de délégués d'atelier dans les usines d'armement. En Angleterre, de même, les premiers comités ouvriers furent créés dans les usines travaillant pour la défense nationale. Faut-il considérer cela comme une forme de collaboration de classe ?

La grande victime de cette guerre, la classe qui a subi de plein fouet la boucherie, a été la paysannerie.

Malatesta se situe dans un registre moral : la guerre est un crime, et du point de vue de l'État, on « ne peut empêcher le crime qu'en organisant et commettant toujours un plus grand crime ». Selon l'anarchiste italien, si on « s'en tient aux méthodes gouvernementales, on ne peut résister à l'Allemagne qu'en supprimant toute liberté et en revivifiant la puissance de toutes les forces de réaction ». C'est pourquoi il estime que « la domination étrangère subie de force et conduisant à la révolte est préférable à l'oppression intérieure volontairement acceptée presque avec gratitude, dans la croyance que, par ce moyen, nous serons préservés d'un plus grand mal ». Malatesta est donc convaincu qu'il vaut mieux accepter la victoire de l'Allemagne ; il pense qu'à partir de cette victoire, il sera possible ensuite de déclencher une révolution sociale. C'est là un risque que Kropotkine, à partir de l'analyse qu'il fait de la société allemande, n'est *absolument pas prêt* de prendre. Kropotkine exprimera dans une lettre à Jacques Guérin son indignation devant de tels propos de Malatesta : « Mal. écrit aujourd'hui cette phrase ambiguë dot l'idée est qu'il serait mieux pour une nation de subir la domination étrangère que de s'en défendre comme on s'en défend aujourd'hui, car la domination étrangère conduirait à la révolte – je ne peux pas admettre que ce soit une opinion réfléchie de Mal. »

Kropotkine ajoute que la domination russe en Pologne n'a pas débouché sur une révolution sociale et que la majorité des Polonais, en 1863, a suivi la parti royaliste, non celui qui demandait la terre pour les serfs affranchis. En Bulgarie et en Serbie, l'oppression turque n'a pas provoqué de révolution sociale. La domination autrichienne en Italie non plus. « C'est que, chez une nation dominée, soit par l'étranger, soit par un gouvernement despotique, les meilleures forces actives vont, d'abord, pour renverser le despote ou chasser l'étranger. » Kropotkine achève son analyse du point de vue de Malatesta par un véritable coup de hache :

« Puisque Mal. sait tout cela, ce n'est donc plus une discussion entre camarades, pour éclaircir leurs idées – c'est une polémique de journaliste – et cela me répugne ¹. »

¹ *Les Temps nouveaux* n° 8, 15 février 1920.

A aucun moment dans le texte de Malatesta n'apparaît la moindre analyse sur la situation politique et sociale des parties en conflit. Il récuse l'idée que la situation est exceptionnelle et que, après la victoire de l'Entente, chacun retournera dans son propre camp pour continuer la lutte là où elle se trouvait avant la guerre. Il n'envisage pas qu'avec une victoire allemande une chape de plomb terrible puisse s'abattre sur l'Europe entière, ce que Kropotkine craint par-dessus tout. Ainsi Malatesta affirme-t-il :

« S'il est nécessaire aujourd'hui de travailler en harmonie avec le gouvernement et les capitalistes pour nous défendre nous-mêmes contre "la menace allemande", cela sera nécessaire après, aussi bien que durant la guerre. »

Une défaite allemande signifiera que les patriotes allemands voudront une revanche. La situation est sans fin. « Cela signifie que le militarisme prussien deviendra une institution permanente et régulière dans tous les pays » – en quoi Malatesta évacue le fait que c'est déjà le cas. Il évacue également le fait qu'une défaite française pourrait exaspérer la volonté de revanche des Français. Quelle sera l'attitude des anarchistes en cas de nouveau conflit ? Redevenront-ils, « à la première menace de guerre, les sergents recruteurs des gouvernements qu'ils auront tenté de désarmer et de paralyser ? » « Et alors combien de temps la révolution sera-t-elle différée ? », demande-t-il.

Pour Malatesta, la ligne de conduite est simple : « La guerre aurait dû être empêchée par la révolution, ou au moins en inspirant aux gouvernements la peur de la révolution. La force ou l'audace nécessaire a manqué. La paix doit être imposée par la révolution ou, au moins, par la menace de la faire. Jusqu'à présent, la force ou la volonté fait défaut. »

Sur le plan des principes, Malatesta a parfaitement raison : mais la guerre n'a *pas* été empêchée par la révolution, et maintenant la paix *ne peut manifestement pas* être imposée par la révolution. Le constat de principe ne donne pas la solution, sinon qu'il faudra « faire mieux

à l'avenir », ce qui ne fait que cautionner une situation d'échec pour reporter la solution à plus tard.

« En attendant, il me semble qu'il est criminel de faire quoi que ce soit qui tende à prolonger la guerre, ce massacre d'hommes, qui détruit la richesse collective et paralyse toute reprise de la lutte pour l'émancipation. Il me semble que prêcher "la guerre jusqu'au bout" c'est faire réellement le jeu des dirigeants allemands qui trompent leur peuple et l'excitent au combat en le persuadant que leurs adversaires veulent écraser et asservir le peuple allemand. »

Ce qui suggère en somme que si les soldats de l'Entente cessaient tout à coup le combat, les dirigeants allemands seraient bien embêtés puisque le peuple allemand verrait qu'il a été trompé et que ses adversaires ne veulent pas l'écraser.

Kropotkine récuse catégoriquement l'approche abstraite du problème faite par Malatesta. La guerre pour lui est une réalité qui met en jeu des forces colossales et dont l'issue n'est pas indifférente pour l'avenir : soit la victoire du militarisme prussien qui, en déclenchant la guerre, avait des visées affichées d'expansion territoriale en Europe et dont la victoire aurait des conséquences désastreuses du point de vue de ce qu'il appelle la « civilisation » ; soit la victoire d'un système démocratique et républicain qui n'a pas de visées territoriales *en Europe* et qui, malgré ses défauts, constitue un moindre mal. Kropotkine ne se situe pas dans une perspective théorique, abstraite comme Malatesta qui, somme toute, ne propose rien pour le présent et se contente de dire qu'il faudra faire mieux à l'avenir. Il n'est pas certain que le point de vue de Malatesta ne soit finalement pas plus démoralisant que celui de Kropotkine.

Kropotkine n'est pas resté sans réagir devant les prises de position de Malatesta. Dans une lettre à Jacques Guérin ¹ datée du 20 juillet 1916, il dit du révolutionnaire italien :

¹ Jacques Guérin (1884-1920) fut l'un des administrateurs des *Temps Nouveaux*

« La faute essentielle de tous ceux que représente Malatesta, est de prétendre que la paix *peut* être imposée par eux ; que la *force* pour la faire ne leur ferait pas défaut, s'ils en avaient la volonté, – alors qu'eux-mêmes reconnaissent que la force et la volonté *ont manqué* pour empêcher la guerre.

« Ils ne veulent pas reconnaître que pour empêcher l'invasion allemande, il fallait *deux* volontés et deux forces, – celles de la France et de l'Allemagne, et que celle-ci non seulement a manqué, mais qu'elle n'a jamais existé. Ils ne veulent pas reconnaître que TOUS ceux qui avaient une prise sur les esprits en Allemagne, historiens et hommes de science, professeurs et journalistes, romanciers et musiciens, capitalistes et social-démocrates, ont travaillé presque un demi-siècle à persuader les Allemands qu'ils *doivent* faire des conquêtes dans le monde entier, et qu'en les faisant ils seront porteurs de la civilisation moderne – supérieure à celle de toutes les autres nations : qu'ils *doivent* – c'est leur mission historique – écraser la France décadente, paralyser l'Angleterre marchande, conquérir l'Adriatique, la Turquie et l'Asie Mineure, chasser les barbares russes des côtes de la Baltique, les refouler à l'Est de Moscou, et tant d'autres absurdités, reçues par le peuple allemand comme la manne du ciel¹. »

Kropotkine reproche amèrement aux « socialistes » – mais ce doit être là un terme générique qui inclut les anarchistes – leur ignorance de l'immense production littéraire qui a contribué à façonner les esprits de la population, à qui on annonce la mission civilisatrice des Allemands. Il a lui-même lu de nombreux ouvrages allemands

de Jean Grave. Rallié à l'Union sacrée lors de la première guerre mondiale, il fut l'un des signataires du Manifeste des seize publié dans le quotidien syndicaliste *La Bataille* (n°133, 14 mars 1916) et prenant position en faveur des alliés. J. Guérin participa également pendant la guerre aux *Temps Nouveaux Bulletin* (Paris, 16 numéros et 2 sup. de mai 1916 à juin 1919) puis, après guerre, aux premiers numéros de la série *Les Temps Nouveaux* (Paris, 24 numéros du 15 juillet 1919 à juin 1921) dont le gérant était Marc Pierrot. Jacques Guérin est mort dans la nuit du 19 au 20 janvier 1920.

¹ *Les Temps nouveaux* n° 8, 15 février 1920.

d'histoire et de droit lorsqu'il écrivit *l'Entraide*. Il a pu constater dans les journaux allemands, dans ce qu'on appellerait aujourd'hui les *romans de gare* « vendus à un million d'exemplaires » le mépris affiché des Latins. Faisant le constat de l'immense machine de propagande allemande et de l'obstination avec laquelle cette propagande a été menée pendant des décennies, Kropotkine demande à Malatesta et ses amis :

« Et avec cela ils prétendent que quelques milliers d'hommes *peuvent* imposer la paix, là où dix millions d'hommes sont aux prises, et où, en réalité, deux *phases de la civilisation européenne s'entre-choquent en ce moment. Eh bien, ce sont des affirmations que* vraiment Malatesta est trop intelligent pour faire sérieusement. C'est du journalisme. »

Décidément, Kropotkine n'aime pas le journalisme.

Evacuer les anarchistes de l'Internationale

Après la fin de l'Association internationale des travailleurs, les militants anarchistes qui voulaient conserver un contact avec le socialisme international participèrent aux congrès internationaux puis, après la fondation de la II^e Internationale en 1889, aux congrès de cette dernière. Le principe de leur présence à ces congrès n'était pas contestée par la masse des délégués mais la social-démocratie allemande va tout faire pour les en expulser. Cela prendra presque vingt ans, pendant lesquels les dirigeants socialisés allemands vont s'efforcer de faire adopter aux congrès successifs des critères d'adhésion de plus en plus étroits.

Au Congrès international ouvrier socialiste de Bruxelles (16-23 août 1891), une résolution fut votée stipulant que « pour siéger aux Congrès de la démocratie socialiste internationale, qui a son programme, sa politique et ses moyens d'action, il faut être socialiste, être partisan de l'organisation ouvrière, admettre l'action politique et l'intervention de l'État. Il ne faut pas de confusion entre l'anarchie et le socialisme, deux doctrines diverses qui, si elles pour-

suivent l'émancipation de l'Humanité, veulent y arriver par des voies différentes, en employant d'autres moyens de propagande ¹. »

On notera que dans cette formulation, anarchisme et socialisme sont deux doctrines qui poursuivent le même but par des moyens différents. Cette ouverture d'esprit ne durera pas. Contrairement à ce que dit le compte rendu du congrès de Bruxelles, la « question de l'admission des anarchistes » n'a pas été résolue « définitivement ». La lutte contre eux va se poursuivre pendant deux congrès, à Zurich (1893) et à Londres (1896).

Ainsi, le congrès de Zurich fixe en 1893 les conditions d'admission suivantes : « Le Congrès reconnaît comme membres du Parti socialiste démocratique révolutionnaire international toutes les organisations et sociétés qui admettent la lutte des classes et la nécessité de socialiser les moyens de production et qui acceptent les bases des congrès internationaux socialistes. » En principe, ces dispositions n'excluaient aucunement les anarchistes. Mais les socialistes allemands menaient depuis des années une activité infatigable pour exclure les anarchistes. Engels avait été incontestablement le leader de ce combat.

La conférence préparatoire du congrès de Zurich, tenue à Bruxelles le 26 mars 1893, aborde la question de l'admission des anarchistes. Le point 1 des « dispositions concernant l'admission au congrès » établit que « sont admis au congrès tous les syndicats professionnels et ouvriers ainsi que ceux des partis et associations socialistes qui reconnaissent la nécessité de l'organisation ouvrière et de sa participation à la politique ². » Bebel précisa au congrès ce qu'il fallait entendre par « action politique » et en donna une définition extrêmement restrictive : elle est « l'utilisation des droits politiques et de la machinerie législative pour la conquête par le prolétariat de la puissance politique » ³.

¹ Congrès international ouvrier socialiste de Bruxelles, Rapport publié par le secrétariat belge, pp. IV-V.

² Cf. *Congrès international ouvrier socialiste tenu à Zürich du 3 au 12 août 1893*, Genève, Minkoff Reprint, 1977, pp. 46-48.

³ Cité par Jean Longuet, *Le Mouvement socialiste international*, A. Quillet, 1913, p. 27.

En août 1893 à Zurich, le conflit avec les anarchistes s'aggrave : Bebel les accuse de n'avoir ni principes, ni programme. La délégation belge va jusqu'à affirmer que les anarchistes, « par leurs doctrines individualistes, ne doivent être considérés que comme les dignes continuateurs de l'ordre bourgeois »¹.

Précisons que nous sommes en pleine période des attentats, qui fournissent des arguments à ceux qui veulent écarter les anarchistes. Sans doute les socialistes allemands se sentent-ils également renforcés par les résultats des élections qui viennent d'avoir lieu : à la veille du congrès de Zurich, la social-démocratie allemande a obtenu 23,3 % des suffrages et 44 sièges au Reichstag. Aux élections de 1893, qui se tiendront peu après le congrès, les socialistes français feront leur première apparition au Parlement.

Un sérieux incident, dû à l'intransigeance des social-démocrates allemands, marqua ce congrès. La délégation allemande expulsa de la salle les Indépendants de Gustav Landauer². Une cinquantaine de délégués (sur 500) quittent la salle en protestation. Parmi eux, l'ancien Communard Jean Allemane, membre du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire, qui est alors le principal parti socialiste en France. Les dissidents décident alors de tenir des réunions séparées, auxquelles assistent la plupart des socialistes néerlandais (avec Domela Nieuwenhuis et Christian Cornélissen), des anarchistes français (Fernand Pelloutier), anglais, italiens, des socialistes français de tendance antiparlementaire, comme Jean Allemane. C'est alors que

¹ Congrès de Zürich, *op. cit.* p. 11.

² Gustav Landauer (1870-1919) anarchiste allemand, le principal théoricien du socialisme libertaire en Allemagne. Il contribua à la création de la république des Conseils de Munich en tant que commissaire à l'instruction publique et à la culture. Il fut assassiné en mai 1919 par les *Freikorps*. Tout d'abord plutôt social-démocrate, il devient bientôt anarchiste lorsqu'il découvre Kropotkine et Proudhon. Il entre en relation avec le groupe *Die Jungen* (Les Jeunes) en 1892. C'était une fraction de gauche du SPD allemand, opposée à la stratégie strictement parlementaire et à l'attentisme de la direction du parti. Les *Jungen* seront exclus du parti et formeront l'Union des socialistes indépendants. En 1893, Landauer devient rédacteur du journal *Der Sozialist*, l'organe de l'Union des socialistes indépendants, où cohabitent une tendance libertaire et une tendance plus modérée qui finira par rejoindre le giron du SPD. Landauer il est en 1896 délégué de l'Union des socialistes indépendants au Congrès international de Londres, d'où il sera expulsé avec les anarchistes.

Domela Nieuwenhuis¹ exposa pour la première fois l'idée que « *la fusion de tous les éléments révolutionnaires est possible* »², ce qui conduisit à l'organisation d'un congrès international à Paris, en 1900. Ce congrès n'aura jamais lieu, il sera dispersé par la police en vertu des lois anti-anarchistes.

¹ Ferdinand Domela Nieuwenhuis (1846-1919). – Naissance le 31 décembre 1846, à Amsterdam (Pays-Bas), dans une famille bourgeoise aisée. Pasteur protestant comme son père, il rompt pourtant avec l'Eglise vers 1870 et crée en 1878 le journal socialiste *Recht voor Allen* (« Justice pour tous ») qui deviendra l'organe de la Sociaal Democratische Bond (SDB), première organisation socialiste dont il est l'un des fondateurs. Arrêté pour « trahison » (un simple délit de presse), Nieuwenhuis est libéré le 31 août 1887 grâce à la pression de l'opinion publique, mais échappe de peu à un attentat à Rotterdam. L'année suivante, il est élu député et exerce son mandat jusqu'en 1891. Cette expérience lui fait découvrir le rôle néfaste du parlementarisme. Dès lors, il se rallie à l'anarchisme de Bakounine et à la libre pensée. En 1894, il publie à Bruxelles *Le Socialisme en danger* (préfacé par Elisée Reclus) qui deviendra un ouvrage de référence. En 1896, il quitte avec fracas le congrès socialiste de Londres (où vient d'être voté l'exclusion définitive des anarchistes), puis édite en 1898 le journal anarchiste *De Vrije Socialist* (« Le Libre Socialiste ») autour duquel graviteront de nombreux groupes anarchistes. Organisateur du congrès antimilitariste d'Amsterdam en juin 1904, ainsi qu'en août 1907, il est un ardent propagandiste de la grève générale. Opposé cependant à une organisation anarchiste structurée, et critique par rapport au syndicalisme, il ne participe pas au congrès international anarchiste d'Amsterdam en 1907. En 1914, fidèle à l'idéal libertaire, Ferdinand Domela Nieuwenhuis s'oppose au Manifeste des Seize (favorable à l'interventionnisme et aux Alliés) et signe avec Emma Goldman, Errico Malatesta... le manifeste L'Internationale et la guerre. En 1918, il apporte son aide à Rudolf Rocker (expulsé d'Angleterre), mais meurt l'année suivante à Hilversum, le 18 novembre 1919. Ses funérailles donneront lieu à une impressionnante manifestation de la classe ouvrière. (D'après l'Ephéméride anarchiste.)

² *Le Temps*, 12 août 1893.

Juillet 1893 : le congrès national des chambres syndicales & groupes corporatifs ouvriers ¹

Mais si l'année 1893 est une date importante pour l'histoire du socialisme parlementaire, elle l'est aussi pour le socialisme non parlementaire, dont l'importance s'accroît en France, et qui risque de faire contagion. Ce qui explique l'acharnement des dirigeants socialistes allemands à exclure les « anarchistes », mais aussi à mettre dans le même bain les syndicalistes révolutionnaires, opposés eux aussi à l'action parlementaire ².

En effet, les Bourses du Travail connaissent une expansion importante, s'opposant à la Fédération des syndicats dont l'orientation est favorable à l'action parlementaire. En septembre 1892 le congrès de Marseille de la Fédération des syndicats repoussa l'idée de grève générale : le désaccord entre Bourses du Travail et Fédération des syndicats était ouvert, mais l'idée était lancée.

La grève générale fut acclamée au Congrès de Paris, tenu en juillet 1893, après les incidents qui marquèrent la fermeture de la Bourse du travail de Paris. Ce congrès, convoqué par les Bourses du travail, auquel participa l'écrasante majorité du mouvement ouvrier du pays, avait inscrit à son ordre du jour le débat sur la grève générale ³. L'importance des interventions sur cette question dépassait large-

¹ Compte-rendu du Congrès national des chambres syndicales et groupes corporatifs ouvriers, tenu à Paris en juillet 1893 : précédé de l'histoire des bourses du travail françaises – publié par les soins de la commission exécutive. Congrès national des syndicats de France (1893 ; Paris). Éditeur scientifique ; Fédération des bourses du travail de France (France). Congrès national (1893 ; Paris). Éditeur scientifique. Source: Bibliothèque nationale de France.

² L'année 1893 est une charnière dans l'histoire du mouvement ouvrier français et du mouvement anarchiste. Le 1er mai 1891 avait eu lieu la fusillade de Fourmies qui fit neuf morts et quatre cents blessés. En septembre 1895 est créée la CGT. Cette période est marquée par des événements dramatiques : la grève des mineurs de Carmaux en août 1892 ; les massacres d'Aigues-Mortes du 17 août 1893 ; l'élection de Jaurès à Carmaux le 23 janvier 1893. La même année : répression de la manifestation du 1er mai à Paris ; le succès des candidats socialistes aux élections (20 août et 3 septembre). La société française est traversée par deux grands scandales : celui de Panama dont le procès s'ouvrit le 10 janvier 1893 ; la condamnation du capitaine Dreyfus, le 22 décembre 1894. Cette période est marquée par ce que Malatesta appela le « ravacholisme », que le révolutionnaire italien condamna vigoureusement.

³ La liste des organisations représentées occupe huit pages du compte rendu.

ment le cadre du mouvement « anarchiste » : les délégués prirent position à l'unanimité moins une voix en faveur de la grève générale. Le représentant de la Bourse du Travail de Saint-Etienne avait mandat de voter contre car, disait-il, les travailleurs de sa ville n'étaient pas préparés ; mais il déclara qu'il ferait « une propagande incessante pour préparer la grève générale » !!! Les seules divergences portaient sur le fait de savoir s'il fallait la déclencher immédiatement ou s'il fallait la préparer. Le congrès décida à une large majorité pour la seconde option.

C'est Hamelin, le délégué de la Fédération du Livre, qui est le rapporteur de la commission sur la grève générale. Cette question, dit-il, est « la plus grave qu'un Congrès ait à examiner ; elle a déjà été à l'ordre du jour de nombreux Congrès régionaux, nationaux et internationaux. Pour ne citer que les plus importants : elle était à l'ordre du jour du congrès de Paris en 1889 et de Bruxelles en 1891 ; mais aucune décision ne fut prise. »

Les membres de la commission sont unanimes pour reconnaître que deux cas peuvent justifier la grève générale : « Le premier, c'est pour l'émancipation complète des travailleurs en abolissant le salariat ; le deuxième, c'est pour empêcher une guerre fratricide entre peuples. Dans ce dernier cas elle doit être internationale. »

A plusieurs reprises des délégués soulignent que la grève générale, c'est la révolution. Le débat refléta un grand sens des responsabilités, que le rapporteur de la commission résuma en disant : « Je demanderai – comme il est indiscutable que la grève générale et la révolution sociale sont identiques – que mettront-ils à la place du régime actuel. Il est bon de démolir, mais il serait bon, également, de savoir ce que l'on mettra à la place. Il faut, lorsque l'on risque sa vie et celle de ses camarades, y regarder de près, car si l'on ne réussit pas, ce sera par manque de préparation. »

L'intérêt extraordinaire de ce document peu connu réside dans trois constats :

1. L'idée de grève générale n'est pas le résultat des cogitations de quelques hurluberlus : le congrès de 1893 montre qu'elle est considé-

rée comme une option possible, voire nécessaire par l'unanimité moins un des syndicats présents ;

2. Les syndicats représentés au congrès se rendent parfaitement compte que le déclenchement de la grève générale équivaut au déclenchement de la révolution sociale ;

3. Le débat sur cette éventualité est abordé avec un remarquable réalisme et une grande prudence.

En septembre 1894, se tint à Nantes un congrès unitaire avec les bourses du travail et les fédérations de syndicats. A ce moment-là, le guesdisme, avec son projet de subordonner le syndicat au parti, n'a pas bonne presse dans les milieux syndicaux. Fernand Pelloutier espère pouvoir jouer là-dessus pour éliminer les politiciens du mouvement syndical. Le congrès de Nantes est une écrasante défaite pour les guesdistes : l'objectif de grève générale est reconnu. Les guesdistes, dépités, quittent la salle. Aussitôt, le congrès programme, pour l'année suivante, la fondation d'une nouvelle formation ouvrière, indépendante de tout parti politique : ce sera la Confédération générale du travail (CGT).

A propos de ce congrès, Pierre Besnard dira :

« C'était un grave échec pour le Parti ouvrier qui décida de tenir son Congrès de 1894, à Nantes, avant le Congrès des Bourses. Malgré les efforts de Guesde, Lafargue, Delcluze, Salembier, Jean Coulet, Raymond Lavigne, les politiques furent durement défaits. Ce fut la fin de la Fédération des Syndicats.

« La Fédération des Bourses restait la seule organisation vraiment vivante. Elle donna naissance à la C.G.T. en 1895, à Limoges ¹. »

Besnard exagère quelque peu, car la CGT se constituera de la fusion de la fédération des Bourses du Travail et de la fédération des syndicats.

¹ Pierre Besnard, article « Bourse du Travail » de *l'Encyclopédie anarchiste*.

L'Internationale social-démocrate se construit dans son opposition aux « anarchistes »

L'insistance des social-démocrates, encouragés par Engels qui mourra en 1895, à souligner l'« individualisme » des anarchistes est de toute évidence une diversion destinée à masquer le vrai enjeu du problème, ce qui explique en même temps l'insistance des « anarchistes » à vouloir se maintenir dans l'Internationale. Ainsi, au congrès de Zurich de l'Internationale, les délégués de la Bourse du travail de Paris contestent aux partis leur rôle dominant, réfutent les partis comme structure organisatrice de la classe ouvrière. Dans leur proposition 3 et 4, ils affirment que « l'Internationale, qui à son début avait cru mettre au premier rang les organisations socialistes, reconnaît aujourd'hui qu'une force plus puissante est venue déranger ses plans. Nous voulons parler des Fédérations de métiers »¹.

Il est difficile d'assimiler la Bourse du travail de Paris à un groupement d'hurluberlus individualistes.

Cependant, la polémique contre les anarchistes fournit l'occasion à la social-démocratie de préciser ses conceptions concernant l'organisation du « parti socialiste démocratique révolutionnaire international ». Les débats très âpres qui eurent lieu sur l'admission des anarchistes s'accompagnèrent de réflexions sur le fonctionnement de l'Internationale et permirent à chaque fois à celle-ci de préciser son point de vue. Pour la social-démocratie allemande, la présence des anarchistes constituait manifestement une entrave à la mise en place d'une organisation cohérente et homogène. On a l'impression que tant que les anarchistes s'obstinent à participer aux congrès internationaux, l'Internationale ne peut pas vraiment se constituer en organisation. Et à chaque fois qu'une motion d'exclusion des anarchistes est votée, sont en même temps apportées des précisions concernant la doctrine, le rôle et la forme d'organisation de l'Internationale.

¹ Proposition 3 et 4 de la Bourse du Travail de Paris, *Le congrès de Zürich*, 1893, p. 64.

Le congrès de Londres, en 1896, sera lui aussi dominé par le problème des anarchistes (de leur exclusion, pour être plus précis) et du type d'organisation. Les socialistes avaient cru avoir réglé le problème des anarchistes au congrès de Zurich en 1893 mais, expulsés par la porte, ces derniers revinrent par la fenêtre à Londres en 1896..., assez nombreux, en tant que délégués de syndicats, et décidés à rouvrir le débat. Même Malatesta avait les mandats d'un syndicat français et de plusieurs syndicats espagnols ! Sur les quarante-trois délégués ouvriers français, vingt étaient des anarchistes notoires, dont Emile Pouget et Fernand Pelloutier ¹...

La participation des anarchistes et des socialistes révolutionnaires au congrès de Londres ne se fait pas, cette fois, en désordre. C'était une initiative délibérée et organisée, comme l'atteste l'existence d'un Comité anarchiste de préparation au congrès. Déjà en 1895 Fernand Pelloutier avait dévoilé sa stratégie. Nous sommes, dit-il, à la veille d'une recomposition générale qui va mettre deux camps face à face : le socialisme anti-autoritaire avec les anarchistes, les allemanistes, les syndicalistes d'une part ; d'autre part le socialisme autoritaire avec les guesdistes, les réformistes, les blanquistes, et les « indépendants » du type Jaurès, Millerand, Viviani, ceux qu'il appelle les « députés mi-chair mi-poisson et, bien que classés, absolument inclassables »². En attendant, il est possible de pousser l'avantage obtenu au congrès de Nantes, et de porter à l'échelon international le divorce entre socialisme parlementaire et syndicalisme.

A Londres, Christian Cornelissen tente à tout prix de maintenir l'unité de l'Internationale, idée qu'il développe alors dans une brochure, « Le communisme révolutionnaire. Projet pour une entente et pour l'action commune des socialistes révolutionnaires et des com-

¹ Cette situation était tout sauf spontanée ou le fait du hasard. En effet, c'est Fernand Pelloutier et Augustin Hamon qui eurent l'idée d'organiser une délégation « syndicalo-anarchiste » au congrès de Londres. Ils eurent l'aide de Malatesta, qui vivait à Londres et connaissait les milieux syndicalistes, et de Cornelissen en Hollande.

² Fernand Pelloutier, « La situation actuelle du socialisme », *Temps nouveaux* du 6 juillet 1895.

munistes anarchistes »¹. Les anti-parlementaires insisteront sur le fait que l'attitude de la social-démocratie allemande divise le mouvement ouvrier

Les discussions furent houleuses, il y eut des suspensions de séance. Finalement une résolution fut votée à une large majorité :

« Le Bureau du congrès est chargé de rédiger l'invitation au prochain congrès, en faisant exclusivement appel :

« 1. Aux représentants des groupements qui poursuivent la substitution de la propriété et de la production socialistes à la propriété et à la production capitaliste, et qui considèrent l'action législative et parlementaire comme l'un des moyens nécessaire pour arriver à ce but ;

« 2. Aux organisations purement corporatives qui, bien que ne faisant pas de politique militante, déclarent reconnaître la nécessité de l'action législative et parlementaire. Par conséquent, les anarchistes sont exclus². »

Il fallut donc trois jours de bataille pour que passe une résolution excluant des congrès futurs les groupements, même corporatifs, qui n'acceptaient pas la nécessité du parlementarisme.

Le texte est plus explicite que celui voté à Zurich en 1893. Sont désignés comme membres les partis qui se consacrent à l'action parlementaire et les syndicats qui ne se consacrent pas à l'action politique mais qui en reconnaissent la nécessité, autrement dit qui recon-

¹ Cornelissen sera un des signataires du Manifeste des Seize. Cet instituteur néerlandais né en 1864 avait adhéré à la Ligue social-démocrate (SDB) dont il devint membre du comité central et responsable du secrétariat international. Il participe en 1891 au congrès de Bruxelles de l'Internationale comme délégué des syndicats néerlandais des ouvriers du chemin de fer et y soutient une résolution antimilitariste. En 1891 il traduit le *Manifeste communiste*. Il se rend en 1893 au congrès de Zurich de l'Internationale où il rencontre Fernand Pelloutier et se solidarise avec les anarchistes. Il est probable que son expérience de militant social-démocrate et sa connaissance du mouvement socialiste allemand l'aient convaincu qu'il ne fallait rien attendre des dirigeants socialistes de ce pays pour faire arrêter la guerre, ce qui l'aurait poussé à signer le Manifeste des Seize, à un moment où tout laissait croire que la France perdait la guerre.

² *Les congrès socialistes internationaux*, Genève, Minkoff Reprint, 1976, p. 16.

naissent la prééminence des partis sur les syndicats. Pour les militants français, c'est inacceptable.

La lutte contre les anarchistes n'est pas seulement destinée à éjecter un courant dissident dans l'Internationale, elle est aussi l'occasion pour la social-démocratie allemande de préciser à chaque fois sa doctrine et ses conceptions de l'organisation, de parvenir à constituer des structures plus solides et permanentes. A Londres est exprimé le souhait de voir créer un comité international permanent pouvant agir dans l'intervalle entre deux congrès.

La période de gestation de la II^e Internationale s'achève au congrès de Londres, lorsque les anarchistes sont définitivement expulsés et les syndicalistes mis au pas.

Dès le début, les dirigeants socialistes allemands ne voulurent pas des anarchistes dans une organisation commune avec eux. En témoigne une lettre d'Engels à Lafargue, datant de 1889, peu avant l'ouverture du congrès constitutif de la II^e Internationale ; les Allemands, dit-il, ne peuvent se permettre de « jouer à créer des organisations internationales, qui sont pour le moment aussi impossibles qu'inutiles ». Les Allemands, poursuit-il, feront tout pour combattre la « nostalgie d'une reconstitution de l'Internationale sous une forme ou une autre »¹ – allusion, sans nul doute, aux tentatives faites par les « anti-autoritaires » de l'AIT de reconstituer l'unité internationale du mouvement ouvrier en 1876-1877.

Autrement dit, les socialistes allemands ont attendu que les anarchistes, opposants à leurs doctrines, soient expulsés pour envisager la formation d'une véritable Internationale. Car il ne faut pas confondre congrès socialistes internationaux et Internationale ouvrière. C'est bien après l'expulsion des anarchistes que se constitue véritablement la II^e Internationale. La coïncidence entre l'expulsion des anarchistes et la mise en place d'une réelle structuration de l'organisation ne saurait être le fait du hasard.

¹ Cité par Annie Kriegel, « La Deuxième internationale, (1889-1914) », *Histoire générale du socialisme*, t. II : 1875-1918, PUF 1974, p. 559.

L'année 1900 à Paris

Le Paris de l'année 1900 est faste en événements. Tout d'abord, il y a l'Exposition universelle, qui va drainer 50 millions de visiteurs. La CGT et la Fédération des bourses du travail annoncent qu'elles organisent l'une et l'autre un congrès national et un congrès international.

Du 10 au 14 septembre 1900 a lieu le XI^e congrès national corporatif qui décide de publier un hebdomadaire, *La Voix du Peuple*, dont le premier numéro paraît début décembre.

Cette année-là, du 23 au 27 septembre, a lieu à Paris un congrès de la II^e Internationale qui dénonce le révisionnisme, qui engage le débat sur le ministérielisme. A partir de ce congrès, l'Internationale se dotera de structures stables avec la mise en place du Bureau Socialiste International (composé de deux délégués par pays) chargé de coordonner l'activité entre les congrès.

Enfin, les anarchistes entendent organiser un congrès international. Ce congrès anarchiste international – qui sera en fait dispersé par la police – est l'aboutissement d'une série d'événements commencés au congrès de Zurich en 1893 : la délégation allemande avait expulsé les socialistes indépendants de Gustav Landauer qui s'opposaient à la politique parlementaire. Une cinquantaine de délégués de toutes nationalités avaient quitté le congrès en protestation et avaient décidé de convoquer pour 1900 un congrès de socialistes révolutionnaires regroupant anarchistes et socialistes non parlementaires. Ce devait être, selon l'expression de Bernard Lazare, le prélude à la constitution d'un « grand parti révolutionnaire international antiparlementaire et anti-étatiste ».

L'initiative de réunir anarchistes et socialistes anti-parlementaires n'était pas absolument inédite, puisque en janvier 1891 avait été créé en Italie un « Parti socialiste anarchiste révolutionnaire » (PSAR) dans lequel devaient se regrouper anarchistes et socialistes opposés à l'action électorale. Quatre-vingts délégués participèrent au congrès de constitution. Des figures connues du socialisme italien (l'ex-anarchiste Andrea Costa, Filippo Turati) et de l'anarchisme (dont Malatesta) adhérèrent à cette initiative. Au congrès de constitution à Ca-

polago, en Suisse, les anarchistes réussirent à faire accepter l'idée de grève générale pour le 1^{er} mai 1891.

La plus grande partie des adhérents du PSAR finirent par passer au Partito Socialista Rivoluzionario Italiano – PSRI (fondé en 1882 par Andrea Costa). La rupture entre anarchistes et socialistes parlementaires était dès lors définitivement consommée. Battu aux élections de 1892, le PSRI rejoignit l'année suivante le Partito Socialista dei Lavoratori Italiani (PSLI), devenu entre-temps le Parti socialiste, puis le Parti socialiste italien.

Le groupe qui s'était retiré du congrès de Zurich en 1893 organisa immédiatement plusieurs réunions séparées regroupant jusqu'à 500 personnes qui discutèrent de l'ordre du jour du congrès.

Au sein des congrès socialistes qui se réunirent entre la fin de l'AIT anti-autoritaire et le congrès de Londres de 1896, qui vit l'expulsion définitive des anarchistes, l'opposition entre révolutionnaires et partisans de l'action électorale ne se confond pas du tout avec l'opposition entre anarchistes et socialistes, même si la presse bourgeoise et socialiste « officielle » ne fait pas de différence et désigne tout le monde sous l'appellation d'« anarchistes ».

La résolution socialiste de 1893, qui exige des socialistes qu'ils « emploient tous leurs efforts » à l'action parlementaire, rendue de ce fait obligatoire, renvoyait certes à la marge les anarchistes, mais elle marginalisait également nombre de socialistes opposés au parlementarisme, ainsi que ceux pour qui l'action parlementaire n'était qu'*une option parmi d'autres*, selon les circonstances, et ceux qui en avaient fait l'expérience et ne la jugeaient pas concluante. L'exemple type du militant qui suivit cette voie est le Hollandais Christian Cornelissen, traducteur du *Manifeste communiste*, et qui développait des positions bien plus cohérentes, du point de vue du « matérialisme historique », que les social-démocrates allemands, puisqu'il partait du point de vue éminemment marxiste qui veut que l'infrastructure économique détermine la superstructure politique, et que la classe ouvrière doit en conséquence *d'abord* socialiser les moyens de production pour pouvoir conquérir le pouvoir : « La clas-

se ouvrière ne peut conquérir le pouvoir politique tant qu'elle n'aura pas socialisé les moyens de production »¹.

Selon Cornelissen, le parti ouvrier démocratique socialiste de Hollande ne considère « les élections législatives (...) que comme un moyen d'agitation, et l'action des élus ouvriers dans les parlements que comme moyen de propagande ». Il est vrai qu'au début, les socialistes affirmaient presque unanimement que l'action électorale n'était qu'un *moyen de propagande* ; très rapidement, elle devint une fin en soi.

Arianne Miéville fait à propos du congrès de Zurich un commentaire qui vaut pour tous les congrès :

« Les rapports officiels ou les comptes-rendus de la presse ne reflètent que très partiellement les échanges d'idées dont les congrès ouvriers sont le théâtre. Dans n'importe quelle assemblée de ce type, c'est souvent en coulisses que les discussions les plus importantes ont lieu. Les rapports directs entre les individus sont importants lorsque l'on analyse l'évolution des idées socialistes². »

Ce qui se passa en marge du congrès de Zurich, dit-elle, ou plus précisément en marge des réunions marginales du congrès, fut extrêmement important, car c'est à cette occasion que Cornelissen, Domela Nieuwenhuis et Jean Allemane eurent l'occasion de discuter longuement. C'est au même moment que Cornelissen et Fernand Pelloutier se lièrent d'amitié : ce n'est sans doute pas un hasard si le premier créa cette année-là le Secrétariat national du travail (NAS), l'équivalent hollandais de la Fédération des Bourses du Travail, desquelles Pelloutier en France sera le secrétaire général de 1895 à sa mort en 1901.

¹ C. Cornélissen, « Les diverses tendances du Parti ouvrier international », cité par Arianne Miéville, *Les anarchistes et les congrès de la Deuxième Internationale – Syndicalisme, anarchisme et anarcho-syndicalisme en débat au Congrès Anarchiste d'Amsterdam en 1907*.

http://www.pelloutier.net/dossiers/dossiers.php?id_dossier=149

² Ariane Miéville, *op. cit.*

Le grand parti révolutionnaire international anti-étatiste dont avaient rêvé les dissidents du congrès de Zurich devait regrouper des socialistes allemands, néerlandais, français, anglais, des anarchistes français, espagnols, américains, italiens et juifs anglais. Bernard Lazare et Malatesta commencèrent à rédiger un appel mais la répression, en pleine période d'attentats, les obligea à s'enfuir. L'initiative n'aboutit pas.

Rappelons que Fernand Pelloutier avait lancé sa « Lettre aux anarchistes » le 12 décembre 1899 (publiée en 1900) appelant les anarchistes à entrer dans les syndicats. Cependant, les militants pour la plupart n'avaient pas attendu cet appel : Pouget, pour ne parler que de lui, participa à la création du syndicat des employés du textile en 1879. Pendant que quelques individus attiraient l'attention des journaux et du public sur des attentats, d'autres, beaucoup plus nombreux, s'efforçaient de développer l'organisation de la classe ouvrière.

Nous avons vu que les anarchistes et les socialistes antiparlementaires avaient été expulsés de l'Internationale en 1896 à Londres. Une clause avait même été votée qui garantissait qu'ils ne reviendraient plus, même par la fenêtre. Comme à Zurich, les antiparlementaires se réunirent séparément. Un meeting fut organisé auquel assistèrent, selon Augustin Hamon, plusieurs milliers de personnes, à tel point qu'on dut diviser le meeting en deux ¹. Trois journées de débats et de conférences furent ensuite organisées, lors desquelles on parla surtout de luttes et d'organisation économique.

Voilà donc les préludes du congrès ouvrier révolutionnaire de Paris prévu les 19-22 septembre 1900. A la fin de 1898, Domela Nieuwenhuis, Fernand Pelloutier et Emile Pouget signent un appel s'adressant « aux groupes ouvriers, aux socialistes révolutionnaires et aux communistes anarchistes » afin d'organiser un congrès en septembre 1900. Il s'agit, écrit Fernand Pelloutier dans le *Journal du Peuple* en mars 1899, de saper la prétention qu'ont les « socialistes

¹ Augustin Hamon, *Le socialisme & le congrès de Londres*, op. cit., p. 171 et suivantes, cité par Arianne Miéville, op. cit.

parlementaires de se poser, en 1900, en porte-parole du mouvement socialiste mondial ». En effet, le congrès socialiste international commençait juste après celui des socialistes anti-parlementaires : la concordance de date des deux congrès ne saurait être fortuite.

Si le congrès fut finalement interdit et dispersé, les rapports rédigés pour la circonstance représentent 220 pages¹. On peut y lire qu'après les incidents de Londres, « les groupes révolutionnaires de divers pays avaient reconnu la nécessité de se séparer de la social-démocratie dont l'intolérance voulait imposer à tous les groupements, mêmes syndicaux, la nécessité de l'action législative et parlementaire »².

Les sujets prévus à la discussion étaient nombreux : « organisation de relations suivies entre les groupes communistes révolutionnaires d'un même pays et de pays différents ; propagande dans les syndicats ; publications et propagande par le placard, par la brochure à distribuer ; théâtre d'avant-garde ; élections de protestation ; publication d'un organe international ; question agraire ; les sans-travail ; enseignement libertaire ; coopérativisme et néo-coopérativisme ; la question de la femme ; la grève générale ; attitude des anarchistes en cas de guerre ; propagande antimilitariste, etc. »

De nombreuses délégations étaient venues d'Amérique du Nord, d'Argentine, d'Angleterre, d'Allemagne, d'Italie, de Suisse, d'Espagne, de Belgique, de Hollande, de Bohême et de Russie. D'autres avaient envoyé leur adhésion par écrit de Bulgarie, de Roumanie, de Grèce, du Portugal, du Brésil, des Iles Sandwich et d'Uruguay. Des personnalités connues du mouvement libertaire étaient venues : Élisée Reclus, Tcherkesoff, Domela Nieuwenhuis, Max Nettlau, Jean Grave, Emma Goldman et Kropotkine³.

¹ *Les Temps Nouveaux. Supplément littéraire paraissant tous les samedis*, n^{os} 23 à 32 publiés entre le 29 septembre et le 1^{er} décembre 1900. Ces rapports existent sous la forme d'un tiré à part numéroté de la page 129 à la page 342. (Note d'Ariane Miéville.)

² Cité par A. Miéville.

³ Pour une synthèse des sujets abordées dans les documents préparatoires, on se reportera utilement à l'étude d'Ariane Miéville citée ci-dessus.

Malgré leur expulsion du congrès de Londres, les libertaires et les socialistes anti-parlementaires avaient permis de révéler le sectarisme de la social-démocratie. Constatant que la délégation française avait été constituée majoritairement d'anarchistes et d'Allemanistes favorables à la grève générale, les dirigeants social-démocrates, pour expulser les anarchistes, vont se trouver contraints d'expulser en même temps les syndicats français !

Cette internationale regroupant les socialistes anti-parlementaires et les anarchistes aurait-elle survécu si elle n'avait pas été dispersée par la police en 1900 ? La question est mal posée. Il s'agit surtout de savoir si le fait qu'elle ait été dispersée par la police suffit pour expliquer qu'elle n'ait pas vécu.

Chapitre II. – Hégémonie du socialisme allemand

Débats sur la guerre au sein de la Première internationale

Les débats au sein de la Première internationale avaient permis de dégager les principes généraux d'action si une guerre devait éclater : les prolétaires n'étaient pas concernés par les enjeux des conflits entre États et entre capitalismes rivaux : ils déclencheraient une grève générale pour paralyser toute possibilité de poursuivre le conflit.

Le problème est posé pour la première fois lors du congrès de l'Association internationale des travailleurs de 1868, tenu à Bruxelles, peu avant la guerre franco-prussienne : « Qu'est-ce que devrait faire la classe ouvrière en cas d'éclatement d'une guerre entre deux ou plusieurs grandes puissances et notamment contre ses responsables ? ». Une motion de J.P. Becker, affirmant qu'une guerre entre la France et l'Allemagne serait une guerre « purement bourgeoise », disait qu'il fallait s'y opposer par le refus du service militaire, la grève dans les industries de guerre. Finalement un texte est adopté, qui avait été proposé par Charles Longuet et qui recommandait « l'arrêt de tout travail ». Ce mot d'ordre préfigure celui de grève générale qui va survivre pendant des décennies dans le mouvement ouvrier.

Dans aucun des conflits qui sont apparus du vivant de Marx, celui-ci ne s'est abstenu de prendre position pour l'un ou l'autre belligérant. Pendant la guerre franco-prussienne, il accorde aux ouvriers allemands le droit de défendre leur pays, car il considère que la guerre est pour eux « défensive ». Pour justifier cette position, il a recours à tout l'appareil conceptuel du « matérialisme historique ». Lorsque, après la défaite française et l'éclatement de la Commune – c'est-à-dire lorsqu'il ne peut décidément plus s'en tenir à la guerre défensive pour les Allemands, il accorde cette fois aux ouvriers français le droit de défendre leur pays.

La Première Internationale ne fait qu'effleurer le problème de la grève générale en cas de guerre. Cette question reviendra systématiquement

quement dans les congrès de la II^e Internationale. Les anarchistes, avant leur exclusion définitive en 1896, refusent la distinction entre guerre offensive et guerre défensive.

Ces principes n'avaient guère été appliqués lors de la guerre franco-prussienne de 1870-1871, perdue par la France. Devant l'incapacité du gouvernement impérial français et la débâcle des armées, le peuple de Paris est conduit progressivement à la résistance – une résistance qui se fait en même temps contre le gouvernement. La Commune de Paris fut à l'origine une réaction patriotique contre l'occupant.

En 1870, Marx avait expliqué que la victoire allemande signifiait la victoire du socialisme allemand sur le socialisme français :

« La prépondérance allemande transférera en outre, le centre de gravité du mouvement ouvrier de l'Europe occidentale, de France en Allemagne; et il suffit de comparer le mouvement dans les deux pays, depuis 1866¹ jusqu'à présent, pour voir que la classe ouvrière allemande est supérieure à la française tant au point de vue théorique qu'à celui de l'organisation. La prépondérance, sur la scène mondiale, du prolétariat allemand sur le prolétariat français serait en même temps la prépondérance de *notre* théorie sur celle de Proudhon². »

Le 4 septembre 1870, l'Empire français s'écroule sous les coups de l'armée prussienne. Aussitôt la section française de l'AIT lance un appel internationaliste demandant aux travailleurs allemands d'abandonner l'invasion et proposent une alliance fraternelle qui poserait les fondements des États-Unis d'Europe. Les socialistes du Jura bernois publient dans leur journal, la *Solidarité*, un appel à tous les membres de l'Internationale pour qu'ils se préparent à une intervention armée en faveur de la République française « qui représentait la liberté en Europe » et dont la cause était celle de tous les peuples

¹ La Prusse vainquit l'Autriche lors de la bataille de Sadowa. Dès lors, l'empire des Habsbourg se trouva exclu de toute intervention dans l'Allemagne du Nord.

² Lettre de Marx à Engels du 20 juillet 1870.

libres « contre l'ennemi commun de tous les socialistes européens, l'Allemagne ». Celle-ci personnifiait à leurs yeux le despotisme et la réaction. L'inspiration bakouninienne de cette déclaration est évidente. *La Solidarité* fut suspendue par le Conseil d'État suisse.

Bakounine à l'évidence épousait totalement la cause de la France, qu'il identifiait à la cause de la liberté et de l'humanité. Kropotkine fera la même analyse, mais dans un contexte différent.

Aux Internationaux de Lyon, Bakounine écrivit alors :

« Le mouvement patriotique de 1792 n'est rien en comparaison de celui que vous devez faire maintenant, si vous voulez sauver la France d'un esclavage de 50 ans, de la misère, de la ruine, de l'avilissement et de l'anéantissement,. Donc, levez-vous tous, amis, au chant de la Marseillaise qui redevient aujourd'hui le chant légitime de la France, tout palpitant d'actualité, le chant de la liberté, le chant du peuple, le chant de l'humanité, car la cause de la France est redevenue enfin celle de l'humanité. En faisant du patriotisme, nous sauverons la liberté universelle ¹... »

Selon Bakounine, les ouvriers français ne doivent pas rester passifs face à l'invasion allemande, faute de quoi « ils trahiraient encore la cause du prolétariat du monde entier, la cause sacrée du socialisme révolutionnaire ». Il est donc évident que la classe ouvrière doit *prendre parti* dans ce conflit, faute d'avoir pu l'empêcher. Bakounine prend en quelque sorte le contre-pied de l'attitude que Marx adopta tout d'abord : quoi que le conflit opposât deux États capitalistes, la défaite de la France conduira à l'écrasement d'une des deux formes de socialisme qui se confrontaient alors sur la scène européenne. Les ouvriers français *ne pouvaient pas ne pas prendre position*. La différence entre Bakounine et Marx réside tout de même dans le fait que Bakounine appellera à transformer la guerre entre États en une guerre sociale – ce que Marx ne fit jamais.

¹ Lettre à Albert Richard, 23 août 1870.

La social-démocratie allemande répond favorablement à l'appel des Français, et ses dirigeants sont immédiatement arrêtés. Parmi eux se trouvent Wilhelm Liebknecht et August Bebel qui, déjà en juillet, s'étaient abstenus lors du vote des crédits de guerre, en déclarant qu'on ne saurait choisir entre Bismarck et Napoléon III. Malgré ses divergences avec la social-démocratie allemande, Bakounine n'hésita pas à « rendre justice aux chefs du parti de la démocratie socialiste » et à tous ceux qui eurent le courage de « parler un langage humain au milieu de toute cette animalité bourgeoise rugissante »¹.

L'appel lancé par les ouvriers français est qualifié par Marx de « ridicule ». Il a, dit-t-il, « provoqué parmi les ouvriers anglais la risée et la colère »². Marx fait à ce moment-là grand cas des ouvriers anglais, et surtout des dirigeants ouvriers avec qui il entretient des rapports équivoques : il avait besoin d'eux pour conserver le contrôle sur le Conseil général de l'Internationale. Cet appel était jugé par Marx trop radical pour être accepté par les dirigeants syndicaux anglais. De fait, ces derniers traitèrent plus tard les communards de « bandits »...

Le 7 septembre, Engels écrit que les ouvriers français « prétendent à présent, parce que les victoires allemandes leur ont fait cadeau d'une république, que les Allemands doivent immédiatement quitter le sol sacré de la France sans quoi : guerre à outrance ! C'est tout à fait la vieille infatuation. (...) J'espère que ces gens reviendront au bon sens une fois la dernière griserie passée, sans quoi il deviendrait diablement difficile de continuer avec eux des relations internationales. »

Engels n'a pas tort de dire que les victoires prussiennes ont fait cadeau d'une république à la France, mais il s'agit de la république qui, de Versailles, organisera l'écrasement de la Commune de Paris. Inquiet de voir le prolétariat parisien et le petit peuple s'agiter, Engels écrit le 12 septembre :

« Si on pouvait avoir quelque influence à Paris, il faudrait empêcher les ouvriers de bouger jusqu'à la paix, et Bismarck se-

¹ *L'Empire knouto-germanique*, Œuvres, Champ libre, VIII 58.

² Lettre à Engels, 10 septembre 1870.

ra prochainement en situation de la faire, soit par la prise de Paris, soit que la situation européenne l'oblige à mettre fin à la guerre. »

Engels et Marx, comme l'ensemble de la classe politique française, savaient que la résistance à l'envahisseur signifiait l'armement du prolétariat. Laura, la fille de Marx, écrit à des amis de la famille : « dans la France entière, il semble que les classes dominantes soient beaucoup plus soucieuses d'exterminer les "Rouges" que les Prussiens » (...) Gambetta (...) a fait tout ce qu'il a pu pour empêcher l'armement du prolétariat ¹. »

Marx pense alors que la victoire militaire allemande conditionne la victoire politique de leurs théories en Europe. Ainsi s'expliquent les craintes de Marx devant les « souvenirs de 1792 ». Le peuple français s'était alors levé en masse contre les armées d'Europe coalisées contre le pays. Cette levée en masse avait cimenté l'unité nationale. Ce souvenir était encore vivace dans les esprits, puisque l'Appel de la section française de l'AIT, qualifié par Marx de « ridicule », citait la phrase de la Constitution de l'An I : « Le peuple français ne fait pas la paix avec un pays qui occupe son territoire ». C'est tout à fait dans cet esprit que Kropotkine prendra position en 1916.

Le comité du parti socialiste de Brunswick publia le 5 septembre 1870 un manifeste dans lequel il est dit :

« Les événements se développeront sur une échelle plus grande et se simplifieront. Si, après cela, la classe ouvrière ne remplit pas le rôle qui lui incombe, tant pis pour elle. Cette guerre a déplacé le centre de gravité du mouvement ouvrier; elle l'a transféré de France en Allemagne. C'est pourquoi une plus grande responsabilité pèse désormais sur la classe ouvrière allemande ². »

¹ Lettres à Kugelmann, éditions sociales, p. 173.

² Marx-Engels, *Écrits militaires*, L'Herne, p. 522.

Le manifeste de Brunswick fut tiré à 10 000 exemplaires et ses auteurs, qui réclamaient la paix et s'opposaient à l'annexion de l'Alsace-Lorraine, furent arrêtés.

Les débats qui eurent lieu lors de la guerre de 1870 posèrent, comme en 1914, la question de savoir s'il s'agissait, d'un côté comme de l'autre, d'une guerre défensive. Marx, tout d'abord, pense que c'est le cas. Le 17 août 1870, il écrit à Engels que « la guerre est devenue nationale » – pour les Allemands. Au même moment, les chefs du mouvement ouvrier réel de l'Allemagne prennent des positions qui tranchent avec celles des théoriciens de Londres. On a vu que Bebel et Liebknecht votèrent contre la politique de Bismarck, s'abstinrent sur les crédits de guerre. Kugelmann de son côté est accusé de ne « rien entendre à la dialectique »¹ parce qu'il avait affirmé que la guerre du côté allemand était devenue offensive ; or, l'argument du caractère défensif de la guerre fournissait à Marx et à Engels l'occasion de la justifier. Pourtant, la théorie de la guerre de défense ne pouvait être soutenue indéfiniment. L'opinion révolutionnaire unanime et la résistance des masses parisiennes forcèrent Marx et Engels à modifier leur point de vue

Blanqui et Bakounine avaient tous deux appelé dès le début à la guerre révolutionnaire, dénoncé les hésitations du gouvernement, prédit que l'hégémonie prussienne signifierait le triomphe de la réaction en Europe. Ce n'est que lorsque Blanqui déclara que tout était perdu que Marx reprit à son compte l'argument de la guerre révolutionnaire, cinq mois plus tard. Dès lors, le rôle involontairement progressif de Bismarck diminue, en même temps que s'élève la gloire des ouvriers parisiens vilipendés six mois plus tôt. *La Guerre civile en France* est l'expression de ce changement d'optique. Désormais, dit Marx, la guerre nationale est une « pure mystification

¹ L'accusation de ne rien entendre à la dialectique constitue la réfutation ultime du marxisme face à un argument irréfutable. Lénine l'emploiera également, notamment contre Boukharine, qu'il désigne comme le meilleur théoricien du parti, mais qui n'a pas compris la dialectique, ce qui laisse rêveur sur le niveau théorique des dirigeants bolcheviks...

des gouvernements destinée à retarder la lutte des classes ». Ainsi la lutte des classes reprend sa place comme moteur de l'histoire ; on ne demande plus aux ouvriers français de « remplir leur devoir civique » – c'est-à-dire de voter – ni de s'abstenir de renverser le gouvernement.

Dès septembre 1870, Bakounine avait dénoncé le défaitisme réactionnaire de la bourgeoisie française qui voulait la paix à tout prix, fût-ce au prix de l'asservissement du pays. La révolution sociale, disait-il, était un danger bien plus important pour la bourgeoisie que l'occupation prussienne. Blanqui de son côté déclarait : « Le capital préfère le roi de Prusse à la République. Avec lui, il aura sinon le pouvoir politique, du moins le pouvoir social ¹. »

Bakounine comme Blanqui pensaient que la bourgeoisie française avait confié à l'armée allemande le soin de défendre l'ordre social et condamnaient violemment le gouvernement Trochu au moment même où Marx préconisait aux ouvriers français de « remplir leur devoir de citoyens », c'est-à-dire de se soumettre à ce gouvernement.

Ce n'est que devant la collusion manifeste entre Bismarck et Thiers que Marx changera de point de vue. Celui qu'il prenait pour l'adversaire du bonapartisme – Thiers – est maintenant accusé d'avoir précipité la guerre avec la France par ses déclarations contre l'unité allemande et d'avoir accepté la paix à tout prix en implorant « la permission et les moyens de susciter la guerre civile dans son propre pays écrasé » ².

Les *Lettres à un Français*, écrites par Bakounine pendant la guerre de 1870, contiennent des analyses extrêmement pertinentes sur les contradictions qui parcourent la société française pendant les mois qui précèdent la Commune de Paris, et concluent sur la prévision que la guerre franco-prussienne se terminera par la guerre civile en France. Bakounine avait espéré que les hostilités déclenchaient un processus révolutionnaire qui s'étendrait des villes aux campagnes. Il préconisait alors une action dirigée à la fois contre le gouvernement

¹ Maurice Dommanget, Blanqui et la guerre de 1870.

² *La guerre civile en France*, Éditions sociales, pp. 182-183.

et les Prussiens, la transformation de la guerre patriotique en guerre révolutionnaire. Il fait une remarquable analyse des rapports entre les diverses fractions de la bourgeoisie et développe quelques mois à l'avance, de façon prophétique, ce que seront les communes de Paris et de province.

Bakounine prédit même la composition du futur gouvernement provisoire où Gambetta voisinerait avec Trochu. Extrêmement bien informé, il prévoit aussi que Bazaine sera réduit à entreprendre un mouvement désespéré ou à « se rendre honteusement aux Prussiens ». Ces derniers, dit-il encore, marcheront sur Paris et, « si le peuple français ne se soulève tout entier », l'armée prussienne prendra la capitale.

Au contraire de Marx, qui se trouvait à Londres, le révolutionnaire russe était à l'époque en France et il participa à l'insurrection de Lyon.

Basculement du rapport des forces en Europe

Depuis la victoire prussienne contre l'Autriche à Sadowa, en 1866, la Prusse a pris l'initiative politique en Europe du Nord. L'Autriche, par ailleurs exclue de l'union douanière – le Zollverein – est définitivement liquidée comme État capable d'initiative politique. Après la constitution de l'empire allemand, dit Bakounine, « le patriotisme pangermanique, qui a gagné toute la société allemande »¹, menace l'Autriche allemande, Trieste, la Bohême, la Suisse allemande, une partie de la Belgique, la Hollande et le Danemark, ce qui dressera contre le Reich l'Europe de l'ouest et du sud.

Il s'est opéré une profonde mutation dans les rapports entre l'Allemagne et la Russie. Cette dernière a pris acte que l'unification allemande ; l'impressionnante expansion du capitalisme allemand a constitué un bloc qui brise toute capacité d'intervention directe de la Russie dans l'Europe du nord-ouest ; aussi s'est-elle concentrée vers le Sud-Est, c'est-à-dire l'Asie centrale.

Le renforcement de l'Allemagne conduit inévitablement la France à conclure une alliance avec la Russie. Cette alliance, imposée par

¹ Bakounine, *Etatisme et anarchie*, 1873.

les nécessités proprement étatiques de contenir l'expansionnisme allemand en Europe, sera plus tard féroce­ment combattue par les socialistes français, soutenus en cela par leurs camarades de la social-démocratie allemande. L'un des effets « collatéraux » de cette alliance sera de développer dans la population allemande le sentiment profond que leur pays est victime d'un encerclement (*Einkreisung*) – ce qui était d'ailleurs le cas. Pour les Allemands, les autres puissances européennes étaient jalouses de l'essor économique de leur pays et cherchaient à le détruire. Ce sentiment ne se limitait pas à la droite mais était *largement répandu à gauche*. La crise marocaine de 1911-1912¹ donna à la tendance impérialiste déjà présente dans social-démocratie allemande l'occasion de se manifester pleinement. C'est ce sentiment d'encerclement qui explique sans doute la conviction profondément ancrée chez les Allemands de mener une guerre défensive. La guerre était en somme une action préventive.

Mais alors qu'en 1848 Marx et Engels avaient souhaité une guerre de l'Allemagne contre la Russie pour contraindre la monarchie prussienne à faire des concessions libérales, maintenant cette perspective terrorise Engels, le survivant du couple : ce dernier frise la panique et il a une réaction étonnante de repli.

« Les gens doivent comprendre qu'une guerre faite contre l'Allemagne et avec la Russie comme alliée est avant tout également une guerre contre le parti socialiste le plus fort et le plus combatif d'Europe et qu'il ne nous reste plus qu'à engager toutes nos forces contre tout agresseur qui aide la Russie². »

Si l'Allemagne est battue, ajoute Engels, le mouvement socialiste en Europe est fichu pour vingt ans. Par mouvement socialiste en Europe, Engels entend évidemment le mouvement socialiste allemand.

Ainsi, le cadre dans lequel se déclenchera la Première guerre mondiale est tracé, comme sont pressenties les réactions de la social-démocrate allemande face à cette guerre. Le caractère implicitement

¹

² Lettre à Bebel, 29 septembre 1891.

pangermaniste de l'analyse d'Engels vient de ce qu'il solidarise la survie du mouvement socialiste allemand avec celle de l'État allemand. L'idée d'un soulèvement du prolétariat organisé par « le parti socialiste le plus fort et le plus combatif d'Europe » contre la guerre ne l'effleure pas.

Deux semaines plus tard, Engels écrit une nouvelle lettre à Bebel : si le danger d'une guerre se précise, dit-il, alors nous pouvons dire au gouvernement « que nous serions disposés à le soutenir à condition qu'il adopte à notre égard une attitude qui rende la chose possible ¹ ». Il s'agit très clairement d'une volonté de négocier avec le pouvoir des dispositions en faveur de la social-démocratie qui rendraient possible le soutien de celle-ci à une guerre. On est loin de l'internationalisme prolétarien...

Ces propos, tenus vingt ans après la Commune de Paris, anticipent sur l'attitude de la social-démocratie lors de la guerre de 1914-1918. Si l'Allemagne est attaquée, tous les moyens de défense sont bons : « Il s'agit de l'existence nationale et aussi de conserver intactes notre position et nos perspectives d'avenir, que nous devons à nos luttes » (*Ibid.*). (*Je souligne.*)

Protection de l'existence nationale, préservation des acquis et participation à un gouvernement de défense nationale : les ingrédients de la guerre qui ravagera bientôt l'Europe sont là. Les pires craintes de Bakounine concernant les « patriotes allemands de l'Internationale » se sont vérifiées.

Une gauche expansionniste

En 1848, Marx et Engels furent très soucieux de ne pas satisfaire les revendications d'indépendance des Slaves de Bohême parce que cela aurait constitué une brèche dans l'intégrité territoriale de l'Allemagne. Dans l'hypothèse où une Pologne indépendante se constituerait, il ne sera pas question de lui restituer les territoires occupés par la Prusse. Plus tard, Marx et Engels prirent le parti de la Prusse dans l'affaire du Schleswig-Holstein.

¹ Lettre à Bebel, 13 octobre 1891.

Alors que Bismarck ne voyait aucun inconvénient au contrôle russe des Détroits et de l'embouchure du Danube, dans la mesure où cela ne constituait aucune menace à ses propres préoccupations, qui se limitaient à assurer la suprématie de la Prusse en Allemagne du Nord, au-dessus du Main, c'est-à-dire dans l'Allemagne protestante, les social-démocrates allemands considéraient que le contrôle russe des détroits serait à terme une menace pour l'extension des intérêts allemands dans les pays du Danube.

Bakounine écrivait à ce sujet en 1873 dans *Etatisme et anarchie* :

« Tout le mouvement progressiste de l'Allemagne, tendant à former un nouveau et puissant État, se trouva concentré dans l'électorat de Brandebourg. Et en effet, par leurs efforts incessants pour s'emparer des côtes de la Baltique, les électeurs du Brandebourg rendirent un éminent service à l'Allemagne ; ils créèrent, on peut dire, les conditions de sa grandeur actuelle, tout d'abord en conquérant Koenigsberg et, ensuite, lors du premier partage de la Pologne, en mettant la main sur Dantzig. Mais tout cela n'était pas encore assez ; il fallait s'emparer de Kiel et, en général, de la totalité du Schleswig et de l'Holstein ¹. »

Poursuivant son raisonnement, Bakounine déclare que les Allemands considèrent que « le Danube tout entier est un fleuve allemand », en quoi il anticipe de dix ans une déclaration qu'Engels fera dans une lettre à Kautsky.

Après Sadowa (1866), Bismarck ne semble pas avoir d'objectif précis en matière de politique étrangère. Il se satisfait de laisser les États allemands du Sud dans leur « existence internationale indépendante ». Il répète alors que « nous en avons fait assez pour notre génération » et ne se soucie pas d'annexer des États allemands dominés par des catholiques qui pourraient, le suffrage universel aidant, s'opposer à sa politique. Les problèmes européens paraissent se concentrer ailleurs, notamment au Proche-Orient, dont la Prusse se désintéresse. C'est que, entre 1848 et 1867, la Prusse s'est déplacée

¹ *Etatisme et anarchie*, Œuvres, Champ libre, p. 276.)

vers l'Ouest : en 1848 elle était une monarchie autocratique encore dépendante de la pression russe ; en 1867, après l'instauration du suffrage universel, elle est le leader d'une confédération qui a une puissance industrielle et financière importante et capable de se protéger. La guerre et la politique étrangère agressive sont alors la prérogative de la gauche.

La crise du Luxembourg montre parfaitement cette tendance. Le grand-duché était une ancienne terre d'empire mais sous souveraineté du roi de Hollande, et dont les habitants ne se sentaient nullement allemands. Un conflit avec les Français risquait de surgir à son sujet à cause, en particulier, de la présence de troupes prussiennes sur son territoire. Bismarck n'avait aucune intention d'annexer le Luxembourg qui ne s'insérait en rien dans son schéma d'union de l'Allemagne du Nord, et qui ne présentait aucun intérêt économique – son industrie lourde ne s'y était pas encore développée. En outre, le chancelier avait alors besoin de la paix à l'extérieur pour mener à bien son projet de construction nationale à l'intérieur. Prophétique, il déclara à l'époque : « J'éviterai cette guerre autant que je le pourrai ; car je sais qu'aussitôt commencée elle ne finira jamais. »

Lorsqu'un compromis fut trouvé, accordant la souveraineté au grand-duché et garantissant sa neutralité, ce sont les libéraux et les démocrates allemands qui s'y opposèrent. Le social-démocrate Bebel fut un de ceux qui protestèrent le plus fort.

Au risque de contredire l'image couramment présentée de Bismarck, rien ne prouve qu'il ait réellement souhaité la guerre avec la France, et après la victoire, il ne montra opposé à l'annexion de Metz : « Je n'aime pas l'idée d'avoir dans notre maison tant de Français qui n'ont pas envie d'y être ¹. » De même, il a toujours été réticent à la perspective d'une union organique avec les catholiques d'Allemagne du Sud, et lorsque cette union se fera, elle lui créera d'importants problèmes. Il ne souhaitait pas étendre son pouvoir au sud du Main, qui représentait la limite entre l'Allemagne protestante et l'Allemagne catholique. Ses convictions politiques et religieuses s'y opposaient. Le luthérianisme était son principe le plus profond et

¹ A.J.P. Taylor, Bismarck, Hamish Hamilton, p. 133.

il considérait les Allemands du Sud comme des gens corrompus par le catholicisme et par le libéralisme français. L'Allemagne qu'il voulait construire devait être exclusivement protestante sans intérêts dans la vallée du Danube ou dans le Proche-Orient. Il déclara en décembre 1870 que l'Allemagne n'avait aucun intérêt dans la question d'Orient qui « vaille la peau d'un mousquetaire poméranien »¹. Lorsqu'il voulait définir l'Allemagne, c'est à la Poméranie, sur la Baltique, qu'il pensait, et non à la Bavière ni à l'Autriche. La question d'Orient, c'était l'affaire de l'Autriche et, surtout, de la Russie.

Bakounine prévoit cependant que les Allemands seront amenés à tenter de s'assurer des débouchés dans le Sud de l'Europe ; à terme, ils ne pourront pas accepter, dit-il, de livrer « à l'arbitraire de la Russie leurs rives sur le Danube et leur négoce avec les pays danubiens ». Or, Engels confirmera plusieurs fois la prévision de Bakounine. L'Allemagne, dit en effet ce dernier dans *Le Panславisme démocratique*, ne peut se laisser couper de la mer Adriatique : c'est pour elle une question vitale, « au même titre que, par exemple, la côte de la Baltique de Dantzig à Riga ». Par ailleurs, un État slave indépendant dans le Sud de l'Europe couperait l'Autriche de ses débouchés naturels en Méditerranée. En 1882, Engels fait encore remarquer à Kautsky qu'aucun État slave des Balkans ne devait être autorisé à se placer en travers du chemin ou sur la voie ferrée entre l'Allemagne et Constantinople. C'est donc sans exagération que Bakounine attribue aux socialistes et aux démocrates allemands des intentions expansionnistes. Le révolutionnaire russe se trompe cependant en pensant que Bismarck partage ces intentions. La politique du chancelier se situe en effet bien *en deçà des revendications manifestées par la plupart des libéraux et social-démocrates allemands...*

Kropotkine n'ignore sans doute pas la thèse développée par Bakounine selon laquelle l'Allemagne est le « centre de la réaction en Europe »². L'analyse que Bakounine avait développée constitue en

¹ A.J.P. Taylor, op. cit. p. 167.

² Bakounine, *L'Empire knouto-germanique*, Œuvres, Champ libre, VIII, p. 81.

quelque sorte le fondement théorique des raisons qui ont poussé Kropotkine à signer le Manifeste des Seize. Bakounine considérait que l'Allemagne bismarckienne constituait le prototype de l'État moderne qui avait développé, sous une façade représentative, des mécanismes extrêmement élaborés d'exploitation du prolétariat, un État ayant des ambitions expansionnistes, au sein duquel se trouvait un mouvement socialiste qui était le complice de la politique de l'État. Pour caricaturale que soit cette analyse, il y avait suffisamment de faits probants qui contribuaient à la confirmer.

Ce qui séparait les deux révolutionnaires russes, c'était que Bakounine avait préconisé la transformation de la guerre en guerre révolutionnaire, alors que Kropotkine soutint l'Entente en guerre contre l'Allemagne. Il est vrai que le contexte était différent. Les tendances réactionnaires de l'État allemand, que Bakounine avait dénoncées en 1870, avaient pu s'accroître encore. En 1870 également, Bakounine avait craint que la défaite de la France ne conduise à une terrible régression – ce qui fut le cas : le mouvement ouvrier français paya très cher l'écrasement de la Commune et mit longtemps à s'en relever.

En 1870, Bakounine avait clairement pris le parti de la France, malgré les critiques impitoyables qu'il faisait de la classe politique française. La cause de la liberté et de l'humanité se trouvait du côté de la France, pensait-il. Il préconisa même une « intervention armée collective en faveur de la République française ». Si les ouvriers français restent passifs, dit-il, ils « ne trahiraient pas seulement leur propre liberté, ils trahiraient encore la cause du prolétariat du monde entier, la cause sacrée du socialisme révolutionnaire ¹. » Bakounine prêche donc une résistance à outrance contre l'occupation prussienne. « La France, écrit-il, en balayant de son territoire les armées du roi de Prusse, aura du même coup affranchi tous les peuples d'Europe et accompli l'émancipation sociale du prolétariat » ². A la même époque, il écrit à Palix :

¹ Lettre à un Français.

² *Ibid.*

« Je n'ai point l'honneur d'être Français, mais j'avoue que je suis profondément indigné contre toutes ces insultes et profondément désespéré du malheur de la France... Je déplore amèrement le malheur de cette sympathique et grande nature, de ce généreux caractère national, et de cette intelligence lumineuse de la France, qu'on dirait avoir été formés et développés par l'histoire pour qu'ils émancipent le monde. Je déplore le silence qui pourrait être imposé à cette grande voix de la France, qui annonçait, à tous ceux qui souffraient et étaient opprimés, la liberté, l'égalité, la fraternité, la justice. Il me semble que si ce grand soleil de la France s'éteignait, il y aurait éclipse partout, et que toutes les lanternes plus ou moins bigarrées qu'allumeront les savants raisonneurs de l'Allemagne ne sauraient compenser cette grande et simple clarté que versait sur le monde l'esprit de la France.

« Enfin, je suis convaincu que la défaite et l'asservissement de la France et le triomphe de l'Allemagne assujettie aux Prussiens, feraient retomber toute l'Europe dans les ténèbres, dans la misère et dans l'esclavage des siècles passés. J'en suis tellement convaincu que je pense que c'est aujourd'hui un devoir sacré pour tout homme qui aime la liberté, et qui veut le triomphe de l'humanité sur la brutalité, de venir, quel que soit son pays, qu'il soit anglais, espagnol, italien, polonais, russe, – même allemand –, prendre part à cette lutte démocratique du peuple français contre l'invasion du despotisme germanique ¹. »

C'est *incontestablement* la même analyse que fait Kropotkine lorsqu'il choisit en 1916 de soutenir l'un des camps contre l'autre.

Il y a cependant une différence. Il faut en effet faire la part des *positions de principe* que développe Bakounine au début de la guerre, telles que décrites ci-dessus, et ce qu'il préconise ensuite *concrètement*. En effet, il prit part à l'insurrection de Lyon, lors de laquelle il proposa entre autres mesures la création d'une milice révolutionnaire permanente, la mise sous séquestre de toutes les propriétés, publiques et privées, la révocation de tous les fonctionnaires. Il pro-

¹ « La situation politique en France » (Lettre à Palix), 29 septembre 1870-début octobre 1870.

posa en outre des mesures de réorganisation économique : les communes révolutionnaires devaient désigner des délégués, nommer des commissions pour réorganiser le travail, remettre entre les mains des associations ouvrières les capitaux dont elles avaient besoin. Lorsque le conseil municipal décida la baisse du salaire journalier des ouvriers des chantiers nationaux, Bakounine s'opposa à ce que les ouvriers viennent désarmés à la manifestation de protestation.

Marx ne put s'empêcher de railler l'action de Bakounine, qui échoua. Les circonstances n'étaient évidemment pas mûres. Pourtant, un historien bolchevik, Iouri Steklov, déclara que l'intervention de Bakounine à Lyon fut « une tentative généreuse de réveiller l'énergie endormie du prolétariat français et de la diriger vers la lutte contre le système capitaliste et en même temps de repousser l'invasion étrangère ¹ ».

Steklov ajoute que le plan de Bakounine n'était pas si ridicule :

« Dans la pensée de Bakounine, il fallait profiter des ébranlements provoqués par la guerre, de l'incapacité de la bourgeoisie, des protestations patriotiques de la masse, de ses tendances sociales confuses, pour tenter une intervention décisive des ouvriers dans les grands centres, entraîner derrière elle la paysannerie et commencer ainsi la révolution sociale mondiale. Personne alors n'a proposé un plan meilleur ². »

Les proches de Bakounine eux-mêmes pensaient que ce plan était prématuré, mais l'opinion du Russe était alors que « si, de cette guerre, ne sort pas directement la révolution sociale en France, le socialisme mourra pour longtemps dans toute l'Europe ³. » Alors que Marx déclare expressément que la victoire prussienne assurait l'hégémonie du socialisme allemand en Europe, Bakounine écrit que

¹ Iouri Steklov, *M.A. Bakounine, sa vie et son activité*, 1927, t. IV, première partie, ch. III, 1, La tentative de Lyon. Cité par F. Rude, in *De la Guerre à la Commune*, éditions Anthropos, p. 20.

² Ibid.

³ Lettre à Ogarev, 31 août 1870.

la défaite de la France signifie la défaite du socialisme : « Ne s'agit-il pas de la liberté de l'Europe qui, si la France succombait sous les baïonnettes prussiennes, aurait à supporter un esclavage de cinquante ans au moins ? » C'est, littéralement, l'analyse que fera Kropotkine quarante-six ans plus tard – dans un contexte différent, encore une fois.

Bakounine sait que la victoire prussienne aboutira à la création de l'Empire allemand, et il craint avant tout que si les ouvriers allemands sont conduits à servir « l'institution de l'État germanique », la solidarité qui devrait les « unir jusqu'à les confondre avec leurs frères, les travailleurs exploités du monde entier » ne soit sacrifiée à la « passion politique nationale ¹ ». Encore une fois, c'est là le point de vue de Kropotkine lorsqu'il signe le manifeste de 1916.

Partagés entre la « solidarité socialiste du travail » et le « patriotisme politique de l'État national », les ouvriers allemands risquent, dit Bakounine, d'être « unis à leurs compatriotes bourgeois contre les travailleurs d'un pays étranger » ². Pourtant, Bakounine rendit hommage aux dirigeants social-démocrates et aux travailleurs allemands qui ont pris, contre la guerre, des positions internationalistes qui tranchaient avec celles de Marx.

Lorsque Bakounine quitta Lyon, il écrivit à Palix une lettre désabusée qui exprime le fond de sa pensée :

« Je quitte Lyon le cœur plein de tristesse et de prévisions sombres. Je commence à penser maintenant que c'en est fait de la France... elle deviendra une vice-royauté de l'Allemagne. A la place de son socialisme vivant et réel, nous aurons le socialisme doctrinaire des Allemands qui ne diront plus que ce que les baïonnettes prussiennes leur permettront de dire. L'intelligence bureaucratique et militaire de la Prusse va assurer la tranquillité et

¹ Lettre à un Français, août-septembre 1870. Cf. Œuvres, Champ libre, VII, p. 92.

² *Ibid.*

l'ordre public, au moins pour cinquante ans, pour tout le continent de l'Europe¹. »

C'est exactement ce qui se passa et, à tort ou à raison, sans doute Kropotkine voulait-il éviter, après la guerre en cours, de renouveler les quarante années sombres qui suivirent la défaite de la Commune. Son erreur, à n'en pas douter, fut de penser que, faute d'insurrection populaire contre la guerre, le soutien à l'Entente était le moyen d'éviter une telle tragédie. Car c'est là que la différence de contexte entre la situation de Bakounine et celle de Kropotkine se trouve. Contrairement à 1870, la France ne s'effondra pas en 1914. Cet effondrement, s'il avait eu lieu, aurait peut-être provoqué une réaction patriotique semblable à celle de la Commune et aurait-elle abouti à une insurrection populaire suivie d'une révolution. La position de Kropotkine eût alors été totalement différente. L'explication de la signature d'un appel en faveur de la résistance contre l'Allemagne en 1916 tient précisément qu'à la veille de la bataille de la Marne, tout poussait à croire que les armées françaises étaient sur le point de lâcher.

Passif avec la social-démocratie allemande

Pour comprendre l'attitude de Kropotkine par rapport à la guerre il faut aussi comprendre le passif qui peut exister, à ses yeux et à ceux de beaucoup d'anarchistes français de l'époque, avec la social-démocrate allemande. La période de la Commune et celle qui l'a immédiatement suivie suffiraient pour remplir un dossier à charge. Les craintes qu'avait formulées Bakounine concernant le danger que pourrait constituer une victoire prussienne, s'accompagnant de l'hégémonie du socialisme allemand sur la scène internationale, se montrèrent en fait très *en dessous* de la vérité.

Après la liquidation bureaucratique de l'AIT par Marx, l'Internationale survécut dans sa forme « anti-autoritaire » jusqu'en 1878 puis disparut. Une partie des militants cependant n'entendait

¹ Lettre à Louis Palix, 29 septembre 1870. Cité par F. Rude, *De la Guerre à la Commune*, éditions Anthropos, p. 19.

pas se couper du mouvement socialiste et continuèrent à assister aux congrès socialistes internationaux, puis à ceux de la II^e Internationale. C'est la social-démocratie allemande qui s'efforça, avec une surprenante persévérance, d'exclure les anarchistes de ces congrès.

Comme l'avait prédit Marx, la victoire militaire prussienne fut aussi une victoire de la social-démocrate allemande – les dirigeants socialistes allemands eux-mêmes ne manquèrent pas de le souligner¹. La littérature social-démocrate foisonne de déclarations d'auto-congratulation sur la supériorité du socialisme allemand, reprenant mot pour mot les propos de Marx et d'Engels. Gustav Jaechh, un socialiste allemand, écrit en 1904 que l'Allemagne est pour les socialistes de tous les pays un « modèle ». La social-démocratie allemande, dit-il, est « l'héritière de l'Internationale, comme les ouvriers allemands sont les héritiers de la philosophie classique allemande » – paraphrase de Marx. L'héritage de la philosophie classique allemande transmis à la classe ouvrière – par on ne sait quel moyen – est une trouvaille de Marx et Engels. « L'esprit de la première Internationale a passé à la social-démocratie allemande », dit encore Gustav Jaechh, ce qui est d'autant plus paradoxal que la social-démocratie allemande n'a jamais adhéré à l'AIT, puisque les lois allemandes l'interdisaient. Il est vrai que l'auteur parle de l'*esprit* de la première Internationale – transmis, on croit le comprendre, par Marx². Toujours selon Jaechh, « le prolétariat allemand est le centre spirituel de la nouvelle Internationale »³.

Un historien du socialisme, Georg Adler, écrivit en 1911 :

¹ Cf. Allan Mitchell, *The German Influence in France After 1870. The Formation of the French Republic*. Chapel Hill, The University of North Carolina Presse, 1979. Le livre part de l'idée que l'influence de l'empire allemand pesa lourdement sur les débuts de la III^e République.

² Gustav Jaechh, *Die Internationale : eine denkschrift zur vierzigjährigen gründung der Internationalen arbeiter-assoziaton*, Verlag der Leipziger buchdruckerei aktiengesellschaft, Leipzig, 1904, p. 213. Ce livre reprend sans aucun esprit critique tout l'argumentaire de Marx et Engels contre Bakounine.

³ *Ibid*, p. IV.

« Si, dans la première moitié du dix-neuvième siècle, c'est la France qui donnait l'impulsion au mouvement socialiste du monde entier, elle a dû dans la seconde moitié de ce siècle abandonner le rôle dirigeant à l'Allemagne. Le programme de la social-démocratie allemande servit de modèle pour tous les autres pays ¹. »

Selon Adler, l'Allemagne est « le centre déterminant du mouvement socialiste du monde entier ».

Paul Lensch, un député social-démocrate, déclara en 1915 au Reichstag, le parlement allemand :

« L'Allemagne est la patrie et la capitale du socialisme scientifique : c'est ici qu'il a la presse la plus répandue, les organisations les plus fortes ; il règne ici sur un prolétariat qui n'est dépassé au point de vue des connaissances théoriques, de la formation pratique, de l'éducation et de l'intelligence, par aucune classe ouvrière du monde. »

Lensch précise que la littérature socialiste de tous les pays « porte ineffaçablement la marque allemande de la théorie marxiste ». C'est pourquoi, affirme-t-il – nous sommes en 1915, précisons-le – une défaite allemande « serait la plus terrible catastrophe qui pût atteindre le socialisme international tout entier ». La suite du raisonnement est pour le moins curieuse : le prolétariat mondial perdrait sa « troupe d'élite », ce qui fait que l'émancipation sociale serait « paralysée ». En attendant, le prolétariat des zones occupées – la Belgique et un quart de la France – ne serait pas fâché de se débarrasser des troupes allemandes, d'élite ou pas. Mais pour Lensch, « l'intérêt du prolétariat international est du côté allemand » : « La victoire de

¹ Article « Sozialdemokratie » du *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, Iena, 1911, vol. VII.

l'Allemagne dans cette guerre mondiale signifierait la victoire du marxisme dans l'Internationale tout entière ¹. »

Lensch, encore une fois, est dans la droite ligne des positions de Marx. Il ne vient pas à l'esprit du député social-démocrate qu'une victoire allemande ne pourrait que renforcer le pouvoir de l'État, qui se retournerait contre le mouvement ouvrier, y compris le mouvement ouvrier allemand. On a du mal à comprendre le système de logique qui pousse un socialiste à affirmer que la victoire militaire de son État conduirait à la victoire du *mouvement socialiste* de cet État. C'est là un aveulement incroyable.

Pendant les quarante ans qui suivirent la défaite de la France en 1870, le poids de la social-démocratie allemande va être écrasant dans l'Internationale. Les socialistes français, impressionnés par les résultats électoraux de leurs camarades allemands, vont faire acte de soumission. *L'Humanité* salue les social-démocrates allemands après les élections au Reichstag en 1912 et présente l'Allemagne comme l'« avant-garde du socialisme international » ². Marcel Sembat s'interroge dans *La Guerre sociale* : « Je commence à me demander si nous ne sommes pas au point de vue révolutionnaire des petits garçons à côté des “votards” socialistes d'Allemagne ³. » Il y a là une réelle fascination, accompagnée d'une totale absence d'examen critique du contenu des succès électoraux du socialisme allemand.

Les congrès socialistes internationaux sont dominés par les représentants de la social-démocratie dont le poids électoral, dont les effectifs et le poids idéologique est écrasant. August Bebel jouit d'un prestige qui confine au culte de la personnalité ⁴. Sa parole a force de

¹ Paul Lensch, *Die deutsche Sozialdemokratie und der Weltkrieg*, p. 8, 16. Verlag Buchhandlung Vorwärts, Berlin, 1915. (La social-démocratie allemande et la guerre mondiale.)

² *L'Humanité*, 3 janvier 1912, p. 1, article d'Edmond Peluso.

³ *La Guerre sociale*, 17-23 janvier 1912.

⁴ La personnalité de Bebel avait beaucoup impressionné l'anarcho-syndicaliste allemand Rudolf Rocker dans sa jeunesse. Il dira plus tard : « Par la suite, on a reproché à Bebel d'être un personnage double : marxiste révolutionnaire quand il participait à des assemblées populaires et à des congrès socialistes, et réformiste on ne peut plus modéré quand il siégeait dans les commissions parlementaires. Je pense, quant à moi, que cette dualité tenait à la nature même de la social-démocratie

loi. Son soixante-dixième anniversaire fut fêté à Paris en grande pompe.

Rendant compte dans *L'Humanité* de ce que l'Internationale doit à August Bebel, Albert Thomas écrit que celle-ci « vénérera et fêtera d'autant plus fraternellement le *Führer*, le guide aimé »¹... Le lendemain, le journal rendra compte :

« Jaurès termine par quelques mots en langue allemande qui déchaînent un enthousiasme splendide pendant que Schreyer, le secrétaire du Leseklub, pousse avec l'assistance le "Hoch ! Hoch !" traditionnel allemand pour Bebel et Jaurès. La chorale "Arbeitersängerbund, qui avait commencé la réunion par un chœur, l'a clôturée par *l'Internationale* reprise par tous les assistants². »

Paul Lensch fournit de précieuses indications sur l'état d'esprit de la social-démocrate entre les deux guerres – celles de 1870 et de 1914, car il s'exprime en langage totalement « décodé ».

« La paix conclue à Francfort en 1871 n'était pas une paix, mais une trêve : tout fut orienté vers la guerre future : technique, science, inventions, finance, politique ouvrière³. »

Pour le *social-démocrate* Lensch, la victoire allemande de 1871 n'est donc que le prélude à d'autres victoires !

Hugo Heinemann, un autre social-démocrate, affirme : « Tout le monde comprend aujourd'hui que le sentiment de solidarité inculqué par les syndicats allemands à leurs membres, leur organisation rigide, ont constitué une véritable école préparatoire pour la solution des tâches immenses proposées par notre administration militaire au peuple allemand⁴. » Heinemann était avocat, conférencier, chargé de

allemande. » [Mémoires, vol. 1.] Cité par Freddy Gomez dans le bulletin bibliographique *A Contretemps*.

¹ *L'Humanité*, 22 février 1910, p. 1.

² *L'Humanité*, 23 février 1910, p. 4.

³ P. Lensch, *op. cit.*, p. 56.

⁴ Hugo Heinemann, *Die sozialistischen Errungenschaften der Kriegszeit* [Les

cours à l'école du parti et de cours de formation syndicale. Il fut l'un des premiers social-démocrates à entrer au gouvernement. En novembre 1918 il devient procureur général adjoint de la Prusse. Un grand révolutionnaire, comme on le voit.

Les syndicats allemands n'étaient pas de reste. Au moment de la déclaration de guerre, le *Korrespondenzblatt*, organe de la commission générale des syndicats allemands, publia un numéro spécial destiné aux syndiqués qui étaient mobilisés. On peut y lire ces lignes très peu internationalistes :

« Ce n'est pas en vain que l'Allemagne est le pays des organisations les plus développées dans tous les domaines. Organisation, cela veut dire exaltation des forces sociales par la subordination des intérêts personnels aux intérêts communs et des volontés individuelles à la volonté collective. Un peuple bien organisé est toujours prêt à la guerre et en cas de besoin toujours plus fort qu'un peuple sans organisation. Les fortes organisations des ouvriers allemands sont elles aussi un facteur essentiel pour la défense du pays ¹. »

La conception de l'organisation ici exposée est intéressante en ce qu'elle révèle le fossé existant entre Allemands et Français. Le message à peine implicite de ce passage est que l'organisation sert à la guerre. La subordination des « volontés individuelles à la volonté collective » signifie la subordination de l'individu au groupe, non la participation de l'individu au groupe et aux décisions prises. Il n'est aucunement question de l'organisation en tant que coordination de l'activité du groupe en vue de réaliser un objectif commun.

La fascination des socialistes français pour l'organisation exemplaire de leurs camarades allemands trouve ici sa sanction. Les hommes dont on pouvait attendre qu'ils refusent les crédits de guerre au Reichstag ont reçu *mandat impératif* pour les voter, et ils les votèrent *par trois fois*. D'ailleurs, Marx ne disait-il pas dans une lettre à

réalizations du socialisme de guerre], Chemnitz, Landgraf & Co, 1915, p. 6.

¹ Cité par Heinemann, *op. cit.* p. 6.

Schweitzer, le 13 octobre 1868, qu'en Allemagne « les ouvriers y sont dressés dès l'enfance par la bureaucratie à croire en l'autorité et l'instance supérieure » ? Il est vrai qu'il précise « qu'il faut avant tout qu'ils *apprennent à se tirer d'affaire tout seuls* ».

Le poids *idéologique* du marxisme constitue un des facteurs déterminants de l'hégémonie du socialisme allemand entre les deux guerres. Le marxisme est devenu une religion, et les textes fondateurs font l'objet d'une vénération qui occulte tout esprit critique. Le *Capital* est une bible. Tout examen critique du dogme est exclu, considéré comme un acte sacrilège. C'est ce qu'exprime Georges Sorel :

« On peut remarquer, dans une très grande partie de la littérature marxiste, un effort constant pour reproduire des phrases du *Capital*, en sorte qu'on croirait quelquefois que ces auteurs sont plus familiers avec les livres des liturgistes qu'avec les méthodes scientifiques modernes.

« L'école marxiste se trouvait ainsi caractérisée par des fantaisies visiblement étrangères au système de Marx, et par un immobilisme tenant de la servilité ¹. »

La sclérose totale de la doctrine, dont Lénine montrera un exemple stupéfiant dans *matérialisme et empiriocriticisme* ², qui interdit de toucher à une virgule de l'œuvre des pères fondateurs, est déjà en place, comme en témoigne Paul Lafargue ;

« Il est hardi, même pour la mettre hors contestation, de toucher à l'œuvre de ces deux géants de la pensée, dont les socialistes des deux mondes n'auront, peut-être jusqu'à la transformation de la société capitaliste, qu'à vulgariser les théories économiques et historiques et qu'à les appliquer à de nouvelles études ³. »

¹ Georges Sorel, *La décomposition du marxisme*, PUF, 1982, p. 215.

² « On ne peut retrancher aucun principe fondamental, aucune partie essentielle de cette philosophie du marxisme coulée dans un seul bloc d'acier, sans s'écarter de la vérité objective, sans verser dans le mensonge bourgeois et réactionnaire. » (Lénine, *Matérialisme et empiriocriticisme*, éditions du Progrès, p. 461.)

³ Paul Lafargue « La fonction économique de la Bourse [contribution à la théorie

Autrement dit, à partir de Marx et Engels, la science sociale et historique trouve son achèvement : ce qui reste à faire se limite à de la vulgarisation. Il est vrai que c'est après avoir lu un autre livre de Lafargue, *Le déterminisme économique de Karl Marx*, que Marx s'écria : « Si c'est cela le marxisme, moi Karl Marx, je ne suis pas marxiste. »

Jean Jaurès

Les socialistes allemands avaient voté à un congrès tenu à Dresde une motion condamnant toute participation à une coalition avec les partis politiques bourgeois. Ils firent adopter cette motion au congrès international d'Amsterdam en 1904 :

« Le Congrès condamne de la façon la plus énergique les tentatives révisionnistes tendant à remplacer la tactique éprouvée et glorieuse fondée sur la lutte de classes par une politique de concessions à l'ordre établi qui aboutirait à faire d'un parti révolutionnaire, qui poursuit la transformation... de la société bourgeoise en une société socialiste... un parti se contentant de réformer la société bourgeoise ¹. »

La situation était paradoxale :

Les social-démocrates allemands étaient opposés à toute participation à une coalition gouvernementale tandis que Jaurès était favorable à la participation des socialistes à un gouvernement de coalition – sous certaines conditions.

Les social-démocrates allemands étaient extrêmement vagues, voire réticents, concernant toute proposition d'appel à une grève générale en cas de guerre, tandis que Jaurès était très ferme sur la nécessité de répondre à la guerre par une grève.

de la valeur] », 1897. (<http://www.marxists.org>.)

¹ Cité par Lavissee, *Histoire de France contemporaine*, tome 8, p. 236, Hachette, 1921.

Jaurès était sur une position « pragmatique », somme toute parfaitement orthodoxe d'un point de vue marxiste : on ne pouvait pas mettre tous les partis bourgeois dans le même sac ¹. Il préconisait la participation à un gouvernement avec les fractions les plus progressistes de la bourgeoisie. Mais en même temps, il tenta de faire adopter le principe d'une grève générale si une guerre éclatait, ce à quoi les dirigeants social-démocrates allemands n'étaient pas disposés. Jaurès était en relation avec des syndicalistes révolutionnaires français, dont les analyses sur la grève générale l'avaient influencé.

Les social-démocrates allemands étaient sur des positions rigides quant à l'action politique, d'autant plus rigides que, sauf circonstances exceptionnelles, ils n'avaient *aucune* chance d'être en position de participer à un gouvernement dans l'Empire allemand. En revanche, sur la question très pratique de savoir ce qu'il fallait faire si une guerre éclatait, les dirigeants social-démocrates allemands restaient extrêmement vagues. Au congrès de 1904 à Amsterdam, Jaurès échoua sur la question de la grève pour empêcher la guerre, et dut se plier sur la « motion de Dresde ». Il fit une intervention remarquable dans laquelle il dénonça l'hypocrisie de la social-démocratie allemande. Selon lui, l'application de la motion de Dresde à l'ensemble des partis de l'Internationale consistait à appliquer à ceux-ci des « règles d'action, ou plutôt d'inaction qui s'imposent à l'heure actuelle à la démocratie socialiste allemande » – c'était là, rappelons-le, exactement le point de vue de Bakounine et de l'Internationale anti-

¹ Marx et Engels pensaient que tant que subsistent des vestiges des rapports de classes hérités de l'absolutisme, la bourgeoisie constitue une force progressive. La bourgeoisie est obligée de « faire des concessions politiques plus larges que celles de la monarchie absolue » (*La Critique moralisante*). La domination bourgeoise crée les conditions futures de la victoire de la classe ouvrière : « La suppression des rapports de propriété bourgeois ne peut être obtenue si l'on maintient les rapports féodaux », ce qui revient à dire que le prolétariat qui apparaîtrait dans une société où dominent les rapports féodaux aurait pour tâche prioritaire d'aider à la constitution des rapports bourgeois pour avoir ensuite la possibilité de les supprimer, car « le mouvement révolutionnaire de la bourgeoisie contre les ordres féodaux et la monarchie absolue ne peut qu'accélérer leur propre mouvement révolutionnaire » (*Ibid*). De cette vision évolutionniste, il résulte qu'un parti socialiste peut s'allier avec les fractions les plus progressistes de la bourgeoisie tant que celles-ci ont des revendications qui peuvent aller dans le sens des intérêts de la classe ouvrière.

autoritaire ! Jaurès raille l'attitude des dirigeants socialistes allemands sur une affaire parfaitement lamentable : les patrons voulaient faire signer aux ouvriers une pétition en faveur de l'empereur. Les dirigeants social-démocrates ont refusé d'intervenir pour empêcher les ouvriers allemands de la signer ! Ce faisant, dit Jaurès, « vous continuez ainsi à émousser, à obscurcir, à affaiblir dans le prolétariat allemand cette force historiquement trop débile d'une tradition révolutionnaire insuffisante. Eh bien, parce que vous, vous n'avez pas cette tradition révolutionnaire, vous la regardez avec une sorte de déplaisir chez les peuples qui y recourent, et vous n'avez qu'outrages, vos théoriciens n'ont que dédain pour nos camarades belges qui étaient, au péril de leur vie, descendus dans la rue pour conquérir le suffrage universel. »

C'est une allusion évidente au fait que le suffrage universel fut accordé en Allemagne par Bismarck et non à la suite d'une lutte. Remuant le couteau dans la plaie, il déclare que les Allemands *a)* n'ont pas de tradition révolutionnaire et *b)* que leurs traditions parlementaires ne leur servent à rien : « vous n'avez pas de force parlementaire », dit-il :

« ...quand bien même vous seriez la majorité au Reichstag, vous êtes le seul pays où vous ne seriez pas, le socialisme ne serait pas le maître, s'il avait la majorité. Car votre Parlement n'est qu'un demi-Parlement, un Parlement qui n'est pas un Parlement lorsqu'il n'a pas en mains la force exécutive, la force gouvernementale, quand ses décisions ne sont que des vœux, arbitrairement cassés par les autorités de l'empire. »

Treize ans auparavant, Engels avait fait le même constat : le Parlement n'a aucun pouvoir. En 1891, les deux principales revendications de 1848 sont réalisées : l'unité nationale et le suffrage universel ; or, Engels fait remarquer dans sa critique du programme d'Erfurt que « le gouvernement possède tout pouvoir exécutif » et que les « chambres n'ont pas même le pouvoir de refuser les impôts ». « La crainte d'un renouvellement de la loi contre les socialistes paralyse l'action de la social-démocratie », dit-il encore, confir-

mant l'opinion de Bakounine selon laquelle les formes démocratiques n'offrent que peu de garanties pour le peuple. Le « despotisme gouvernemental » trouve ainsi une forme nouvelle et efficace dans la pseudo-volonté du peuple.

Or les élections qui viennent de se dérouler en Allemagne ont donné aux socialistes trois millions de suffrages ! Après de tels résultats, leur dit Jaurès, on attendait de vous « un mot d'ordre, un programme d'action, une tactique ».

« Et alors, vous avez, devant votre propre prolétariat, vous avez devant le prolétariat international, masqué votre impuissance d'action en vous réfugiant dans l'intransigeance des formules théoriques, que votre éminent camarade Kautsky vous fournira jusqu'à épuisement vital. (*Applaudissements et rires.*) »

L'adoption de la motion de Dresde signifie que le socialisme international dans tous les pays « s'associe à l'impuissance momentanée, mais formidable, à l'inaction provisoire, mais forcée de la démocratie allemande ».

Bebel crut s'en sortir en faisant une critique de la démocratie bourgeoise. C'était là donner des armes à Jaurès, qui répliqua en déclarant que la république n'était pas *en soi* une garantie de progrès : la démocratie resterait stagnante si elle « n'était pas sans cesse avertie, contrainte par l'action de classe du prolétariat ». Jaurès s'étonne que dans certains pays comme l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, le prolétariat socialiste « ne se propose pas comme objet essentiel et immédiat le remplacement de la forme monarchique par l'institution républicaine » Un point encore sur lequel il rejoint Bakounine... Il ne comprend pas que dans ces pays le prolétariat se contente d'utiliser les institutions accordées par la monarchie. Prenez garde !, avertit le socialiste français : « Si la République n'est pas en ce moment dans tous les pays la condition nécessaire du progrès économique et social », en France elle est « le résultat d'un mouvement révolutionnaire qui a créé la France moderne ». Et Jaurès étale le « curriculum révolutionnaire » du peuple français : « 1791, la pétition du Champ de Mars, en 1792 par l'entrée du peuple au château des Tuileries, en janvier 1793 sur la place de la Concorde, où

tombait la tête de Louis XVI, en 1830, en 1848, en 1871. » Pour Jaurès, « la République est la forme logique et suprême de la démocratie »¹. La « monarchie sociale » que la social-démocrate ne veut ou ne peut remettre en cause, peut bien donner au prolétariat quelques réformes ; mais prenez garde, dit encore Jaurès : « ce jeu qui peut donner pratiquement quelques résultats, il ne vaut pas pourtant les viriles et directes conquêtes par la volonté du prolétariat libre. » C'était une allusion très claire au fait qu'en Allemagne, ce n'est pas, comme l'avait dit Jaurès au début de son intervention, le prolétariat « qui a conquis sur les barricades le suffrage universel. Il l'a reçu d'en haut... » C'était là un gros pavé dans la mare social-démocrate allemande.

Le congrès de Stuttgart 1907

Mis en minorité à Amsterdam sur la participation à un gouvernement de coalition et sur la nécessité de répondre à la guerre par la grève, Jaurès n'abandonne pas la partie.

Il se produira un basculement au congrès de Stuttgart en 1907 car une résolution contre la guerre fut votée :

« Le congrès confirme les résolutions des précédents congrès internationaux concernant l'action contre le militarisme et l'impérialisme et rappelle que l'action contre le militarisme ne peut être séparée de l'action contre le capitalisme². »

¹ Bakounine disait que la pire des démocraties valait mieux que la meilleure des monarchies.

² A propos des résolutions des « précédents congrès ». Le premier congrès de la II^e Internationale en 1889 ne fit que reprendre le mot d'ordre de l'AIT sur la « substitution des milices populaires aux armées permanentes ». Au congrès suivant, à Bruxelles en 1891, une résolution fut adoptée appelant les travailleurs à protester par une agitation incessante contre les tentatives de guerre. Il y est dit également que la responsabilité des guerres revient aux classes capitalistes. En 1896 au congrès de Londres une résolution affirme de manière très générale que « la classe ouvrière de tous les pays doit s'opposer à la violence provoquée par les guerres ». En 1900 au congrès de Paris est adopté le principe que « les députés socialistes de tous les pays sont tenus à voter contre toutes les dépenses militaires, navales et contre les expédi-

La résolution finale déclare que si une guerre éclatait, les socialistes « ont le devoir d'intervenir pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste » Il n'est toujours pas question de grève générale, comme le demandent les délégués français. La formulation de la résolution de Stuttgart reste extrêmement vague car les dirigeants socialistes allemands ne veulent pas entendre parler de grève générale ou d'insurrection, mais Jaurès s'en contente. Le 7 septembre de cette année, Jaurès rendit compte de son mandat de délégué au congrès dans la grande salle du Tivoli-Waux-Hall. Il déclare notamment :

tions coloniales ». L'action contre la guerre est donc cantonnée au vote des députés socialistes. C'est à Stuttgart en 1907 qu'eurent lieu un réel débat sur le problème de la guerre. Contre les déclarations de Gustave Hervé qui affirme le devoir de « répondre à la guerre par la grève générale et l'insurrection », Bebel propose une motion passe-partout qui ne dit au fond pas grand chose. Rosa Luxemburg, en accord avec Lénine, fait ajouter un amendement visant à « empêcher de lire les déductions orthodoxes de Bebel à travers les lunettes opportunistes », selon les termes de Lénine. Ces amendements préconisaient d'utiliser la crise causée par la guerre pour profiter de la crise économique et politique pour soulever le peuple et précipiter la chute du capitalisme. Cet amendement ne fut tout simplement pas pris au sérieux par la majorité des congressistes. Le congrès suivant à Copenhague, en 1910, insista surtout sur le rôle des élus socialistes qui devaient refuser les crédits de guerre. En novembre 1912 se tint à Bâle un congrès extraordinaire lié à la guerre des Balkans. Un manifeste fut rédigé qui reprenait les résolutions de Stuttgart et de Copenhague, et condamnait la future guerre européenne comme « criminelle » et « réactionnaire ». Cette guerre ne pouvait qu'« accélérer la chute du capitalisme en provoquant immanquablement la révolution prolétarienne ». Ce manifeste niait que cette guerre pouvait être justifiée par l'intérêt de la défense nationale. Lorsque deux ans plus tard éclata la guerre, les positions que prit la II^e Internationale révélèrent les ambiguïtés et les équivoques des différentes résolutions qui avaient été votées. Le congrès de Stuttgart avait en effet réaffirmé le devoir de mener une guerre au nom de l'indépendance nationale. On pouvait donc considérer que l'interdiction de voter les crédits de guerre ne s'appliquait pas lorsqu'il s'agissait de la « défense du pays » face à un pays « agresseur ». Les socialistes se ruèrent vers cette brèche pour soutenir, dans les deux pays, « l'Union sacrée ».

« Le Congrès international a donc proclamé deux vérités indivisibles, deux vérités indissolubles : la première, c'est que les nations autonomes avaient le droit et le devoir de maintenir énergiquement leur autonomie ;

« La seconde, c'est que pour empêcher les chocs funestes, pour empêcher les rencontres sanglantes où saigneraient, plus que les veines, la conscience du prolétariat, le devoir des travailleurs était d'empêcher les guerres, et non pas, vous m'entendez bien, par de simples malédictions de paroles, non pas par des gémissiments stériles, non pas par des anathèmes impuissants : l'Internationale a dit aux prolétaires qu'ils n'avaient pas le droit, qu'ayant grandi, ils n'avaient pas le droit d'assister, gémissants et inertes, aux guets-apens des despotes et des capitalistes contre la paix, mais qu'ils devaient, par toute l'énergie de leur action : action parlementaire ou action révolutionnaire, écraser dans leur germe les guerres funestes ¹. »

« La guerre à la guerre, par tous les moyens, légaux ou révolutionnaires, est un devoir au même titre que la guerre pour la défense de l'indépendance nationale. », ajoute Jaurès. Le dirigeant socialiste français livre cependant une interprétation extrêmement « maximaliste » de la résolution de Stuttgart. Les dirigeants allemands ne parlent jamais de grève générale. Systématiquement, les réactions envisagées contre la guerre sont des interventions limitées à l'activité parlementaire des élus socialistes. Le prolétariat n'est jamais invité à l'action.

Bebel avait évoqué à ce congrès le cas de nations, comme la Pologne, qui sont occupées et opprimées. Dans ces cas, les prolétaires de ces nations sont trop occupés par la « volonté de ressusciter leur peuple » pour porter leur attention sur l'émancipation du prolétariat.

Bebel occulte le fait que les États qui entrent en guerre le font *toujours* en présentant cette guerre comme une nécessité nationale, comme une guerre de défense. Ajoutons à cela leur capacité à manipuler l'opinion, et toute guerre sera perçue par les peuples comme une guerre nécessaire pour leur défense. C'est ce qui se passa en

¹ Cité par Rappoport, *Jean Jaurès*, Paris, l'Emancipatrice, 1915, pp. 205-206.

1914. En outre, les armées allemandes occuperont un quart du territoire français. Pour les socialistes français, une telle situation entre parfaitement dans le cas de figure de la « défense de l'indépendance nationale ». Alors que faire ?

Faute que les classes ouvrières d'Allemagne et de France aient pu empêcher la guerre, Kropotkine fera également le constat qu'une partie importante du territoire français est occupée par des armées étrangères. Il s'agit sans aucun doute d'une guerre destinée à préserver l'intégrité territoriale et, au-delà, de préserver une culture, une civilisation.

Jaurès n'hésite pas à en appeler au soulèvement du peuple contre la guerre, c'est-à-dire à la révolution :

« C'est une révolution qui sortira non seulement du cœur du prolétariat révolté à la seule pensée de la guerre où on veut l'entraîner contre d'autres prolétaires ; cette révolution jaillira aussi de la conscience même du pays. Et alors le Prolétariat soulevé, usant de ses armes, non plus pour le crime, mais pour le salut et l'affranchissement, instituera un gouvernement populaire¹. »

Il est à craindre que le compte rendu que fait Jaurès du congrès de Stuttgart pêche par excès d'optimisme. En effet, de très nombreux délégués et la plupart des dirigeants se trouvaient très en retrait par rapport aux positions dont le leader socialiste français se fait l'interprète. Le congrès adopta cependant un amendement présenté par Lénine et Rosa Luxembourg :

« Si néanmoins une guerre éclate, les socialistes ont le devoir d'œuvrer pour sa fin rapide et d'utiliser par tous les moyens la crise économique et politique provoquée par la guerre pour réveiller le peuple et de hâter par là la chute de la domination capitaliste. »

¹ Rapport, *Jean Jaurès*, Paris, l'Emancipatrice, 1915, p. 274.

Jusqu'à la guerre, il y aura une cassure invisible entre le discours révolutionnaire des dirigeants socialistes français et les intentions réelles des dirigeants socialistes allemands. Cette cassure finira même par se manifester, on le verra, par une tranchante prise de distance des dirigeants social-démocrates allemands, soucieux de ménager les autorités politiques de leur pays.

« Nous étions un peuple fini »

Après les vigoureuses critiques formulées en 1907 lors du congrès de Stuttgart contre la direction du parti socialiste allemand, Jean Jaurès, l'une des principales figures du socialisme français, va se montrer d'une humilité déconcertante :

« Nos camarades d'Allemagne ont eu la générosité de dire tout haut, Kautsky a eu la générosité de penser, d'écrire dans la *Neue Zeit*, que désormais il n'y a plus une hégémonie du socialisme allemand, non pas que le socialisme allemand ait baissé, mais parce que le socialisme des autres pays a monté ¹. »

Autrement dit, les socialistes des autres pays, et en particulier de la France, s'étaient montrés de bons élèves et recevaient un bon point de leur maître, la social-démocratie allemande. C'était reconnaître qu'il y avait eu une « hégémonie » du socialisme allemand ; le leader socialiste français semble éperdument reconnaissant à Kautsky, accrédité de la qualité de juge dispensant des diplômes de maturité au mouvement socialiste international, d'avoir eu la « générosité » de reconnaître que « le socialisme des autres pays a monté ». Cette attitude est significative de l'état de subordination psychologique du mouvement socialiste français par rapport à son homologue allemand.

Hubert Lagardelle ² analyse en 1914 ce sentiment de subordination :

¹ Rappoport, *Jean Jaurès*, Paris, l'Emancipatrice, 1915, p. 235.

² Hubert Lagardelle (1874-1958), théoricien du syndicalisme révolutionnaire et ministre du Travail sous le régime de Vichy Il fait des études de droit, devient jour-

« L'hégémonie intellectuelle du socialisme allemand devait être plus profonde encore que ne le prévoyait Bakounine. C'est le prestige des vainqueurs d'imposer moralement par la conquête leurs méthodes et leurs procédés. Le triomphe de l'Allemagne sur la France a saisi de crainte admirative l'Europe qui, pour un temps, s'est faite allemande. Le socialisme n'a pas échappé à la suggestion. Il est resté subjugué par la social-démocratie... Les adversaires du socialisme allemand y ont vu ce qu'avait prédit Bakounine : un socialisme à casque à pointe, dogmatique, doctrinaire et pédant... Quelle qu'ait été la valeur de ses théoriciens, quels que soient les services qu'il ait rendus, il faut reconnaître que la rigidité du marxisme allemand l'a fait souvent accuser d'avoir enchaîné la pensée socialiste dans des formules étroites et arrêté son élan pour de longues années ¹. »

Gustave Hervé ² confirme l'analyse de Lagardelle dans la *Guerre sociale* : dans les congrès internationaux, dit-il, « le socialisme idéa-

naliste et en 1895 crée à Toulouse une revue marxiste, *La Jeunesse socialiste*. Il adhère en 1896 au Parti ouvrier français de Jules Guesde. Il fonde en 1899 une revue théorique du socialisme *Le Mouvement socialiste* (1899-1914), qui devient ensuite syndicaliste révolutionnaire. Lagardelle est influencé par Proudhon, Marx et Georges Sorel. Il fréquente les leaders de la CGT et contribue à la constitution de la doctrine syndicaliste révolutionnaire. Mais vers 1910, déçu par l'évolution de la CGT, il se retire à Toulouse. Il est alors tenté par le « fascisme de gauche ». En 1926, il adhère premier parti fasciste français, le Faisceau de Georges Valois. Après 1940 il devient ministre du Travail du régime de Vichy dans le gouvernement Pierre Laval (avril 1942-novembre 1943). Contraint à la démission du gouvernement en 1943, il devient rédacteur en chef du journal collaborateur de gauche *La France socialiste*. Il est condamné à perpétuité en 1946 et meurt en 1958.

¹ Lagardelle, *Rapports personnels de Bakounine et de Marx*. *Le Mouvement socialiste*, n° 263-264, mai-juin 1914, p. 312.

² Gustave Hervé (1871-1944) fut un leader socialiste et antimilitariste jusqu'en 1912, puis il bascula dans l'extrême droite et le fascisme. Il écrivit ses premiers articles antimilitaristes dans *Le Travailleur Socialiste de l'Yonne*, milita à la SFIO et à la CGT. Il défend l'idée d'insurrection en cas de guerre, ce qui lui vaut une audience nationale. Ses démêlés avec la justice lui font perdre son poste d'enseignant : il se consacre alors totalement à l'action militante. En 1905 il est condamné à quatre ans de prison pour son activité dans l'Association internationale antimilitariste, qui avait publié une affiche appelant à la grève insurrectionnelle en cas de guerre. A

liste de la France révolutionnaire osait à peine élever la voix : nous y entrions avec une âme de vaincus. Nous étions le passé. Nous étions un peuple fini. Place aux forts ¹ ! »

Au moment où Hubert Lagardelle et Gustave Hervé écrivent ces lignes, ils ont déjà basculé vers l'extrême droite ².

La Seconde Internationale était une chambre d'enregistrement des positions décidées par la social-démocratie allemande, pas une organisation composée de membres libres et égaux. Les prises de position des socialistes belges fournissent peut-être une explication de l'attitude peu internationaliste qu'adopteront les social-démocrates allemands vis-à-vis de la Belgique pendant la guerre. Les militants belges se sont montrés des opposants tenaces à l'hégémonie allemande du temps de la Première internationale. Les idées proudhoniennes dominaient dans les sections wallonnes de l'AIT, notamment à Verviers, ainsi qu'à Bruxelles. C'est chez les ouvriers flamands que la social-démocrate allemande eut le plus d'écho. Les succès électoraux des socialistes allemands suscitaient l'adhésion des sections de Gand et d'Anvers. Au congrès de Gand en 1877, les délégués de Verviers s'accrochèrent aux positions autonomistes, mais cette même année les socialistes flamands créèrent à Malines un parti socialiste d'obédience marxiste. Peu après, César de Paepe et ses amis de la section de Bruxelles, qui avait été l'un des piliers de l'AIT anti-

partir de 1907 il dirige *La Guerre sociale*, un journal qu'il a fondé. A partir de 1912 il évolue vers la patriotisme et se range, en 1914, contre les partisans de la grève générale pour empêcher la guerre. Alfred Rosmer n'avait jamais caché sa méfiance envers lui pour ses excès verbaux. Le 1er juillet 1916, il transforme *La Guerre Sociale* en *La Victoire*. En 1919, il crée le Parti socialiste national, rejoint par Alexandre Zévaès, ancien député guesdiste devenu l'avocat de l'assassin de Jaurès, et par Jean Allemane, leader d'un des partis socialistes de la période 1890-1902. Le « socialisme national » de Gustave Hervé se transformera ensuite en fascisme.

¹ Gustave Hervé, *la Guerre sociale*, 18 février 1915.

² Nous citons à l'occasion un certain nombre de textes écrits par des acteurs de l'histoire qui se trouvaient à un moment du côté du mouvement ouvrier et qui ont par la suite basculé dans l'extrême droite ou le fascisme. Si les références à ces hommes doivent être traitées avec prudence, nous estimons que malgré ce basculement, ils restent des témoins privilégiés de l'histoire.

autoritaire, finirent par basculer du côté de la social-démocratie ¹. La fédération belge de l'AIT tint un dernier congrès les 25-26 décembre 1877. Deux ans plus tard, socialistes wallons et flamands formèrent un parti unifié et, sur la proposition de De Paepe, le Parti ouvrier belge fut fondé le 5 avril 1885, après que les mutuellistes proudhoniens eurent à leur tour cessé de résister.

De nombreux militants issus de l'AIT, qui avaient maintenu une AIT « anti-autoritaire », se sentaient, malgré les divergences, rattachés au mouvement socialiste général. Déjà, sur la tombe de Bakounine en 1876, un orateur avait appelé à la réconciliation des deux courants du mouvement ouvrier. Les orientations « gauchistes » décidées en 1876 au congrès de Berne de l'AIT antiautoritaire révèlent l'existence au sein de l'organisation de deux courants : l'un, représenté par James Guillaume, souhaitant une ouverture vers le mouvement socialiste international ; l'autre représenté par Paul Brousse et Andrea Costa, manifestement opposés à cette orientation et souhaitant transformer l'AIT en organisation spécifiquement anarchiste. Significativement, James Guillaume se rapprochera plus tard du courant syndicaliste révolutionnaire, Brousse et Costa finiront socialistes parlementaires.

Le congrès de Berne vota des résolutions qui aboutirent à créer une internationale spécifiquement « anarchiste » ce qui, de fait, disloqua l'Internationale comme mouvement de masse et contribua à éloigner de nombreux militants.

L'Internationale anti-autoritaire avait fait précisément ce qu'elle avait auparavant reproché aux marxistes : constituer une organisation fondée sur des positions dogmatiques et un programme obligatoire. Bakounine avait toujours insisté sur le fait que l'Internationale ne devait pas avoir de programme obligatoire. Ce point de vue se fondait sur le fait que les travailleurs des différentes composantes de l'Internationale avaient des *intérêts* communs, mais pouvaient avoir des *idées* différentes. C'est la raison pour laquelle il insistait également sur l'autonomie des fédérations. Son point de vue se fondait

¹ Un travail mériterait d'être fait pour expliciter ce basculement à la lumière des carences et des erreurs du courant dit « anti-autoritaire ».

également sur l'idée que les différentes fédérations pouvaient d'une part être parvenues à des niveaux de réflexion politique différents, ou se trouver dans des contextes différents. Seul le libre débat pourrait, pensait-encore, conduire à terme à une unification des programmes. Enfin, il disait que si l'Internationale adoptait un programme obligatoire, cela aboutirait à créer autant d'Internationales qu'il y avait de programmes. Or le congrès de Berne de l'Internationale dite « anti-autoritaire » de 1876 avait balayé toutes ces recommandations du révolutionnaire russe et avait abouti à l'adoption d'un programme spécifiquement « anarchiste » dans lequel de nombreux militants ne se retrouvaient pas. L'Internationale « anti-autoritaire » était littéralement devenue un groupement affinitaire « anarchiste » et ne survécut pas à cette situation. Au congrès de Berne fut adoptée une stratégie destinée à électriser les travailleurs par des coups de main et des tentatives insurrectionnelles ¹. De telles prises de positions furent sans doute décisives dans le choix que fit ensuite la fédération belge de quitter l'Internationale « anti-autoritaire ».

Paradoxalement, ce même congrès de Berne qui entérina le basculement de l'Internationale « anti-autoritaire » vers l'« anarchisme » avait décidé, sur la proposition des Belges, de convoquer pour 1877 un congrès international regroupant tous les courants du mouvement ouvrier, pour tenter une réunification. Reste à savoir si les positions « gauchistes » du congrès de Berne n'avaient pas été impulsées à l'initiative d'hommes décidés à empêcher toute tentative de réunification du mouvement socialiste. C'est un point qui mériterait d'être étudié – indépendamment du fait que la social-démocratie allemande fit de son côté tout pour que la réunification n'ait pas lieu. En fait, les marxistes avaient d'autres projets : la constitution d'une Internationale se réclamant, elle, spécifiquement du marxisme, dans laquelle les « anarchistes » ne seraient pas admis.

Cela, Kropotkine ne peut pas l'ignorer.

¹ En se fondant sur une interprétation tendancieuse des positions de Bakounine, les militants italiens se lancèrent dans des tentatives d'action insurrectionnaliste qui échouèrent lamentablement et contribuèrent grandement à déconsidérer l'Internationale anti-autoritaire auprès du mouvement ouvrier européen. Il faut cependant se garder de confondre ces tentatives insurrectionnelles avec du terrorisme.

Le congrès de Copenhague (28 août-4 septembre 1910)

En 1910, l'année du congrès de Copenhague, la quiétude des dirigeants social-démocrates avait été troublée par deux mouvements qui secouèrent la classe ouvrière allemande. D'abord, une protestation pour la réforme du droit de vote en Prusse ; ensuite une importante agitation sociale consécutive au chômage qui frappait plusieurs secteurs industriels. Les grèves et les manifestations, accompagnées de heurts violents avec la police, se succédaient et prenaient de l'ampleur. Rosa Luxembourg posa une fois de plus la question du recours à la grève de masse dans un article que Kautsky refusa de publier dans la *Neue Zeit*. Ce dernier opposait à la grève de masse la « guerre d'usure » : il ne fallait pas que le mouvement se propage car il fallait se consacrer aux élections du Reichstag : le parti obtiendrait inévitablement, un jour ou l'autre, la majorité absolue, et « dans la situation actuelle, une telle victoire ne représenterait rien de moins que l'effondrement de tout le régime existant »¹. Nous avons là une illustration de plus de l'illusion naïve, dénoncée par Bakounine, des social-démocrates allemands qui pensaient accéder au pouvoir par les élections sans que le système étatique et capitaliste ne réagisse vigoureusement.

Le congrès de Copenhague posa une fois de plus la question de la grève. Vaillant et Keir Hardie² demandèrent que la grève et l'insurrection soient désignées comme des devoirs en cas de guerre, ce à quoi le député berlinois Ledebour³ s'opposa vigoureusement,

¹ George Haupt, *Le Congrès manqué, l'Internationale à la veille de la première guerre mondiale*, Paris, François Maspero, 1965.

² James Keir Hardie (1856-1915), mineur socialiste et syndicaliste écossais qui fut le premier président de la fédération écossaise des mineurs. Il fut, sept ans avant la fondation du Labor Party, le premier travailliste élu à la Chambre des Communes.

³ Georg Ledebour (1850-1947) faisait pourtant partie de l'aile « gauche » du parti... Il entra au SPD en 1891 et siégea au Reichstag de 1900 à 1918. Avec Hugo Haase et Karl Liebknecht, il était opposé au vote des crédits de guerre en 1914 mais se soumit à la « discipline du parti ». Il participa aux conférences de Zimmerwald en 1915 et de Kienthal en 1916. Lénine lui ayant demandé de ne plus voter les crédits

insistant pour que le congrès s'en tienne aux termes de la résolution de Stuttgart. Le congrès renvoya à l'unanimité la question à plus tard, c'est-à-dire au prochain congrès, prévu à Vienne en août 1914... On se contenta de dire que « les guerres ne sont actuellement causées que par le capitalisme et particulièrement par la concurrence économique internationale des États capitalistes sur le marché du monde... » et que « la chute du capitalisme signifie la paix universelle ».

On continuait cependant, dans les rangs des socialistes français, à croire que les socialistes allemands étaient fermement décidés à empêcher la guerre – alors que la question avait été jusqu'alors systématiquement esquivée par eux.

Peu avant le congrès, Gustave Hervé avait appelé les socialistes allemands à rejoindre les Français dans la propagande contre la guerre, affirmant que seule la social-démocratie peut arrêter la guerre. André Lebey, un délégué français s'étonne de l'attitude des socialistes allemands et développe une analyse qui ressemble étonnamment à celle que fera Kropotkine.

« Victoire oblige, écrivait-il nettement, et du fait même de leur victoire les Allemands peuvent plus que nous. C'est nous, pourtant, qui avons donné les premiers exemples, alors que, logiquement ce rôle était le leur ; on ne saurait donc comprendre plus longtemps pourquoi ils ne nous suivent point... Si l'équivoque durait, la France, surtout la France révolutionnaire, devrait se souvenir du passé, et au nom de la Révolution qu'elle n'a cessé de représenter, et qui a son autel le mieux enraciné dans son sol, un

du guerre, Ledebour s'engueula avec lui, disant que c'était facile de donner des conseils depuis la Suisse – anecdote significative de la pression sociale qui devait s'exercer sur les députés social-démocrate au sein de leur parti. conseils depuis la Suisse. En 1919 Ledebour soutint le soulèvement spartakiste. Il fut un cofondateur de l'USPD, député au Reichstag de 1920 à 1924. Avec l'arrivée au pouvoir des nazis en 1933, il s'exila en Suisse. Ledebour n'était pas seul à Zimmerwald, il y avait aussi Adolf Hoffmann (1858-1930), fonctionnaire du parti à Berlin, rédacteur pour des journaux socialistes, chargé de la propagande antireligieuse. Député au Reichstag de 1904 à 1906, puis en 1920 sous l'étiquette de l'USPD. Hoffmann fut brièvement ministre prussien des Sciences, de l'art et de l'éducation populaire, lors de la révolution de novembre 1918. Il abolit en Prusse le système de surveillance des opinions à l'école et œuvra à la séparation de l'Église, de l'école et de l'État.

suprême appel de sa part n'étant pas entendu, s'arranger de manière à être victorieuse au cas où une abominable lutte lui serait imposée. Elle le doit au nom de la civilisation européenne dont elle est une des garanties ¹. »

Comme Kropotkine en 1916, Lebey pense que puisque la guerre n'a pas pu être empêchée, puisque la social-démocratie allemande n'a rien fait pour l'empêcher alors qu'elle était en position de le faire, il faut s'y engager au nom de la civilisation, dont la France est une représentante.

Les voix telles que celles d'André Lebey étaient minoritaires ; dans l'ensemble on persistait à penser en France que les social-démocrates allemands étaient capables d'empêcher la guerre si le gouvernement allemand en prenait l'initiative. Cependant, les articles de Charles Andler avertissant le public français des tendances impérialistes de certains social-démocrates allemands, sur le danger que constituait l'armement de l'Allemagne, suscitèrent des réactions d'une extrême violence chez les socialistes français, Longuet ² et Jaurès en tête, qui voyaient dans ces avertissements une attaque contre la bonne entente entre socialistes français et allemands. Jaurès reprocha à Andler « d'essayer de jeter des soupçons entre des frac-

¹ André Lebey, « Impressions sur le Congrès de Copenhague », article recueilli dans : *Sur la route sociale* (1909-1911), Paris, Figuière, vol. I, p. 252, 253, 258.

² La *Vie ouvrière* ayant publié en 1913 le texte d'Andler sur le socialisme impérialiste dans l'Allemagne contemporaine, reçut des courriers de protestation. Ainsi Monatte écrit-il : « Dès le 23 février, Jean Longuet m'écrivait son étonnement que nous ayons reproduit "l'article de calomnies" d'Andler : il me signalait la "réponse écrasante" que lui avait faite Grumbach dans la *Neue Zeit* et demandait que nous la publiions. Je lui répondis que nous ne mettrions pas sous le boisseau les réponses qui seraient faites à Andler. Mais, loin de regarder son étude comme un article de calomnies, j'y voyais un article clairvoyant et d'un rare courage et qui me paraissait expliquer lumineusement les refus insolents que la CGT avait reçus des chefs des syndicats allemands depuis 1905. » Les socialistes français, refusant de voir l'unilatéralisme de l'internationalisme prolétarien, et s'imaginant jusqu'au bout que la social-démocratie allemande s'opposerait victorieusement à la guerre, s'en prenaient violemment à ceux qui doutaient. Dans un article paru en 1949, Monatte les désigne dans « La fondation de la Vie ouvrière » sous l'appellation de « cosaques de presse de la social-démocratie », les comparant aux « cosaques de presse mobilisés par le stalinisme ».

tions du prolétariat »¹. Les faits donneront raison à Charles Andler six mois plus tard : les social-démocrate allemands voteront à l'unanimité moins quinze les crédits de guerre.

L'Humanité rendit compte avec un enthousiasme incroyable de la visite en France de Philip Scheidemann², venu fêter l'élection de cent-dix députés au Reichstag en 1912, et qui déclara :

« Nous avons 2 500 000 syndiqués, 110 députés, 9 000 conseillers municipaux. Il n'est pas possible à un gouvernement qui sent derrière lui de semblables forces de se lancer dans une aventure guerrière. Lorsqu'on est forcé de tenir compte de plusieurs millions de social-démocrates, il n'est plus possible de tenter une aventure guerrière. Il s'agit de fortifier dans les deux pays la conviction la plus profonde qu'entre eux une guerre ne pourra jamais plus éclater et n'éclatera jamais³. »

Ceux qui émettaient des doutes sur la sincérité des déclarations internationalistes des social-démocrates allemands étaient accusés par Jean Longuet, petit-fils de Karl Marx, d'être des « domestiques de plume de la bourgeoisie »⁴.

Au début du siècle la droite du parti social-démocrate avait été tenue en échec par une alliance entre le centre orthodoxe et la gauche. La révolution russe de 1905 et le débat sur la grève générale vinrent bousculer cet ordre de choses. C'est pour contrer les positions de Bernstein et de la droite du parti que Rosa Luxembourg écrivit *Réforme ou révolution*.

Au sein du parti social-démocrate, le jeu d'alliances bascule. L'expansion économique provoque une hausse des prix et les luttes

¹ *L'Humanité*, lundi 4 mars 1913.

² Philip Scheidemann (1865-1939) était un ancien imprimeur et l'un des principaux dirigeants de la droite du parti social-démocrate. Il fut député au Reichstag de 1903 à 1918 et de 1920 à 1933. Il devint en 1919 le premier chancelier de la république allemande, et contribua à la répression de la révolution allemande.

³ *L'Humanité*, 5 avril 1912. Voir aussi 18, 29, 31 mars ; 2, 3 avril 1912.

⁴ *L'Humanité*, 17 février 1912.

sociales s'étendent. Une vague de grèves déferle sur le pays. Le gouvernement introduit des restrictions au mode de scrutin pour tenter d'enrayer les progrès du parti socialiste.

Les débats sur la grève générale firent craindre à la direction du parti et des syndicats de se laisser dépasser par les événements : elles déclarent qu'elles n'ont pas les moyens de la soutenir. Les modérés sont opposés à une grève de masse. Rosa Luxembourg, de retour de Russie, affirme que c'est par la lutte que les travailleurs peuvent s'organiser et s'auto-émanciper, ce qui lui vaut d'être traitée d'« anarchiste » par les bureaucrates syndicaux. La direction du parti, comme celle des syndicats, se sent dépassée par les événements devant la montée des luttes ouvrières. En 1906, le parti et les syndicats décident que les décisions importantes seront prises en commun : il s'agit de tout faire pour freiner les luttes. L'idée d'une transformation graduelle de la société vers le socialisme n'est plus à l'ordre du jour. En outre, le spectre de la guerre se rapproche.

« En aucun autre pays, on n'a si souvent parlé de lutte et de conscience de classe. Et, cependant, en aucun pays on n'a éludé aussi systématiquement qu'en Allemagne toute prise de décision sérieuse en la matière. Malgré quelques escarmouches, le pays ne connut, après l'abrogation de "la loi contre les socialistes", aucune grande lutte ouvrière. Si, d'aventure, les masses perdaient patience, la direction socialiste se chargeait de les calmer. En somme, cette conscience de classe tant vantée n'avait d'autre fonction que de châtrer le prolétariat ¹. »

Désormais le centre et la droite se rapprochent. Bebel se retire en 1911 – il meurt en 1913 – et est remplacé par Ebert, qui devient président du SPD. C'est un apparatchik qui a fait toute sa carrière dans la bureaucratie du parti ². En 1913, les députés du SPD approuvent la

¹ Rudolf Rocker, *Mémoires*, vol. 1. cité par *Contretemps*.

² Il deviendra en 1918 le premier président du Reich sous la République de Weimar après l'abdication de l'empereur Guillaume II. Son gouvernement réprime la révolte spartakiste et est responsable de l'assassinat de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht.

création d'une taxe pour couvrir les dépenses militaires. La machine est lancée. Les dirigeants socialistes abandonnent l'internationalisme prolétarien et se rallient à leur classe dominante.

A l'intérieur du parti, la répression s'abat sur les opposants. Rosa Luxembourg est privée de moyens d'expression. A l'extérieur du parti la répression gouvernementale frappe également les opposants à la guerre. Une nouvelle crise des Balkans conduira à un conflit généralisé. L'Internationale n'aura pas été capable d'empêcher la guerre. Les députés socialistes, en France comme en Allemagne, votent les crédits de guerre. Dans presque tous les pays, sauf en Serbie, en Bulgarie et en Russie, les socialistes se rallient à l'union Sacrée ¹.

L'impôt de guerre extraordinaire

En janvier 1913, les deux partis socialistes français et allemand signent un manifeste pour la paix. Pourtant, en contradiction totale avec tout ce qu'ils pouvaient déclarer à leurs camarades français, les socialistes allemands votèrent *un mois plus tard*, le 3 février 1913, un *impôt de guerre extraordinaire* d'un milliard et demi pour le programme militaire proposé par le général von Bernhardt. Le *Berliner Tageblatt* du 1^{er} avril 1913 avait défini cet impôt comme « à proprement parler la mobilisation en temps de paix ».

Duplicité ? Les députés social-démocrates qui avaient signé le manifeste pour la paix et qui votèrent un mois plus tard l'impôt extraordinaire votèrent six mois plus tard le 4 août 1914 les crédits de guerre.

Il n'est pas indifférent de savoir comment cet impôt fut accepté par les députés social-démocrates ². Le 24 avril 1913 le ministre allemand de la guerre, von Heeringen, convoque les « hommes de confiance » des partis représentés au Reichstag, y compris les *social-démocrates*. Pour les socialistes, se trouvent Bebel, Ledebour et

¹ Il est significatif que c'est dans les mouvements socialistes des pays slaves que l'opposition à la guerre se soit manifestée, confirmant les intuitions de Bakounine.

² Cf. Dieter Groh, *Die geheimen Sitzungen der Reichshaushaltskommission*, cité par Gerd Krumeich, « De Schlieffen à Ludendorff : les militaires allemands et la politique », in *Les Cahiers du CEHD* n° 26, « Armée et pouvoir en Allemagne et en France aux XIXe et XXe siècles ».

Frank¹. C'est, dit le ministre, une réunion très secrète. Il veut convaincre les hommes présents de la nécessité d'accélérer le réarmement en se fondant sur le fait que l'encerclement que subit l'Allemagne s'aggrave. Les Belges ont renforcé leur armée de 50 000 hommes. Les Français comptent sur le soutien de l'armée belge. Nous serons seuls face à la France et à la Belgique, alors même qu'il y a un second front à l'Est avec la Russie, qui accélère sa mobilisation : « C'est la raison pour laquelle nous devons chercher notre salut dans l'attaque »².

Bebel conteste les assertions du ministre concernant la Belgique et demande en quelque sorte un second avis, celui du chancelier. L'affaire, pense-t-il, est trop sérieuse pour être débattue avec le seul ministre de la guerre. Le chancelier, Bethmann Hollweg, veut convaincre les élus de gauche parce que l'existence du Reich même est en jeu. Richard Franck, un parlementaire social-démocrate, demanda au ministre de la guerre si l'Allemagne respecterait la neutralité de la Belgique. Le ministre répondit en assurant que *l'Allemagne n'entrerait pas en Belgique avant la France*. « Il semble, dit Gerd Krumeich, « que les députés de gauche se soient contentés de cette réponse »³.

« En définitive, les partis de gauche, surtout les sociaux-démocrates, ont accepté le budget des nouveaux armements de 1913. Il est vrai qu'ils ont aussi demandé – et qu'ils ont obtenu – des modifications du système d'impôts pour “faire payer les riches”, mais l'important n'est pas dans cette réforme, comme on a trop souvent affirmé, mais dans la conviction qu'il fallait en effet accroître les armements, pour que l'Allemagne puisse réaliser son planning militaire sans être exposée à une “attaque brusquée”⁴. »

¹ Ludwig Franck (1874-1914), député de Mannheim à partir de 1907, membre de la droite du parti. Il se porta volontaire dès le début de la guerre et fut tué à Lunéville le 3 septembre 1914. Il symbolise pour la communauté juive le socialiste juif qui n'a rien à prouver en matière de patriotisme. Cf. Lars Fischer, *The socialist Reponse to Antisemitism in Imperial Germany*, Cambridge University Press, 2010.

² Gerd Krumeich, *Op. cit.*

³ Gerd Krumeich, *Op. cit.*

⁴ *Ibid.*

Pendant ce temps, les socialistes français multipliaient les efforts pour minimiser l'impact de l'accroissement des dépenses militaires allemandes, et en même temps s'efforçaient d'empêcher l'accroissement des dépenses militaires françaises, sans être capables de voir que l'antimilitarisme était à sens unique. Cet aveuglement s'appuyait sur une confiance inébranlable dans les social-démocrates allemands. Les socialistes français agissaient comme si l'accroissement des dépenses militaires allemandes – avec l'assentiment des socialistes allemands – n'avait aucun impact sur la capacité desdits socialistes allemands à empêcher la guerre. Les moindres déclarations de socialistes allemands contre la guerre étaient amplifiées dans la presse socialiste française. Un délégué allemand, Molkenbuhr ¹, déclare ainsi au congrès de Brest en 1913 :

« Nous ne croyons pas qu'il y ait un peuple au monde qui ait vraiment l'intention, comme on le dit souvent pour nous en Allemagne, de tenter l'invasion de votre pays... Nous, socialistes allemands, nous voterons toujours contre tous les projets d'armement : les affirmations contraires sont des mensonges formidables ². »

Ces propos, tenus un mois avant le vote par les socialistes allemands de l'impôt de guerre exceptionnel, sont aussitôt reproduits, commentés, amplifiés par la presse socialiste française. Ainsi, Marcel Cachin déclare à la tribune du conseil municipal de Paris, le 7 mars 1913 :

« Les socialistes allemands ont clamé au gouvernement impérial : “Si vous déclarez la guerre à la France, si vous vous jetez

¹ Hermann Molkenbuhr (1851-1927), issu d'un milieu ouvrier, était l'un des membres les plus influents du SPD. En 1872 il adhère à l'ADAV, fondée en 1863 par Lassalle, dont il devient président en 1874. Il participe l'année suivante au congrès d'unification de l'ADAV avec le parti social-démocrate. En 1881 il émigre aux États-Unis, et revient en Allemagne en 1884. Il est élu au Reichstag de 1890 à 1918.

² *Mouvement socialiste*, mars-avril 1913, p. 229 sqq.

dans cette aventure, c'est le trône même que vous jouerez." C'est cette menace de la classe ouvrière allemande tendant à la France une main fraternelle qui seule a empêché les agressions du césarisme allemand contre la démocratie de France. L'Internationale est à nos yeux le grand fait historique des temps modernes : c'est elle qui assure la paix ¹. »

On tente de rassurer l'opinion française devant l'armement de l'Allemagne. Jaurès dénonce « l'abominable campagne d'affolement de la réaction nationaliste » ². Les députés socialistes français s'opposaient avec la plus extrême fermeté à toute politique d'armement alors même que leurs collègues socialistes allemands votaient les impôts supplémentaires pour l'armement de l'Allemagne. Et les députés socialistes français continuaient de protester à la Chambre contre toute affirmation de bellicisme allemand, mettant en garde l'opinion « contre des campagnes de panique auxquelles elle se prêtait trop facilement » ³ – déclaration faite neuf mois après que les social-démocrates allemands aient voté l'impôt de guerre de 1,5 milliard...

Cet aveuglement des socialistes français a peut-être une explication, mais l'explication pose un nouveau problème.

Les social-démocrates allemands, fidèles à une vieille tradition libérale et démocratique allemande dont Marx et Engels s'étaient faits les porte-parole zélés, attendaient une guerre contre la Russie. En 1848 déjà, Marx et Engels avaient appelé à une guerre contre ce pays car ils espéraient que cela susciterait une sorte de « levée en masse » du type de celle de 1792 en France, dirigée contre l'absolutisme tsariste. Une guerre contre la Russie était en outre censée contraindre la roi à faire des concessions démocratiques. Depuis longtemps, donc, les socialistes allemands s'étaient préparés à l'idée d'une guerre contre la Russie. Ils pensaient que la guerre déclenchée en août 1914 était une guerre contre la Russie. Cette idée était profondément

¹ *L'Humanité*, 8 mars 1913.

² *L'Humanité*, 6 février 1913.

³ *JO*, Débats, Assemblée nationale, 19 mars 1914, p. 1764.

ancrée dans les esprits. Cela expliquerait donc l'enthousiasme avec lequel ils ont voté les crédits de guerre 1913 et en 1914.

Il est plus que probable que les social-démocrates allemands aient transmis à leurs camarades français cette vision stratégique de café du commerce. En effet, après la défaite contre l'Allemagne en 1870-1871, le gouvernement français s'était allié à la Russie, et les socialistes français, encouragés par les social-démocrates allemands, avaient fermement combattu cette alliance. Ainsi s'éclaire l'exclamation d'un député socialiste à la chambre. Lors d'une séance à l'Assemblée nationale du 12 juin 1914, Alexandre Ribot¹ présentant un nouveau gouvernement à la Chambre, déclara que l'Allemagne avait subitement augmenté les effectifs de l'armée en temps de paix pour les porter à 870 000 hommes, ce qui constituait un réel danger. Pierre Brizon, député socialiste s'exclama : « Pas contre nous² ! »

Si ce député était persuadé que l'armée allemande ne constituait pas un danger pour la France, c'est qu'il avait sans doute adopté la thèse de la social-démocratie allemande de la guerre contre la Russie.

L'explication étant donnée – pour hypothétique qu'elle soit –, cela pose un problème : les social-démocrates allemands étaient-ils candides, ou étaient-ils consciemment complices de la politique expansionniste allemande ? Certains auteurs le pensent (Edmond Laskine³, Charles Andler¹). Nous ne nous hasarderons pas sur ce terrain.

¹ Alexandre Ribot (1842-1923) fut un des artisans de l'alliance avec la Russie. Il fut pendant quelques jours, du 9 au 14 juin 1914, président du Conseil.

² Séance du 12 juin 1914, p. 2438. Pierre Brizon (1878-1923), député socialiste de l'Allier de 1910 à 1919, libre penseur et pacifiste, il dénonce l'Union sacrée en 1914 et participe à la conférence de Kienthal en 1916. Il adhèrera ensuite au Parti communiste dont il sera exclu en 1922.

³ Edmond Laskine, ancien élève de l'École normale supérieure et agrégé de l'université avocat à la cour d'appel de Paris. Collaborateur du journal *Le Matin*. Il fut secrétaire général du Comité de la Rive gauche du Rhin. Il écrivit un ouvrage, *L'Internationale et le pangermanisme*, extrêmement documenté mais frappé d'un parti-pris ouvertement anti-marxiste et anti-social-démocrate. La social-démocratie y est systématiquement épelée Sozial-Demokratie, pour bien souligner son origine étrangère. La thèse centrale de l'ouvrage est que Marx et la social-démocratie, représentant les « méchants » socialistes, les socialistes allemands, se sont engagés

L'obstination des social-démocrates allemands à refuser de parler de la guerre

De la pensée de Marx, les social-démocrates allemands et ceux des socialistes français qui voient en eux un modèle ont retenu la vision déterministe de l'histoire. L'évolution de la société capitaliste est soumise à un déterminisme économique dont le terme inévitable est l'apparition d'une société socialiste. Cette conviction, issue d'une interprétation quelque peu mécaniste de la pensée de Marx, mais qui n'est pas absente de son œuvre, en particulier *Le Capital*, va être déterminante dans la définition de la stratégie politique que la social-démocratie allemande va développer et sur la question l'attitude à adopter dans l'hypothèse où une guerre serait déclenchée.

Le programme du SPD est encore celui qui a été voté à Erfurt en 1891 : le socialisme est décrit comme le résultat d'un développement économique inéluctable. Convaincus du caractère inéluctable de leur accession au pouvoir, les dirigeants socialistes allemands ne vont pas considérer comme prioritaire la propagande contre la guerre.

dans une campagne d'élimination systématique des « bons » socialistes, c'est-à-dire français. La date de parution de l'ouvrage explique sans doute le ton qui y est adopté : 1916. Si nous partageons cette thèse (la volonté hégémonique du socialisme allemand) – il y a trop d'éléments concordants qui vont dans ce sens – nous pensons qu'elle doit être étayée par un exposé objectif et raisonnable des faits sans qu'il soit nécessaire de verser dans la polémique.

¹ Charles Andler (1866-1933) germaniste français, professeur d'allemand au Collège de France et à la Sorbonne. En 1889, Andler était adhère au Parti ouvrier socialiste révolutionnaire de Jean Allemane. Avec Lucien Herr, bibliothécaire à l'École normale supérieure, il fonde en 1899 l'École socialiste à Paris dont l'objectif était de rendre plus accessibles les théories du mouvement socialiste. Il fonde également le Groupe de l'unité socialiste à Paris. Il dirige la Société nouvelle de librairie et d'édition, une société fidèle aux idées réformatrices de Jean Jaurès fondée par Lucien Herr. En 1901, il traduit en français le *Manifeste communiste* de Karl Marx. Charles Andler est l'auteur, entre autres de : *Les Origines du socialisme d'État en Allemagne*, thèse de doctorat (1897) ; « Le Socialisme impérialiste dans l'Allemagne contemporaine », dossier d'une polémique avec Jean Jaurès (1912-1913) (1918). *Le Pangermanisme, ses plans d'expansion allemande dans le monde* (1915) ; *Les Usages de la guerre et la doctrine de l'État-major allemand* (1915) ; *La Décomposition politique du socialisme allemand, 1914-1919* (1919).

Cela apparaît de manière évidente aux congrès de Stuttgart (1907), de Copenhague (1910) ou de Bâle (1912) : ce qui est décisif, c'est le travail d'organisation et de renforcement du parti, indispensables pour préparer son accession au pouvoir. En effet, la guerre, considérée comme un produit nécessaire du capitalisme, conduira inévitablement celui-ci à sa chute et à l'avènement consécutif du socialisme. Le prolétariat – à travers ses organes dirigeants, cela va de soi – doit se préparer à gouverner.

C'est l'évolution même de la société capitaliste qui rend la chute du capitalisme nécessaire. La classe ouvrière doit être prête à cette éventualité. C'est ainsi, pensons-nous, qu'il faut comprendre cette déclaration selon laquelle le devoir de la social-démocratie « consiste non pas à hâter l'inévitable catastrophe, mais à la retarder le plus possible, c'est-à-dire à éviter avec soin tout ce qui pourrait ressembler à une provocation ou à un semblant de provocation, car le temps gagné augmente ses chances de succès »¹ – c'est-à-dire d'accession au pouvoir, par les élections, s'entend. On comprend dès lors que la grève générale soit catégoriquement rejetée, car incontestablement, elle apparaîtrait aux yeux du pouvoir comme une « provocation ».

Au congrès de Bâle, un Manifeste avertissait les gouvernements qu'« ils ne pourraient sans péril pour eux-mêmes déclencher la guerre ». Le Manifeste rappelle que déjà la guerre franco-prussienne de 1870-1871 avait provoqué l'explosion de la Commune, que la guerre russo-japonaise avait « mis en mouvement les forces de la révolution du peuple russe ». Il ne s'agit donc pas de perdre son temps dans l'agitation antimilitariste mais de renforcer le parti pour le préparer au pouvoir. Les rédacteurs de ce Manifeste étaient de piètres historiens. Ils ne voyaient pas que la Commune avait été la conséquence de la *défaite* de la France, défaite qui avait permis à la classe dirigeante allemande de mettre en place une véritable dictature militaire en Allemagne. La guerre russo-japonaise avait été *perdue* par la Russie, ce qui avait conduit à la révolution de 1905 : le Japon avait

¹ Karl Kautsky, *Le marxisme et son critique Bernstein*, Préface à l'édition française, Paris, Stock, 1900, p. XII.

(<http://www.archive.org/details/lemarxismeetsonc00kaut>).

pu ainsi accéder au rang de puissance militaire mondiale. Dans ces deux cas, la révolution s'était déroulée dans le pays *vaincu*. Or en soutenant l'effort de guerre allemand, les social-démocrates pariaient sur une victoire de l'Allemagne sans comprendre que cette victoire allait renforcer considérablement la puissance répressive de l'État contre la classe ouvrière. C'est là un point que Kropotkine avait parfaitement compris, et là se trouve l'explication de son soutien à l'Entente. De fait, c'est après la *défaite* de l'Allemagne en 1918 qu'une révolution éclate dans ce pays.

L'obstination des social-démocrates allemands à refuser même de débattre de la question de la grève générale est stupéfiante. Au congrès de Stuttgart, Bebel rejette tout recours à la grève générale et s'explique :

« Je ne sais ce qui adviendra, mais je crois que si cette guerre éclatait, elle serait probablement la dernière et mettrait en jeu l'existence de toute société bourgeoise. Nous ne pouvons donc rien faire d'autre, que d'éclairer les cerveaux, faire de la propagande et nous organiser ¹. »

Cette remarque est terrible car elle conduit à se demander si Bebel – et sans doute les dirigeants de la social-démocratie – ne *souhaitaient* pas, implicitement ou inconsciemment, cette guerre parce qu'ils s'étaient concinçus qu'à son issue le capitalisme ne survivrait pas et qu'ils prendraient le pouvoir. L'idée semble être, parmi les dirigeants de la social-démocratie, une constante : on la trouve dans divers ouvrages, en particulier dans *Le Chemin du pouvoir*, de Kautsky, écrit en 1909 ².

¹ August Bebel, congrès de Stuttgart, 1907 compte rendu analytique p. 162.

² Sur ce texte il convient de dire quelques mots. Une première version avait été écrite dans laquelle il parlait d'une possibilité de « révolution » : « Personne ne sera assez naïf pour prétendre que nous passerons pacifiquement et imperceptiblement de l'État militariste à la démocratie », y dit-il. De telles formules étaient dangereuses car elles pouvaient conduire à des procès que le parti, soucieux de respecter la légalité, voulait éviter à tout prix. La direction du parti – Bebel, surtout – décida donc de mettre la brochure au pilon. Kautsky en appela à la commission de contrôle du parti,

Bebel n'est d'ailleurs pas partisan de condamner indistinctement toute guerre. Il développe ce point au congrès de Stuttgart, et exprime sans nul doute l'avis de la grande majorité des délégués. Il s'oppose aux positions des internationalistes les plus radicaux selon lesquels il n'y a pas de guerre défensive. Il conteste qu'il ne soit pas possible de faire la distinction entre guerre d'agression et guerre de défense. Jaurès rapporte ses propos dans *L'Humanité* du 28 septembre 1907 : « Il serait bien triste que des hommes qui ont fait, pour ainsi dire, de la politique leur profession, fussent incapables de savoir s'il s'agit d'une guerre offensive ou d'une guerre défensive ¹. »

Et Jaurès commente :

« Bebel proclame que le devoir des socialistes est de participer à la guerre quand ils jugent, eux, qu'elle a pour objet la défense de l'indépendance nationale. Et il déclare qu'il est possible au prolétariat de discerner s'il s'agit vraiment de défendre la patrie ou si le gouvernement a suscité la guerre par une politique offensive, par une politique de ruse, de convoitise ou d'orgueil. Ce jugement, le prolétariat a le droit et le devoir de le formuler. Ce n'est pas l'obéissance muette et passive, ce n'est pas le "patriotisme inconditionnel" que nos patriotes veulent imposer aux prolétaires ². »

qui lui donna raison. Bebel persistant dans son refus. Kautsky finit par se soumettre et modifia son texte, supprimant tous les passages litigieux. Cette affaire semble avoir brisé Kautsky, qui devint dès lors un parfait serviteur de l'appareil du parti. (Les éditions Anthropos ont publié en 1969 le *Chemin du pouvoir* avec une présentation et des lettres qui éclairaient cette affaire.)

¹ Le compte rendu analytique du congrès dit : « Je conteste que l'affirmation d'après laquelle il est difficile de dire qu'une guerre a le caractère d'une guerre d'attaque ou de guerre de défense soit exacte. Les situations ont complètement changé. L'homme politique averti aperçoit très bien les causes des catastrophes guerrières et il démêle sans trop de difficulté le fil conducteur du conflit. La politique secrète des cabinets n'existe plus. » (Compte rendu analytique du secrétariat du Bureau socialiste international, Désiré Brismée 1908, p. 118.)

² *L'Humanité*, 28 septembre 1907, n° 1259.

Jusqu'au dernier moment, Jaurès a tenté d'éviter la guerre. Son assassinat, quatre jours avant le déclenchement des hostilités, laissa en suspens une question que beaucoup se sont posée : quelle attitude aurait-il adoptée s'il avait vécu ? Ce passage de *L'Humanité* répond peut-être à la question.

Ainsi Bebel, approuvé par Jaurès, estime que les socialistes, le prolétariat, ont la capacité de discerner s'il s'agit d'une guerre défensive, et s'ils ont par conséquent le devoir d'y participer. Bebel affirme qu'aujourd'hui il est tout à fait possible de faire la distinction : dès lors, il devient absurde de condamner toute guerre, indistinctement : la guerre menée par un peuple pour se défendre devient légitime. Ce qui est condamnable, c'est la guerre de conquête. C'est ce que reconnaît implicitement la résolution de Stuttgart sur le militarisme, qui affirme vouloir rendre « impossible les guerres agressives ». Sur l'attitude de Jaurès s'il n'avait pas été assassiné, la vraie question est donc de savoir à quel moment il aurait fini par réaliser qu'il s'agissait pour la France d'une guerre de défense.

Dans son article, Jaurès conclut que si le parti socialiste allemand est amené à déclarer que « la patrie allemande » n'est pas « menacée dans son indépendance », que « la guerre n'a donc pas pour objet de la défendre, mais qu'elle procède des pensées mauvaises de ses dirigeants » ; si donc le parti socialiste allemand « fait cette déclaration solennelle au nom des trois millions de prolétaires qui lui ont donné leur confiance, il crée par là même en Allemagne une situation révolutionnaire »¹. On reste stupéfait par tant de candeur.

Dès lors, les socialistes allemands se trouvent devant l'obligation, proclamée par eux à Stuttgart, de « développer toute la force d'action qui est en eux pour prévenir ou pour arrêter la guerre. Et leur action sera d'autant plus efficace que l'iniquité de leur gouvernement apparaîtra mieux. »

L'argumentation de Jaurès devient ici stupéfiante : la « force d'action » des socialistes allemands se mesurera en quelque sorte à l'aune de l'« iniquité » dont fera preuve leur gouvernement, et elle apparaîtra « d'autant mieux que la France marquera plus nettement

¹ *Ibid.*

par une politique constante, sa ferme et loyale volonté de paix ». Autrement dit, plus le gouvernement allemand aura une volonté agressive, plus il faudra faire confiance aux socialistes allemands (et à eux seuls) pour s'y opposer, et plus il faudra que la France donne des preuves de sa volonté de paix. Nous avons déjà suggéré que l'attitude des socialistes français avait un relent quelque peu munichois. En voilà encore une manifestation.

Kautsky, lui, semble être sur des positions plus réalistes. Jaurès rapporte les propos qu'il a tenus lors du congrès d'Essen :

« Bebel pense que nous sommes aujourd'hui beaucoup plus en état qu'en 1870 de discerner si une guerre est offensive ou défensive. Je ne voudrais pas prendre sur moi cette responsabilité. Je ne voudrais pas garantir que nous pourrions assurer toujours si le gouvernement nous dupe ou s'il a vraiment pour objet de défendre la nation menacée. (*Très bien.*) ¹ »

Kautsky est un des rares à comprendre que la manipulation de l'opinion est une arme décisive entre les mains de l'État, du capital et de la presse. Dans son intervention, rapportée par Jaurès, Kautsky s'interroge même sur l'opportunité de la classe ouvrière à participer à la guerre, même si le pays est attaqué. La question que les socialistes doivent se poser, dit-il, n'est pas de savoir si la guerre est offensive ou non, mais de savoir si « un intérêt prolétarien ou démocratique est en question ».

Car une guerre mondiale intéresse toute l'Europe et pas seulement le parti allemand :

« Le gouvernement allemand pourrait un jour démontrer aux prolétaires allemands qu'ils sont attaqués ; le gouvernement français pourrait, de son côté, démontrer la même chose aux prolétaires français, et nous aurions alors une guerre où prolétaires allemands et prolétaires français suivraient leurs gouvernements avec le même enthousiasme, s'égorgeraient et se tueraient réciproque-

¹ *Ibid.*

ment. C'est contre cela qu'il faut se prémunir, et nous ne nous prémunirons contre ce danger qu'en adoptant, non pas ce critérium, mais le critérium de l'intérêt prolétarien ¹... »

En cas de guerre, ajoute Kautsky, la démocratie socialiste allemande ne se dira pas d'abord allemande, puis prolétarienne, « elle dira qu'elle est avant tout un parti prolétarien ». L'analyse de Kautsky soulève deux points importants : en suggérant que le prolétariat peut être manipulé, il anticipe sur l'extraordinaire propagande belliciste que mettront en œuvre les gouvernements allemand et français, sur le matraquage médiatique sans précédent qui conditionneront les populations en faveur de la guerre. Le niveau de la manipulation trouve une illustration parmi de nombreuses autres dans un article de *l'Intransigeant* du 16 août 1914 : « Les schrapnells éclatent mollement et tombent en pluie inoffensive. Le tir est très mal réglé. Quant aux balles, elles ne sont pas très dangereuses. Elles traversent les chairs de part en part, sans faire aucune déchirure. »

Dans son intervention, Kautsky avait cité le cas de la guerre russo-japonaise : les socialistes russes auraient-ils dû soutenir leur gouvernement ? « Assurément non », dit-il. Et Bebel lui fait une réponse dont Jaurès se félicite ; mais ce dernier ne semble pas en avoir compris le sens : « A coup sûr, les Japonais ont été les agresseurs ; nous nous en sommes réjouis, nous leur avons souhaité la victoire, et *nous n'avons pas conseillé à nos amis russes de répondre à cette agression par une contre-attaque.* » Autrement dit, Bebel se réjouit de l'agression japonaise contre la Russie et se félicite que les socialistes russes n'aient pas réagi. Pourquoi ? En attaquant la Russie, le Japon a affaibli celle-ci, il a fait ce que Bebel aurait souhaité que l'Allemagne fît. Bebel identifie l'Allemagne au Japon dans son rôle d'agresseur de la Russie. Il est d'ailleurs en totale contradiction avec lui-même puisqu'il vient de dire qu'il est possible de distinguer guerre d'agression et guerre de défense, et que les socialistes peuvent participer à une guerre défensive ! Ces propos illustrent parfaitement que Bebel, et une grande partie des social-démocrates allemands, ne

¹ *Ibid.*

se déterminent en réalité pas par rapport à des principes mais par rapport à une vision de la Realpolitik axée sur les intérêts de l'Allemagne. Le fait que Jaurès n'ait pas compris cela montre l'incroyable naïveté des socialistes français et leur totale inféodation à la vision allemande de la politique européenne.

Comme les socialistes allemands, Jaurès est persuadé que l'anticipation, par les capitalistes, des conséquences que produirait le déclenchement d'une guerre – la menace d'une révolution – suffira à l'empêcher. Le fait que les social-démocrates allemands soient plus enclins à condamner le militarisme que la guerre n'est d'ailleurs pas innocent, puisque la guerre peut avoir une fonction positive, « objectivement ». Le militarisme quant à lui, semble plutôt désigner la tendance inhérente au capitalisme à mener des guerres offensives.

Chapitre III. – Illusions des socialistes français

Manipulation sur le vote des crédits de guerre

Le parti allemand est un modèle pour le mouvement socialiste international, une référence. Pourtant, le 4 août 1914 le groupe parlementaire social-démocrate vote au Reichstag les crédits de guerre. Les militants ouvriers sont frappés de stupeur. La victoire de l'Allemagne est annoncée comme un progrès. Elle permettra notamment de renverser le régime semi-féodal qui règne en Russie. Car pour les social-démocrates allemands, il s'agit surtout d'une guerre contre la Russie, cette guerre que Marx et Engels avaient passionnément désirée et qu'Engels, à la fin de sa vie, avait fini par craindre.

Lénine pense que la rumeur du ralliement de la direction social-démocrate à l'Union sacrée avec la bourgeoisie est un faux. Pourtant, cela n'a au fond rien de surprenant car les dirigeants socialistes allemands se placent dans la continuité des analyses de Marx et d'Engels qui, au début de la précédente guerre, en 1870, avaient déclaré que la victoire de l'Allemagne sur la France aurait signifié la prépondérance du mouvement ouvrier allemand. Marx avait vivement critiqué Wilhelm Liebknecht qui s'était abstenu lors du vote des crédits de guerre. Par ailleurs, les fondateurs du « socialisme scientifique » avaient passé leur vie à espérer une guerre contre la Russie, qu'ils dénonçaient comme le centre de la réaction en Europe. Il y avait une réelle cohérence dans les orientations de la direction du parti social-démocrate en 1914. Il conviendrait donc de reconsidérer l'accusation de « trahison » portée contre elle. Qu'elle ait « trahi » la classe ouvrière ne fait pas de doute ; qu'elle ait « trahi » les principes fondamentaux de Marx et Engels est tout à fait contestable.

Prenant le contre-pied de toutes les résolutions des congrès socialistes internationaux, l'appareil du parti considère désormais que l'Internationale socialiste n'est qu'un instrument « valable en temps

de paix »¹. Les dirigeants social-démocrates qui refusent la logique de guerre sont rares. Rosa Luxembourg passe une grande partie de la guerre en prison. Karl Liebknecht – le fils de Wilhelm – votera contre les crédits de guerre, sera envoyé au front, puis en prison.

En août 1914, une minorité du parti social-démocrate avait été contre le vote des crédits de guerre, mais elle se plia à la sacro-sainte discipline de parti².

Une ambiguïté règne sur le vote des crédits de guerre par les députés social-démocrates allemands. On lit souvent que quinze (ou quatorze) députés socialistes se sont opposés au vote. C'est vrai et faux. Ils se sont opposés lors d'un vote *interne* au parti dans une réunion préparatoire. Le 4 août, au Reichstag, c'est-à-dire au Parlement, ils se sont alignés par discipline à la majorité du parti, y compris Liebknecht. Le vote des crédits de guerre a donc été obtenu avec *l'unanimité* des voix socialistes. Que certains députés aient voté à contre-cœur ne retire rien au fait. Rosa Luxembourg dira : « Le 4 août 1914 la social-démocratie allemande a abdiqué et l'Internationale socialiste s'est effondrée. »

Pendant la soirée du 4 août eut lieu une réunion chez Rosa Luxembourg ; certains militants s'exprimèrent contre la politique de guerre, et Karl Liebknecht prit la tête de cette opposition.

Un deuxième vote eut lieu le 3 décembre et Liebknecht fut le seul député socialiste à voter contre.

Un troisième vote eut lieu le 20 mars 1915 : la minorité opposée à la guerre ne prit pas part au vote, mais Liebknecht maintint son opposition, alors rejoint par un second député, Otto Rühle.

¹ « La guerre mondiale divise les socialistes en camps différents et essentiellement en différents camps nationaux. L'Internationale est incapable d'empêcher cela, c'est-à-dire qu'elle n'est pas un instrument efficace en temps de guerre ; l'Internationale est essentiellement un instrument valable en temps de paix. » (*Neue Zeit*, numéro 23 du 25 septembre 1914, cité par Rosa Luxembourg, *La Crise de la social-démocratie*, 1915.) Rosa Luxembourg commente : « la social-démocratie et les syndicats, dans un mouvement de magnanimité patriotique, ont livré sans combat la classe ouvrière à son ennemi pour toute la durée de la guerre. »

² « Il existait dans le mouvement, écrit Rudolf Rocker, une inclinaison à la servilité qu'aucune abnégation militante ne pouvait justifier. » Rudolf Rocker, *Mémoires*, vol. 1, cité par Freddy Gomez, bulletin bibliographique *À Contretemps*.

La classe ouvrière allemande est paralysée, sous le choc. La trahison de la social-démocratie va déterminer très largement les événements de l'immédiat après-guerre et expliquer les positions que prendront les révolutionnaires allemands après la guerre.

Le mouvement d'opposition prit de la consistance avec la publication, à l'initiative de Rosa Luxembourg et de Franz Mehring, d'une revue, *Die Internationale*, qui ne vécut que trois numéros. Le groupe tint sa première conférence le 1^{er} janvier 1916 et décida la publication clandestine de *Lettres politiques* signées du nom de « Spartakus », c'est-à-dire Karl Liebknecht, qui avait été exclu du parti en janvier 1916. Une manifestation fut organisée le 1^{er} mai 1916 sur la Potsdamerplatz de Berlin, alors même que Liebknecht était en uniforme, ce qui entraîna son arrestation et sa condamnation à deux ans de prison.

Le refus systématique de tout débat sur la grève générale, l'introduction de la notion de « guerre de défense » dans l'appareil conceptuel de la social-démocratie, malgré les avertissements de Kautsky, le souci de préserver à tout prix les « acquis »¹ et l'illusion incroyable que la guerre allait porter les socialistes au pouvoir ont naturellement conduit la direction du PSD à s'engager d'enthousiasme dans la guerre, à voter les crédits de guerre, à décréter la trêve politique tant que la « patrie » serait en danger.

Pendant la guerre, le SPD participa à la répression du mouvement ouvrier allemand. Les organisations du parti se mirent au service de l'État et la presse du parti mena une campagne chauvine et haineuse. Après la guerre, le SPD fit ce qu'il put pour sauver l'empire de la ruine : contre les ouvriers révolutionnaires, il s'allia avec la caste militaire, avec les corps francs qui allaient vite se transformer en SA au service de Hitler, avec ce qui restait de l'appareil d'État.

À la veille de la Première guerre mondiale, le mouvement syndical allemand a plus de deux millions de membres, le Parti socialiste un million. Une bureaucratie politique et syndicale bien payée gère

¹ Cf. la lettre d'Engels à Bebel du 13 octobre 1891 dans laquelle il proclame la nécessité de « conserver intactes notre position et nos perspectives d'avenir ».

tout un ensemble d'institutions : immeubles, caisses de secours, coopératives etc. Les permanents ont un niveau de vie qui les apparente à la petite bourgeoisie. Les militants deviennent des gestionnaires, des administrateurs. Les appareils politique et syndical sont aux mains de permanents.

« Le parti devint un État dans l'État. Sa forte représentation au Reichstag, dans les conseils législatifs des vingt-six États allemands fédérés, dans les administrations municipales et jusque dans les conseils ecclésiastiques, les nombreuses institutions qu'il contrôlait dans chaque recoin du pays, sa presse de grande diffusion quotidienne, dont la puissance n'avait de pareille nulle part ailleurs, créaient en permanence une multitude de nouveaux emplois, contribuant à lever une vaste bureaucratie qui, comme toute bureaucratie, tendait à faire obstacle au développement spirituel du mouvement ¹. »

En 1912, l'Internationale ouvrière a 3,3 millions d'adhérents mais son influence s'exerce sur 7,3 millions de coopérateurs, 10,8 millions de syndiqués, 11 à 12 millions d'électeurs et les lecteurs de 200 grands quotidiens ².

Mais c'est en Allemagne que la social-démocratie était la plus développée. Une confrontation de la social-démocratie allemande avec l'État, en cas de guerre, n'aurait pas permis, selon la formule d'Engels dans une lettre à August Bebel, de « conserver intactes notre position et nos perspectives d'avenir, que nous devons à nos luttes ». A quoi fait allusion Engels ? Aux élus du Reichstag ? Aux énormes biens immobiliers de la social-démocratie ?

La question coloniale

Les États européens avaient constitué un jeu d'alliances qui divisaient l'Europe en deux : la Triple entente regroupait les pays qui avaient des colonies : France, Angleterre et Russie. La Triple alliance

¹ Rudolf Rocker, *Mémoires*, vol. 1, cité par Freddy Gomez, bulletin bibliographique *À Contretemps*.

² Cf. Kostas Papaioannou, *Les Marxistes*, J'ai lu, 1965.

regroupait ceux qui n'en avaient pas : Allemagne, Italie, Autriche-Hongrie. Au sein du mouvement socialiste international, la question de savoir ce qu'il fallait faire en cas de guerre est discutée, mais tout le monde n'est pas d'accord.

Les débats sur le colonialisme n'étaient pas absents du mouvement socialiste français. Pour Jaurès, le colonialisme est une œuvre d'enrichissement culturel pour les colonisés – en cela il est fidèle à la tradition social-démocrate. Mais il s'agit aussi de « veiller constamment à ce que les compétitions coloniales des divers peuples ne puissent jamais aboutir entre eux à la guerre. Il faudra pour cela que les socialistes aient le courage, chacun dans sa nation, de blâmer les prétentions excessives »¹. Colonialisme à visage humain : les socialistes de tous les pays devront « demander pour les peuples vaincus ou les races soumises de l'Asie, de l'Amérique, de l'Afrique le traitement le plus humain, le maximum de garanties »².

Au sein du parti socialiste français on trouve sur la question coloniale les mêmes clivages que sur les questions de politique générale. Mais en dépit de leurs divergences, les socialistes ne voulaient à aucun prix entrer dans une guerre sur la question coloniale, en particulier avec l'Allemagne. Cela se révélera particulièrement vrai sur la question marocaine. Jaurès, leader du groupe socialiste au Parlement et directeur de *l'Humanité*, pensait qu'une pénétration pacifique au Maroc ferait bénéficier les Marocains de la civilisation française – en quoi il était en parfait accord avec Marx. Les guesdistes étaient opposés aussi bien à l'accord franco-allemand qui permettait à la France de coloniser le Maroc qu'à l'instauration d'un protectorat en 1912. Gustave Hervé, antimilitariste et antipatriote, s'opposait à la colonisation du Maroc. Tous insistaient cependant sur le coût financier et les pertes humaines qui résulteraient de la conquête militaire de ce pays.

Plus tard, la SFIO défendra la Guerre d'Indochine, mènera la répression à Madagascar et approuvera l'expédition de Suez. C'est également avec le gouvernement du socialiste Guy Mollet que la France entre dans la spirale de la Guerre d'Algérie.

¹ *La Petite République* » 17 mai 1896.

² *Ibid.*

En Allemagne, les modérés du parti social-démocrate soutiennent la politique d'expansion coloniale. En 1904 Bernstein, qui faisait partie de l'aile droite du parti, se déclare au congrès d'Amsterdam en faveur d'une « politique coloniale socialiste » ! Si le disciple d'Engels critique les méthodes du colonialisme « bourgeois », il revendique pour l'Allemagne le droit d'avoir, comme les autres puissances, des colonies. En 1907, il prit position, avec la majorité des membres de la commission du congrès de Stuttgart chargée de la question coloniale, pour une politique coloniale socialiste :

« Je suis partisan de la résolution de la majorité (...) La force croissante du socialisme dans certains pays augmente également la responsabilité de nos groupements. C'est pourquoi nous ne pouvons maintenir notre point de vue purement négatif en matière coloniale... »

Là encore, il y a une parfaite cohérence avec les positions de Marx et d'Engels. Marx se réjouissait de l'occupation de l'Algérie par la France : « Si nous pouvons regretter que la liberté des bédouins du désert ait été détruite, nous ne devons pas oublier que ces mêmes bédouins étaient une nation de voleurs ¹. » L'occupation britannique de l'Inde y fut la « seule révolution sociale » que ce pays eût connue et, quels qu'aient pu être les crimes de la colonisation : « l'Angleterre a été l'instrument inconscient de l'histoire en menant à bien cette révolution » ².

L'annexion de la Californie par les Américains fut une excellente chose : « Et Bakounine reprochera-t-il aux Américains une “guerre de conquête” qui porte, certes, un rude coup à sa théorie fondée sur la “justice et l'humanité” mais qui fut menée purement et simplement dans l'intérêt du progrès de la civilisation ? Ou bien est-ce un malheur que la splendide Californie soit arrachée aux Mexicains paresseux qui ne savaient qu'en faire ? [...] “L'indépendance” de quelques

¹ Marx, article pour *The Northern Star* du 20 janvier 1848.

² K. Marx, « Chroniques anglaises », 1852-1854, in *Œuvres*, IV, Politique I, Paris Gallimard La Pléiade, pp 719-720.

Californiens et Texans espagnols peut en souffrir, la “justice” et autres principes moraux peuvent être violés çà et là, mais qu’est-ce en regard de faits si importants pour l’histoire du monde ¹ ? » Etc., *ad nauseam*.

A Stuttgart, Bernstein considère le colonialisme comme un fait accompli et c’est à ce titre qu’il faut, pense-t-il, aborder la question. Il ne fait cependant pas de différence entre colonie de peuplement et colonie d’exploitation. Il écarte toute approche utopiste dont l’aboutissement serait « que l’on rende les Etats-Unis aux Indiens » – là, c’est d’une colonie de peuplement qu’il parle. Mais aussitôt après, il s’agit d’une autre sorte de colonie : « Les colonies sont là, on doit s’en occuper, et j’estime qu’une certaine tutelle des peuples civilisés sur les peuples non civilisés est une nécessité. » Cependant, « nous devons opposer à la politique coloniale capitaliste la politique coloniale socialiste ». En tout état de cause, une politique coloniale est nécessaire parce que « une grande partie de notre économie repose sur l’acquisition des produits des colonies, produits dont les indigènes ne font presque rien. Pour toutes ces raisons, nous devons adopter la résolution de la majorité ². »

Les interventions de Kautsky à Stuttgart introduisirent une réelle dose de fraîcheur et de bon sens dans les débats. Il s’y oppose à la fois aux thèses social-impérialistes de la droite et à celles du rapporteur de la commission, Van Kol : « D’où vient donc que l’idée d’une politique coloniale socialiste trouve tant de partisans », demande-t-il, « alors qu’il me semble, en réalité, que cette idée est basée sur une contradiction logique ? » Kautsky souligne que le concept de « politique coloniale socialiste » est nouveau et que « l’on a pas eu le temps de délibérer sur sa signification réelle ». En fait, il ne remet en cause l’idée que « nous » (les socialistes ? les Occidentaux ?) « devons nous rendre auprès des peuplades attardées, afin de nous transformer en éducateurs et en conseillers de ces peuplades primiti-

¹ Engels, « Le panslavisme démocratique ».

² Cité dans Stuart Schram et Hélène Carrère d’Encausse, *Le marxisme et l’Asie*, Paris, Armand Colin, 1965. pp. 164-165.

ves », afin qu'elles « parviennent à une culture supérieure » : « ...mais ce que je conteste, c'est qu'il faille pour cela pratiquer la politique coloniale, qu'il soit nécessaire de conquérir et de dominer. »

La politique coloniale, ajoute-t-il, est « contraire à la politique civilisatrice ». En effet, « là où on se montre bienveillant à l'égard des sauvages, ceux-ci acceptent volontiers les instruments et le secours d'une civilisation supérieure. »

« Mais si on vient pour les dominer, pour les opprimer, pour les soumettre, quand ils doivent se mettre sous la tutelle d'un despotisme, même bienveillant, ils perdent toute confiance, ils rejettent alors, avec la domination étrangère, la culture étrangère, et l'on en vient à des combats, à des dévastations. Nous voyons que partout où l'on pratique la politique coloniale, nous n'assistons pas à un relèvement mais à une dépression des peuples ! (...) Si nous voulons agir en civilisateurs sur les peuples primitifs, la première nécessité pour nous, c'est de gagner leur confiance, et cette confiance nous ne la gagnerons que lorsque nous leur aurons donné la liberté ¹. »

Le point de vue de Kautsky se heurta à un commentaire grinçant de Van Kol que nous pensons nécessaire de reproduire intégralement :

« Notre ami [il s'agit de Kautsky] est allé encore plus loin, quand il nous a donné son avis sur le développement industriel des colonies. Il nous a conseillé d'envoyer des machines et des instruments de travail en Afrique. C'est là une théorie de livres. Veut-il civiliser ainsi le pays ? Si nous envoyons une machine aux nègres de l'Afrique centrale, savez-vous ce qu'ils feront ? Il est très probable qu'ils exécuteront autour de notre produit européen une danse guerrière (*hilarité*) et il est aussi probable que le nombre de leurs innombrables dieux sera augmenté d'une unité (*nouvelle hilarité*). Peut-être nous demandera-t-il aussi d'y envoyer

¹ *Ibid.*

des Européens sachant conduire les machines. Ce que feront d'eux les indigènes, je ne le sais. Peut-être aussi Kautsky et moi pourrions-nous lier la théorie à la pratique, et pourrions-nous accompagner les machines au continent noir. Mais je suis aussi persuadé que les indigènes ne se contenteront pas de les briser. Il se pourrait même qu'ils nous écorchent, ou bien qu'ils nous mangent, et alors... (*se frottant le ventre*) je crains fort, comme je suis quelque peu plus développé au point de vue corporel que Kautsky, que j'aurais, auprès de mes amis nègres, la préférence. (*Hilarité*). Si nous, Européens, nous allions en Afrique avec nos machines européennes, nous serions les victimes de notre expédition. Nous devons, au contraire, avoir les armes à la main, pour nous défendre éventuellement, même si Kautsky appelle cela de l'impérialisme (*Très bien ! sur quelques bancs*)¹. »

En 1907, au congrès de Stuttgart, le socialiste hollandais Van Kol défendra « une politique coloniale socialiste ». Outre le soutien de Bernstein, Van Kol eut celui de l'Anglais MacDonald et du Français Rouanet. Le projet fut repoussé de justesse par 127 voix contre 108 et 10 abstentions, grâce à l'opposition de la délégation russe menée par Lénine, mais la résolution qui fut votée ne rejette pas le colonialisme par principe.

Karl Kautsky considère que le colonialisme développe le capitalisme dans les pays dominés, donc aussi le prolétariat. Sa position ne va pas jusqu'à soutenir les colonies : il considère qu'on doit s'opposer à l'établissement de colonies, mais lorsqu'elles existent il faut se battre pour améliorer le sort des indigènes².

¹ Cité dans : Schramm et Carrère d'Encausse, *op. cit.*, pp. 168-169. *Henri Hubert van Kol* (1852-1925). Etudiant, il rejoignit la section hollandaise de la Première Internationale. Il travailla comme ingénieur dans les Indes Néerlandaises de 1876 à 1894, avec des interruptions. Il fut, avec P. Troelstra, l'un des fondateurs du Parti social-démocrate des ouvriers (SDAP). Il fut député du parti de 1897 à 1909 et de 1913 à 1924. Selon lui, le capitalisme avait une mission civilisatrice dans les colonies. Lénine s'opposa férocement à lui.

² Cf. Karl Kautsky, *Le socialisme et la question coloniale* (écrit en 1907 après la congrès de Stuttgart).

Le congrès de Stuttgart adopta cette résolution sur le colonialisme, qui fut ensuite adoptée à l'unanimité par la conférence du parti d'Essen, qui suivit le congrès de Stuttgart :

« Considérant que le socialisme développera les forces productives dans le monde et qu'il élèvera les peuples au plus haut niveau culturel, le congrès ne rejette pas toute politique coloniale par principe parce qu'elle pourrait avoir un effet civilisateur sous le socialisme. »

Curieux raisonnement, qui ne s'oppose pas au colonialisme sous le régime capitaliste parce qu'il pourrait avoir un effet bénéfique sous le socialisme...

« Il y eut la censure. Nous ne pouvions rien faire, rien dire. »

Il n'est pas inintéressant de prendre connaissance de la manière dont les social-démocrates allemands ont été, selon Liebknecht, conduits à voter ces crédits de guerre en 1914. Au représentant américain d'une organisation caritative ¹, le dirigeant allemand expliqua que lorsque la guerre éclata, des douzaines de meetings de protestation eurent lieu à Berlin ; le *Vorwärts* publia des éditoriaux extrêmement sévères ; il y eut des manifestations contre la guerre : puis, dit-il, « il y eut la censure. Nous ne pouvions rien faire, rien dire ».

Maurice Laisant explique comment la censure s'est abattue sur le mouvement anarchiste français, mais celui-ci représentait à l'époque une infime partie de ce que représentait la social-démocrate allemande. Aux élections de 1912, celle-ci eut 4 250 400 voix sur les 12 207 600 votes validés.

A son interlocuteur qui lui demande pourquoi les social-démocrates d'ont rien pu faire, Liebknecht répond :

¹ Cf. *War Bread. A personal narrative of the war and relief in Belgium*, Edward Eyre Hunt, American delegate of the commission for relief in Belgium in charge of the province of Atwerp. New York, Henry Holt and Company, 1916.

« Vous ne comprenez pas la puissance de la censure [...] Vous les Américains ne pouvez comprendre l'effroyable pouvoir des militaires. En un jour, en une heure, nous étions coupés de tout. Chaque homme devenait comme une cellule séparée du corps politique. Chaque homme se trouvait isolé avec ses propres pensées, ou alors il était noyé dans le flot des idées de guerre. Du moment où la censure est tombée, il n'y eut plus aucun échange d'idées. Chaque homme pensant en Allemagne était devenu mentalement prisonnier ¹. »

Ce que décrit Liebknecht contraste singulièrement avec ce qui s'était passé en France. La CGT avait entrepris une vaste campagne antimilitariste dans le mouvement ouvrier et mis en place une infrastructure pour soutenir les ouvriers sous les drapeaux et empêcher qu'ils soient isolés de l'organisation syndicale.

Lorsque l'Américain demande à Liebknecht les raisons de cette guerre, celui-ci répond : « C'est une guerre de conquête. Quelles que soient ses causes, nous savons que le gouvernement impérial entend faire une guerre de conquête. Il y a de riches mines en France et en Belgique. *Elles ne seront jamais rendues* ². »

Liebknecht explique alors à son interlocuteur comment les crédits de guerre furent votés.

« Le Chancelier de l'Empire envoya un ultimatum à la Belgique le 2 août 1914. Le Reichstag [*Parlement*] n'en fut informé que le 5 août. Le budget de guerre fut présenté le 4 août et voté le 5 août avec le soutien de tous les socialistes sauf quinze. Ce fut une duplicité abominable de la part du gouvernement. Ces quinze social-démocrates qui votèrent contre les crédits de guerre furent les seuls vrais révolutionnaires. Ils n'étaient pas pour la réconciliation avec le capitalisme mais pour la lutte. Mais ils étaient impuissants. La presse mentait et enflammait le peuple contre nos

¹ *Ibid.*

² *Op. cit.* p. 61.

ennemis – contre les Russes, les Français, les Belges et les Anglais ¹. »

Liebknrecht ajoute que les socialistes pensaient réellement que l'Allemagne ne pouvait pas être responsable de cette catastrophe. Et il donne une précision extrêmement intéressante : « Le tsarisme était réellement la raison pour laquelle la guerre éclata, et c'est sur cette base que le bloc social-démocrate vota les crédits de guerre le 5 août. Personne ne comprenait la situation. Les socialistes avaient perdu leur presse d'un seul coup, car la censure était absolue, aussi étaient-ils comme des moutons sans berger »... *Vorwärts*, le quotidien socialiste, ne peut paraître qu'avec l'assurance qu'il ne parlera pas de lutte des classes, précise Liebknrecht ².

Les socialistes allemands croyaient qu'ils votaient la guerre contre la Russie ! Des propos de Liebknrecht, on semble comprendre que les social-démocrates ne s'attendaient pas à la guerre et qu'ils ont commencé à réagir au dernier moment par des meetings, des manifestations, mais il ne fut pas question de grève générale – ce qui n'est pas surprenant puisque dans tous les congrès internationaux qui ont précédé la guerre, les socialistes allemands ont tout fait pour esquiver cette question. Kautsky dira d'ailleurs à l'Américain, le même jour, que les socialistes savaient depuis longtemps qu'ils seraient impuissants en cas de guerre :

« Les socialistes français pensaient qu'ils pourraient arrêter la guerre. Ils parlaient de grève générale et d'immenses mouvements pour la paix. Nous, socialistes allemands, savions bien que cela ne servirait à rien ³. »

Nous fîmes de notre mieux pour empêcher la guerre, précise-t-il, en mentionnant les manifestations lors de la déclaration de guerre contre la Russie. « Mais nous fûmes impuissants dès l'instant où la loi martiale fut proclamée. Maintenant, nous ne pouvons rien faire.

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*, p. 63.

³ *Ibid.*

Vorwärts a été suspendu. Nous n'avons pas de presse, pas de forum. Nous sommes cœur et âme contre la guerre de conquête, mais nous ne pouvons même pas protester contre l'annexion de la Belgique. »

L'argument d'une « guerre défensive » de l'Allemagne est clairement écarté par Liebknecht : l'Allemagne entend faire des conquêtes territoriales en Belgique et dans le Nord de la France pour le charbon : ces territoires, dit-il, ne seront *jamais rendus*.

L'intérêt des propos de Liebknecht réside surtout dans l'explication de la manière dont les social-démocrates se sont fait manipuler sur la question de l'occupation de la Belgique. Le budget de guerre est proposé au vote *après* l'ultimatum envoyé à la Belgique – dont le Parlement allemand n'a pas connaissance. Et surtout, les députés socialistes avaient l'impression qu'on leur faisait voter la guerre contre la Russie, ce qui pour eux ne semblait pas choquant. On est dans la droite ligne de la russophobie traditionnelle de la gauche allemande depuis les positions développées par Marx et Engels en 1848.

Le dirigeant du mouvement ouvrier le plus puissant d'Europe se plaint de la « duplicité » de son gouvernement – ce qui dénote une *incroyable* naïveté – et déplore que les socialistes soient maintenant sans berger. D'ailleurs, l'interviewer américain fait remarquer à Liebknecht que les socialistes ont raté l'occasion d'empêcher la guerre et qu'il ne comprend pas leur attitude en tant que parti. Liebknecht réplique :

« Vous pensez que nous sommes des couards. Eh bien ! peut-être l'avons-nous été. Rappelez-vous que les social-démocrates allemands possèdent des propriétés pour une valeur de vingt millions de marks. Ils possèdent des imprimeries et des immeubles et des théâtres etc. Vous savez, la propriété rend les gens prudents. Peut-être nos possessions nous ont-elles rendus conservateurs. Peut-être les socialistes allemands n'osent-ils pas tout risquer ¹. »

¹ *Ibid.*, p. 64

Ce propos éclaire la remarque que fit Engels dans sa lettre à Bebel, du 13 octobre 1891 sur la nécessité de « conserver intactes notre position et nos perspectives d'avenir, que nous devons à nos luttes ». Kautsky, de son côté, précisa à ce même interviewer américain : « Il y a deux millions de socialistes à l'armée. Ce qui signifie que la moitié de nos membres sont partis ¹. » [*Je souligne*] Autrement dit, avec deux millions de soldats, le parti social-démocrate n'a pas pu empêcher la guerre. Pas une seule consigne de déposer les fusils, de bloquer les trains, les communications – toutes questions qui ont été évoquées au congrès des Bourses du travail tenu à Paris en 1893. Kautsky ajoute :

« Aucun socialiste en Allemagne ne sait ce que cette moitié de notre parti pense, aucun socialiste ne peut être sûr de ce que ces deux millions pensent de cette guerre. Nous ne pouvons pas leur parler, nous ne pouvons même pas leur envoyer de courrier par la poste militaire. Ils sont coupés, isolés, chacun d'entre eux. Peut-être peuvent-ils parler entre eux par groupes de deux ou trois, mais chaque homme pense seul. A quoi pensent-ils ? C'est la grande question à laquelle les socialistes allemands doivent répondre. »

L'Américain qui menait cette interview raconte qu'il devenait « de plus en plus irrité » : « L'atmosphère de prudence et d'inaction ne me semblait pas digne d'un homme qui se disait socialiste et internationaliste. »

Quatre millions de socialistes, dont deux millions de civils et deux millions de militaires isolés les uns des autres, se parlant « par groupes de deux ou trois », dont on ne sait pas à quoi ils pensent. A quoi servait-il donc d'avoir un parti aussi puissant si rien n'avait été prévu pour faire passer des consignes ? Mais il est vrai que la direction du parti n'avait *précisément* pas prévu de consignes parce qu'elle avait écarté toute éventualité d'une initiative contre la guerre.

¹ Kautsky exagère grandement les effectifs du parti socialiste. Peut-être compte-t-il également les effectifs des syndicats dans son évaluation.

Tout se passe comme si la politique militaire du gouvernement allemand était quelque chose d'inattendu, que la direction du parti socialiste n'avait jamais perçu les signes qui conduisaient inévitablement à une guerre.

Kautsky semble même ignorer que dès 1913 son parti avait voté un impôt de guerre supplémentaire d'un milliard et demi de marks... dont le *Berliner Tageblatt* du 1^{er} avril 1913 avait dit qu'il équivalait « à proprement parler la mobilisation en temps de paix ».

Les derniers propos de Kautsky sont pathétiques. Vous êtes un « outsider », dit-il à l'Américain. Pendant des années nous avons vécu sous des lois qui « empêchent que nous nous réunissions, que nous lisions ou même que nous pensions. Nous avons appris comment transmettre secrètement les informations aux uns et aux autres. Les socialistes intelligents ne se laissent pas abuser par le silence de *Vorwärts*. Certains sont troublés, sans doute, mais pas tous, et *Vorwärts* fera tout ce qu'il peut. Nous avons appris à lire entre les lignes. »

Nous avons donc un parti de quatre millions de membres avec quelques socialistes intelligents qui savent lire entre les lignes de leur presse, et dont le journal a pris l'engagement, pour pouvoir continuer de paraître, de ne pas parler de lutte des classes...

L'entrevue avec Liebknecht et celle avec Kautsky, à laquelle participait Bernstein, eut un curieux destin. Elle fut publiée par le journal américain *Outlook* du 26 janvier 1916. Les deux interviews furent ensuite publiées le 17 février 1916 par *La Bataille*¹, le quotidien syndicaliste de Paris². Le 2 mars, *La Bataille* annonce que

¹ Ne pas confondre avec *La Bataille syndicaliste*, fondée en 1911 et qui cessa de paraître en 1915.

² En 1911 fut créé par des militants syndicalistes révolutionnaires de la CGT un quotidien, *La Bataille syndicaliste*, à l'initiative notamment de Griffuelhes et Monatte, avec une solide équipe de rédacteurs. Le premier numéro parut le 27 avril 1911. Devant les difficultés financières, Griffuelhes se retira, suivi peu après de Monatte, qui s'occupait par ailleurs de *La Vie ouvrière*, qu'il avait fondée. Le journal cessa de paraître le 25 octobre 1915. Le 3 novembre de cette même année paraît *La Bataille*, avec une orientation et une équipe rédactionnelle totalement différentes. Le journal cesse de paraître en décembre 1920.

Bernstein et Kautsky (mais pas Liebknecht, apparemment) avaient catégoriquement démenti, dans *Vorwärts*, avoir tenu de tels propos, niant même l'existence de l'interview¹.

Le 12 mars 1916, *La Bataille* remet ça et cite l'organe socialiste du Brunswick, *Volksfreund*, qui publia une lettre de Liebknecht niant lui aussi avoir accordé une interview et affirmant, lui aussi, que *Outlook* lui fait dire le contraire de ce qu'il pense.

La Bataille avait succédé à *La Bataille syndicaliste* à partir de novembre 1915. Son orientation était tout autre : le journal était entièrement contrôlé par des partisans de l'Entente. Les militants syndicalistes qui avaient contribué à *La Bataille syndicaliste* : Rosmer, Merrheim, Monatte, Griffuelhes, Yvetot etc., ont disparu.

C'est, rappelons-le, *La Bataille* qui publia le Manifeste des Seize dans son numéro 133, le 14 mars 1916. C'est donc à ce moment-là que le journal publie les interviews des trois dirigeants socialistes allemands. Kropotkine faisait partie de son comité de rédaction, ainsi que d'autres signataires du Manifeste des Seize, dont Cornelissen et Malato. Or le journal *Outlook* de New York vérifia les affirmations de *La Bataille* et ne trouva pas les dénégations de Bernstein et de Kautsky qui auraient été publiées par *Vorwärts*. A-t-on affaire à une tentative d'intox de la part des militants qui soutiennent l'Entente ? La question mériterait d'être approfondie².

L'humanitaire américain considère comme un « profond mystère » le silence des socialistes alors même que la social-démocratie avait combattu le militarisme prussien pendant des années. Chaque élection amenait un accroissement de la force du parti, malgré les lois iniques dirigées contre le mouvement ouvrier, malgré le « Code socialiste » qui empêchait le développement du mouvement en réprimant sa presse et ses manifestations publiques. « Lorsque la guerre éclata, dit l'auteur, les socialistes allemands avaient cent douze

¹ Kropotkine cite cette interview dans une lettre du 5 février 1916 à J. Guérin : « Et je cite cette entrevue du journal l'*Outlook* avec Liebknecht, Kautsky, Bernstein qui disent tous les trois : Nous n'y pouvons rien. La grande presse habitue la nation à l'idée de l'annexion de la Belgique. Nous ne pouvons même pas protester. »

² Voir en Annexe 1 un tableau qui montre les correspondances qui existent entre les collaborateurs de *La Bataille syndicaliste* et de *La Bataille*.

députés au Reichstag, tous, comme leurs frères socialistes du monde entier, dévoués à la paix ». On est en droit de se demander quel impact aurait eu sur le mouvement ouvrier allemand le refus des crédits de guerre de 112 députés socialistes au lieu de 15.

Lorsque le 1^{er} août 1914 les socialistes furent appelés sous les drapeaux, il n'y eut pas une voix discordante. Le 4 août le bloc socialiste du Reichstag vota le budget de guerre, et alla jusqu'à répondre au toast : « Longue vie à sa majesté le Kaiser, au peuple et à la mère patrie ¹ ! »

L'Américain ajoute que huit jours après la mobilisation, l'« Union impériale de combat contre les social-démocrates », une puissante organisation répandue dans tout le pays, qui se consacrait à une lutte impitoyable contre le socialisme, se dissout au motif qu'il n'y avait plus de socialistes à combattre ! L'organisation remit tous ses biens à la Croix-Rouge... Le *Vorwärts* qui, avant la guerre, avait toujours été interdit de vente dans les espaces publics tels que les gares, les métros, les hôtels, trônait maintenant à côté du *Berliner Lokal Anzeiger*, l'organe du gouvernement.

Au crédit de Liebknecht

Il faut dire, au crédit de Liebknecht, que son attitude changea radicalement à partir de 1916. Le 15 janvier 1916, par un vote de 60 contre 25, il fut exclu du parti pour infraction à la discipline. Cette mesure fut prise parce qu'il avait « grandement embarrassé le gouvernement avec ses questions deux jours auparavant au Reichstag ». Liebknecht raconta à un journaliste américain, Franck Bohm, que ses anciens camarades désormais l'insultaient lorsqu'ils le croisaient dans la rue. Le 22 mars 1916, il tenta d'attaquer au Reichstag la politique du gouvernement en matière de guerre sous-marine, mais il en fut empêché². Le premier mai 1916, en présence d'une foule d'ouvriers rassemblés à Berlin, il prend la parole en uniforme et s'écrie : « L'ennemi principal est dans notre propre pays ».

¹ Hugo Haase, le chef du groupe parlementaire socialiste au Reichstag, déclara : « Nous n'abandonnerons pas la patrie à l'heure du danger. »

² Liebknecht's Part in Kaiser's Fall, Franck Bohm, *NY Times*, 17 nov. 1918.

A partir de 1916, l'opposition à l'union sacrée s'accroît ; des mouvements de grève apparaissent et semblent s'étendre, ainsi que les mutineries, en Allemagne comme en France. La minorité opposée à la guerre est exclue du parti social-démocrate à la fin de 1916. Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht, Franz Mehring et Clara Zetkin créent le 1^{er} janvier 1916 la Ligue Spartacus.

L'USPD (ou SPD « indépendant ») est fondé en avril 1917 par des exclus du SPD opposés à la guerre. L'une des principales figures en est Karl Kautsky qui, à partir de juin 1915, avait dénoncé les objectifs annexionnistes du gouvernement. Les Spartakistes en sont membres, mais conservent leurs propres orientations politiques. L'USPD comptera, selon les périodes, de 100 000 à 700 000 adhérents.

Les vagues de grèves d'avril 1917, une mutinerie de marins à Kiel, les grèves de janvier 1918 avaient suscité à Berlin l'apparition d'un phénomène nouveau, les *Revolutionäre Obleute* – délégués révolutionnaires. Il s'agissait d'un regroupement de délégués syndicalistes de base qui avaient rompu avec les appareils syndicaux. C'était une structure souple, un état-major informel de délégués d'usines. Ils joueront un grand rôle jusqu'en 1919.

« ... Les Délégués révolutionnaires des grandes usines de Berlin, un groupe d'une centaine d'hommes, avec un noyau d'une douzaine de responsables ; de vrais ouvriers, expérimentés, des cadres qui avaient fait leurs preuves. A l'inverse de Liebknecht, ils n'étaient pas connus hors de leur milieu mais ils avaient une organisation, celle des ouvriers de leurs usines (...) Ce groupe s'était constitué au cours de la grande grève de l'hiver précédent. Ses membres en avaient été les véritables dirigeants. Après la grève, ils étaient restés secrètement en contact ; depuis quelques semaines, ils préparaient la révolution ; et le 4 novembre, ignorant tout du raz-de-marée qui prenait naissance à Kiel, ils avaient décidé de renverser le pouvoir à Berlin le 11. Ils s'étaient procuré des armes, les avaient distribuées et avaient préparé un coup de main sur les centres du pouvoir. La suite des événements leur avait quelque peu échappé, mais ils n'avaient pas l'intention de se laisser submerger (...) Ce n'étaient pas de grands théoriciens ni

faiseurs de programmes, mais ils avaient l'esprit pratique. Ils virent clairement ce qu'il fallait faire : donner aux masses une direction compétente, mettre à leur tête un organe capable de faire de la politique, un gouvernement révolutionnaire qui balayerait Ebert et les partis ¹. »

En novembre 1918 une révolution renverse l'Empire allemand et porte au pouvoir le SPD ².

Le 29 septembre 1891, Engels avait écrit à Bebel une lettre prophétique dans laquelle il déclarait :

« Une chose me semble certaine : si nous sommes battus, toute barrière contre le chauvinisme et une guerre de revanche en Europe sera abattue pour des années. Si nous sommes victorieux, notre parti accédera au pouvoir. La victoire de l'Allemagne est par conséquent la victoire de la révolution, et si on en vient à la guerre, nous devons non seulement désirer la victoire mais l'encourager par tous les moyens. »

Il est difficile d'imaginer quelle est la structure mentale de celui qui est capable de penser que la victoire *militaire* de l'Allemagne puisse signifier la victoire de la révolution *sociale*. Il ne vient pas à l'idée d'Engels que cela signifierait un renforcement inouï du pouvoir politique de la bourgeoisie et une défaite de la révolution.

Il est évidemment peu probable que Kropotkine ait connu les termes de cette lettre et le détail des prises de position des dirigeants socialistes allemands. Mais il connaissait suffisamment ces hommes pour se faire une opinion.

¹ Sebastian Haffner, *Allemagne 18, une révolution trahie*, Editions Complexe, pp. 84-85.

² Cf. René Berthier, *Digressions sur la révolution allemande*, éditions du Monde libertaire, 2009.

Lénine et « l'internationalisme proclamatif »

Le clivage ne se trouve en réalité pas entre ceux qui défendent des positions internationalistes de principe et ceux qui pensent qu'il faut vaincre l'Allemagne pour défendre la « civilisation », mais entre ceux qui savent qu'ils ne peuvent pas influencer sur les événements et ceux qui croient qu'ils le peuvent. C'est en quelque sorte un clivage entre pragmatiques et idéalistes.

Nous avons suggéré que lorsqu'on sait ne pas pouvoir influencer sur les événements, il est préférable de s'en tenir aux positions de principe et c'est sans doute ce que Kropotkine aurait dû faire.

Dans le vocabulaire de Lénine, Kropotkine aurait été qualifié de « jusqu'au-boutiste » : « Dans leur masse, dit-il, les partisans du jusqu'au-boutisme considèrent la chose sans malice, en invoquant le sens commun : “Je ne veux pas d'annexions, l'Allemand *me* ‘tombe dessus’ ; je défends donc une cause juste et pas du tout des intérêts impérialistes”. » Les « jusqu'au-boutistes » ignorent « qu'il existe un lien entre la guerre, d'une part, les intérêts du capital et le réseau bancaire international, de l'autre ». En examinant son texte intitulé « La Guerre », on a vu que Kropotkine était parfaitement conscient de ces faits.

Le point de vue de Lénine est à cheval entre pragmatisme et idéalisme : son analyse est proche de celle du Manifeste des Seize quant au constat des faits mais reste malgré tout dans le registre « proclamatif » sur les perspectives d'action :

« On ne peut pas terminer la guerre “quand on le veut”. On ne peut pas la terminer sur la décision d'une seule des parties. On ne peut pas la terminer “en mettant la crosse en l'air”, pour employer l'expression d'un soldat jusqu'au-boutiste ¹. »

Kropotkine aurait pu être tout à fait d'accord avec ce constat : on n'a pas pu empêcher la guerre ; on ne peut pas non plus l'arrêter. Ça, c'est un constat, que cela plaise ou non.

¹ Les tâches du prolétariat dans notre révolution (« Comment peut-on terminer la guerre ? »), 1917.

Pas plus que Kropotkine, Lénine ne croit possible de « terminer la guerre par une “entente” entre socialistes de divers pays » ; les « innombrables résolutions, appels et manifestes » ne sont, écrit-il que des « souhaits inconsistants, naïfs, bien intentionnés de petits bourgeois ». Lénine raille les « appels platoniques aux ouvriers de tous les pays », les « vaines protestations d’attachement à l’internationalisme ». Il dénonce le « remueménage autour de congrès socialistes *en vue* d’une campagne pour la paix, etc ¹. »

Lors de la conférence de Zimmerwald, les bolcheviks ne partageaient pas le point de vue majoritaire, qu’ils qualifiaient de « centriste ». Dès lors, ils se déplacèrent vers le registre « proclamatif ». Ils proposèrent des résolutions qui condamnaient la guerre impérialiste, dénonçaient la trahison des « social-chauvins » et insistèrent sur la nécessité de « lutter énergiquement contre la guerre ». Mais que signifie « lutter énergiquement contre la guerre » lorsqu’on ne dispose d’aucun moyen pour l’arrêter ? Il reste alors les « appels platoniques » que Lénine lui-même dénonce. Les résolutions des bolcheviks furent rejetées par la majorité « centriste » qui ne voulait pas aller aussi loin. Les bolcheviks, qu’on appellera « la gauche de Zimmerwald », votèrent néanmoins le manifeste final de la conférence car quelques-unes des thèses qu’ils défendaient y avaient été incluses, tout en soulignant dans un document à part le manque de fermeté du manifeste. Ils rédigèrent donc leur propre manifeste, afin de se distinguer des « centristes ». On y lit dans la conclusion :

« La guerre impérialiste inaugure l’ère de la révolution sociale. Toutes les conditions objectives de l’époque actuelle mettent à l’ordre du jour la lutte révolutionnaire de masse du prolétariat. Les socialistes ont pour devoir, sans renoncer à aucun des moyens de lutte légale de la classe ouvrière, de les subordonner tous à cette tâche pressante et essentielle, de développer la conscience révolutionnaire des ouvriers, de les unir dans la lutte révolutionnaire internationale, de soutenir et de faire progresser toute action révolutionnaire, de chercher à transformer la guerre impérialiste entre

¹ « La situation dans l’Internationale Socialiste. »

les peuples en une guerre civile des classes opprimées contre leurs oppresseurs, en une guerre pour l'expropriation de la classe des capitalistes, pour la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, pour la réalisation du socialisme. »

A part bien entendu l'idée de « conquête du pouvoir politique par le prolétariat », le texte de la « gauche de Zimmerwald » reprend en somme le même contenu que celui de « L'Internationale anarchiste et la guerre » publié *sept mois plus tôt*. Il est donc pour le moins curieux que ce manifeste anarchiste, infiniment plus représentatif du mouvement libertaire, ait pu être à ce point occulté par le Manifeste des Seize signé par quelques militants. C'est incontestablement la présence d'une personnalité comme Kropotkine parmi les signataires qui est en grande partie responsable de cette occultation.

Contre le « marais de Zimmerwald », Lénine propose de constituer une nouvelle Internationale : « C'est précisément à nous, et précisément à l'heure actuelle, qu'il appartient de fonder sans retard une nouvelle Internationale, une Internationale révolutionnaire, prolétarienne ¹. » Les véritables internationalistes, reconnaît-il, sont peu nombreux. Mais « ce n'est pas le nombre qui importe, mais l'expression fidèle des idées et de la politique du prolétariat véritablement révolutionnaire. L'essentiel n'est pas de "proclamer" l'internationalisme ; c'est de savoir être, même aux moments les plus difficiles, de véritables internationalistes ². »

Là encore, que signifie « être de véritables internationalistes » alors même qu'il ne suffit pas de « proclamer » l'internationalisme ? Il est clair qu'à ce moment-là, être « de véritables internationalistes » n'implique aucunement d'être capables d'influer sur les événements. En effet, Lénine précise que « tant que dure la guerre impérialiste, les relations internationales restent comprimées dans l'étau de fer de la dictature militaire exercée par la bourgeoisie impérialiste » ³. Et le

¹ *Les tâches du prolétariat dans notre révolution* : « L'Internationale de Zimmerwald a fait faillite. Il faut fonder la III^e Internationale. »

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

dirigeant bolchevik cite de nombreux exemples de répression contre les militants internationalistes dans l'Europe entière. La marge d'action se trouve donc pratiquement nulle : « Tant que dure la guerre impérialiste », cela signifie attendre que la guerre prenne fin. De ce point de vue, Lénine est parfaitement pragmatique : on ne peut rien faire. Et comme il ne faut rien attendre des conférences socialistes, il faut fonder la nouvelle Internationale. Avec qui ? « Des centaines de socialistes emprisonnés en Allemagne et en Angleterre » ; les milliers d'ouvriers allemands en grève qui « prendront connaissance, dans des feuilles *illégales*, de notre décision » ; avec Karl Liebknecht, en qui Lénine a confiance : tout cela les « confirmera dans leur internationalisme révolutionnaire ». La fondation de la III^e Internationale se trouve donc – pour l'instant – dans le registre proclamatif, voire symbolique car sa « base sociale » est constituée de quelques centaines de militants qui sont en prison, de quelques milliers d'ouvriers qui lisent furtivement des feuilles illégales – et de Liebknecht (mais pas Rosa Luxembourg...). L'action, dans un contexte où Lénine dit explicitement qu'on ne peut rien faire, est de *proclamer* la naissance de la III^e Internationale sans que personne y soit effectivement organisé, et de maintenir les principes.

Lénine distingue au sein du mouvement socialiste trois courants dans leur relation à la guerre :

1) Les « social-chauvins, socialistes en paroles, chauvins en fait » qui entendent défendre la patrie. Ces socialistes-là sont des « adversaires de classe » passés à la bourgeoisie.

2) Le « centre », qui hésite entre les social-chauvins et les internationalistes. Les socialistes du « centre » se disent marxistes, internationalistes, sont favorables à la paix, veulent obliger leurs gouvernements à « manifester la volonté de paix du peuple », soutiennent « toutes les campagnes possibles et imaginables en faveur de la paix, pour la paix sans annexions, etc., etc., *et pour la paix avec les social-chauvins*. Le “centre” est pour l’“unité”, le centre est l’adversaire de la scission ¹. » Ce que Lénine leur reproche le plus est sans doute de

¹ *Ibid.*

ne pas vouloir rompre avec les « social-chauvins ». Eux aussi sont des « adversaires de classe » et leur principal leader est Karl Kautsky.

3) La troisième tendance, celle des internationalistes, est représentée par « la gauche de Zimmerwald » qui entend rompre avec le « social-chauvinisme » et le « centre », lutter contre son propre gouvernement et sa propre bourgeoisie impérialistes.

Conclusion : « Il n'est d'autre issue que la révolution prolétarienne. »

Lorsqu'il écrit *Les tâches du prolétariat dans notre révolution*, Lénine ne peut évidemment imaginer que les événements lui donneront finalement raison... Ce texte parut en septembre 1917. En octobre, le parti bolchevik prend le pouvoir et le parti se trouve en position de passer aux travaux pratiques en matière d'internationalisme prolétarien.

Et c'est là que tout bascule...

Realpolitik internationale

En octobre 1915, Lénine écrivait qu'en cas de victoire de la révolution en Russie, le gouvernement prolétarien offrirait la paix à tous les belligérants à condition qu'ils libèrent les peuples colonisés. En cas de refus, il faudrait entreprendre une guerre révolutionnaire et appeler à la révolte le prolétariat d'Europe et les peuples opprimés d'Asie. A son arrivée en Russie en mars 1917, il n'a pas changé d'analyse. A la conférence du parti bolchevik de mai 1917 il « renouvelle les protestations contre les basses calomnies que les capitalistes répandent sur notre parti en l'accusant de préconiser la conclusion d'une paix séparée avec l'Allemagne ». La première rédaction du texte reprenait les idées de Lénine d'octobre 1915 sur la guerre révolutionnaire si les puissances occidentales refusaient l'offre de « paix démocratique » mais, dans le texte final, ce passage a curieusement disparu.

Pendant plusieurs mois, les bolcheviks continuent de prêcher « pas de paix séparée, une paix juste et démocratique » – ce

qui implicitement signifiait la continuation de la guerre, puisque les alliés de la Russie tsariste continuaient de se battre... Par ailleurs, les millions de paysans en armes sont peu sensibles aux appels à la guerre révolutionnaire. La chair à canon du front n'envisage pas avec enthousiasme la guerre révolutionnaire préconisée par les stratèges révolutionnaires de l'arrière.

Les négociations avec l'Allemagne commencent *aussitôt après la prise du pouvoir*. Lénine déclare au soviet de Petrograd, le 25 octobre 1917 : « Le nouveau régime fera tout son possible mais nous n'affirmons pas que l'on puisse mettre fin à la guerre simplement en piquant les baïonnettes dans la terre (...) Nous ne précisons pas si nous concluons la paix aujourd'hui ou demain. » Ce passage fut omis dans le compte rendu des journaux bolcheviks. Dans l'optique du parti bolchevik, les proclamations révolutionnaires s'adressent aux gouvernements mais surtout aux peuples des nations belligérantes. D'une part on appelle explicitement les peuples à se soulever contre leurs gouvernements, de l'autre on demande à s'asseoir avec l'un d'entre eux autour de la table des négociations.

Au sein du parti, Lénine est isolé. En effet, personne ne croit à la possibilité d'une victoire révolutionnaire en Russie sans l'extension de la révolution au reste de l'Europe. Les militants avaient tous en tête les appels de Lénine sur la transformation de la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire. Face à cet enjeu, la révolution en Russie même n'avait que peu d'importance. Pour la plupart des dirigeants bolcheviks, signer une paix avec les impérialistes allemands correspondait à l'abandon du mot d'ordre de guerre révolutionnaire et à une *trahison du prolétariat allemand*. Signer une paix séparée avec l'Allemagne, c'était livrer le prolétariat allemand à ses bouchers. Une partie des dirigeants bolcheviks préconisait la rupture des pourparlers et la levée en masse du peuple russe pour la défense de la révolution. C'était également la position défendue par le mouvement libertaire russe. La signature du traité de Brest-Litovsk – et l'abandon de la révolution allemande qui en est la conséquence – sera l'une des causes de la rupture entre anarchistes et bolcheviks. En mai 1918, le journal anarcho-sindicaliste *Golos Trouda* est interdit.

La première conférence des anarcho-syndicalistes tenue à Moscou les 25 août-1^{er} septembre 1918 adopta une résolution disant notamment :

« Considérant que notre révolution est une révolution sociale qui doit provoquer l'embrassement mondial d'un affrontement décisif des classes ; et prenant en considération qu'elle se trouve actuellement sous la triple menace contre-révolutionnaire de la bourgeoisie étrangère, de la contre-révolution intérieure et du parti actuellement dominant, devenu contre-révolutionnaire après la conclusion de la paix de Brest-Litovsk et de la trahison du prolétariat et de la paysannerie de Pologne, de Lithuanie, d'Ukraine, de Finlande et autres – la 1^{re} conférence pan-russe des anarcho-syndicalistes estime indispensable et de toute urgence d'organiser ses forces pour la lutte contre les ennemis de la Révolution et de la classe ouvrière afin de poursuivre et approfondir la Révolution commencée. »

Trotsky, qui conduisait la délégation à Brest-Litovsk, dit dans un rapport au soviétique : « Vous pouvez être sûrs que l'accusateur, en la personne de la délégation révolutionnaire russe, ne sera pas en dessous de sa tâche et qu'elle prononcera au moment voulu son réquisitoire contre la diplomatie de tous les impérialismes. » Trotsky s'imagine qu'il s'adresse aux masses européennes par-dessus la tête des négociateurs allemands. Il s'imagine qu'il pourra ainsi révéler aux masses populaires européennes en général et allemandes en particulier le caractère antidémocratique du gouvernement allemand, ce dont lesdites masses populaires n'avaient probablement pas attendu Trotsky pour être convaincues. Il n'envisage pas que le simple fait qu'il s'assoie à la table de négociations retire toute valeur à ses accusations. Les rodomontades de la délégation soviétique cachaient mal l'état réel du rapport des forces. Le chef de la délégation allemande résuma parfaitement la situation :

« La délégation russe s'exprime comme un vainqueur qui occuperait notre territoire et qui serait en posture de nous dicter ses

conditions. Je tiens à faire remarquer que c'est exactement le contraire... »

C'était une façon de dire à la délégation russe : puisque vous êtes là autour de la table de négociation, alors négocions.

A la fin du mois de décembre, l'Allemagne fait connaître ses conditions : détachement des pays Baltes, indépendance de la Pologne sous contrôle allemand, indépendance de l'Ukraine sous contrôle allemand. Au comité central, la majorité des bolcheviks était hostile à cette paix désastreuse. Lénine met les choses au point : « Notre formule d'une paix populaire était faite pour soulever les masses contre les gouvernements capitalistes et militaristes. Voulez-vous donc que ce soit nous qui succombions et que les gouvernements capitalistes doivent leur victoire à notre formule révolutionnaire ? »

Le 27 janvier, un ultimatum de trois semaines est envoyé au gouvernement soviétique, qui le rejette. Le 18 février, les Allemands traversent le front et parviennent tranquillement aux portes de Petrograd. Le traité est signé le 3 mars 1918. Le VII^e congrès du parti – qui s'appelle désormais Parti communiste –, ratifie la paix. Une semaine après, le IV^e congrès des soviets en fait autant.

Les conditions imposées par l'Allemagne sont exorbitantes. La Russie se voit enlever dix-huit provinces. Les Allemands s'arrogent la Pologne, la Lituanie, une partie de la Russie blanche. Les soviétiques doivent reconnaître l'indépendance de l'Ukraine, de la Finlande, des pays Baltes et doivent verser une indemnité de six milliards de marks-or. La Russie perd 27 % de son sol cultivable, un tiers de ses récoltes, 26 % de sa population, 75 % de ses charbonnages et de ses mines de fer, 26 % de son réseau ferroviaire, le tiers de son industrie. La région la plus riche en céréales est soustraite au contrôle soviétique, ainsi que les centres sidérurgiques d'Ukraine, le charbon, le pétrole de Bakou. Les communistes ne contrôlent plus que la région correspondant à la principauté russe du Moyen Age, une région qui n'est pas viable économiquement. En outre, le parti bolchevik est totalement isolé. Les socialistes-révolutionnaires ont quitté le gouvernement : dans les premiers mois de 1918, le gouvernement ne gouvernait pas dans les campagnes, dans les usines, dans le parti,

dans la gauche, et il livrait aux Allemands le tiers du pays. « Les conditions qu'on nous impose sont détestables, c'est vrai, dit alors Lénine, mais si la guerre reprend nous serons balayés et un autre gouvernement prendra notre place. Il nous faut du temps pour nous incruste au pouvoir et pour cela il est nécessaire d'avoir les mains libres. »

Il n'y a plus de marché intérieur. La production industrielle est tombée presque à zéro et ne fournit plus les campagnes en produits manufacturés. L'argent n'a plus aucune valeur. Les paysans refusent de vendre des surplus pour de l'argent avec lequel ils ne peuvent rien acheter. On en revient au troc. Pourtant, le maintien à tout prix du parti au pouvoir apparaît comme la seule priorité, y compris sur un territoire qui n'a absolument aucune viabilité.

L'ironie de l'histoire est que la victoire des impérialistes alliés annulera l'essentiel des dispositions catastrophiques du traité de Brest-Litovsk : on sait, désormais, que Lénine refuse de jouer le sort de la révolution socialiste sur le sort d'une révolution allemande :

« ... ce serait une tactique tout à fait inadmissible que de risquer sur une carte le destin de la révolution socialiste déjà commencée en Russie, en tablant uniquement sur l'espoir que la révolution allemande éclatera peut-être dans un délai très proche, très court, d'ici quelques semaines ¹. »

Ce propos est intéressant à plus d'un titre. Il montre à l'évidence que la préoccupation de Lénine est le maintien de son parti au pouvoir. On pourrait comprendre qu'il ne veuille pas risquer le sort de la révolution en Russie s'il était évident qu'une révolution était impossible en Allemagne, mais seulement cinq mois après Octobre, il ne pouvait pas le dire.

Sans doute Lénine a-t-il tablé sur une victoire allemande. En effet, en février 1918 les Alliés sont sur la défensive et on sait que les Allemands s'appêtent à lancer une grande attaque et qu'ils disposent d'une supériorité numérique de trente divisions. Mais Lénine a né-

¹ Lénine, « Contribution à l'histoire d'une paix malheureuse », Œuvres, T. 26.

gligé plusieurs facteurs. Les Allemands sont épuisés, alors même que les Américains s'apprêtent à entrer en scène. Leur arrivée est imminente. A la fin de la guerre, les troupes françaises ne représentent plus que 40 % du total des effectifs engagés. Les troupes des deux camps sont minées par la propagande antimilitariste. Et, *surtout*, de nombreuses grèves éclatent en Allemagne, qui finiront par mettre fin à la guerre.

L'offensive allemande, lancée le 21 mars, est terrible, mais elle n'ébranle pas les troupes alliées et s'arrête le 12 juin 1918, au moment même où les troupes américaines débarquent. En juillet, il y aura 450 000 soldats américains sur le sol français. Dès lors, la défaite allemande n'est qu'une question de temps. Elle sera précipitée par l'éclatement de la révolution en Allemagne.

Pour mémoire, entre décembre 1917 et janvier 1918 les nominations par les instances du parti bolchevik remplacent les élections dans les syndicats. Les comités d'usine sont liquidés. A l'automne de 1918, les soviets seront épurés des éléments non bolcheviks. Entre mars et août 1918 les Gardes rouges sont désarmées ; les soviets locaux se voient retirer tout pouvoir, les membres des soviets sont nommés par l'appareil du parti. La répression contre les anarchistes s'accroît, leurs journaux sont interdits.

Pierre Broué, qu'on ne peut soupçonner d'antipathie à l'égard des bolcheviks, résume parfaitement la question : « Comment les bolcheviks pourraient-ils accepter la libre confrontation des idées et la libre compétition dans les élections aux soviets quand ils savent que les neuf dixièmes de la population leur sont hostiles », et sachant par ailleurs que les mencheviks et les anarchistes représentent désormais « une force réelle parmi les ouvriers »¹ ?

S'accrocher au pouvoir sur un territoire amputé de l'essentiel de ses ressources n'a pas de sens. La signature du traité de Brest-Litovsk est incompréhensible si on se place dans une perspective de révolution européenne. Elle prend en revanche tout son sens si on a à l'esprit que l'alternative à la signature du traité – la levée en masse –

¹ P. Broué, *Le Parti bolchevique*, p. 156.

était absolument inacceptable pour Lénine, parce que sa contrepartie était la liberté d'expression et de propagande.

Lénine et ses proches, qui connaissaient l'histoire de la Russie, savaient que celle-ci était particulièrement avantagée dans une guerre défensive, grâce à l'énorme étendue des territoires, aux difficultés d'approvisionnement des armées d'invasion, et, par-dessus tout, au climat. Mais ils savaient aussi qu'une guerre défensive était impossible à mener sans alliés intérieurs, et que cette éventualité n'était absolument pas envisageable. La guerre révolutionnaire aurait signifié le déclenchement de forces sociales que le parti au pouvoir n'aurait pas pu contrôler, la fin de l'emprise absolue des bolcheviks sur l'État. Il n'est donc pas du tout exagéré de dire que Lénine a sacrifié la révolution européenne – et avant tout la révolution allemande – à son maintien au pouvoir.

L'exemple de la Russie d'après-Octobre est parfaitement illustratif du basculement quasi immédiat de l'internationalisme proclamatif à la Realpolitik nationale dès lors que le parti bolchevik se trouve au pouvoir. Cette Realpolitik a conduit à la liquidation délibérée de la révolution allemande et à la mise en place d'un régime de parti unique qui, à son tour, a liquidé la révolution russe elle-même.

Pourtant, ceux qui ont mis en œuvre cette politique, et ceux qui en soutiennent encore le bilan aujourd'hui, se sont servi de l'exemple – marginal, répétons-le – du Manifeste des Seize pour étendre l'effet de la « trahison » de Kropotkine et de ses quatorze camarades à l'ensemble du mouvement libertaire. Les héritiers de Lénine ressassaient cet épisode malheureux pour stigmatiser un mouvement entier en oubliant que, à peine au pouvoir, Lénine rangea l'internationalisme prolétarien au magasin des accessoires. Et ils omettent de signaler que *sept mois* avant Zimmerwald et l'émergence d'une « gauche de Zimmerwald », avait été diffusée une déclaration internationaliste qui, elle, était représentative des positions du mouvement libertaire dans son ensemble.

Par une sorte de complexe d'infériorité inexplicable, les libertaires n'ont pas su se défendre contre ces attaques et adoptent, face aux critiques, une attitude gênée. L'exemple des deux premières années de pouvoir bolchevik montre à l'évidence qu'ils sont tort.

La foi quelque peu candide des socialistes français

La foi quelque peu candide des socialistes français envers la social-démocratie allemande et sa puissance électorale conduisit ceux-ci à penser qu'une guerre avec l'Allemagne n'était tout simplement *pas possible*, parce que les social-démocrates s'y opposeraient.

Il n'y eut jamais, de la part des social-démocrates allemands, aucun engagement précis aux congrès de Stuttgart et de Copenhague. En dehors du refus de voter les crédits de guerre, c'est-à-dire en dehors d'un vague engagement limité à l'intervention des seuls parlementaires, aucune précision n'avait été donnée quant aux moyens envisagés pour empêcher la guerre. S'en tenir aux actes d'une minorité de députés au Reichstag équivalait à confier à un petit nombre d'hommes le sort de la guerre. Au moins, dans le mouvement ouvrier français, le courant syndicaliste révolutionnaire proclamait clairement l'idée de grève générale – ce que les Allemands prenaient pour des rodomontades.

Il faut garder à l'esprit que le congrès international de Stuttgart se tint au lendemain de celui de la CGT à Amiens. Le mouvement socialiste français avait confirmé la nécessaire indépendance réciproque du mouvement syndical et des partis politiques, aux congrès de Limoges et de Nancy, ce qui contrariait fortement la social-démocratie allemande. Cette idée d'indépendance syndicale fut traitée à Stuttgart avec dédain par Karl Legien, secrétaire de l'Internationale syndicale, et par le député social-démocrate hollandais Troelstra. Les dirigeants de la CGT furent traités de « personnes qui agissent sur des ouvriers à petites cotisations et à grandes paroles ».

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, on put entendre à ce congrès l'écho des résolutions de feu l'Internationale anti-autoritaire : Edouard Vaillant déclara que le développement du mouvement syndical international était trop varié pour qu'il puisse y avoir une règle unique ; par ailleurs, le rôle de l'Internationale était de coordonner l'activité du mouvement syndical dans les différents pays, il n'était pas d'en être la direction. Or c'est *exactement* ainsi que Bakounine posait le problème et avec lui toute l'Internationale anti-autoritaire. On constate donc que malgré les différences de

contexte et de période, les problèmes se posent toujours, à la veille de la guerre, de la même manière.

Dans la mesure où la social-démocrate allemande se trouvait de fait à la direction des partis socialistes membres de l'Internationale, elle voulait également s'assurer la même hégémonie au niveau syndical.

La thèse social-démocrate fut votée par 212 voix contre 18. Se trouvaient ainsi annulées les décisions des congrès socialistes français de Limoges et de Nancy, qui reconnaissaient l'indépendance des syndicats.

Sur la question du militarisme, les socialistes français étaient venus à Stuttgart forts de la motion de leur congrès de Nancy, qui déclarait qu'un pays attaqué avait le droit de compter sur le concours de la classe ouvrière de tous les pays et qu'il fallait empêcher la guerre par tous les moyens, « depuis l'intervention parlementaire jusqu'à la grève ouvrière et l'insurrection ». Bebel fit savoir qu'il n'en était pas question. La motion allemande était vague, presque allusive :

« Quand une guerre menace d'éclater, les travailleurs des pays intéressés et leurs représentants sont obligés de faire tout leur possible pour éviter que la guerre n'éclate, en recourant aux moyens qui leur semblent les plus efficaces. »

Il n'était pas question de grève générale ni d'insurrection. Bebel déclara même que la propagande antimilitariste de Gustave Hervé servait la cause de la guerre car l'état-major prussien la considérait avec sympathie. Applaudi par les délégués allemands, von Vollmar¹ condamna toute ingérence des Français dans la politique militaire de la social-démocratie allemande et déclara ne pas être tenu par une résolution internationale déterminant la politique en cas de guerre.

¹ Né en 1850, Georg Heinrich von Vollmar avait été gravement blessé pendant la guerre franco-prussienne et était resté handicapé. Il se convertit au socialisme en 1872 et fut régulièrement emprisonné. Elu au Reichstag de 1881 à 1887 et de 1890 à 1918, et membre de la Diète saxonne de 1883 à 1889. Il faisait partie du courant modéré et opportuniste du parti et réussit à résister aux tentatives d'exclusion dont il fut l'objet en 1891. Il mourut en 1922.

Même Liebknecht, dont on semblait croire qu'il était sur des positions radicales, déclara qu'il ne voulait pas entendre parler d'insurrection en cas de guerre et que sur la question de l'antimilitarisme, il se trouvait « plus à droite que Jaurès ». Il n'était pas question d'employer les moyens français de propagande tels que les concevaient Gustave Hervé. Fidèle à sa réputation de provocateur, ce dernier traita Bebel et Vollmar « vieux sous-offs de la Landwehr » et accusa la social-démocratie allemande de transformer le slogan bien connu en « Prolétaires de tous les pays, massacrez-vous » Il demanda aux délégués allemands ce qu'ils feraient si les Français demandaient un arbitrage en cas de menace de guerre et que leur gouvernement refusait. Devant le silence des Allemands, il s'écria : « Allez ! vous n'êtes bons qu'à obéir comme des cadavres à votre Kaiser Bebel ! »

Les délégués allemands indignés se levèrent tous et Hervé les somma de dire s'ils partageaient les positions chauvines de leurs chefs. Il était clair que l'antimilitarisme se trouvait alors du seul côté français.

Pourtant, les socialistes français, à l'issue de ce congrès, firent comme si leurs camarades allemands étaient prêts à une action décisive en cas de guerre. On continua de croire en la volonté de la social-démocratie allemande de s'opposer à la guerre. C'est l'illusion que Jaurès confirma dans les comptes rendus qu'il fit du congrès de Stuttgart.

Lorsque la guerre éclate le 4 août 1914, les élections législatives en France avaient eu lieu trois mois auparavant et avaient porté à l'Assemblée nationale plus de cent députés socialistes. Un congrès socialiste international était prévu à Vienne pour le 23 août avec, à l'ordre du jour évidemment, la question de la guerre. Réunis en congrès à Paris le 16 juillet, les socialistes peaufinent les décisions qu'ils seront amenés à prendre à Vienne. La majorité se rallie aux positions de Jaurès, Rappoport, Vaillant, Sembat qui préconisent la grève générale déclenchée simultanément dans tous les pays concernés par le conflit. La thèse minoritaire défendue par Guesde et Com-père-Morel est intéressante : le pays dont la classe ouvrière est la mieux organisée, donc la mieux capable d'empêcher la guerre, sera

la victime du pays dont la classe ouvrière est la moins organisée et la plus faible. Vu l'état d'esprit des socialistes français de l'époque, cela signifiait implicitement qu'une grève générale conduirait à l'écrasement du mouvement socialiste allemand : c'est, dit Jules Guesde, « un crime de haute trahison contre le socialisme ». Rappelons que Jules Guesde était sans doute l'un des plus « marxistes » des socialistes français, celui dont les liens avec la social-démocratie allemande étaient les plus forts.

A quelques semaines du déclenchement des hostilités, les socialistes français croient encore en la puissance de la social-démocrate allemande. Les millions de syndiqués et d'électeurs allemands sont la meilleure garantie contre la guerre, pense-t-on. On proclame son admiration pour l'Allemagne de Goethe et de Karl Marx. On vante l'esprit violemment hostile au militarisme des ouvriers allemands. On met en avant l'esprit révolutionnaire – tout verbal – qui se manifeste dans les congrès de la social-démocratie.

Pourtant, lorsque le gouvernement austro-hongrois adresse le 22 juillet un ultimatum à la Serbie, qui s'incline sur toutes les conditions qu'on lui impose sauf une, que cette dernière demande pour cela l'arbitrage du tribunal international de La Haye, qu'une proposition de médiation est faite *que l'Autriche accepte* ; quelle est la réaction de l'Allemagne ? Elle *refuse*.

Une semaine plus tard, le 29 juillet, le bureau socialiste international se réunit à Bruxelles. Sa mission, définie par le congrès de Copenhague, était de coordonner l'action à mener en cas de guerre. Le représentant de la social-démocratie autrichienne déclara que son parti ne pouvait rien faire pour empêcher la guerre mais Haase, le représentant allemand, assura que l'action contre la guerre continuerait jusque dans les casernes et dans l'administration de l'État ¹. Ce

¹ Les bonnes dispositions de Haase ne durèrent pas longtemps. Si peu longtemps qu'on a du mal à croire que son point de vue n'était pas alors déjà formé et qu'il s'exprimait avec duplicité. Cf. Trotsky, *La guerre et l'Internationale*, 1re partie, 31 octobre 1914 : « Haase a justifié son approbation des crédits militaires comme suit : "Il faut écarter le danger que présente la tyrannie russe." Bernstein a repris l'appel "Avec Marx et Engels" sous le slogan de "réglons les comptes avec la Russie". » (...) « Il faut écarter ce danger — le despotisme russe —, protéger l'inviolabilité de notre culture et l'indépendance de notre pays. Nous nous tenons à

jour-là eut lieu à Bruxelles une manifestation à laquelle participaient le Hollandais Troelstra, le Russe Roubanovitch, l'Anglais Keir-Hardie, l'Allemand Haase et Jaurès, qui prirent la parole.

Le 27 juillet 1914, à Bruxelles, se rencontrent Jouhaux et Dumoulin d'une part, secrétaires de la C.G.T. française, et Karl Legien, de l'autre, secrétaire de la Centrale syndicale d'Allemagne. Ils étaient là pour participer au bureau socialiste international de la II^e Internationale, qui se réunissait les 29 et 30 juillet. Jouhaux demande avec insistance à Legien : que comptez-vous faire ? L'Allemand gardait obstinément le silence. Jouhaux en rapporte la conviction que les syndicalistes allemands ne feraient rien pour empêcher la guerre ¹.

« L'entrevue que Jouhaux et Legien eurent à Bruxelles fin juillet 1914 consacra cette impuissance. C'était la répétition plus brutale encore de l'entrevue Griffuelhes Legien, à Berlin, en 1906, au sujet du premier conflit marocain qui en ce moment rebondit pour la troisième fois et risque d'ensanglanter le monde ². »

Le bureau de l'Internationale décide de convoquer un congrès socialiste internationale pour le 9 août à Paris au lieu du 23 à Vienne.

notre ligne de conduite de toujours : au moment du péril nous ne trahirons pas la patrie. Guidés par ces principes, nous approuvons les crédits militaires." Ainsi s'exprima Haase, le 4 août, à la séance du Reichstag. » (...) « Chaque membre de l'Internationale a le droit de poser à Haase la question suivante : "Quelle fraction des milliards votés par la Social-démocratie a servi à l'écrasement de la Belgique ?" »

¹ Jouhaux, *la Bataille syndicaliste*, 26 septembre 1914 ; lettre au *Temps*, 15 avril 1915.

² P. Besnard, « La CGT », *Encyclopédie anarchiste*. Allusion sans doute à la guerre du Rif. En 1921, une tribu berbère, les Amazighe, menée par Abd el-Krim al-Khattabi se soulève contre les Espagnols qui partagent le Maroc avec les Français. L'armée espagnole du général Silvestre, forte de 18 000 hommes, est chargée de mater la rébellion : elle est pratiquement exterminée dans la bataille d'Anoual. Abd el-Krim proclame la République du Rif en février 1922, espérant rallier à lui les tribus de la zone occupée par les Français. Fès, en zone française, est menacée. Lyautey est rappelé en France en 1925 et Pétain est chargé de mener l'offensive contre la nouvelle république. Une répression terrible s'abat sur les populations rifaines, civils et combattants sans distinction : les bombardements terrestres et aériens, l'usage du gaz et la supériorité numérique des Français poussent Abd el-Krim à se rendre en mai 1926.

La plupart des délégués, dont Hugo Haase, co-président du SPD allemand, semblent confiants. Le 29 au soir, Jaurès et Rosa Luxemburg sont acclamés lors d'un grand meeting contre la guerre. Un appel au renforcement des manifestations contre la guerre est voté par le bureau à l'unanimité.

Jaurès rentre à Paris : le 31 juillet au matin il apprend que la Russie mobilise, puis l'Autriche. Le soir, il sera assassiné. Le 3 août, l'Allemagne déclare la guerre à la France.

Pas plus que les députés socialistes français

Pas plus que les députés socialistes français, les députés socialistes allemands n'auraient pu empêcher la guerre puisqu'ils ne disposaient pas d'une majorité au Parlement. Un appel à résister à la guerre n'aurait sans doute pas pu l'empêcher, ni la retarder. Il faut aussi compter avec l'enthousiasme patriotique de la population. Cependant, chez les travailleurs du parti, cet enthousiasme n'était pas aussi unanime qu'on ne l'a dit, comme le montrent certains historiens comme Heinrich August Winkler¹.

Le SPD se serait sans nul doute trouvé isolé s'il avait pris position contre la guerre, et il aurait dû subir la répression de l'État, comme il l'a subie pendant la période de la loi contre les socialistes, de 1878 à 1890 : ce fut une période terrible pour le parti. Or, précisément pendant cette période de répression, les effectifs du parti ont considérablement grossi.

Devant la misère provoquée par la guerre, l'enthousiasme guerrier des populations manipulées ne dura pas. En dénonçant la guerre, le parti aurait gagné une autorité morale incontestable auprès des sol-

¹ *Heinrich August Winkler*, né en 1938, est un historien spécialisé dans l'histoire politique de l'Allemagne moderne et de la république de Weimar. Il est l'auteur de *Weimar 1918-1933* (1993) et du *Long Chemin vers l'Occident* (2000), une histoire de l'Allemagne aux XIX^e et XX^e siècles autour de l'idée de *Sonderweg* et de la formation d'un État national allemand. (Le *Sonderweg* (« l'autre chemin ») est un terme désignant une hypothèse ou une interrogation historique quant à une éventuelle particularité du peuple allemand, permettant d'expliquer certaines spécificités de son histoire, notamment en comparaison d'autres nations européennes, telles la France et le Royaume-Uni d'une part et la Russie d'autre part.)

datés et des populations qui subissaient la terreur des tranchées et les privations de l'arrière.

La plupart des commentateurs s'indignent cependant que les députés social-démocrates aient voté les crédits de guerre.

Le refus de voter les crédits de guerre n'aurait sans doute pas eu de conséquences très graves pour les députés, qui se situaient de toute manière dans un cadre légal et qui ne couraient en tout cas pas le même risque qu'un soldat qui désertait. Mais la vraie question n'est pas là : elle est dans l'ensemble des signaux que les dirigeants social-démocrates ont lancés pendant les trente années qui précédaient la guerre, et qui tous convergent vers un constat : nous ne lancerons pas le mot d'ordre de grève générale ; nous défendrons notre patrie ; nous soutiendrons le pouvoir impérial.

La CGT et la guerre

Les dirigeants syndicalistes français étaient sur des positions plus réalistes que les politiques. C'est qu'ils étaient directement confrontés au principe de réalité.

La II^e Internationale se constitue à Paris en 1889, à une époque où des grèves de grande ampleur éclatent pour culminer en 1893. L'année précédente, du 28 octobre au 4 novembre 1888 s'était tenu près de Bordeaux le 3^e congrès de la Fédération nationale des syndicats lors duquel une majorité s'était prononcée en faveur de la grève générale.

La question des relations entre partis et syndicats va occuper une bonne part des débats dans les premiers congrès de l'Internationale socialiste. L'enjeu est de taille : il s'agit de savoir qui s'appropriera la direction du mouvement ouvrier international.

La CGT aura une activité incessante en faveur de l'action et de la solidarité internationales. En 1896, la Fédération des Bourses du travail lance un message aux organisations allemandes dans lequel elle affirme lutter contre le patriotisme et contre l'État. Si la charte d'Amiens ne reprend pas les thèmes traditionnels du syndicalisme révolutionnaire sur les illusions parlementaires et la lutte contre l'État, il convient tout de même de mentionner la résolution présentée au congrès par Yvetot, qui affirme la nécessité d'intensifier la

propagande antimilitariste et antipatriotique. Cette résolution n'obtint qu'une faible majorité, mais elle reste significative. N'oublions pas que Gustave Hervé rassemblait alors des milliers de travailleurs dans ses meetings contre la guerre.

La CGT fut soucieuse de questions d'organisation pratique. Elle créa le « Sou du soldat », une contribution financière des syndiqués en faveur des conscrits. Elle édita un « Manuel du soldat » et un numéro spécial de la *Vie ouvrière*, sur papier rouge, à l'occasion du tirage au sort des conscrits, ce qui valut à Pouget et à Yvetot d'être poursuivis en justice. Elle organisa un recensement des syndiqués qui étaient à l'armée et encouragea les troufions à contacter les Bourses du travail locales – ce que la social-démocratie allemande ne fit jamais.

Karl Liebknecht lui-même, dans *Militarismus und Antimilitarismus*, décrit avec précision les mesures pratiques prises par la CGT :

« Travail de solidarité :

« a) Le sou du soldat ;

« b) Réception et prise en charge des soldats par les unions locales ;

« c) Solidarité avec les camarades qui refusent le service militaire ou qui sont réprimés pour rébellion contre la discipline.

« 2. *Travail de propagande* : Réunions publiques, soirées, fêtes pour les recrues, manifestations, affiches, manifestes, brochures, numéro annuel illustré de *La Voix du Peuple*, l'organe largement distribué de la fédération française des syndicats, et finalement le *Nouveau manuel du soldat*, qui a déjà été distribué à 100 000 exemplaires en 1903. Cela conduisit, comme chacun sait – et avec l'approbation de l'ex-socialiste Millerand – à la vigoureuse intervention des autorités administratives et judiciaires. »

Le *Manuel du soldat* fut publié conformément à la décision du congrès de la Fédération des bourses du travail tenu à Alger le 15 septembre 1902. Une seconde édition fut tirée la même année, une troisième en 1905. Le manuel se termine par un appel aux soldats pour qu'ils désertent ou pour qu'ils fassent de la propagande antimilitariste dans les casernes, et à ceux qui sont en service actif,

pour qu'ils ne tirent pas lorsqu'on leur en donne l'ordre, sur le prétendu « ennemi de l'intérieur », leurs frères travailleurs.

En Allemagne, dit Liebknecht, la social-démocratie n'a fait que peu de travail spécialisé en direction des conscrits.

« Nous ne connaissons rien de valable qui ait été publié dans ce sens, à part le Manuel des conscrits bien connu et le tract publié par l'exécutif du parti à l'été de 1906. Et ces deux publications ne traitent que de la position légale de ceux qui sont à l'armée ¹. »

Liebknecht se plaint du quiétisme et du fatalisme du parti : « La propagande antimilitariste en Allemagne doit être très rapidement et énergiquement améliorée », dit-il ².

En 1905 socialistes et syndicalistes français publièrent ensemble une affiche rouge qui appelait les soldats à ne pas tourner leurs armes contre le prolétariat mais contre leurs officiers.

La révolte du 17^e régiment d'infanterie, qui refusa de tirer sur les grévistes en juin 1907, ne sera pas un fait dû au hasard ³.

Karl Liebknecht, dans son livre *Militarisme et antimilitarisme*, reconnaît que rien d'équivalent n'a été fait en Allemagne :

« Si nous examinons ce qui a été fait dans d'autres pays, nous avons une idée de ce qui reste à faire. Et si nous considérons le programme développé ci-dessus, nous reconnâtrons que le parti,

¹ Liebknecht, *op. cit.*

² *Ibid.*

³ En 1907, la crise viticole catastrophique provoqua de grandes manifestations dans le sud de la France, à Beziers, Perpignan, Carcassonne, Nîmes, Montpellier. Le 20 juin à Narbonne, une section du 139^e d'infanterie tire : il y a 5 morts et des centaines de blessés. Le 22 juin, de nouveaux rassemblements ont lieu lors de l'enterrement. Le 17^e régiment d'infanterie est envoyé à Béziers pour rétablir l'ordre. Les soldats sont pour la plupart originaires de la région et refusent de tirer. Ils mettent la crosse en l'air. Ils paieront très cher cet acte : le régiment ira rejoindre les bataillons disciplinaires d'Afrique du Nord et se retrouvera pendant la guerre systématiquement en première ligne pour les assauts les plus meurtriers.

malgré tout ce qu'il a fait dans le domaine de l'antimilitarisme, a seulement commencé à remplir sa tâche. Il est, pour ainsi dire, à l'étape du jardin d'enfants pour ce qui concerne la propagande antimilitariste. »

En même temps que la CGT menait une action sur le territoire français, elle s'efforça d'organiser une coordination internationale. Alors même que des tensions apparurent en 1902 entre la France et l'Angleterre, des militants de la CGT se rendirent à Londres pour demander la solidarité des ouvriers anglais. En plein conflit franco-allemand sur le Maroc, des mineurs allemands vinrent en France à l'appel des syndicats pour secourir les emmurés de Courrières. En 1903, alors que les dockers hollandais sont en grève, la CGT organise la solidarité dans les ports de Bordeaux, Dunkerque, Le Havre et Marseille. Des caisses de grève internationales, comme celle des typographes, permirent de prolonger des conflits.

Lorsqu'un projet de loi sur les retraites est envisagé en 1901, la CGT se déclare « hostile à tout projet qui ne serait pas applicable aux étrangers résidant en France ». En avril 1906 la CGT tint un meeting à Paris pour appeler les travailleurs étrangers à participer à la lutte pour les 8 heures, « considérant que les frontières n'existent que par la volonté de ceux qui ont intérêt à diviser les travailleurs pour les exploiter plus facilement ».

Au congrès de Londres de 1896, une résolution avait été adoptée selon laquelle seules seraient invitées à l'avenir les « organisations purement corporatives qui, bien que ne faisant pas de politique militante, déclarent reconnaître la nécessité de l'action législative et parlementaire. En conséquence les anarchistes seront exclus. » Il s'agit d'assurer la prééminence des partis politiques en écartant les anarchistes.

Dans la CGT française existait deux courants : le courant syndicaliste révolutionnaire et anarcho-syndicaliste et un courant réformiste très soucieux de maintenir l'indépendance syndicale. Pour cette raison, l'organisation syndicale française se trouva mise à l'écart de la nouvelle Internationale et ne participa pas au congrès international qui se tint à Paris en 1900.

Cependant, la CGT ne restait pas inactive : sous son impulsion eurent lieu des conférences syndicales internationales qui devaient annoncer la constitution d'une internationale syndicale. Les 17 et 18 décembre 1900, à la Bourse du Travail de Paris, se tint un congrès international réunissant des délégués d'organisations ouvrières françaises, anglaises, italiennes, suédoises. Les délégués français proposent de créer un secrétariat international du travail, en vue d'amorcer une Internationale des Travailleurs.

Une première conférence syndicale internationale se tint à Copenhague le 21 août 1901 : Legien, le président de la centrale syndicale allemande chercha à restreindre le rôle des conférences internationales car, selon lui, pour soulever les questions générales il y avait les congrès socialistes internationaux – entendre : les congrès des partis socialistes, point de vue avec lequel les syndicalistes français ne sont pas d'accord.

Dès le début, des oppositions apparurent donc entre Français et Allemands. A la seconde conférence, qui se tint à Stuttgart en 1902, les syndicalistes des deux pays s'affrontèrent sur la question de la nature de l'organisation qui était en construction. La CGT entendait discuter de questions aussi bien pratiques que théoriques tandis que les syndicats allemands refusaient d'adhérer à une Internationale qui, dans les faits, aurait concurrencé l'Internationale des partis socialistes.

Le point de vue allemand finit par dominer : les réunions syndicales internationales ne seront pas des congrès mais de simples conférences entre secrétaires des centrales syndicales. Le siège de cette structure est fixé à Berlin. Elle n'a pour fonction que de servir de liaison entre les organisations syndicales des différents pays, de permettre l'échange d'informations et de publications, de préparer une statistique syndicale uniforme et de les questions de solidaire en cas de conflit du travail. Seuls deux délégués demandent que se tiennent des congrès ouvriers internationaux : Victor Griffuelhes pour la France et Van Erkel pour la Hollande.

Dublin en 1903, ce fut Legien, un des dirigeants syndicalistes le plus à droite du mouvement ouvrier allemand qui devint secrétaire

international. Son mandat était d'empêcher à tout pris que l'Internationale syndicale n'empiète sur les prérogatives politiques de l'Internationale socialiste. Griffuelhes, secrétaire général de la CGT, *se vit interdire de défendre le point de vue des syndicalistes français !!!* Significativement, le siège de l'organisation fut fixé à Berlin.

Griffuelhes, qui était là en compagnie de Georges Yvetot, raconte :

« La conférence commença à deux heures et se termina à cinq heures. Elle dura trois heures, y compris le discours d'ouverture et le temps nécessaire aux traductions. C'était vraiment trop peu pour légitimer un voyage de plusieurs jours et fort coûteux !

« En nous rendant à la conférence à deux heures, nous n'avions pas espéré l'avoir terminée à cinq heures, de sorte que nous avons laissé à notre hôtel un rapport sur l'antimilitarisme et la grève générale. Ce rapport était imprimé en anglais, en allemand et en français. Notre intention était de le déposer à la fin de la conférence, en demandant l'inscription à l'ordre du jour de la conférence suivante des deux points qu'il soulevait. La mauvaise organisation de la Conférence de Dublin et l'insuffisance du travail contrarièrent nos projets. Nous ne pûmes que le lendemain remettre nos rapports aux délégués que nous rencontrâmes [19]. Si, à Dublin, il nous avait été possible de remplir notre mandat, peut-être le différend actuel n'eût-il pas pris le caractère qu'il revêt ¹ ! »

Sur le plan international, la CGT fut à l'origine de plusieurs tentatives d'action concertée. Elle demanda alors au Secrétariat international des centrales syndicales d'inscrire à l'ordre du jour de la conférence d'Amsterdam, prévue en 1905, les trois questions de la

¹ Victor Griffuelhes, *L'action syndicaliste*, Rivière, 1908 : les discussions à Amiens et Marseille et la Conférence Internationale de Dublin, *Le Mouvement socialiste*, 1^{er} septembre 1903. Cité par Edouard Dolléans, II-1. Internationale politique ou internationale syndicale ? (1889-1900-1909), *Histoire du mouvement ouvrier. Tome 2 : 1871-1936*, Paris, A. Colin, 1948.

journée de huit heures, de l'antimilitarisme et de la grève générale. Les délégations autrichienne, belge et néerlandaise, membres du Secrétariat soutinrent la proposition française, mais la majorité refusa. L'inscription de ces trois questions étaient la condition de la participation de la CGT : « Nous n'avons pas la prétention de demander qu'on accepte les propositions que nous pouvons faire ; il suffit qu'on veuille nous entendre. Libre ensuite à chacun de donner aux idées émises et discutées la suite jugée bonne. » Mais précisément, les social-démocrates allemands ne voulaient même pas que ces questions soient discutées. Legien répondit qu'elles sortaient du cadre de la conférence. La CGT française refusa donc d'être représentée à Amsterdam. La conférence d'Amsterdam approuva la position de Legien et vota une résolution : « Sont exclues des discussions toutes les questions théoriques et toutes celles qui ont trait aux tendances et à la tactique du mouvement syndical dans les différents pays. » Ces questions relevaient des seuls partis politiques. La Hollande, la Belgique et l'Autriche votèrent contre la résolution.

A Amiens, lors du congrès de 1906, l'attitude des délégués français fut en revanche approuvée et vota à une très large majorité (815 contre 106) la suspension des cotisations au secrétariat international. Pour les syndicalistes français, la position de l'Internationale syndicale ôte à l'Internationale sa véritable signification. Le congrès d'Amiens envisagea même d'entrer directement en relations avec les organisations syndicales en court-circuitant le secrétariat international. Le secrétaire des syndicats allemands, Legien, s'y refusa, et ce refus réitéré amena le bureau de la CGT à suspendre ses rapports avec le bureau international.

L'idée que des organisations membres puissent entrer en relation directement, sans passer par l'instance supérieure – en l'occurrence la direction de l'organisation – était une pratique établie dans les organisations dominées par le marxisme, où le principe du centralisme était fermement établi. Ces pratiques étaient communes à l'ensemble des courants de la social-démocratie, y compris plus tard les bolcheviks. Que la CGT ait pu envisager une telle chose n'est pas surprenant puisque ses références, à cette époque, étaient plutôt libertaires et fondées sur le fédéralisme, qui inclut à la fois des relations verticales et des relations horizontales. C'était là, aux yeux des diri-

geants social-démocrates allemands, une preuve de plus de l'« anarchisme » de la CGT.

La CGT était parfaitement consciente de son originalité au sein de l'Internationale syndicale. Pour les militants, le syndicalisme français a « devancé, par une marche si rapide, la plupart des mouvements syndicaux des autres pays, que ceux-ci ne peuvent ni le suivre ni le comprendre. D'où fatalement un antagonisme qui fait éclater encore plus l'opposition existant entre la classe ouvrière française organisée sur le type nouveau et les diverses classes ouvrières des autres nations groupées sur les types anciens »¹. Le modèle syndical français était ainsi perçu comme quelque chose de *nouveau*, qui se trouvait *en avance* par rapport aux autres. Le différend avec le bureau syndical international est l'expression de cet écart.

Griffuelhes constate que « Le syndicalisme allemand, qui a le siège du Bureau syndical international, et, à sa suite, les autres pays, ont de l'action syndicale une conception qui, en toute logique, fait des organisations ouvrières les vassales des partis politiques ». La formulation de la phrase est intéressante : le syndicalisme allemand y est expressément désigné comme celui qui définit la ligne que doit suivre l'Internationale syndicale. Griffuelhes précise : « Le syndicalisme français, au contraire, sans s'opposer aux partis, qu'il n'a pas à connaître, attache à l'action syndicale une prépondérance incontestable. »

Le dirigeant français constate avec une certaine ironie : « la totalité des comités syndicaux centraux des autres pays refusant la discussion, alors que le seul pays possédant une mentalité différente la recherche ! »

« La France syndicale n'a jamais songé à contester aux partis politiques le droit de se réunir internationalement, mais elle affirme le droit pour la classe ouvrière d'avoir à son tour, et en pleine indépendance, des rapports internationaux. En affirmant ce droit, elle n'entend pas imposer aux organismes syndicaux des

¹ Victor Griffuelhes, L'Internationale syndicale, *L'Action syndicaliste*, Paris, Rivière, 1908.

autres pays la participation à un Congrès syndical international ; elle n'entend pas non plus leur interdire la participation aux Congrès politiques. Elle dit, *imitant* l'Allemagne, qu'elle ne prendra pas part à des conférences dont l'utilité, après celles qui ont été tenues, apparaît fort contestable, et elle se refuse à reconnaître la légitimité d'une résolution allemande qui interdit à tout jamais des discussions appartenant essentiellement au domaine syndical, et qui proclame que seuls ont le droit de les aborder et de les résoudre des Congrès politiques auxquels la France syndicale ne veut pas participer.

« Et si l'on tient compte que la résolution allemande a été motivée, comme l'a dit un délégué, par l'attitude de la France syndicaliste, il en faut déduire qu'un des buts des conférences est de donner aux Congrès politiques le relief et l'autorité qui leur assureront la prépondérance sur les Congrès syndicaux et d'amener la France ouvrière au respect de leurs résolutions ¹. »

Les 15-16 septembre 1907 devait se tenir à Christiania (Oslo) la 5^e conférence internationale. Le comité confédéral de la CGT adressa aux représentations participantes une circulaire (28 août 1907), signée par Griffuelhes, expliquant les positions des syndicalistes français.

« La C. G. T. ne saurait, en effet, admettre, en dehors d'un refus formel opposé à la demande d'inscription d'une question ouvrière, qu'une Conférence limite par une résolution le champ d'activité des futures Conférences. Elle estime que poser une barrière à toute discussion, c'est rendre les conférences peu intéressantes, sinon inutiles. »

La résolution d'Amsterdam fut cependant confirmée lors de la conférence de Christiania :

« La Conférence considère les questions de l'antimilitarisme et de la grève générale comme des objets qui ne relèvent pas de la

¹ *Ibid.*

compétence des fonctionnaires syndicaux, mais dont la solution incombe exclusivement à la représentation intégrale du prolétariat international, aux Congrès socialistes internationaux convoqués périodiquement – d’autant plus que les deux questions ont été résolues à Amsterdam et à Stuttgart, conformément aux circonstances ;

« La Conférence regrette que la Confédération n’ait pas voulu comprendre que l’attitude de la Conférence internationale des représentants des centrales nationales a été parfaitement correcte ; qu’elle ait prétexté de cette attitude pour rester étrangère à notre organisation internationale ;

« La Conférence prie instamment la classe ouvrière de France d’examiner ces questions susdites de concert avec l’organisation politique et ouvrière de son propre pays, et, par une adhésion aux congrès socialistes internationaux, de collaborer à la solution de ces questions, et, dans la suite, de s’affilier à l’organisation syndicale internationale, dans le but de résoudre les problèmes syndicaux ¹. »

Cela équivaut dans les faits à dire que ces questions ne doivent pas être réglées par la classe ouvrière organisée, ce qu’exprime très clairement Griffuelhes lorsqu’il déclare que les syndicalistes français n’acceptent pas que les questions posées par la classe ouvrière soient « résolues par ces assemblées de médecins, d’avocats, de rentiers, de propriétaires, de commerçants, etc..., que sont les Congrès politiques internationaux ! » ².

C’est peut-être le constat du reflux du mouvement syndicaliste révolutionnaire au niveau international qui conduisit la conférence d’Oslo, en 1907, à décider un compromis. Une résolution admettait l’indépendance des syndicats, mais soulignait en même temps la

¹ Cité par gr, *op. cit.*

² V. Griffuelhes, *op. cit.*

Le texte dont les citations de Griffuelhes sont extraites peut être consulté sur http://www.pelloutier.net/dossiers/dossiers.php?id_dossier=114.

nécessité des relations entre partis et syndicats. A ce titre, la CGT, qui se voyait interdire d'aborder des questions de politique générale dans les congrès syndicaux, fut invitée à discuter de ces questions avec le parti socialiste en France, et dans les congrès socialistes internationaux. Elle refusa et suspendit de nouveau ses relations avec le secrétariat international. Elle se trouvait complètement isolée sur le plan international.

Lorsque la crise entre la France et l'Allemagne éclata en 1905 sur la question du Maroc, les dirigeants syndicalistes français avaient tenté d'engager une action internationale contre le risque de guerre, et une délégation conduite par Griffuelhes s'était rendue à Berlin en 1906 pour essayer de convaincre le Secrétariat international et les syndicats allemands de mettre sur pied des actions communes contre la guerre. Les syndicats allemands acceptèrent le principe mais posèrent comme condition, une fois de plus, que la CGT s'entende au préalable avec la SFIO, ce qui, dans le contexte de l'époque en France, équivalait à imposer une condition que les Français ne pouvaient satisfaire. Lors du congrès d'Amiens qui suivit peu après, Griffuelhes fit un rapport très désabusé.

A ce moment-là, la CGT, qui défend l'idée que le syndicat est le seul « parti du travail », est complètement isolée au plan international à cause de ses positions sur l'indépendance syndicale, alors que la tendance quasi unanime de l'époque est la liaison pour ainsi dire organique entre syndicats et partis. Une réflexion de Griffuelhes exprime parfaitement le splendide isolement dans lequel se trouvait la CGT française et le sentiment qu'avaient ses dirigeants d'avoir raison contre tous :

« Je dis que nous sommes un peu isolés dans l'Internationale parce que nous la dépassons. Oui, nous sommes isolés ! parce que nous sommes seuls — différemment des camarades allemands, des camarades suédois et de nos camarades belges — qui jouissons déjà, et dans quelles conditions, des libertés politiques qu'il leur faut conquérir encore à eux-mêmes. Et c'est parce que nous savons ce que valent ces réformes, ce que valent ces droits politiques que nous ne voulons pas nous mettre dans une situation qui nous amènerait à subordonner notre action syndi-

cale pour des fins d'ordre politique que, depuis longtemps, nous avons dépassées ! Ce n'est pas nous qui avons à rejoindre les autres, ce sont les autres qui doivent nous rejoindre. *Nous sommes en avant...* Nous constatons que notre isolement vient de *notre avance* sur nos camarades des autres pays¹. »

La CGT réintégra les conférences syndicales internationales à partir de 1909 mais ne put jamais y aborder les questions politiques et sociales, ni les problèmes internationaux, même lorsque le danger de guerre devint évident. Ces choses-là relevaient de la seule compétence des partis politiques. La coupure entre la vision syndicaliste révolutionnaire et la vision social-démocrate était irrémédiable. Or le parti social-démocrate allemand ne voulait pas entendre parler de mesures vigoureuses en cas de guerre – ce qui n'était pas le cas de son homologue français². Il est vrai que, l'année précédente, en 1908, la congrès de la CGT tenu à Marseille avait fait fort : il appelait les soldats à ne pas remplacer les ouvriers en cas de grève ; il rappelait le rôle de l'armée qui avait tiré sur les ouvriers à Narbonne, à Raon-L'Etape.

Au congrès du Havre en 1912, le dernier avant la guerre, les positions de la CGT sont encore confirmées, à la fois sur l'indépendance syndicale et sur l'action « contre le militarisme, le patriotisme et la guerre ». Le congrès « préconise l'instruction des jeunes pour que, du jour où ils auront revêtu la livrée militaire, ils soient bien convaincus qu'ils n'en restent pas moins membres de la famille ouvrière et que, dans les conflits entre le travail et le capital, ils ont pour devoir de ne pas faire usage de leurs armes contre leurs frères travailleurs ». Enfin, le congrès « déclare qu'il faut, au point de vue

¹ Cité par Dolléans, *Histoire du mouvement ouvrier 1871-1936*. 3^e partie, Ch. II L'Internationale ouvrière et la guerre.

² Pendant que la social-démocratie allemande tergiversait sur la question de la guerre et s'efforçait de ne pas prendre clairement position, les ouvriers espagnols en cette même année 1909 s'insurgeaient contre la guerre coloniale au Maroc. Le lundi 26 juillet un comité composé d'anarchistes et de socialistes appela à la grève générale contre le rappel des réservistes. Le lendemain les ouvriers contrôlaient la ville de Barcelone : les convois militaires étaient bloqués, les trams renversés. Le jeudi 26, des combats de rue eurent lieu contre les forces gouvernementales qui se soldèrent par plus de 150 ouvriers tués.

international, faire l'instruction des travailleurs afin qu'en cas de guerre entre puissances, les travailleurs répondent à la déclaration de guerre par une déclaration de grève générale révolutionnaire ».

On comprend donc, comme le commente Pierre Besnard, que « cette thèse, déjà soumise aux autres Centrales Nationales au cours des conférences internationales, ne fut jamais acceptée par les Allemands qui refusèrent de reconnaître l'antipatriotisme et l'antimilitarisme comme des questions intéressant le syndicalisme. »

« Ceci prouve toute la différence qui existe entre le mouvement ouvrier français et tous les autres mouvements qui tous, à l'exception d'une partie des mouvements espagnol et italien, reposent sur la conception social-démocrate. C'est de cette incompréhension que découlera l'impuissance du mouvement syndicaliste de tous les pays belligérants en face de la guerre ¹. »

Jaurès, lui, revenu de Bruxelles, continue de penser que les dirigeants politiques et syndicaux allemands réagiront ; il enjoint le gouvernement français à adopter « une attitude résolument pacifique ». Il obtient que les troupes françaises soient reculées de huit kilomètres de la frontière ! Il vit littéralement dans un rêve qui contraste singulièrement avec l'absence d'illusion des dirigeants syndicalistes français. On apprend le 31 juillet que la mobilisation générale est décrétée en Allemagne. Les voies de chemin de fer et le télégraphe sont coupés par les Allemands, ainsi que les routes. Mais Jaurès restait optimiste en dépit de tout.

C'est donc sans avoir réussi à intéresser le mouvement syndical allemand au danger de la guerre que la CGT dut faire face à son déclenchement en août 1914. Les choix faits par certains de ses dirigeants trouvent peut-être là leur explication. Mais il ne faut pas oublier que ce sont des minoritaires de la CGT comme Monatte et Merrheim, opposés à la poursuite de la guerre, qui proposèrent de réunir l'Internationale socialiste pour discuter d'une négociation entre belligérants : à la conférence de Zimmerwald, les seuls repré-

¹ P. Besnard, « La CGT », *Encyclopédie anarchiste*.

sentants français à cette conférence rassemblant des partis politiques furent des membres de la CGT.

« C'est sous les auspices du Comité pour la reprise des relations internationales auquel adhèrent : Merrheim, Bourderon, Chaverot, Sirolle, Souvarine, etc... – et, où, Trotsky, encore à Paris, joue un rôle prépondérant, que s'organise l'action contre la guerre ¹. »

En janvier 1906, Griffuelhes vint à Berlin pour préparer une action internationale contre la guerre, mais Bebel imposait comme préalable une entente entre le PS et la CGT, et Griffuelhes repartit déçu.

En 1912 encore, appelés par la CGT à organiser dans chaque pays une manifestation simultanée contre la guerre, les syndicats allemands et autrichiens se déroberent sous prétexte qu'une telle manifestation, de caractère politique, était du ressort du parti et non des syndicats : argument qu'ils utilisèrent régulièrement pour éviter tout débat de fond sur ces questions.

Incontestablement, les obstacles rencontrés ne purent que renforcer la CGT dans l'idée que rien ne pouvait venir des partis socialistes et surtout du Parti social-démocrate allemand. Ce fait est confirmé par Pierre Monatte dans son article sur « La Fondation de la vie ouvrière », paru en octobre-décembre 1959 dans *La Révolution prolétarienne*. Il évoque l'impression rapportée d'Allemagne par Charles Andler en 1911, au moment de la crise marocaine :

« Andler avait été frappé de la rareté des manifestations pour la paix et des sympathies nombreuses que des socialistes affichaient pour le "coup d'Agadir". Il n'allait pas jusqu'à penser que

¹ Pierre Besnard, « La CGT », *Encyclopédie anarchiste*. Le Comité pour la reprise des relations internationales s'est constitué à la fin de l'année 1915 dans la foulée de la conférence de Zimmerwald. Il avait pour objectif de renverser les majorités qui, dans les organisations ouvrières, étaient favorables à l'Union sacrée. L'opinion évolue également au sein du Parti socialiste, dans lequel une minorité s'oppose à l'Union sacrée. Cependant, les minoritaires du parti socialiste ne remettront pas en cause la nécessité de la défense nationale.

le gouvernement allemand cherchait la guerre, mais il lui attribuait un certain penchant au chantage, goût du chantage partagé par une fraction importante du socialisme allemand. Il faut bien dire que cet état d'esprit répandu dans les hautes couches du mouvement syndical allemand est pour beaucoup dans le déraillement d'un certain nombre de syndicalistes français au début de la guerre 1914-1918, précisément parmi ceux qui avaient entretenu des relations avec les organisations syndicales allemandes. Je pense en particulier à Griffuelhes ulcéré par chacune des délégations faites à Berlin lors des tensions entre les deux pays. »

Monatte donne aussitôt un autre exemple, celui de Charles Delzant¹ : « Les contacts difficiles avec les bureaucrates syndicaux allemands devaient l'amener à dire "La parole est au canon" tout au début de la guerre. » Monatte parlera également des « refus insolents que la CGT avait reçus des chefs des syndicats allemands depuis 1905 ».

Ces remarques interdisent d'écarter la responsabilité de la social-démocratie allemande dans les choix que firent certains militants syndicaux et socialistes français de soutenir l'Union sacrée.

Pierre Besnard raconte les circonstances dans lesquelles la direction de la CGT fut amenée à soutenir le gouvernement². Le Bureau confédéral avait décidé de gagner l'Espagne, pour y mener l'action contre la guerre. Il avait pour cela affrété un bateau qui devait le conduire de La Rochelle à San Sebastien. Le gouvernement a vent de l'affaire et le ministre de la Guerre, Messimy veut appliquer le « carnet B » contre les suspects.

« Malvy, ministre de l'Intérieur, temporise pendant que Viviani, Président du Conseil, craignant une émeute par suite de

¹ Charles Delzant (1874-1943) était un des leaders de l'anarcho-syndicalisme dans le département du Nord. Il était également, depuis sa fondation en 1902, secrétaire général de la fédération nationale des Verriers à partir de 1912. Mobilisé en 1914, il se rallia à la politique d'union sacrée.

² Cf. « La CGT », *Encyclopédie anarchiste*.

l'assassinat de Jaurès, émeute qui rendrait la mobilisation impossible, lance une proclamation au Peuple, l'invite au calme et promet la punition du coupable. »

Selon Besnard, Malvy, ministre de l'Intérieur, délègue auprès du Bureau confédéral « un avocat jusqu'alors considéré comme socialiste révolutionnaire d'extrême gauche, très au courant des choses ouvrières, qu'on nous assure – sans que nous puissions l'affirmer – être M. Pierre Laval ¹, ministre des Travaux publics ² ».

Laval aurait annoncé au Bureau Confédéral que le gouvernement connaissait ses projets d'embarquement et qu'il était décidé, par l'arrestation immédiate, à en empêcher l'exécution.

Le Comité Confédéral, immédiatement réuni, ne prend aucune décision. « Le Bureau, dit Besnard, est livré à lui-même et perd la tête. Il va chez Malvy et se rend aux raisons de celui-ci. Désormais, il sera derrière le Gouvernement. Il participera, avec toute la CGT, à l'union sacrée... »

Jaurès est enterré le 2 août. Jouhaux se rend aux funérailles. Au nom de la CGT, il parle déclare :

¹ Pierre Laval (1883-1945), avocat, devient député sous l'étiquette de socialiste révolutionnaire. Lorsqu'il perd son mandat de député, il opère un virage à droite tout en étant réélu député en 1923 comme socialiste indépendant. Il devient ministre des Travaux publics en 1925, puis Garde des sceaux. Il devient plusieurs fois président du Conseil entre 1931 et 1936 et s'oppose fermement au Front populaire. Il est nommé ministre d'Etat et vice-président du Conseil par Pétain en 1940 et soutient les pleins pouvoirs du maréchal. Ecarté par Pétain en décembre 1940 à cause de son influence grandissante, il est rappelé en avril 1941. Un des principaux acteurs de la politique de collaboration, il accentue celle-ci à son retour au pouvoir. Après la Libération, il sera exécuté le 15 octobre 1945. On ignore souvent que parmi les quatre délégués français présents à la Conférence internationale de Kienthal, qui se tint du 24 au 30 avril 1916, figurait un certain Pierre Laval.

² E. Dolléans ne semble pas partager l'opinion de Besnard sur le rôle de Laval : « Dès le 27 juillet, les militants syndicalistes étaient prévenus des intentions du ministre de la Guerre, qui réclamait l'application du Carnet B, liste de suspects dressée par la Sûreté générale. Messimy voulait s'en servir afin de faire emprisonner les uns et d'envoyer les autres aux premières lignes. Le Carnet B comptait 3 à 4 000 suspects qui comprenaient les syndicalistes révolutionnaires, des anarchistes et quelques socialistes de gauche, parmi lesquels Pierre Laval. »

« Comment trouver des mots ? Notre cerveau est obscurci par le chagrin et notre cœur est étreint par la douleur. C'est encore dans son souvenir que nous puiserons les forces qui nous seront nécessaires. »

« Au nom des organisations syndicales, au nom de tous les travailleurs qui ont déjà rejoint leur régiment et de ceux – dont je suis – qui partiront demain, je déclare que nous allons sur les champs de bataille avec la volonté de repousser l'agresseur : c'est la haine de l'impérialisme qui nous entraîne. »

« Jouhaux ne partit pas, commente Besnard, je ne le lui reproche pas. » Ce que Besnard lui reproche, ce sont les « paroles prononcées sans mandat, au nom des travailleurs non consultés. – La CGT souscrivait à la guerre. »

Le « Carnet B » n'est pas appliqué. Malvy a gagné la partie.

« Il convient cependant d'être juste, surtout lorsqu'on est sévère. Si le Bureau Confédéral faillit à ses devoirs, il ne fut soutenu par personne. Partout, ce n'était qu'abdication, enthousiasme pour cette guerre du droit (?). Au lieu des cris de *À bas la guerre* qu'on aurait dû entendre, c'était ceux de *À Berlin* qui retentissaient. Une immense vague de chauvinisme balayait le pays. »

Il est surprenant de constater que Kropotkine semble ne pas avoir eu de contacts avec les militants syndicalistes révolutionnaires français de son temps. L'analyse de ses textes sont révélateurs d'une absence totale de préoccupation concernant l'organisation ou la stratégie du mouvement ouvrier, voire même le mouvement ouvrier d'une façon générale. Il semble que l'activité de Kropotkine se soit cantonnée au mouvement anarchiste, exclusivement.

Dans un échantillon de 17 textes significatifs ¹, le terme « CGT » n'apparaît pas une fois, le mot « syndicat » apparaît plusieurs fois

¹ Autour d'une vie ; Aux jeunes gens ; Communisme et Anarchie ; Fatalité de la Révolution ; L'Action anarchiste dans la révolution ; L'Anarchie - Sa philosophie - Son idéal ; L'Esprit de révolte ; L'État - son rôle historique ; L'Organisation de la

dans le sens de syndicat patronal (*La conquête du pain* et *La Guerre*), gouvernemental (*Fatalité de la révolution*) ou agricole (*L'État – son rôle historique*) ; dans un texte, il apparaît dans l'acception de syndicat ouvrier (*Autour d'une vie*, trois occurrences) mais dans des considérations très générales. Le nom d'Emile Pouget apparaît deux fois dans *Autour d'une vie*, lorsque Kropotkine décrit leurs démêlés communs avec la justice ; celui de Pelloutier et Monatte pas une fois. Pourtant, on aurait pu penser que Pelloutier, le fondateur des bourses du travail, aurait pu attirer l'attention de Kropotkine. On a l'impression que celui-ci passe complètement à côté du mouvement ouvrier français de son temps, dans lequel les libertaires jouèrent pourtant un rôle décisif – des libertaires engagés dans le mouvement syndical, il est vrai.

* * * * *

L'internationalisme prolétarien : un schéma théorique

L'internationalisme prolétarien se fonde sur le présupposé que « les prolétaires n'ont pas de patrie », sans que ce présupposé soit soumis à la moindre discussion. La classe ouvrière est considérée dans sa dimension mythique, comme classe en soi, comme classe homogène sans contradictions internes, et dont les intérêts généraux sont uniformes et ne sont pas remis en cause. Il existerait donc un « prolétariat international » dont les intérêts globaux sont identifiés comme uniformes par une infime minorité de militants politiquement formés – pas tous des prolétaires, d'ailleurs – et dont cette minorité de militants constitue les porte-parole.

L'idée que les prolétaires n'aient pas de patrie ou, si on veut, n'aient pas de sentiment d'appartenance nationale, ne va absolument pas de soi. Cela relève du « proclamatif » : on énonce les choses telles qu'on *voudrait* qu'elles soient.

Vindicta - appelée Justice ; La Commune ; La Commune de Paris ; La Conquête du pain ; La Grande Révolution ; La Guerre ; La Loi et l'Autorité ; La Morale anarchiste ; La révolution sera-t-elle collectiviste ; Le Principe Anarchiste ; Le Salariat.

Le sentiment d'appartenir à une ville, une région, un pays n'excluent aucunement l'éventualité d'avoir un sentiment d'appartenance à une communauté encore plus large – qu'il s'agisse d'une classe ou d'une nation. La différence entre ces deux sentiments d'appartenance réside dans le fait que pour la nation, l'individu y est en quelque sorte plongé dès la naissance et qu'il subit un conditionnement sur une longue durée, tandis que l'appartenance à une classe internationale est un acquis tardif et conscient.

Il faut cependant une certaine dose de démagogie pour nier qu'un ouvrier anglais, français, allemand se perçoit *naturellement* comme anglais, français ou allemand, sans que cela exclue un sentiment d'appartenance plus large. Mais plus le sentiment d'appartenance est large, plus il devient abstrait et relève d'une acquisition consciente et volontaire. Le sentiment d'appartenir à une communauté internationale de prolétaires est le résultat d'un travail sur soi, d'une élaboration collective délibérés. C'est un *choix politique*.

A contrario, le fait que les appartenances auxquelles on se réfère, dans les formes auxquelles on est habitué, puissent être radicalement bouleversées par une intervention violente de l'« extérieur », peut raisonnablement conduire à une réaction pour empêcher ce bouleversement. A ce titre, la mobilisation d'une population locale contre les destructions et les modifications du cadre de vie traditionnel occasionnées par l'installation d'une ligne TGV, d'une centrale nucléaire, d'une décharge ou d'une autoroute relève d'une réaction qui n'est pas, *sur le fond*, différente de la mobilisation occasionnée par l'invasion d'une partie du territoire par les armées d'un État étranger. Il n'y a là qu'une question de degré.

Dans le cas de l'occupation par les troupes allemandes et de l'annexion d'un quart du territoire national riche en mines de charbon et en industries, suivie d'exactions insupportables dont les soldats – pour la plupart des prolétaires, d'ailleurs – se sont rendus coupables, comme ce fut le cas en 1914, il ne s'agit pas seulement de la capture par une puissance étrangère d'un patrimoine indispensable, ni de l'annexion d'une nombreuse population soumise à une occupation des plus cruelles, mais aussi de la domination d'un *modèle* politique, culturel, social, etc. que la population vaincue n'est pas disposée à accepter.

C'est, *incontestablement* dans cette perspective que Kropotkine a pris la décision de soutenir l'entente en 1916 – et *pas en 1914* : parce que, en 1916, la victoire du modèle allemand semblait presque certaine et que personne alors n'était en mesure d'arrêter la guerre.

Le point commun entre les prises de positions des courants les plus radicaux du marxisme et celles des courants radicaux de l'anarchisme réside dans le raisonnement fondé sur la projection d'un désir. Dans les deux cas, la seule réaction possible face à une guerre est de *rejeter* toute participation à l'un ou l'autre des camps en présence, de *dénoncer* les forces qui imposent la guerre aux prolétaires. La classe ouvrière doit donc *renverser* le régime capitaliste.

L'application de cette ligne politique se fait en plusieurs moments hypothétiques.

1. Avant : propagande contre la guerre, mise dos à dos des États qui menacent de déclencher la guerre.
2. Au déclenchement de la guerre : grève générale, insurrection.
3. Pendant la guerre : transformation de la guerre en révolution sociale.

Tel est le schéma *théorique*, qui a totalement échoué en France et en Allemagne. Lorsque le mouvement ouvrier, et ses organisations, ont fait la démonstration qu'il n'était pas possible d'empêcher la guerre, il n'est jamais dit qu'il faut alors déserteur, ce qui est la seule conséquence cohérente des affirmations qui constituent le fonds théorique de l'internationalisme. Appeler à déserteur, lorsque ce mot d'ordre ne se limite pas à envoyer les autres au casse-pipe, implique des responsabilités : en particulier une organisation extrêmement efficace, la mise en place de structures d'accueil pour les déserteurs, de réseaux pour les exfiltrer, etc. Ces questions pratiques ne sont *jamais* abordées par les partisans farouches de l'internationalisme théorique.

Le mouvement ouvrier international face à la guerre

Fonder sur les prises de position de quinze anarchistes en 1916 une analyse globale de la « trahison » de l'anarchisme *en général* est quelque peu caricatural, presque aussi caricatural que si les anarchistes mettaient sur le dos du *marxisme* la trahison de la social-démocratie. Bien qu'il y aurait quelque fondement à argumenter sur ce point, nous n'avons pas connaissance que les libertaires aient jamais eu recours à un tel coup bas.

On peut ainsi lire sur le site d'un « Courant communiste international » un texte dont un intertitre évoque « La trahison de l'internationalisme par la social-démocratie et l'anarchisme en 1914 » et où on peut lire que « les principales composantes du mouvement anarchiste se muent en va-t'en-guerre pour le profit de l'État bourgeois. Kropotkine, Tcherkesoff et Jean Grave se font les défenseurs les plus acharnés de la France ¹. » Une telle affirmation évacue donc l'appel de « L'Internationale Anarchiste et la Guerre » et les positions de Malatesta et des autres signataires de cet appel. Une telle attitude fait que l'argumentation du « Courant communiste international » ne peut tout simplement pas être prise au sérieux. Il est vrai que le tort de « L'Internationale Anarchiste et la Guerre » fut d'avoir été publié *huit mois avant la conférence de Zimmerwald* qui marque, dans la mythologie communiste, le « top départ » de la réaction contre la guerre. Ceci explique cela.

La conférence de Zimmerwald en 1915 ne regroupe qu'une infime poignée de militants et c'est tout de même une vantardise que de dire qu'elle a « sauvé l'honneur » de l'Internationalisme. Il est d'ailleurs significatif que parmi la trentaine de participants, les deux Français étaient des syndicalistes révolutionnaires de la CGT. Il est significatif également que dans le mouvement ouvrier international, une vigoureuse opposition à la guerre s'est manifestée partout où le mouvement anarchiste, anarcho-syndicaliste, syndicaliste révolutionnaire avait une réelle implantation : Argentine, Espagne, Italie, États-Unis, Japon. Le fait que ce mouvement ait échoué dans les

¹ Souligné part nous. Cf. :

http://fr.internationalism.org/icconline/2009/les_anarchistes_et_la_guerre_1.htm

pays qui se trouvaient *directement confrontés* à la guerre est significatif : Allemagne et France. Notons que, en dehors des pays slaves – Serbie et Russie, où les social-démocrates n’ont pas voté les crédits de guerre – les réactions ont été tout à fait minimales dans le courant marxiste, et essentiellement verbales.

Le sort des IWW aux États-Unis illustre le propos de Maurice Laisant lorsqu’il dit que la guerre a pour fonction de détruire le mouvement ouvrier organisé. Juste avant l’entrée en guerre des États-Unis, le quotidien des IWW, *Industrial Worker*, écrivait : « Capitalistes d’Amérique, nous nous battons contre vous, pas pour vous ! Il n’existe aucune force au monde qui puisse forcer la classe ouvrière à se battre si elle ne le veut pas. »

L’organisation avait été l’objet d’une répression méthodique des autorités américaines et du patronat. L’entrée en guerre des États-Unis, en avril 1917, allait évidemment décupler la répression. C’est la raison pour laquelle Bill Haywood, secrétaire général des IWW, préconisa que l’organisation adopte un profil bas. Celle-ci cessa toute activité ostensible contre la guerre. Cette attitude ne faisait pas l’unanimité : Frank Little soutenait la poursuite de la propagande contre la guerre. Un compromis fut trouvé sous la forme d’une déclaration qui condamnait la guerre, mais les adhérents étaient invités à s’enregistrer pour la conscription en faisant une demande d’exemption sur laquelle ils inscrivaient : « IWW, opposé à la guerre ». Cela n’empêcha aucunement les autorités, le patronat et la presse de se déchaîner contre les IWW. Frank Little fut lynché en août 1917.

La guerre fournit au gouvernement le prétexte pour tenter de briser définitivement les IWW. En septembre 1917 quarante-huit locaux à travers tout le pays furent investis et saccagés par des agents du département de la Justice ; 165 dirigeants des IWW furent arrêtés pour conspiration tendant à entraver la conscription et encouragement à la désertion. Cent un furent jugés en 1918, tous furent reconnus coupables et se virent infliger des peines allant jusqu’à vingt ans. Cela continua après la guerre : le 11 novembre 1919, des gardiens de prison livrèrent Wesley Everest, membre des IWW et ancien combattant, à la foule qui lui cassa les dents avec une crosse de fusil, le

castra et le lyncha en trois endroits différents de la ville et enfin cribla son corps de balles. Il fut enterré dans une tombe anonyme et le médecin légiste le déclara suicidé. La répression n'en resta pas là. Au milieu des années 20, les IWW avaient cessé d'être une force et une organisation de masse. La bourgeoisie et l'État avaient gagné.

Comment ne pas penser, par contraste, à l'attitude de Jean Grave, un des signataires du Manifeste des Seize, se réjouissant dans le numéro 358 de *La Bataille syndicaliste* de l'éventualité que la « colère populaire » se retourne contre ceux qui auraient refusé de se laisser mobiliser ?

En Espagne, la CNT dénonça immédiatement la trahison des organisations ouvrières qui ont « sacrifié leurs idéaux sur l'autel de leurs patries respectives, en niant le caractère fondamentalement international du problème social »¹. Des mouvements d'opposition vigoureux à la guerre eurent lieu au Japon, aux États-Unis, en Bulgarie, en Hongrie, au Mexique : aucun d'entre eux n'est issu d'un courant marxiste, sauf en Russie où anarchistes et bolcheviks furent d'accord au moins sur ce point.

En Argentine apparut dans la bourgeoisie un fort courant qui souhaitait l'entrée en guerre du pays. Le 30 septembre 1917, une grève générale révolutionnaire éclata grâce à l'initiative de la Fédération des syndicats anarchistes, la FORA, pour empêcher le pays de rejoindre l'Allemagne dans la guerre. Les syndicats socialistes, dont l'influence était minime, refusèrent de participer au mouvement.

« Ce qui avait cependant fait pencher la balance en faveur de la paix, écrivait *la Feuille*² du 3 octobre 1917, c'était l'attitude décidée du prolétariat dont les grèves multipliées et s'étendant sans cesse, avaient fini par intimider les manifestations de bourgeois et d'intellectuels, organisés dans la capitale. "C'est là une démonstration éclatante de ce qu'auraient pu les peuples de l'univers, le 1^{er} août 1914, si au lieu de se laisser prendre aux communiqués officiels et aux excitations de la presse, ils avaient

¹ Anselmo Lorenzo, l'Almanach annuel de *Tierra y Libertad*, janvier 1915.

² Journal antimilitariste qui parut à Genève vers la fin de la guerre mondiale.

spontanément décrété cette grève générale, en réponse aux décrets de mobilisation. La guerre eût été évitée.

« “Voilà trois ans qu’on le disait, mais en ajoutant que l’expérience avait démontré que pareille attitude était impossible, utopique. Les ouvriers et les cheminots argentins ont démontré, eux, que la chose était faisable (...) ¹.” »

Ainsi, mettre sur le même pied la « trahison » de quinze anarchistes français en 1916 et celle de la social-démocratie internationale en général est caricatural. D’abord parce que l’impact de ces deux courants n’était pas du tout le même. Ces marxistes qui accusent indistinctement l’ensemble du mouvement anarchiste d’avoir trahi occultent le fait que bien des militants, libertaires ou marxistes qui étaient contre la guerre, sont *quand même* partis au front. Au crédit de Monatte, on peut dire que sa démission du Conseil confédéral de la CGT pour protester contre son soutien à la guerre lui a valu de perdre la « protection » contre la mobilisation. Mais on peut supposer que la médaille qu’il a gagnée n’a pas été obtenue pour avoir tenté de transformer la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire ². Curieusement, on ne parle jamais de libertaires comme Gaston Leval qui ont *déserté*, et qui l’ont payé toute leur vie par l’exil, l’insécurité et la gêne pécuniaire.

Les signataires du Manifeste des Seize s’expliquent

Après la guerre, les signataires du Manifeste des Seize tenteront de s’expliquer dans *les Temps nouveaux*, où seront également publiés des extraits de lettres de Kropotkine. La revue veut en particulier montrer que les archives diplomatiques publiées après la défaite de l’Allemagne confirment la pertinence des positions des signataires du

¹ « Efficacité de l’action directe », de l’anarcho-pacifiste hollandais Barthélemy de Ligt, publié dans la revue anationale *la Patrie humaine* du 12 janvier 1934. Cf. <http://anarchismenonviolence2.org/spip.php ?article60>

² « En janvier 1915, Monatte rejoignit le 252^e régiment à Montélimar où il resta un an avant de partir pour le front où il fit la guerre en premières lignes et où il fut même décoré pour faits de guerre. » (Notice biographique de Monatte par Colette Chambelland.)

Manifeste. Ainsi, dans un article intitulé « Les origines de la guerre à la lumière des publications récentes », signé « M.I. » (M. Isidine ?) ¹ l'auteur rend compte d'un livre de Kautsky qui avait été chargé par le gouvernement allemand de préparer la publication des archives diplomatiques. Il en fit un livre, intitulé *Comment s'est déclenchée la guerre mondiale*.

« ... Le rôle d'ennemi de la démocratie européenne qui, jusqu'alors, avait été celui du tsarisme, commente Isidine, devint désormais de plus en plus celui de la monarchie militaire allemande. » L'auteur de l'article voit là évidemment une confirmation de l'analyse des signataires du Manifeste des Seize : « L'Allemagne devint une menace constante pour la paix, commente-t-il, et il en résulta son isolement complet, dans lequel ses seuls alliés étaient des pays en décrépitude, comme l'Autriche et la Turquie. » Notons que le fait que l'Allemagne avait pris le relais de la Russie comme « ennemie de la démocratie » avait été souligné depuis longtemps par Bakounine, dès 1870.

L'article rend compte de deux autres documents sur lesquels il importe peu de s'attarder. Le commentaire qui en est fait est en revanche extrêmement intéressant. Ces documents, dit Isidine, « nous touchent surtout en raison des conclusions que nous pouvons en tirer et du point de vue général qui est le nôtre ». La question de savoir quelle partie au conflit est responsable de la guerre importe peu à l'auteur de l'article : « Nous ne tenons à en innocenter aucune », dit-il. Ce qui le concerne, c'est de savoir « quel est le régime politique le plus susceptible de provoquer la guerre, et nous voyons que c'est celui où la caste militaire prédomine, où le gouvernement se sent le plus indépendant de tout contrôle de l'opinion publique, où l'esprit révolutionnaire est le plus faible. Il importe ensuite de savoir

¹ *Les Temps nouveaux* n° 22, avril-mai 1921.

quel est l'Etat dont la victoire aurait été la plus funeste pour la vie politique et sociale en Europe. »

Isidine récuse l'idée qui veut qu'on soit contraint de choisir la défense nationale ou l'internationalisme. Il va s'efforcer de montrer, de manière assez subtile, que le soutien à la défense nationale peut être un choix internationaliste. Le choix de la défense nationale implique pour les ouvriers le soutien à leurs gouvernements. Le choix de l'internationalisme conduit à ne pas se préoccuper du résultat de la guerre. Isidine refuse cette logique ; il demande :

« En se plaçant du point de vue internationaliste, est-il toujours indifférent de quel côté sera la victoire ? On peut dire sans hésitation que personne à l'heure actuelle ne répondra : “Oui, c'est toujours indifférent”¹. »

Il mentionne la guerre qui vient d'avoir lieu entre la Russie et la Pologne, les « guerres masquées que les alliés suscitent contre la Russie », etc. Il est évident, dit-il qu'« une victoire des groupements hostiles à la Russie serait l'écrasement de la révolution russe et le triomphe de la réaction internationale ». Isidine et, peut-on penser, les signataires du Manifeste des Seize, se positionne clairement pour la révolution russe. Certes, dit-il, la situation est différente puisque l'un des adversaires défend la révolution socialiste. Mais si le « gouvernement simplement démocratique » de Kerensky s'était maintenu, « aurait-il été indifférent que l'Allemagne fût victorieuse et qu'elle vînt restaurer la monarchie en Russie en plaçant sur le trône un prince allemand quelconque, ou peut-être le même Nicolas II² ? »

Dans toute guerre, le vainqueur opprime le vaincu, mais lorsque le vainqueur est un Etat « retardataire » qui « fait peser plus lourdement son pouvoir dans son pays », le résultat de la guerre n'est pas indifférent. C'est pourquoi les résultats d'une guerre peuvent ne pas être indifférents pour « la marche en avant de l'humanité toute entière »... Aucun pays ne peut gagner au triomphe de la réaction dans le

¹ *Les temps nouveaux*, n° 22, avril-mai 1921.

² *Ibid.*

monde. Il ne peut pas y avoir de contradiction entre l'intérêt d'un pays et l'intérêt international. Or, « pour un pays réactionnaire, la victoire est le signal d'un renforcement de la réaction ». D'ailleurs, dit Isidine, « la défaite de pays tels qu'ont été avant la guerre l'Allemagne, l'Autriche, la Russie est un bien pour eux, car elle y provoqua la révolution... »

Isidine reconnaît que ceux qui mettent l'accent sur la défense nationale » se placent évidemment au point de vue bourgeois et étatique », mais ceux qui se situent d'un point de vue internationaliste font comme si « les intérêts d'un tout peuvent gagner à l'oppression d'une de ses parties ».

Nous avons dit que ce ne sont pas tant des principes qui dictent la ligne de conduite des signataires du Manifeste des Seize que le pragmatisme. Les prises de position des signataires seraient fondées avant tout sur les doutes qu'ils avaient « sur l'attitude que prendrait le prolétariat allemand : à savoir l'absence presque complète de tout sentiment révolutionnaire chez le peuple germanique ». L'activité contre la guerre dans un pays suppose la réciprocité : « on ne peut pas faire de la propagande si l'on n'a pas l'espoir du succès de cette propagande »¹.

Pour Isidine, « dans tout conflit, le mouvement ouvrier international doit considérer de quel côté vient le danger le plus grand. C'est ce qu'ont fait, dans la guerre mondiale, les nombreux révolutionnaires de toutes les nationalités qui ont souhaité la défaite de l'Allemagne et dont beaucoup ont jugé ce but assez important pour donner volontairement leur vie. »

« C'est précisément au point de vue internationaliste qu'ils se sont placés et lorsque, après la victoire sur l'Allemagne, le rôle réactionnaire en Europe a passé aux alliés, ils sont allés, sans hésiter, se battre contre eux². »

¹ « A propos de notre attitude pendant la guerre », *Temps nouveaux* n° 2, 15 août 1919.

² « Les origines de la Guerre à la lumière des publications récentes, *Les Temps nouveaux* n° 22, avril-mai 1921.

Isidine conclut à la nécessité pour le socialisme, l'anarchisme, le syndicalisme, d'élaborer une politique internationale propre.

Concernant l'attitude à adopter face à la guerre, l'idée générale qui se dégage de la lecture des *Temps nouveaux* après la fin du conflit est qu'il faut éviter le dogmatisme : « il ne faut pas, sur cette question comme sur toute autre, créer des principes rigides et soi-disant intégraux, en d'autres termes, créer des dogmes. » Évoquant les « zimmerwaldiens ou les bolcheviks », il faut refuser de subir une « nouvelle dictature de mots et de formules » qui obligerait de mettre « la doctrine au-dessus des faits, sans s'enquérir des conséquences qu'une telle mentalité peut créer ». On reste, là encore, dans le registre pragmatique. Le rédacteur de l'article veut montrer que les signataires n'ont pas dévié de leurs conceptions sociales d'avant-guerre mais que les faits les ont conduits logiquement à adopter une attitude de soutien à l'Entente. C'est pourquoi il est nécessaire de « se garder d'une démagogie facile », de « se séparer d'une intransigeance qui ne résiste pas à un examen sérieux des faits »¹.

Les justifications apportées sont souvent en langage codé, l'auteur use assez souvent de l'implicite qui était sans doute compris en 1919 mais l'est moins aujourd'hui. L'auteur de l'article semble vouloir distinguer les « conceptions sociales » des « modalités d'action », ce qui est une manière de dire que les conceptions sociales à caractère anarchiste se sont simplement vu, en la circonstance, appliquer des modalités d'action (la signature du Manifeste des Seize) particulières. L'auteur pense appuyer sa thèse en citant une « Lettre ouverte aux travailleurs occidentaux », de Kropotkine, du 4 juin 1917² :

« Nous traversons en ce moment une triste période.

« On s'entretue avec une férocité sans précédent, non pas entre exploités et exploités, non pas entre aristocratie et peuple, mais entre nations entières. Et plus je réfléchis aux causes de cette ca-

¹ « A propos de notre attitude pendant la guerre », *Les Temps nouveaux*, n°02, 15 août 1919.

² *Les Temps nouveaux*, n° 7.

tastrophe, plus je vois que la cause en est, non seulement dans l'existence d'États séparés, mais aussi dans ce fait que nous n'avions pas assez prévu le fait que des peuples entiers sont capables d'être entraînés par leurs gouvernements et leurs meneurs intellectuels, à la conquête de territoires voisins et de nations voisines, dans des buts d'enrichissement national, sous prétexte d'accomplir une mission historique.

« Et puis, *nous n'avons pas assez insisté* sur ce principe fondamental, que le devoir d'un vrai internationaliste est de s'opposer de toutes ses forces contre toute tentative, d'où qu'elle vienne, d'envahissement d'un territoire voisin dans le but de conquête et au cas échéant, que *son devoir est de prendre les armes pour la défense du territoire envahi dans ce but.*

« Sans cela, il ne peut y avoir d'internationale ; sans cela l'Internationale devient une formule aussi stérile et mensongère que le prétendu "amour chrétien" de son voisin. »

Le paradoxe est qu'au fond Kropotkine applique à la situation les mêmes critères d'analyse par lesquels Marx et Engels distribuaient des labels de « nations historiques » et de « nations réactionnaires » dans la *Nouvelle Gazette rhénane* en 1848-1849, et plus tard. La Bohême (l'actuelle Tchéquie, en gros) était une nation réactionnaire parce que les Tchèques refusaient de se laisser germaniser. Pour Marx et Engels c'est le degré de centralisation politique et de développement des forces productives qui définissait le caractère historique d'une nation. Si pour Kropotkine les critères peuvent être différents – le degré de « civilisation » d'une façon générale – le raisonnement reste le même. L'Allemagne est clairement désignée comme une nation réactionnaire – Kautsky viendra le confirmer après la guerre – il faut donc l'empêcher de nuire.

C'est ce qui ressort d'une lettre envoyée aux *Temps nouveaux* (Bulletin n° 6) par un volontaire russe au début de 1917 :

« Il était clair pour nous que quelles que soient les raisons que voudra alléguer l'Allemagne officielle et les social-démocrates qui la soutiennent, rien ne l'autorisait à envahir la France et à détruire, chemin faisant, un autre pays indépendant, la Belgique. De

plus, les destinées de la démocratie européenne sont loin de nous être indifférentes. Nous n'avons pas oublié à qui nous devons et les principes de liberté, et toute cette atmosphère politique qui seule nous permet de vivre et de développer nos idées socialistes jusqu'à leur réalisation¹. »

Le correspondant russe ajoute qu'« aussi bien et mieux que nos adversaires, nous connaissons toute l'étendue de ce mal qu'est la guerre » : nous savons qu'« elle ne poursuit aucun but libérateur, dit-il, qu'elle est la réaction ».

« Mais tout effort pour lutter contre la guerre *en général*, quelque noble qu'il soit, est vain pour le moment. Et puisque nous ne pouvons radicalement et immédiatement supprimer ce mal, notre tâche doit être de rendre ses ravages les moins terribles possibles. L'anéantissement de la démocratie européenne, représentée par la France, la perte de tout ce qui nous permet de croire à l'avènement d'une liberté complète et de lutter pour elle, est aussi un mal, qu'une certaine issue de la guerre pouvait entraîner. Notre devoir était de l'empêcher². »

L'alternative est en fait la suivante : « Lorsque l'action antimilitariste – *particulière* – se trouve en conflit avec le principe de la *défense de la liberté contre toute oppression*, nous ne pouvons hésiter : notre choix va à notre grand principe. » Le recours à des principes est fait au nom d'une certaine vision du pragmatisme...

Les signataires du Manifeste des Seize rappellent cependant qu'ils restent des militants anticapitalistes. Il n'est pas question de « permettre, au nom de l'«union sacrée», une exploitation éhontée des masses ». En tant que socialistes, ils doivent prendre la défense des soldats, se battre « contre la cherté de la vie ou la rapacité des propriétaires ». « Les circonstances nous ont obligés à lutter contre l'ennemi extérieur, mais nous n'oublions pas pour cela l'ennemi

¹ Cité par *Les Temps nouveaux*, n° 2, 15 août 1919.

² *Ibid.*

intérieur. Il est certes difficile de lutter sur deux fronts et nous comprenons que beaucoup de socialistes français n'aient pas su le faire. » Mais le devoir de tout socialiste reste de « lutter contre la réaction que nous apportaient les troupes allemandes, ainsi que contre tout accroissement de l'oppression des nationalités en Europe. »

C'est également en application de principes qu'on pourrait qualifier de « marxistes » que les signataires du Manifeste des Seize ont pris position. Marx et Engels considéraient que l'émancipation sociale n'était pas possible tant que la lutte contre les restes du système féodal n'était pas achevée :

« Les travailleurs savent que la suppression des rapports de propriété *bourgeois* ne peut être obtenue si l'on maintient les rapports féodaux. Ils savent que le mouvement révolutionnaire de la bourgeoisie contre les ordres féodaux et la monarchie absolue ne peut qu'accélérer leur propre mouvement révolutionnaire. Ils savent que leur propre lutte contre la bourgeoisie ne pourra débiter que le jour où la bourgeoisie aura triomphé¹. »

En conséquence, ils affirmaient la nécessité pour le prolétariat de s'allier aux fractions les plus avancées de la bourgeoisie contre les fractions les plus réactionnaires. C'est littéralement ce qu'ont fait Kropotkine et ses amis : l'Empire allemand représentait un système politique et social archaïque, réactionnaire, encore entaché de restes de féodalité. D'où la nécessité de s'allier temporairement avec les fractions les plus avancées de la bourgeoisie européenne. Le raisonnement n'est pas si tiré par les cheveux que cela.

Pour les signataires du Manifeste, une victoire allemande aurait signifié un retour en force du cléricanisme, car cela aurait été également une victoire de l'Autriche cléricale et catholique.

« Les curés et les moines auraient encore, comme après 71, mis leur emprise sur l'école et créé des missions dans tout le pays pour récolter de nouveaux fonds nécessaires à l'érection de nou-

¹ Cf. Marx, *La critique moralisante*.

veux Sacrés-Cœurs pour les villes de France et de Navarre, tout en demandant à Dieu de pardonner les crimes de leurs bourreaux (républicains, socialistes, libres-penseurs, etc...) de l'Eglise française, fille aînée de la grande famille, etc. ¹ »

Conclusion

Le lecteur aura peut-être eu parfois l'impression que le présent travail est destiné à justifier les prises de position de Kropotkine en 1916 ou à faire le procès de la social-démocratie allemande. Il aura tout à fait raison.

A condition d'entendre par « justifier les prises de position de Kropotkine », l'explicitation du contexte et des circonstances dans lesquelles le vieux révolutionnaire a fait son choix. Kropotkine n'a jamais caché la préférence qu'il avait pour la France. Il aurait pu, par conséquent, exprimer publiquement cette préférence dès le début de la guerre. Nous avons tenté de montrer que la signature d'un manifeste en faveur de l'Entente en 1916 n'est pas fortuite, qu'elle est étroitement liée au sort des armes et qu'elle exprime la crainte qu'a Kropotkine qu'une défaite de la France conduise à quarante ou cinquante ans de dictature militaire en Europe. Tenter de comprendre les choix du vieux révolutionnaire, tenter également d'expliquer le contexte dans lequel ces choix ont été faits, n'entraîne pas l'approbation de ces choix.

Nous avons également voulu montrer les limites des prises de positions les plus radicales contre la guerre, qui se cantonnent au registre proclamatif et qui se contentent de constater l'impuissance du mouvement ouvrier, du mouvement révolutionnaire, à empêcher la guerre. Dans les positions de Malatesta, par exemple, qui sont d'une orthodoxie intransigeante, il y a une réelle inconséquence à préférer la défaite de l'Entente pour ne pas encourager la volonté de revanche du côté allemand. Cela n'a pas de sens, du point de vue rationnel, et du point de vue anarchiste par conséquent.

¹ A propos de notre attitude pendant la guerre, *Les Temps nouveaux*, n° 5, 15 mars 1919.

Élevé dans l'esprit de la philosophie des Lumières – toute sa pensée politique en est imprégnée –, par ailleurs infiniment plus cultivé que bien des signataires du Manifeste des Seize et infiniment mieux au courant des grands problèmes internationaux de son temps, Kropotkine a fait des choix qui étaient en cohérence avec sa formation et sa culture. On peut lui reprocher de ne pas avoir conservé une attitude faite d'intransigeance révolutionnaire, d'autant que son choix n'influa en rien sur l'issue de la guerre : les gouvernements de l'Entente n'avaient aucunement besoin de la signature de quinze anarchistes pour mener leur politique à terme. L'erreur de Kropotkine ne fut pas seulement de signer le Manifeste des Seize, elle fut aussi de penser que son acte pouvait servir à quelque chose – et curieusement il reprocha à Malatesta de penser que sa propre position pouvait changer quelque chose ! L'erreur de Kropotkine est d'avoir pensé que ses prises de position pouvaient influencer sur la réalité du moment. Il n'a pas tenu compte du fait que lorsqu'il n'est pas possible d'agir sur les événements, la seule chose qui reste est de préserver les principes.

L'ambition de la présente étude est de permettre au mouvement libertaire de se décomplexer par rapport aux attaques qui ont été menées contre lui sous prétexte qu'une poignée de militants ont signé en 1916 le Manifeste des Seize. Le mouvement libertaire a donné plus que sa part dans la lutte contre la guerre et il peut s'enorgueillir d'être le courant qui, dans le mouvement ouvrier, a publié les premiers manifestes contre la guerre. Rappelons que le texte « L'Internationale anarchiste et la guerre » fut rédigé huit mois avant la conférence de Zimmerwald.

Le traumatisme de l'écrasement de la Commune, l'attitude hégémonique des socialistes allemands, les illusions et l'attitude de soumission des socialistes français furent probablement encore des éléments qui jouèrent dans les prises de position de Kropotkine. C'est pourquoi il nous a semblé nécessaire d'étendre nos investigations aux relations entre le mouvement social-démocrate allemand et le mouvement socialiste et syndicaliste français. Tout d'abord pour montrer que le poids des orientations du socialisme allemand fut décisif ; ensuite pour mettre en relief les tentatives infructueuses faites par le mouvement ouvrier français pour opérer une jonction

avec le mouvement ouvrier allemand ; enfin pour montrer que le mouvement anarchiste français n'avait qu'une capacité minime d'intervention sur les événements, ce qui ne l'empêcha pas, comme le souligna Maurice Laisant, de fournir largement sa part d'opposants et de réfractaires à la guerre.

Si la signature du Manifeste des Seize a fourni à certains social-démocrates d'extrême gauche un prétexte pour classer l'ensemble du mouvement libertaire dans le camp des va-t'en-guerre, contre toute vérité et toute logique, nous avons voulu montrer que la réalité du mouvement libertaire ne se trouve pas dans le Manifeste des Seize mais dans le manifeste « L'Internationale anarchiste et la guerre », publié huit mois avant la rencontre de Zimmerwald (5-8 septembre 1915) – ce qui montre une plus grande réactivité du mouvement libertaire.

Si Kropotkine avait pensé qu'en 1916 la guerre tournait au désavantage de la France – car il est certain que c'est cela qui a motivé son initiative – d'autres options s'ouvraient à lui pour manifester son inquiétude, par ailleurs compréhensible. Rien sur le fond ne l'empêchait d'adhérer aux positions du manifeste de Zimmerwald.

Pourtant, on ne peut s'empêcher de penser que si, pendant plus de vingt ans, les social-démocrates allemands n'avaient pas pris tant de peine à exclure les « anarchistes » de l'Internationale, le sort de la guerre eût été différent.

Parler de convergence entre la social-démocratie et l'anarchisme sur la question de la guerre est une véritable falsification. C'est tout d'abord oublier qu'en 1914 l'influence anarcho-syndicaliste dans la CGT avait grandement diminué au profit du courant réformiste, qui était devenu majoritaire. Incriminer l'anarcho-syndicalisme pour l'adhésion de la CGT à l'entente est une falsification : c'est dans le mouvement libertaire, dans le courant anarcho-syndicaliste et syndicaliste révolutionnaire que se sont trouvés le plus grand nombre de militants qui ont refusé la guerre.

La question de la « réhabilitation de Kropotkine » n'a évidemment pas beaucoup de sens aujourd'hui.

Si le traumatisme créé à la suite de la signature du Manifeste des Seize par quelques individualités fut profond et durable au sein du

mouvement libertaire, il nous paraît, presque un siècle après, exagéré. Le mouvement libertaire lui-même fut le premier à se sentir trahi. Le sentiment de cette « trahison » a sans doute été d'autant plus grand que le mouvement anarchiste était peu nombreux au regard des autres forces en présence : l'impact en a été d'autant plus sérieusement ressenti. L'un des effets collatéraux de cette affaire a peut-être été l'accroissement de la coupure existant entre le mouvement anarchiste et le mouvement anarcho-syndicaliste, en France du moins. Cette coupure se perçoit dans les mouvements qui ont lieu entre les collaborateurs de *La Bataille syndicaliste* et de *La Bataille*. Très peu de membres de *La Bataille syndicaliste* passent à *La Bataille*, en tout cas aucun des militants syndicalistes les plus connus.

Si l'examen des raisons qui ont pu pousser un Kropotkine à signer le Manifeste des seize, du contexte dans lequel il l'a signé, nous semble essentiel pour comprendre cette période de l'histoire, il convient de ramener cet épisode à ses justes proportions, dans ce sens que cela resta parfaitement marginal. En revanche, il nous paraît beaucoup plus intéressant de nous interroger sur les raisons qui ont fait que les représentants français à la conférence de Zimmerwald étaient des *syndicalistes*, et qu'il n'y ait eu aucun *anarchiste*. Une telle recherche nous conduirait sans doute à nous demander dans quelle mesure le mouvement anarchiste était alors coupé de la classe ouvrière.

Novembre 2010-avril 2011

Annexes

Document 1. – Correspondants de La Bataille syndicaliste et de La Bataille

Voici un tableau qui montre les correspondances qui existent entre les collaborateurs de *La Bataille syndicaliste* et de *La Bataille* (colonnes 1 et 2). La colonne 3 montre la correspondance existant entre les collaborateurs de *La Bataille* et les signataires du Manifeste des Seize.

En gras : Correspondants de *La Bataille syndicaliste* passés à *La Bataille*.

En italique : Correspondants de *La Bataille* signataires du Manifeste des Seize.

En italique gras : Correspondants de *La Bataille syndicaliste* passés à *La Bataille* et signataires du Manifeste des Seize.

	Coll. 1	Coll. 2	Coll. 3
	Bataille syndicaliste	Bataille	Manifeste des 16
1.	Airelle	Ader	Cornelissen
2.	Bonneff	Albert	Fuss
3.	Boutet	De Ambris	Grave
4.	Brochon	Appleton	Guérin
5.	Campana	Bartuel	Kropotkine
6.	Capy	Bouchor	Laisant (A.)
7.	Cherles	Brulat	Le Fève
8.	Delaisi	Cornelissen	Malato
9.	Desbois (Despres)	Dubois	Moineau
10.	Descaves	Fuss-Amore	Orfila
11.	Dumas	Girard	Pierrot
12.	Dumoulin	Grandidier	Paul Reclus
13.	Dunois	Grandjouan	Richard
14.	Frapie	Grave	Ichikawa

15.	Fronty	Guerin	Tcherkesoff
16.	Gogumus	Harmel	
17.	Grandidier	Jouhaux	
18.	Griffuelhes	Kropotkine	
19.	Guillaume	Lafont	
20.	Harmel	Laisant (A)	
21.	Jouhaux	Lanoff	
22.	Laisant (A)	Laval	
23.	Le Gall	Le Guery	
24.	Lenoir	Le Leve	
25.	Malato	Luce	
26.	Marie	Malato	
27.	Mercereau	Marie	
28.	Merrheim	Matha	
29.	Mignon	Mignon	
30.	Monatte	Moineau	
31.	Naquet	Orfila	
32.	Pasteigne	Pierrot	
33.	Pericat	Pouget	
34.	Peronnet	Reclus J.	
35.	Picat	Reclus P.	
36.	Quillard	Seval	
37.	Rizet	Tcherkessoff	
38.	Rosmer	Villeval	
39.	Roupine	Wintsch	
40.	Savoie	Zisly	
41.	Sene		
42.	Thiburiet		
43.	Tillier		
44.	Verdier		
45.	Vigne d'Octon		
46.	Villeval		

-
- | | |
|-----|-----------|
| 47. | Waroquier |
| 48. | Yvetot |
| 49. | Zisly |
-

Parmi les 49 collaborateurs de *La Bataille syndicaliste*, 9 passent à *La Bataille*, parmi lesquels 2 sont signataires du Manifeste des Seize.

Parmi les 40 collaborateurs de *La Bataille*, 13 sont signataires du Manifeste des Seize. En tout cas aucun des militants les plus connus (Monatte, Merrheim, Rosmer, Griffuelhes, Yvetot, etc.) ne sont passés à *La Bataille*.

Il est significatif que le journal des anarchistes partisans de l'Entente a abandonné le qualificatif de « syndicaliste »

Document 2. – L'Internationale Anarchiste et la Guerre

(Février 1915)

L'Europe en feu, une dizaine de millions d'hommes aux prises, dans la plus effroyable boucherie qu'ait jamais enregistrée l'histoire, des millions de femmes et d'enfants en larmes, la vie économique, intellectuelle et morale de sept grands peuples, brutalement suspendue, la menace, chaque jour plus grave, de complications nouvelles, tel est, depuis sept mois, le pénible, angoissant et odieux spectacle que nous offre le monde civilisé.

Mais spectacle attendu, au moins par les anarchistes, car pour eux, il n'a jamais fait et il ne fait aucun doute – les terribles événements d'aujourd'hui fortifient cette assurance – que la guerre est en permanente gestation dans l'organisme social actuel et que le conflit armé restreint ou généralisé, colonial ou européen est la conséquence naturelle et l'aboutissement nécessaire et fatal d'un régime qui a pour base l'inégalité économique des citoyens, repose sur l'antagonisme sauvage des intérêts et place le monde du travail sous l'étroite et douloureuse dépendance d'une minorité de parasites, détenteurs à la fois du pouvoir politique et de la puissance économique.

La guerre était inévitable ; d'où qu'elle vint, elle devait éclater.

Ce n'est pas en vain que depuis un demi siècle, on prépare fiévreusement les plus formidables armements et que l'on accroît tous les jours davantage les budgets de la mort. A perfectionner constamment le matériel de guerre, à tendre continûment tous les esprits et toutes les volontés vers la

meilleure organisation de la machine militaire, on ne travaille pas à la paix. Aussi est-il naïf et puéril, après avoir multiplié les causes et les occasions de conflits, de chercher à établir les responsabilités de tel ou tel gouvernement.

Il n'y a pas de distinction possible entre les guerres offensives et les guerres défensives.

Dans le conflit actuel, les gouvernements de Berlin et de Vienne se sont justifiés avec des documents non moins authentiques que les gouvernements de Paris, de Londres, et de Pétrograd ; c'est à qui de ceux-ci ou de ceux-là produira les documents les plus indiscutables et plus décisifs pour établir sa bonne foi, et se présenter comme l'immaculé défenseur du droit et de la liberté, le champion de la civilisation.

La civilisation ? Qui donc la représente, en ce moment ?

– Est-ce l'état allemand, avec son militarisme formidable et si puissant, qu'il a étouffé toute velléité de révolte ?

– Est-ce l'état russe, dont le knout, le gibet et la Sibérie sont les seuls moyens de persuasion ?

– Est-ce l'état français, avec Biribi, les sanglantes conquêtes du Tonkin, de Madagascar, du Maroc, avec le recrutement forcé des troupes noires ?

– La France qui retient dans ses prisons, depuis des années, des camarades coupables seulement d'avoir parlé et écrit contre la guerre ?

– Est-ce l'Angleterre qui exploite, divise, affame et opprime les populations de son immense empire colonial ?

Non.

Aucun des belligérants n'a le droit de se réclamer de la civilisation, comme aucun n'a le droit de se déclarer en état de légitime défense. La vérité, c'est que la cause des guerres, de celle qui ensanglante actuellement les plaines de l'Europe, comme de toutes celles qui l'ont précédée, réside uniquement dans l'existence de l'état, qui est la forme politique du privilège.

L'état est né de la force militaire ; il s'est développé en se servant de la force militaire ; et c'est encore sur la force militaire qu'il doit logiquement s'appuyer pour maintenir sa toute-puissance. Quelle que soit la forme qu'il revête, l'état n'est que l'oppression organisée au profit d'une minorité de privilégiés. Le conflit actuel illustre cela de façon frappante : toutes les formes de l'état se trouvent engagées dans la guerre présente : l'absolutisme avec la Russie, l'absolutisme mitigé de parlementarisme avec l'Allemagne, l'état régnant sur des peuples de races bien différentes avec l'Autriche, le

régime démocratique constitutionnel avec l'Angleterre, et le régime démocratique républicain avec la France.

Le malheur des peuples qui, pourtant étaient tous profondément attachés à la paix, est d'avoir eu confiance en l'état, avec ses diplomates intrigants, en la démocratie et les partis politiques (même d'opposition, comme le socialisme parlementaire) pour éviter la guerre. Cette confiance a été trompée à dessein, et elle continue à l'être, lorsque les gouvernements, avec l'aide de toute leur presse, persuadent leurs peuples respectifs que cette guerre est une guerre de libération.

Nous sommes résolument contre toute guerre entre peuples et dans les pays neutres, comme l'Italie, où les gouvernants prétendent jeter encore de nouveaux peuples dans la fournaise guerrière, nos camarades se sont opposés, s'opposent, et s'opposeront toujours à la guerre, avec la dernière énergie.

Le rôle des anarchistes, quels que soient l'endroit ou la situation dans lesquels ils se trouvent, dans la tragédie actuelle, est de continuer à proclamer qu'il n'y a qu'une seule guerre de libération : celle qui dans tous les pays, est menée par les opprimés contre les oppresseurs, par les exploités contre les exploités. Notre rôle, c'est appeler les esclaves à la révolte, contre leurs maîtres.

La propagande et l'action anarchistes doivent s'appliquer avec persévérance à affaiblir et à désagréger les divers états, à cultiver l'esprit de révolte, et à faire naître le mécontentement dans les peuples et dans les armées.

A tous les soldats de tous les pays, qui ont la foi de combattre pour la justice et la liberté, nous devons expliquer que leur héroïsme et leur vaillance ne serviront qu'à perpétuer la haine, la tyrannie et la misère.

Aux ouvriers de l'usine, il faut rappeler que les fusils qu'ils ont maintenant entre les mains, ont été employés contre eux dans les jours de grève et de légitime révolte et qu'ensuite, ils serviront encore contre eux, pour les obliger à subir l'exploitation patronale.

Aux paysans, montrer qu'après la guerre, il faudra encore une fois se courber sous le joug, continuer à cultiver la terre de leurs seigneurs et nourrir les riches.

A tous les parias, qu'ils ne doivent pas lâcher leurs armes avant d'avoir réglé leurs comptes avec leurs oppresseurs, avant d'avoir pris la terre et l'usine pour eux.

Aux mères, compagnes et filles, victimes d'un surcroît de misère et de privations, montrons quels sont les vrais responsables de leurs douleurs et du massacre de leurs pères, fils et maris.

Nous devons profiter de tous les mouvements de révolte de tous les mécontentements, pour fomenter l'insurrection, pour organiser la révolution, de laquelle nous attendons la fin de toutes les iniquités sociales. Pas de découragement même devant une calamité comme la guerre actuelle.

C'est dans des périodes aussi troublées où des milliers d'hommes donnent héroïquement leur vie pour une idée, qu'il faut que nous montrions à ces hommes la générosité, la grandeur et la beauté de l'idéal anarchiste ; la justice sociale réalisée par l'organisation libre des producteurs ; la guerre et le militarisme à jamais supprimés ; la liberté entière conquise par la destruction totale de l'état et de ses organismes de coercition.

Vive l'anarchie !

Londres, 12 février 1915

Document 3. – Le Manifeste des Seize (28 février 1916)

De divers côtés, des voix s'élèvent, pour demander la paix immédiate. « Assez de sang versé, assez de destruction », dit-on, « il est temps d'en finir d'une façon ou d'une autre ». Plus que personne, et depuis bien longtemps, nous avons été, dans nos journaux, contre toute guerre d'agression entre les peuples et contre le militarisme, de quelque casque impérial ou républicain qu'il s'affuble. Aussi serions-nous enchantés de voir les conditions de paix discutées – si cela se pouvait – par les travailleurs européens, réunis en un congrès international. D'autant plus que le peuple allemand s'est laissé tromper en 1914, et s'il a cru réellement qu'on le mobilisait pour la défense de son territoire, il a eu le temps de s'apercevoir qu'on l'avait trompé pour le lancer dans une guerre de conquêtes.

En effet, les travailleurs allemands, du moins dans leurs groupements plus ou moins avancés, doivent comprendre maintenant que les plans d'invasion de la France, de la Belgique, de la Russie, avaient été préparés de longue date et que, si cette guerre n'a pas éclaté en 1875, en 1886, en 1911 ou en 1913, c'est que les rapports internationaux ne se présentaient pas alors sous un aspect aussi favorable et que les préparatifs militaires n'étaient pas assez complets pour promettre la victoire à l'Allemagne (lignes stratégiques à compléter, canal de Kiel à élargir, les grands canons de siège à perfectionner). Et maintenant, après vingt mois de guerre et de pertes effroyables, ils devraient bien s'apercevoir que les conquêtes faites par l'armée allemande ne pourront être maintenues. D'autant plus qu'il faudrait reconnaître ce principe (déjà reconnu par la France, en 1859, après la défaite de l'Autriche)

que c'est la population de chaque territoire qui doit exprimer si elle consent ou non à être annexée.

Si les travailleurs allemands commencent à comprendre la situation comme nous la comprenons, et comme la comprend déjà une faible minorité de leurs social-démocrates, – et s'ils peuvent se faire écouter par leurs gouvernants – il pourrait y avoir un terrain d'entente pour un commencement de discussion concernant la paix. Mais alors ils devraient déclarer qu'ils se refusent absolument à faire des annexions, ou à les approuver ; qu'ils renoncent à la prétention de prélever des « contributions » sur les nations envahies, qu'ils reconnaissent le devoir de l'État allemand de réparer autant que possible, les dégâts matériels causés par les envahisseurs chez leurs voisins, et qu'ils ne prétendent pas leur imposer des conditions de sujétion économique, sous le nom de traités commerciaux. Malheureusement, on ne voit pas, jusqu'à présent, des symptômes du réveil, dans ce sens, du peuple allemand.

On a parlé de la conférence de Zimmerwald, mais il a manqué à cette conférence l'essentiel : la représentation des travailleurs allemands. On a aussi fait beaucoup de cas de quelques rixes qui ont lieu en Allemagne, à la suite de la cherté des vivres. Mais on oublie que de pareilles rixes ont toujours eu lieu pendant les grandes guerres, sans en influencer la durée. Aussi, toutes les dispositions prises, en ce moment, par le gouvernement allemand, prouvent qu'il se prépare à de nouvelles agressions au retour du printemps. Mais comme il sait aussi qu'au printemps les Alliés lui opposeront de nouvelles armées, équipées d'un nouvel outillage, il travaille aussi à semer la discorde au sein des population alliées. Et il emploie, dans ce but, un moyen aussi vieux que la guerre elle-même : celui de répandre le bruit d'une paix prochaine, à laquelle il n'y aurait, chez les adversaires, que les militaires et les fournisseurs des armées pour s'y opposer. C'est à quoi s'est appliqué Bülow, avec ses secrétaires, pendant son dernier séjour en Suisse.

Mais à quelles conditions suggère-t-il de conclure la paix ?

La *Neue Zuercher Zeitung* croit savoir - et le journal officiel, la *Nord-deutsche Zeitung*, ne la contredit pas - que la plupart de la Belgique serait évacuée, mais à condition de donner des gages de ne pas répéter ce qu'elle a fait en août 1914, lorsqu'elle s'opposa au passage des troupes allemandes. Quels seraient ces gages ? Les mines de charbon belges, Le Congo ? On ne le dit pas. Mais on demande déjà une forte contribution annuelle. Le territoire conquis en France serait restitué, ainsi que la partie de la Lorraine où on parle français. Mais, en échange, la France transférerait à l'État allemand tous les emprunts russes, dont la valeur se monte à dix-huit milliards. Autrement dit, une contribution de dix-huit milliards, qu'auraient à rembourser

les travailleurs agricoles et industriels français, puisque ce sont eux qui paient les impôts. Dix-huit milliards, pour racheter dix départements, que, par leur travail, ils avaient rendus si riches et si opulents, et qu'on leur rendra ruinés et dévastés...

Quant à savoir ce que l'on pense en Allemagne des conditions de la paix, un fait est certain : la presse bourgeoise prépare la nation à l'idée de l'annexion pure et simple de la Belgique et des départements du Nord de la France. Et, il n'y a pas, en Allemagne, de force capable de s'y opposer. Les travailleurs, qui auraient dû élever leur voix contre les conquêtes, ne le font pas. Les ouvriers syndiqués, se laissent entraîner par la fièvre impérialiste, et le parti social-démocrate, trop faible pour influencer les décisions du gouvernement concernant la paix, même s'il représentait une masse compacte - se trouve divisé, sur cette question, en deux partis hostiles, et la majorité du parti marche avec le gouvernement. L'Empire allemand, sachant que ses armées sont, depuis dix-huit mois, à 90 kilomètres de Paris, et soutenu par le peuple allemand dans ses rêves de conquêtes nouvelles, ne voit pas pourquoi il ne profiterait pas des conquêtes déjà faites. Il se croit capable de dicter des conditions de paix qui lui permettraient d'employer les nouveaux milliards de contribution à de nouveaux armements, afin d'attaquer la France quand bon lui semblera, lui enlever ses colonies, ainsi que d'autres provinces, et de ne plus avoir à craindre sa résistance.

Parler de paix en ce moment, c'est faire précisément le jeu du parti ministériel allemand de Bülow et de ses agents.

Pour notre part, nous nous refusons absolument à partager les illusions de quelques-uns de nos camarades, concernant les dispositions pacifiques de ceux qui dirigent les destinées de l'Allemagne. Nous préférons regarder le danger en face et chercher ce qu'il y a à faire pour y parer. Ignorer ce danger, serait l'augmenter.

En notre profonde conscience, l'agression allemande était une menace - mise à exécution - non seulement contre nos espoirs d'émancipation, mais contre toute l'évolution humaine. C'est pourquoi nous, anarchistes, nous antimilitaristes, nous, ennemis de la guerre, nous, partisans passionnés de la paix et de la fraternité des peuples, nous nous sommes rangés du côté de la résistance et nous n'avons pas cru devoir séparer notre sort de celui du reste de la population. Nous ne croyons pas nécessaire d'insister que nous aurions préféré voir cette population prendre, en ses propres mains, le soin de sa défense. Ceci ayant été impossible, il n'y avait qu'à subir ce qui ne pouvait être changé. Et, avec ceux qui luttent, nous estimons que, à moins que la population allemande, revenant à de plus saines notions de la justice et du droit, renonce enfin à servir plus longtemps d'instrument aux projets de

domination politique pangermaniste, il ne peut être question de paix. Sans doute, malgré la guerre, malgré les meurtres, nous n'oublions pas que nous sommes internationalistes, que nous voulons l'union des peuples, la disparition des frontières. Et c'est parce que nous voulons la réconciliation des peuples, y compris le peuple allemand, que nous pensons qu'il faut résister à un agresseur qui représente l'anéantissement de tous nos espoirs d'affranchissement.

Parler de paix tant que le parti qui, pendant quarante-cinq ans, a fait de l'Europe un vaste camp retranché, est à même de dicter ses conditions, serait l'erreur la plus désastreuse que l'on puisse commettre. Résister et faire échouer ses plans, c'est préparer la voie à la population allemande restée saine et lui donner les moyens de se débarrasser de ce parti. Que nos camarades allemands comprennent que c'est la seule issue avantageuse aux deux côtés et nous sommes prêts à collaborer avec eux.

28 février 1916

Christian Cornelissen, Henri Fuss, Jean Grave, Jacques Guérin, Pierre Kropotkine, A. Laisant, F. Le Fève (Lorient), Charles Malato, Jules Moineau (Liège), Ant. Orfila (Hussendey, Algérie), M. Pierrot, Paul Reclus, Richard (Algérie), Ichikawa (Japon), W. Tcherkesoff.

Christian, Henri Fuss, Jean, Jacques, Pierre, A., F. (Lorient), Charles, Jules (Liège), Ant. (Hussendey, Algérie), M. , , (Algérie), (Japon), W..

Document 4 . – Zimmerwald, 5-8 septembre 1915

Déclaration franco-allemande commune aux socialistes et syndicalistes français et allemands

Après un an de massacre, le caractère nettement impérialiste de la guerre s'est de plus en plus affirmé; c'est la preuve qu'elle a ses causes dans la politique impérialiste et coloniale de tous les gouvernements, qui resteront responsables du déchaînement de ce carnage.

Les masses populaires furent entraînées dans cette guerre par l'« Union sacrée », constituée dans tous les pays par les profiteurs du régime capitaliste, lui ont donné le caractère d'une lutte de races, de défense des droits respectifs et des libertés. C'est sous l'impulsion de ces sentiments que, dans chaque pays, une très grande partie des forces ouvrières d'opposition ont été submergées par le nationalisme et, depuis, une presse aux ordres du pouvoir n'a cessé d'en accentuer le caractère.

Aujourd'hui, les chauvins de chaque nation assignent à cette guerre un but de conquête par l'annexion de provinces ou de territoires; ces prétentions, si elles se réalisaient, seraient des causes de guerre future.

En opposition à ces ambitions, des minorités résolues se sont dressées dans toutes les nations, s'efforçant de remplir les devoirs affirmés dans les résolutions des Congrès socialistes internationaux de Stuttgart, Copenhague et Bâle. Il leur appartient, aujourd'hui plus que jamais, de s'opposer à ces prétentions annexionnistes et de hâter la fin de cette guerre, qui a déjà causé la perte de tant de millions de vies humaines, fait tant de mutilés et provoqué des misères si intenses parmi les travailleurs de tous les pays.

C'est pourquoi nous, socialistes et syndicalistes allemands et français, nous affirmons que cette guerre n'est pas notre guerre !

Que nous réprouvons de toute notre énergie la violation de la neutralité de la Belgique, solennellement garantie par les conventions internationales admises par tous les États belligérants. Nous demandons et ne cesserons de demander qu'elle soit rétablie dans toute son intégralité et son indépendance. Nous déclarons que nous voulons la fin de cette guerre par une paix prochaine, établie sur des conditions qui n'oppriment aucun peuple, aucune nation;

Que nous ne consentirons jamais à ce que nos gouvernements respectifs se prévalent de conquêtes qui porteraient fatalement dans leur sein les germes d'une nouvelle guerre;

Que nous œuvrerons, dans nos pays respectifs, pour une paix qui dissiperait les haines entre nations, en donnant aux peuples des possibilités de travailler en commun.

Une telle paix n'est possible, à nos yeux, qu'en condamnant toute idée, toute violation des droits et des libertés d'un peuple. L'occupation de pays entiers ou de provinces ne doit pas aboutir à une annexion. Nous disons donc : Pas d'annexions, effectives ou masquées ! Pas d'incorporations économiques forcées, imposées, qui deviendraient encore plus intolérables par le fait consécutif de la spoliation des droits politiques des intéressés !

Nous disons que le droit des populations de disposer de leur sort doit être rigoureusement observé.

Nous prenons l'engagement formel d'agir inlassablement dans ce sens, dans nos pays respectifs, pour que le mouvement pour la paix devienne assez fort pour imposer à nos gouvernants la cessation de cette tuerie.

En dénonçant l'« Union sacrée », en restant fermement attachés à la lutte de classe, qui sert de base à la constitution de l'Internationale socialiste, nous, socialistes et syndicalistes allemands et français, puiserons la fermeté

de lutter parmi nos nationaux contre cette affreuse calamité et pour la fin des hostilités qui ont déshonoré l'humanité.

Pour la délégation française : A. Merrheim, secrétaire de la Fédération des Métaux; A. Bourderon, secrétaire de la Fédération du Tonneau.

Pour la délégation allemande : Adolf Hoffmann, député au Landtag prussien; Georg Ledebour, député au Reichstag.

Document 5. – Manifeste de Zimmerwald, septembre 1915

Prolétaires d'Europe !

Voici plus d'un an que dure la guerre ! Des millions de cadavres couvrent les champs de bataille. Des millions d'hommes seront, pour le reste de leurs jours, mutilés. *L'Europe est devenue un gigantesque abattoir d'hommes.* Toute la civilisation créée par le travail de plusieurs générations est vouée à l'anéantissement. La barbarie la plus sauvage triomphe aujourd'hui de tout ce qui, jusqu'à présent, faisait l'orgueil de l'humanité.

Quels que soient les responsables immédiats du déchaînement de cette guerre, une chose est certaine : la guerre qui a provoqué tout ce chaos est le produit de l'impérialisme. Elle est issue de la volonté des classes capitalistes de chaque nation de vivre de l'exploitation du travail humain et des richesses naturelles de l'univers. De telle sorte que les nations économiquement arriérées ou politiquement faibles tombent sous le joug des grandes puissances, lesquelles essaient, dans cette guerre, de remanier la carte du monde par le fer et par le sang, selon leurs intérêts.

C'est ainsi que des peuples et des pays entiers comme la Belgique, la Pologne, les États balkaniques, l'Arménie, courent le risque d'être annexés, en totalité ou en partie, par le simple jeu des compensations.

Les mobiles de la guerre apparaissent dans toute leur nudité au fur et à mesure que les événements se développent. Morceau par morceau, tombe le voile par lequel a été cachée à la conscience des peuples la signification de cette catastrophe mondiale.

Les capitalistes de tous les pays, qui frappent dans le sang des peuples la monnaie rouge des profits de guerre, affirment que la guerre servira à la défense de la patrie, de la démocratie, à la libération des peuples opprimés. Ils mentent. *La vérité est qu'en fait, ils ensevelissent, sous les foyers détruits, la liberté de leurs propres peuples en même temps que l'indépendance des autres nations.* De nouvelles chaînes, de nouvelles

charges, voilà ce qui résultera de cette guerre, et c'est le prolétariat de tous les pays, vainqueurs et vaincus, qui devra les porter.

Accroissement du bien-être, disait-on, lors du déchaînement de la guerre.

Misère et privations, chômage et renchérissement de la vie, maladies, épidémies, tels en sont les vrais résultats. Pour des dizaines d'années, les dépenses de la guerre absorberont le meilleur des forces des peuples, compromettront la conquête des améliorations sociales et empêcheront tout progrès.

Faillite de la civilisation, dépression économique, réaction politique, voilà les bienfaits de cette terrible lutte des peuples.

La guerre révèle ainsi le caractère véritable du capitalisme moderne qui est incompatible, non seulement avec les intérêts des classes ouvrières et les exigences de l'évolution historique, mais aussi avec les conditions élémentaires d'existence de la communauté humaine.

Les institutions du régime capitaliste qui disposaient du sort des peuples : les gouvernements - monarchiques ou républicains, - la diplomatie secrète, les puissantes organisations patronales, les partis bourgeois, la presse capitaliste, l'Eglise : sur elles toutes pèse la responsabilité de cette guerre surgie d'un ordre social qui les nourrit, qu'elles défendent et qui ne sert que leurs intérêts.

Ouvriers !

Vous, hier, exploités, dépossédés, méprisés, on vous a appelés frères et camarades quand il s'est agi de vous envoyer au massacre et à la mort. Et aujourd'hui que le militarisme vous a mutilés, déchirés, humiliés, écrasés, les classes dominantes réclament de vous l'abdication de vos intérêts, de votre idéal, en un mot une soumission d'esclaves à la paix sociale. On vous enlève la possibilité d'exprimer vos opinions, vos sentiments, vos souffrances. On vous interdit de formuler vos revendications et de les défendre. La presse jugulée, les libertés et les droits politiques foulés aux pieds : c'est le règne de la dictature militariste au poing de fer.

Nous ne pouvons plus ni ne devons rester inactifs devant cette situation qui menace l'avenir de l'Europe et de l'humanité.

Pendant de longues années, le prolétariat socialiste a mené la lutte contre le militarisme; avec une appréhension croissante, ses représentants se pré-occupaient dans leurs congrès nationaux et internationaux des dangers de guerre que l'impérialisme faisait surgir, de plus en plus menaçants. A Stuttgart, à Copenhague, à Bâle, les congrès socialistes internationaux ont tracé la voie que doit suivre le prolétariat.

Mais, partis socialistes et organisations ouvrières de certains pays, tout en ayant contribué à l'élaboration de ces décisions, ont méconnu, dès le commencement de la guerre, les obligations qu'elles leur imposaient. Leurs représentants ont entraîné les travailleurs à abandonner la lutte de classe, seul moyen efficace de l'émancipation prolétarienne. Ils ont accordé aux classes dirigeantes les crédits de guerre; ils se sont mis au service des gouvernements pour des besognes diverses; ils ont essayé, par leur presse et par des émissaires, de gagner les neutres à la politique gouvernementale de leurs pays respectifs; ils ont fourni aux gouvernements des ministres socialistes comme otages de l'« Union sacrée ». Par cela même ils ont accepté, devant la classe ouvrière, de partager avec les classes dirigeantes les responsabilités actuelles et futures de cette guerre, de ses buts et de ses méthodes. Et de même que chaque parti, séparément, manquait à sa tâche, le représentant le plus haut des organisations socialistes de tous les pays, le Bureau socialiste international manquait à la sienne.

C'est à cause de ces faits que la classe ouvrière, qui n'avait pas cédé à l'affolement général ou qui avait su, depuis, s'en libérer, n'a pas encore trouvé, dans la seconde année du carnage des peuples, les moyens d'entreprendre, dans tous les pays, une lutte active et simultanée pour la paix dans cette situation intolérable, nous, représentants de partis socialistes, de syndicats, ou de minorités de ces organisations, Allemands, Français, Italiens, Russes, Polonais, Lettons, Roumains, Bulgares, Suédois, Norvégiens, Hollandais et Suisses, nous qui ne nous plaçons pas sur le terrain de la solidarité nationale avec nos exploiters mais qui sommes restés fidèles à la solidarité internationale du prolétariat et à la lutte de classe, nous nous sommes réunis pour renouer les liens brisés des relations internationales, pour appeler la classe ouvrière à reprendre conscience d'elle-même et l'entraîner dans la lutte pour la paix.

Cette lutte est la lutte pour la liberté, pour la fraternité des peuples, pour le socialisme.. Il faut entreprendre cette lutte pour la paix, pour la paix sans annexions ni indemnités de guerre. Mais une telle paix n'est possible qu'à condition de condamner toute pensée de violation des droits et des libertés des peuples. Elle ne doit conduire ni à l'occupation de pays entiers, ni à des annexions partielles. Pas d'annexions, ni avouées ni masquées, pas plus qu'un assujettissement économique qui, en raison de la perte de l'autonomie politique qu'il entraîne, devient encore plus intolérable. Le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes doit être le fondement inébranlable dans l'ordre des rapports de nation à nation.

Prolétaires !

Depuis que la guerre est déchaînée, vous avez mis toutes vos forces, tout votre courage, toute votre endurance au service des classes possédantes, pour vous entretuer les uns les autres. Aujourd'hui, il faut, restant sur le terrain de la lutte de classe irréductible, agir pour votre propre cause, pour le but sacré du socialisme, pour l'émancipation des peuples opprimés et des classes asservies.

C'est le devoir et la tâche des socialistes des pays belligérants d'entreprendre cette lutte avec toute leur énergie. C'est le devoir et la tâche des socialistes des pays neutres d'aider leurs frères, par tous les moyens, dans cette lutte contre la barbarie sanguinaire.

Jamais, dans l'histoire du monde, il n'y eut tâche plus urgente, plus élevée, plus noble; son accomplissement doit être notre œuvre commune. Aucun sacrifice n'est trop grand, aucun fardeau trop lourd pour atteindre ce but : le rétablissement de la paix entre les peuples.

Ouvriers et ouvrières, mères et pères, veuves et orphelins, blessés et mutilés, à vous tous qui souffrez de la guerre et par la guerre, nous vous crions : Par-dessus les frontières par-dessus les champs de bataille, par-dessus les campagnes et les villes dévastées :

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Zimmerwald (Suisse), septembre 1915.

Pour la délégation allemande : *Georg Ledebour, Adolf Hoffmann.*

Pour la délégation française : *A. Bourderon, A. Merrheim.*

Pour la délégation italienne : *G. E. Modigliani, Constantino Lazzari.*

Pour la délégation russe : *N. Lénine, Paul Axelrod, M. Bobrov.*

Pour la délégation polonaise : *St. Lapinski, A. Varski, Cz. Hanecki.*

Pour la Fédération socialiste interbalkanique :

Au nom de la délégation roumaine : *C. Racovski;*

Au nom de la délégation bulgare : *Vassil Kolarov.*

Pour la délégation suédoise et norvégienne : *Z. Högglund, Ture Nerman.*

Pour la délégation hollandaise : *H. Roland Holst.*

Pour la délégation suisse : *Robert Grimm, Charles Naine.*

Cette conception fut exprimée le plus clairement dans la feuille l'Internationale du 27 mai 1869, qui dit :

« Si les grèves s'étendent et se lient entre elles, elles sont près de devenir une grève générale ; et une grève générale, avec les idées d'émancipation qui règnent actuellement, ne peut aboutir qu'à une grande catastrophe, qui réaliserait la révolution sociale ».

Une décision du congrès syndical français de Bordeaux, en 1888, est conçue dans le même sens :

« Seule la grève générale ou la révolution pourra réaliser l'émancipation de la classe ouvrière ».

Une autre proposition française, soutenue par Briand et combattue par Legien, au dernier congrès socialiste international à Paris, en été 1900, se fonde sur les mêmes considérations : elle « invite les ouvriers du monde entier à s'organiser pour la grève générale, soit que cette organisation doive être entre leurs mains un simple moyen, un levier pour exercer sur la société capitaliste la pression indispensable à la réalisation des réformes nécessaires, politiques et économiques, soit que les circonstances deviennent si favorables que la grève générale puisse être mise au service de la révolution sociale. »

Document 6. – Liste des congrès de la II^e Internationale et bref survol sur la question de la guerre

Le discours de la II^e Internationale sur le danger de guerre se réduit à des tentatives successives d'en dire le moins possible et de rappeler les résolutions votées lors des congrès précédents : à Zürich (1893) on déclare que la « position des ouvriers en cas de guerre est définie d'une façon précise par la résolution du congrès de Bruxelles sur le militarisme » ; à Stuttgart (1907) le congrès « confirme les résolutions des précédents congrès internationaux concernant l'action contre le militarisme et l'impérialisme et rappelle que l'action contre le militarisme ne peut être séparée de l'action contre le capitalisme ».

A Copenhague (1910), « le congrès confirme les résolutions des congrès antérieurs et en particulier celles du congrès de Stuttgart »...

A Bâle (1912), où fut réuni un congrès extraordinaire, la résolution rappelle que « l'Internationale a formulé, dans ses congrès de Stuttgart et de Copenhague, les règles d'action du prolétariat de tous les pays pour la lutte contre la guerre » (Manifeste du congrès extraordinaire de Bâle.)

Paris	1889
Bruxelles	1891
Zürich	1893
Londres	1896
Paris	1900
Amsterdam	1904
Stuttgart	1907
Copenhague	1910
Bâle (extraordinaire)	1912
Congrès manqué	1914
Conférence Lugano	1914
Conférence Zimmerwald	1915
Conférence Kienthal	1916
Conférence Stockholm	1917

♦ **Paris 1889.** Le Congrès socialiste international de Paris de 15-20 juillet 1889¹ est le congrès fondateur de la II^e Internationale. Le quatrième point de l'ordre du jour est : « Abolition des armées permanentes et armement du peuple. » Il y a, selon les délégués au congrès, un lien évident entre la guerre et le système capitaliste. La résolution votée sur cette question souhaite que « l'armée permanente et la politique offensive dont elle est l'organe, doivent faire place à la politique défensive et pacifique de la démocratie, à *l'organisation du peuple entier exercé, armé* », avec pour objectif « la sauvegarde de son indépendance et de ses libertés ». La guerre est considérée comme le résultat des « conditions économiques actuelles » : elle ne pourra disparaître qu'avec « la disparition même de l'ordre capitaliste, l'émancipation du travail et le triomphe international du socialisme ». L'émancipation de la classe ouvrière est perçue comme la seule condition permettant un monde de paix.

¹ L'ensemble des résolutions de congrès citées dans le présent chapitre peuvent être consultées dans *Les Congrès Socialistes Internationaux, Ordres du jour et Résolutions*, Bureau Socialiste International, Bruxelles, 1902.

♦ **Bruxelles 1891.** C'est à Bruxelles qu'a lieu le deuxième congrès de l'Internationale, du 16 au 23 août 1891. Le quatrième point de l'ordre du jour n'est plus l'abolition des armées mais « le militarisme : De la position et des devoirs de la classe ouvrière vis-à-vis du militarisme ». C'est à ce congrès qu'est abordée la question de la grève générale comme moyen pour combattre la classe dirigeante et s'opposer à la guerre. Cette question sera l'objet d'un litige permanent au sein de l'Internationale entre d'une part les Français et les Hollandais qui y sont favorables et d'autre part le parti social-démocrate allemand qui est vigoureusement opposé à cette idée. Le principal argument de la social-démocratie se fonde sur l'idée que la grève générale ne peut pas être mise en œuvre dans un pays fortement militarisé, comme l'Allemagne.

La grève générale ne sera même pas mentionnée dans la résolution finale, qui affirme que le militarisme est « le résultat fatal » du système capitaliste, qui favorise la guerre « ouverte ou latente » et qui est considéré comme « le régime d'exploitation de l'homme par l'homme » dont la conséquence est la lutte des classes. Enfin, la résolution déclare que « seule la création d'un ordre socialiste mettant fin à l'exploitation de l'homme par l'homme mettra fin au militarisme et assurera la paix définitive ». A l'évidence, la résolution entend proposer un condensé de doctrine marxiste. Les opposants à la guerre doivent donc « entrer dans le Parti Socialiste International qui est le véritable et unique PARTI DE LA PAIX »¹.

♦ **Zurich (6-12 août 1893).** Les deux questions litigieuses constituent cette fois des points séparés de l'ordre du jour : nous avons d'abord (point 2) : « Attitude de la démocratie socialiste en cas de guerre », ensuite (point 11) « la grève générale ». C'est le hollandais Nieuwenhuis qui propose, face au danger de guerre, la grève militaire. Cette proposition est rejetée parce qu'elle serait inapplicable si un pays suivait les consignes de l'Internationale et l'autre pas. En somme, un congrès socialiste dont la fonction est d'émettre des consignes, des recommandations, n'entend rédiger ces dernières qu'en envisageant qu'elles ne soient pas appliquées.

Il est certain que si, en cas de guerre, un pays applique les consignes internationalistes et l'autre pas, ce dernier risque de se trouver en situation de faiblesse. Mais alors, en partant de cette hypothèse, *il n'y a pas de solution* : il n'y a aucun moyen de garantir l'application par tous des consignes des congrès socialistes. Dès lors, la social-démocratie allemande va mettre en branle la machinerie théorique du marxisme : dans la mesure où le parti social-démocrate allemand est le plus puissant, le mieux organisé, il n'est

¹ *Ibid.*, p. 78

pas envisageable qu'il se trouve victime de ce piège ; il en résulte que son maintien à tout prix est le principal objectif et qu'une victoire allemande sera également la victoire du modèle allemand de socialisme. En fait, la conviction des social-démocrates allemands est la grève générale conduirait au triomphe de la réaction parce si dans les pays où la classe ouvrière est organisée les consignes seraient suivies, elles ne le seraient certainement pas en Russie où la classe ouvrière irait à la guerre sans discuter.

La résolution du congrès de Zurich reprendra cependant des thèses de l'opposition : elle encourage les gens à « repousser tous les crédits militaires », à « protester contre les armées permanentes » et à « réclamer le désarmement » pour faire disparaître la classe dirigeante et, par conséquent, la guerre. Si le congrès considère que la grève peut, dans certains cas, être une « arme très efficace, non seulement dans la lutte *économique* mais aussi dans la lutte *politique* », qu'elle présuppose « une puissante *organisation syndicale et politique* de la classe ouvrière ».

♦ **Londres (27-31 juillet 1896)**. Le cinquième point de l'ordre du jour annonce simplement : « La guerre ». La résolution qui est adoptée est évidemment celle du parti social-démocrate, qui domine largement. Cette résolution n'apporte rien de nouveau par rapport aux congrès précédents, elle reprend les thèses marxistes banales. La seule nouveauté est la revendication de « tribunaux arbitraux chargés de régler pacifiquement les conflits entre nations ». L'abolition du « système des traités secrets » est demandée. Au cas où « les gouvernements n'acceptent pas la sentence arbitrale », ce sont les peuples qui décideront de la guerre ou de la paix...

♦ **Paris (23-27 septembre 1900)**. Point 7 : « Paix internationale et militarisme ; suppression des armées permanentes », et point 12 : « la grève générale ». Là encore, les deux points sont séparés. Pour lutter contre le militarisme, le congrès propose l'éducation, la votation contre les dépenses militaires et un « mouvement de protestation et d'agitation anti-militariste uniforme et commun dans tous les pays ».

Concernant la grève, c'est le point de vue allemand qui domine : la grève générale n'est pas le moyen de réaliser la révolution sociale. La résolution déclare : « Le Congrès est d'avis que les *grèves* et les *boycotts* sont des moyens nécessaires pour réaliser la tâche de la classe ouvrière, mais il ne voit pas la possibilité actuelle d'une grève générale internationale ».

♦ **Amsterdam (14-20 août 1904)**. Après 1900 le contexte politique change du fait de l'accroissement des tensions internationales. La menace de guerre devient plus concrète, mais cela ne réduit pas pour autant les divergences sur les moyens à employer pour s'y opposer. A partir du

congrès d'Amsterdam, les débats sur la guerre deviennent plus pressants, mais le congrès ne prend aucune position nouvelle sur les questions du militarisme et de la guerre. La question qui domine ce congrès est l'opposition entre socialistes français et allemands sur la tactique politique : faut-il ou non s'allier avec les partis bourgeois les plus progressistes.

♦ **Stuttgart** (16-24 août 1907). C'est un des plus grands congrès de l'Internationale. Cette fois, le point « Militarisme et les conflits nationaux » est le premier de l'ordre du jour. Le débat s'engage sur « l'action du prolétariat international contre la guerre »¹. S'opposent encore Français et Allemands. Les premiers veulent qu'on discute des moyens à mettre en œuvre pour empêcher la guerre ; les seconds insistent sur la liberté l'indépendance à chaque peuple. Ce qui est en jeu est : faut-il définir les moyens à l'avance ou laisse-t-on à chaque pays le choix des moyens ? Le congrès parvient à la conclusion que « l'Internationale ne peut pas enfermer d'avance, dans des formules rigides, l'action nécessairement diverse, selon le temps et les milieux des divers partis nationaux, mais elle a le devoir *d'intensifier et de coordonner le plus possible les efforts de la classe ouvrière contre le militarisme et contre la guerre* »². La résolution qui est proposée est acceptée à l'unanimité, ce qui est très surprenant, compte tenu des divergences en présence.

Une telle unanimité de façade ne peut être que le résultat de formulations passe-partout acceptables par tout le monde, et dont l'objectif est moins de mettre en place des mesures applicables que de faire étalage à tout prix d'une *unanimité*. Ainsi la résolution évoque-t-elle à la fois « le devoir de défense nationale » et celui de « révolution sociale », ce qui met nationalisme et internationalisme dans le même panier. On songe à ce que dira Hubert Lagardelle à propos du congrès suivant, celui de Copenhague, lorsqu'il évoque « le bienfaisant artifice de langage que sont les résolutions éclectiques »³.

♦ **Copenhague** (28 août- 3 septembre 1910). Un nombre important de délégués se réunissent dans la capitale du Danemark, venus de vingt-trois pays. Il s'agit de mettre en place les moyens qui permettront de réaliser les principes discutés à Stuttgart. En réalité, nous avons une énumération de vœux pieux : « Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière dans les pays concernés, c'est un devoir pour leurs représentants

¹ *Encyclopédie Socialiste syndicale et coopérative de l'Internationale Ouvrière*, Paris, Aristide Quillet, 1913, p. 54

² *Idem*, p. 57

³ Hubert Lagardelle « Le Congrès de Copenhague », *Le Mouvement Socialiste*, octobre 1910.

dans les Parlements avec l'aide du Bureau international, force d'action et de coordination, de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre ... »¹. La majorité du congrès est contre la grève générale, l'un des arguments avancés étant que dans certains pays les syndicats ne sont pas en position d'imposer la grève aux *ouvrières*. On décide cependant de reporter cette question au congrès suivant.

Le congrès s'étonne de l'augmentation des armements malgré les déclarations pacifistes des congrès précédents, sans se demander si les États et les constructeurs d'armes puissent ne pas prendre au sérieux des déclarations contre la guerre d'organisations qui refusent catégoriquement le recours à la grève...

Lé résolution contre la guerre reprend les formulations des congrès précédents, et ajoute une clause d'arbitrage en cas de menace de conflit entre deux pays : « S'il y a hésitation ou retard de décision de leurs partis nationaux consultés, le secrétaire du BSI, sur la demande d'au moins un des prolétariats intéressés, convoquera d'urgence le BSI et la Commission Interparlementaire qui devront aussitôt se réunir, soit à Bruxelles, soit en tout lieu qui, suivant les circonstances, paraîtrait mieux à convenir »².

Le congrès suivant est fixé à Vienne en 1913 mais les Hollandais demandent qu'il soit reporté à 1914 qui marque le 25^e anniversaire de la II^e Internationale et le 50^e de la Première. En période de crises internationales répétées on songe tout de même aux célébrations. La guerre balkanique d'octobre 1912 remet tout en cause avec l'aggravation de la situation internationale. Le 17 novembre 1912 se tiennent partout en Europe des rassemblements contre la guerre balkanique.

Le BSI décide donc d'organiser un congrès extraordinaire afin de « donner à la protestation et à l'action contre la guerre le plus d'unité et d'efficacité possible »³. Un congrès socialiste international est prévu pour 1914.

♦ **Le Congrès extraordinaire de Bâle (24-25 septembre 1912)**. La situation politique internationale se dégrade et c'est une période où se déroulent de nombreuses manifestations contre la guerre dans les villes européennes. Le congrès de Bâle entend montrer que la II^e Internationale est décidée à tout faire pour éviter la guerre. En fait, se déroule une sorte de kermesse.

¹ Grünerger Carl. *Die Internationale und der Weltkrieg*, Leipzig, Verlag von C. L. Hirschfeld, 1916, p. 13

² *Idem*, p. 13

³ HAUPT, George. *Bulletin Périodique du Bureau Socialiste International, 1909-1913, Années I-VI – Numéros 1-11 et suppléments*, Genève, Minkoff Reprint, 1979, p. 490

Les précédents congrès de l'Internationale n'avaient certes pas trouvé de solution aux problèmes qui se posaient, mais on en discutait. Maintenant, on n'en discute plus du tout. Les délégués des partis socialistes se succèdent pour prononcer une multiplicité de discours pour la paix ou contre la guerre. ON prépare une motion sur « La situation internationale et l'entente pour une action contre la guerre ». On déclare la « guerre à la guerre, paix sur la terre... ! ». Une grande manifestation rassemble les délégués du congrès et une foule de personnes venues de toute la Suisse. On se dirige vers la cathédrale où sont encore prononcés de nombreux discours. Des milliers de personnes ne peuvent même pas pénétrer dans la cathédrale. Le presse de Genève souligne le surcroît de grandeur et de dignité provenant du fait que la séance du dimanche après-midi a lieu dans la cathédrale.

Bref, c'est l'enthousiasme qui aplanit les divergences sur les modalités d'action. L'article du *Journal de Genève* conclut sur l'illusion que « l'imposante manifestation de Bâle contribue pour sa part à faire réfléchir les gouvernements et à maintenir la paix menacée dans l'Europe occidentale »¹.

La formulation de la résolution sur la guerre, rédigée par V. Adler (Autriche), Bebel (Allemagne), Jaurès (France), Keir-Hardie (Angleterre) et Plekhanoff (Russie) est tellement vague qu'elle est votée à l'unanimité ; elle ne prévoit aucun moyen d'action particulier, aucune initiative, elle se contente de laisser toutes les possibilités ouvertes : « Le Congrès demande aux partis socialistes de continuer vigoureusement leur action par tous les moyens qui leur paraîtront appropriés »². C'est donc avec de telles consignes que la II^e Internationale engage les huit millions de socialistes européens et la classe ouvrière internationale à s'opposer à la guerre. Là encore, ce qui semble importer est moins de transmettre des consignes claires que de donner l'illusion de l'unanimité. On s'imagine encore que les classes dominantes n'oseront pas s'engager dans une guerre de peur qu'une guerre universelle débouche sur la révolution prolétarienne. On ne songe pas que lesdites classes dominantes sont d'autant moins inquiètes de cette perspective que le mouvement socialiste se montre incapable d'*empêcher* cette guerre.

C'est ce que la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France montrera.

¹ *Journal de Genève* 25.11.1912

² Haupt, George, *op. cit.*, 1979, p. 498

Contre toute attente, l'analyse que fera le bureau socialiste international de la situation dans le courant de l'année 1913 conclut à une détente de la situation internationale. Les fortes oppositions qui avaient divisé les Allemands et les Français se sont atténuées et les deux partis se rapprochent. Lorsque, à la mi-décembre 1913 le BSI se rencontre à Londres pour préparer le congrès de Vienne, l'atmosphère est plutôt détendue¹. L'ordre du jour du congrès de Vienne prévoit naturellement un point sur la guerre : « L'impérialisme et la position de l'Internationale en face de la guerre », avec une discussion sur les moyens à employer, sur laquelle on s'attend à des désaccords.

Après l'attentat de Sarajevo, le 28 juin 1914, personne n'imagine que cela débouchera sur une grande conflagration. Dans le mouvement socialiste, on pense que la crise pourra être surmontée comme les précédentes crises, balkaniques ou non : par la diplomatie. Mais après l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie, le 23 juillet 1914, le BSI convoque une réunion plénière à Bruxelles pour les 29 et 30 juillet : le Bureau appelle encore une fois les prolétaires à tout faire pour empêcher la guerre, sans proposer rien de concret. Lorsque le conflit éclate deux jours plus tard, les classes ouvrières européennes suivront les appels à la mobilisation pour défendre leurs patries respectives. Aucune directive concrète n'aura été donnée par l'Internationale.

¹ Cf. George Haupt, *Le Congrès manqué, l'Internationale à la veille de la première guerre mondiale*, Paris, François Maspero, 1965.

G. Sorel, préface à l'Histoire des Bourses du Travail

Les congrès internationaux en sont réduits à rabâcher les mêmes vœux ou à se contenter de vœux démocratiques ; singer avait bien raison quand il disait ¹ qu'il est mauvais de réunir trop souvent des congrès et que «cette répétition diminue la valeur des résolutions». A chaque nouveau congrès, il y a dégénérescence de la doctrine ; pour maintenir une unité apparente, on abandonne les traditions. Engels avait écrit en 1894 ² que le programme agricole de Nantes devrait être révisé pour être mis d'accord avec les principes ; deux ans après, le congrès de Londres décidait «qu'il y a lieu de laisser aux différentes nationalités le soin de déterminer les moyens d'action les mieux appropriés à la situation de chaque pays» ; cette résolution fut considérée comme une approbation tacite de ce qu'Engels avait critiqué ; — à Paris, en 1900, il ne fut plus question du remplacement de l'armée par des milices, et encore moins de l'armement général du peuple ; — enfin, le congrès n'osa pas prendre de décision sur la question capitale de la participation d'un socialiste au gouvernement. Ce fut la faillite définitive ; en voulant sauver l'unité, on aboutissait à montrer qu'elle ne sert à rien ³.

On avait voulu avoir une autorité centrale pour éclairer les divers partis, et cette autorité centrale se déclarait incompétente !

Congrès de 1900 « A ce même congrès on décida d'établir des relations suivies entre les Bourses et les jeunes ouvriers appelés sous les drapeaux. »

¹ Compte rendu sténographique, déjà cité, p. 142.

² Cf. *Mouvement socialiste*, 15 octobre 1900, p. 462.

³ « Il faudrait en finir une fois pour toutes avec ces embrassades générales qui terminent les congrès, » dit Ch. Bonnier à propos du dernier congrès des social-démocrates autrichiens à Vienne (*Socialiste*, 8 décembre 1901). « Ou bien on aboutit au bavardage, ou bien on rompt ; l'unité intellectuelle se conserve bien plus facilement quand on ne prétend pas l'assimiler à une unité politique. »

